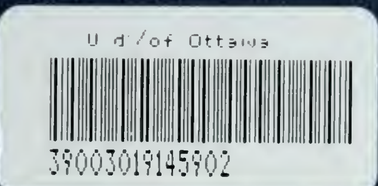
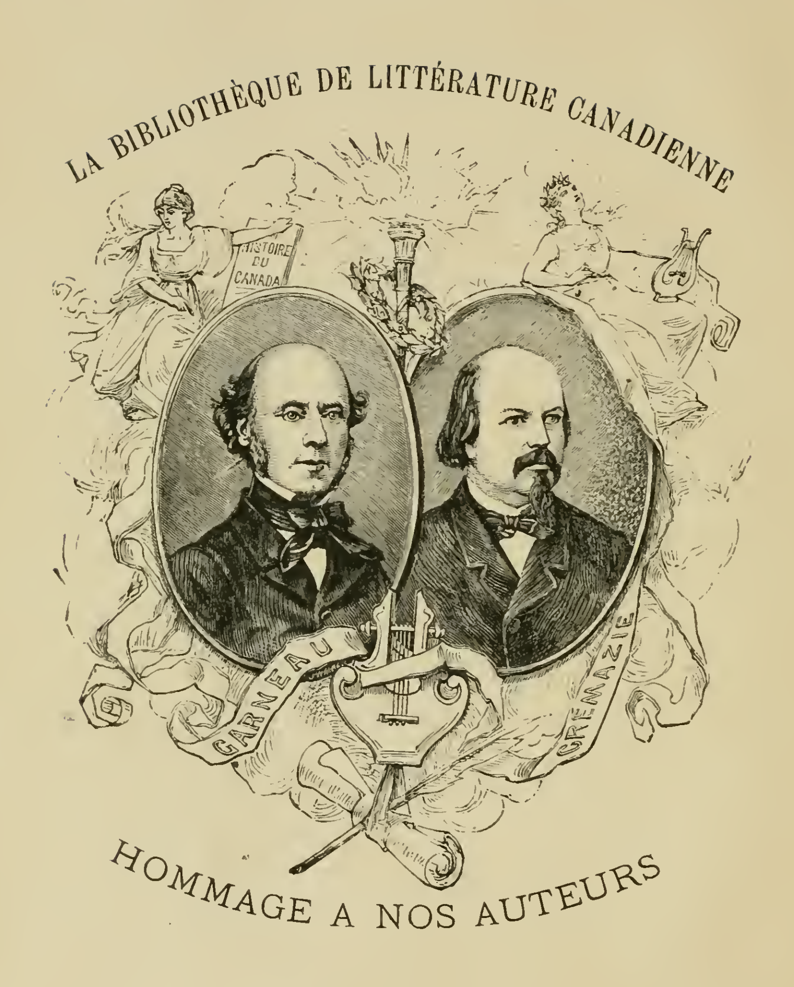

U d'/of Ottawa
39003019145902

LETTRES ET FRAGMENTS DE LETTRES

DE

OCTAVE CRÉMAZIE


LA BIBLIOTHÈQUE DE LITTÉRATURE CANADIENNE
HISTOIRE DU CANADA
GARNEAU
CREMAZIE
HOMMAGE A NOS AUTEURS

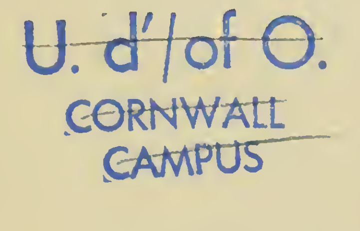
LETTRES ET FRAGMENTS DE LETTRES

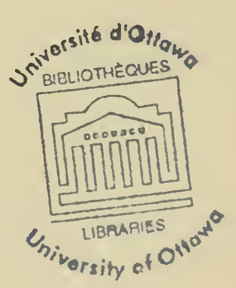
DE

OCTAVE CRÉMAZIE

PUBLIÉES SOUS LE PATRONAGE DE

L'INSTITUT CANADIEN DE QUÉBEC





MONTRÉAL
C. O. BEAUCHEMIN & FILS, LIBRAIRES - IMPRIMEURS
256 et 258, rue Saint-Paul

1886

LETTRES ET FRAGMENTS DE LETTRES

DE

OCTAVE CREMAZIE

Le commerce de librairie dans lequel Octave Crémazie était engagé le fit passer en France en 1856. Il crut faire un acte de patriotisme en faisant parvenir à Napoléon III un exemplaire de l'*Histoire du Canada* par F.-X. Garneau et une de ses propres poésies, probablement celle qui porte pour titre *le Vieux Soldat canadien*, et qui avait été composée à l'occasion de l'arrivée à Québec de la corvette française *la Capricieuse*. L'empereur fit accuser réception de cet envoi par une lettre des plus flatteuses.

Parmi la correspondance de Crémazie se trouve une lettre de cette époque adressée à ses frères.

A MM. JACQUES ET JOSEPH CRÉMAZIE.

Paris, 10 avril 1856.

Mes chers frères,

.... Après vous avoir écrit jeudi dernier, je me suis rendu à l'Académie. Une réception acadé-

mique est bien certainement une des plus belles choses qui se puissent voir, ou plutôt entendre. M. de Broglie, le chef du parti orléaniste, avait à faire l'éloge de M. de Saint-Aulaire, auteur d'une *Histoire de la Fronde.* Tout naturellement lui, le soutien de la monarchie parlementaire, il n'a trouvé de beau dans cet épisode de l'histoire de France que le parlement et le conseiller Broussel. M. Nisard, qui répondait au nom de l'Académie et qui est complètement rallié au gouvernement de l'Empereur, n'a pas partagé l'opinion du récipiendaire. Il a trouvé que le parlement ne faisait que de l'embarras, et que les seuls grands caractères de cette époque sont bien Anne d'Autriche et Mazarin.

Cette lutte à mots couverts entre le gouvernement absolu, représenté par Nisard, et le régime parlementaire, défendu sous le nom de la Fronde par M. de Broglie, était excessivement intéressante, et cela d'autant plus que le champion de ce dernier parti essayait de relever son drapeau, entouré de presque tous ses compagnons des combats d'autrefois: Thiers, Guizot, Odilon Barrot, Montalembert, qui étaient assis autour du récipiendaire.

Outre l'intérêt attaché à la réception de M. de Broglie, il y avait encore un grand attrait pour moi, celui de voir les quarante immortels. La partie réservée aux spectateurs contenait autant d'illustrations que les fauteuils académiques. Cuvillier-Fleury, M. de Pontmartin, le comte de Falloux, Dumas fils, le maréchal Vaillant, le maréchal Canrobert et une foule de célé-

brités de tout genre garnissaient les banquettes des tribunes réservées aux spectateurs. Toutes les grandes dames du faubourg Saint-Germain étaient aussi là, depuis les vieux noms historiques, comme Rohan, Clermont-Tonnerre, Brézé, Montesquiou, jusqu'à ceux sortis hier des rangs de la foule, comme les Duchâtel, les Pereire, etc. Somme toute, c'est bien la plus belle journée de mon séjour à Paris... Adieu, chers frères.

Ce fut en novembre 1862 qu'eut lieu le désastre commercial qui occasionna l'effondrement de la librairie de Crémazie et son départ précipité du Canada. C'est alors que s'ouvre la correspondance qui va suivre et qui ne se termine qu'à sa mort.

On sait la terrible congestion cérébrale dont Crémazie fut pris à son arrivée à Paris. On sait aussi avec quelle bienveillance M. Hector Bossange lui ouvrit les portes de son château de Citry, au commencement de sa convalescence. Un plus long séjour à la campagne lui étant nécessaire, il prit le parti de se rendre à Châteauneuf, sur les bords de la Loire.

A MM. Jacques et Joseph Crémazie.

Châteauneuf, 8 juin 1863.

Mes chers frères,

.... Je marche beaucoup tous les jours. Tantôt je vais faire une longue promenade sur les bords de la rivière, tantôt je vais visiter les villages environnants.

La semaine dernière, je suis allé à Germigny des

Prés, village de huit cents âmes, à une lieue de Châteauneuf. Il y a là une église bâtie en 806, très curieuse à voir ; elle renferme une mosaïque du style byzantin, qui passe pour la plus ancienne mosaïque de la France. Ce jour-là, c'était la fête du pays. Sur la place de l'église, les villageois et les villageoises dansaient au son du violon, que jouait un ménétrier perché sur un tonneau. C'était curieux, mais les villageoises ne ressemblaient pas du tout aux bergères de Florian. Avec leur teint hâlé et leurs gros sabots, ces paysannes m'ont paru bien inférieures à nos *habitantes*.

J'étais avec M. Lubin. Nous sommes entrés chez des paysans au moment de leur dîner. Sur un escabeau, haut d'à peu près deux pieds et long de trois, la femme pose une immense gamelle contenant une soupe au pain de seigle et aux pommes de terre. (Ce pain est noir comme celui de nos campagnes.) On mange à la gamelle avec la cuillère. La soupe enlevée, on place sur la table un gros morceau de lard bouilli, dont chacun coupe une tranche avec son couteau de poche. Cette tranche, on la met sur un gros morceau de pain et on la mange ainsi. Après le lard, on sert une énorme salade, dans la gamelle, comme la soupe. Voilà le dîner. Pendant le repas, on passe le pichet, grosse cruche en grès qui renferme de la piquette. Les assiettes, la nappe, les fourchettes semblent parfaitement inconnues. Franchement nos paysans sont beaucoup plus heureux que ceux de France.

En revenant vers neuf heures, nous avons rencon-

tré une bande de jeunes gens qui s'en allaient gaiement à Saint-Benoît, en chantant:

As-tu vu la lune, mon gars?

exactement sur le même air que nous......

Les élections ont eu lieu la semaine dernière ici pour le corps législatif. Châteauneuf, qui est un pays rouge, a donné une majorité au candidat de l'opposition, ce qui n'a pas empêché le duc de Tarente, fils du maréchal Macdonald, candidat du gouvernement, d'être élu à une forte majorité. Tout s'est passé de la manière la plus tranquille; la plus grande liberté est accordée aux candidats de l'opposition. On distribue, comme chez nous, des professions de foi dans toutes les maisons, et, comme c'est le scrutin secret dans toute la force du terme, chacun peut librement voter selon ses convictions.

Aussitôt que ma tête sera bien, je retournerai à Paris pour m'y placer comme employé dans quelque bureau d'affaires. La vie ici coûte presque aussi cher qu'à Paris et j'y éprouve beaucoup plus les douleurs de l'isolement et de l'exil...

A M. Jacques Crémazie.

Paris, 27 juillet 1863.

Mon cher Jacques,

.... Il règne à Paris une grande fermentation à propos de la Pologne. La réponse de Gorts-

chakoff aux trois puissances occidentales est considérée comme un défi, et, dans le quartier où je demeure, Belleville, quartier essentiellement ouvrier, on n'entend parler que de la Pologne. La Bourse, ce baromètre de la politique, baisse tous les jours et on s'attend à la guerre avec la Russie.

Les révolutionnaires donnent la main aux journaux religieux pour crier: Vive la Pologne! Quelle sera la dupe dans cette mise en scène qui me paraît un peu exagérée? Dieu seul le sait. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que tous les partis opposés à Napoléon cherchent à faire leurs petites affaires sous le manteau de la sympathie pour la Pologne. Car je ne comprends pas trop comment les journaux religieux font tant de tapage en favorisant la révolution polonaise, dont les principaux chefs étaient les compagnons de Garibaldi dans le vol du royaume de Naples. L'avenir nous dira ce qui doit sortir de cette croisade polonaise......

Au même.

Paris, 11 avril 1864.

Mon cher frère,

.... Pour les Parisiens, la réception de M. Dufaure à l'Académie française a été l'événement de la semaine. Le nouvel académicien succédait à M. le duc Pasquier, qui mourut, l'année dernière, âgé de

quatre-vingt-dix-sept ans, et qui, dans sa vie si longue et si accidentée, avait vu se passer tant de grands événements, avait servi tant de pouvoirs. Membre du parlement en 1787, il fut mêlé à toutes les révolutions qui ont agité la France depuis soixante-dix ans, et, comme M. Dupin aîné, il fut toujours assez habile non seulement pour rester debout, mais encore pour occuper sous tous les régimes des postes importants. Il n'y a rien de bien littéraire dans une pareille existence. Mais à quoi servirait-il d'être grand seigneur si on ne pouvait entrer à l'Académie sans être homme de lettres?

M. Dufaure, avocat et homme politique, qui n'est pas beaucoup plus littérateur que M. Pasquier, a fait un éloge assez lourd de son prédécesseur.

En répondant au récipiendaire, M. Patin n'a pas été plus heureux, et tous les journaux de Paris ont recommencé leur guerre contre l'Académie.

Sous le régime actuel, les séances publiques de l'Institut ont un grand attrait. Presque tous les académiciens sont opposés à l'Empereur, et une réception académique est toujours une fête attendue avec impatience par les légitimistes et les orléanistes. Le nouvel élu et celui qui le reçoit savent toujours parsemer leurs discours d'allusions plus ou moins voilées au gouvernement de Napoléon, allusions que les belles comtesses et les vieux marquis du faubourg Saint-Germain s'empressent de couvrir d'applaudissements. Comme les partisans des Bourbons n'ont ni la liberté, ni proba-

blement la force de faire une opposition ouverte, ils s'amusent à faire cette petite guerre d'allusions spirituelles et d'épigrammes mordantes. Chez nous, en Amérique, où nous avons la liberté de réunion et celle de la presse, cette lutte serait ridicule. Ici, ce n'est pas seulement un besoin, c'est, si je puis m'exprimer ainsi, une volupté de l'esprit...

A MM. Jacques et Joseph Crémazie.

Paris, 13 décembre 1864.

Mes chers frères,

J'ai reçu, vendredi, vos lettres du 25 novembre. Que ne donnerais-je pas pour pouvoir être près de vous pendant une heure! Ce bonheur me sera-t-il jamais accordé? Je le désire de toutes les forces de mon âme, mais je n'ose l'espérer.

Tous les soirs, je vais marcher pendant à peu près une heure. En rentrant, j'achète *le Petit Journal*. Monté dans ma chambre, au quatrième étage, j'allume mon feu (je suis devenu un allumeur de feu de première force) et je me mets dans mon fauteuil, au coin de la cheminée. Puis, quand j'ai lu mon journal, j'éteins ma bougie et je reste à rêver en tisonnant mon feu.

Pour l'homme isolé, il n'est pas de plus agréable

compagnon que le feu de cheminée. Il y a tout un monde de formes étranges et capricieuses dans les mouvements de la flamme, et ces formes réveillent en moi une foule de souvenirs qui me transportent vers des temps heureux. Mon feu est le seul ami que je possède en France, et les heures passées près de lui sont les plus heureuses de la journée...

A SA MÈRE.

Paris, 7 février 1865.

Ma bonne mère,

J'ai reçu, vendredi et samedi de la semaine dernière, vos lettres du 13 et du 20 janvier. Ce qui m'a surtout causé un bonheur inexprimable, c'est la réception de votre portrait, que j'ai trouvé dans les journaux que Joseph m'a envoyés.

Maintenant que j'ai votre photographie, je pourrai vous embrasser tous les soirs et tous les matins, comme je le faisais quand j'étais près de vous. Ce qui me console en regardant votre portrait, c'est que vous ne paraissez pas avoir vieilli depuis que j'ai eu la douleur de vous quitter. J'ai donc l'espérance de pouvoir vous revoir avant de mourir.

La semaine prochaine, j'espère que je pourrai vous envoyer mon portrait. Je suis assez bien et vis mainte-

nant à Belleville. J'ai une bonne chambre. J'ai dans mon professeur * un compagnon avec lequel je passe une ou deux heures de la soirée, soit à jouer aux dominos, soit à causer ; ce qui me distrait un peu.

Pour ce qui est de M. S., je serais bien heureux de le revoir, mais il vaut mieux ne pas lui donner mon adresse. Sa vue rouvrirait chez moi bien des blessures qui sont à peine fermées.

Après bien des souffrances et des combats, je suis parvenu à accepter avec résignation l'isolement où mes fautes m'ont placé. Le Canada, les amis d'autrefois, tout cela je le chasse de ma pensée pour concentrer toutes mes affections sur ma mère et mes deux frères. Le reste n'existe plus pour moi. Demain vous me diriez que F. E. est à Paris que je ne voudrais pas le voir. Pourtant il a été le meilleur de mes amis, mais sa vue briserait toute ma force de résignation et renouvellerait toutes les douleurs des premiers jours de mon exil.

Donc ne dites rien à M. S. de l'endroit où je vis. Si vous en avez l'occasion, remerciez-le de son affection pour moi. Encore une fois, il vaut mieux que je ne le rencontre point. Si jamais je dois retourner au pays, j'aurai tout le temps de revoir mes amis ; si je dois rester toujours en exil, mieux vaut qu'ils soient morts pour moi comme je suis mort pour eux....

Votre pauvre enfant.

* Probablement M. Cavenagh, professeur de langues.

A M. Jacques Crémazie.

Paris, 25 février 1868.

Mon cher frère,

.... Mercredi, quand j'ai dîné chez M. Bossange, il a bien voulu me promettre une carte d'admission pour le corps législatif. Samedi matin, je recevais cette carte. A une heure, j'étais au palais Bourbon, et, à deux heures et demie, messieurs les députés faisaient leur entrée dans la salle des séances. J'ai eu la bonne fortune d'entendre parler Rouher et Thiers, qui ont occupé presque toute la séance. Rouher a d'abord parlé pendant près de deux heures, puis Guéroult pendant une demi-heure. Alors Thiers est venu attaquer le gouvernement, à propos de la loi sur la presse, au sujet de l'amendement présenté par l'opposition sur le compte rendu des débats de la chambre. M. Rouher, qui avait déjà parlé pendant deux heures sur ce sujet, a répliqué. Thiers est revenu à la charge, ce qui a nécessité un nouveau discours de Rouher. Ce sont deux terribles jouteurs que ces orateurs. Thiers, tout petit, portant avec grâce ses soixante-quinze ans qui ne semblent pas lui peser, attaque avec beaucoup de vivacité dans la voix et dans le geste, quoique la pensée soit toujours revêtue d'une forme modérée. Rouher, tout au contraire, est un gros homme dont la puissante membrure annonce la force physique et dont le large front atteste la force intellectuelle et

l'indomptable énergie. Thiers est plutôt un causeur, mais un causeur qui s'élève aux plus hauts sommets de l'éloquence quand il a en face de lui un adversaire qui lui rend la monnaie de sa pièce. Rouher m'a semblé, par son ton plus solennel, par son geste plus étudié, répondre mieux que Thiers à l'idée que nous nous faisons du grand orateur. Mais ce qui est admirable dans tous les deux, c'est l'éloquence. Quelle clarté, quelle méthode dans l'improvisation! Comme les phrases succèdent aux phrases, les périodes aux périodes, sans effort, sans hésitation! Tout cela coule comme un fleuve dont la source est intarissable. Nos pauvres orateurs canadiens, même les meilleurs, quand ils improvisent, ont des tâtonnements, des *eh* et des *heu* qui les aident à trouver leurs phrases. Ici, rien de cela. L'expression propre arrive sans se faire attendre une seconde, et la phrase faite dans le feu de l'inspiration est claire, nette, élégante comme si elle avait été enfantée dans le silence du cabinet. J'ai vu là toutes les sommités politiques. Je garderai longtemps le souvenir de cette journée..

A MM. Jacques et Joseph Crémazie.

Paris, 23 août 1870.

Mes chers frères,

.... Vous avez dû être aussi surpris qu'affligés en apprenant la défaite de l'armée française, le 6

août. Les Anglo-Canadiens doivent être contents de voir que la vieille France a été obligée de reculer devant leurs cousins allemands. Qu'ils ne se hâtent pas trop cependant d'entonner le chant triomphal. La France a encore plus d'un atout dans son jeu, et le dernier mot de cette lutte gigantesque n'est pas encore dit.

Le comte de Palikao, le nouveau ministre de la guerre, fait des prodiges depuis dix jours. La nation se lève, les armées sortent de terre comme par enchantement, et je crois plus que jamais que la victoire définitive appartiendra à la France. MacMahon a maintenant à Châlons une armée de deux cent vingt-cinq mille hommes, composée, non pas de mobiles ou de gardes nationaux, mais bien de vieilles troupes qui ont vu le feu. C'est dans les plaines de la Champagne que se livrera la grande bataille, et je crois que, cette fois, les chances de succès sont du côté du drapeau tricolore.

Une autre armée se forme à Lyon. Elle pourra dans quelques jours mettre en ligne cent vingt-cinq mille hommes de troupes aguerries.

Ici, à Paris, on prépare la défense de la capitale. Tout est à peu près terminé. Si la fortune, dans la prochaine rencontre, se déclarait encore pour la Prusse, Paris, avec ses forts détachés et son enceinte continue, aussi imprenable que Gibraltar, pourrait tenir assez longtemps pour permettre aux armées du Midi et de l'Ouest de venir écraser les Prussiens sous les murs de

la vieille Lutèce. J'ai toujours une confiance entière dans l'issue de la lutte. Les Anglais se frottent les mains et crient déjà sur les toits que la France est perdue. Bien que leurs intérêts commerciaux soient avec la nation française, le fanatisme religieux les entraîne du côté de la Prusse protestante.

La France catholique vaincue, humiliée, c'est le commencement de la fin pour la race latine.

L'Angleterre, qui a toujours vu d'un œil jaloux le grand rôle que la France joue dans le monde, ne se sent pas de joie en voyant ses *kinsmen* des forêts de la Germanie vaincre et rançonner cette nation gauloise qui tient depuis si longtemps le flambeau de la civilisation. Ce qu'elle a toujours été incapable de faire, la Prusse semble, pour le moment, en voie de l'accomplir. Mais qu'elle attende la fin, j'espère qu'elle rira jaune.

Vous savez déjà que les Prussiens ont été rossés par Bazaine dans les journées des 14, 15, 16 et 18. Bien que ces combats ne puissent avoir une influence décisive immédiate, ils ont cependant une importance considérable, parce qu'ils empêchent le prince Frédéric-Charles d'opérer sa jonction avec l'aile gauche, commandée par le prince royal. Pendant que Bazaine tient en haleine les Prussiens devant les murs de Metz, MacMahon concentre une armée formidable à Châlons pour livrer bataille au fils du roi de Prusse.

Si les Prussiens perdent une grande bataille dans les plaines de la Champagne, la retraite leur sera coupée par l'armée de Metz. Les hordes de la Ger-

manie laisseront cinq cent mille cadavres sur le sol français, car leur déroute sera effrayante. Poursuivis par l'armée de MacMahon, harcelés par les quarante mille francs-tireurs qui parcourent la Lorraine et l'Alsace, foudroyés par les canons de Strasbourg et de Metz, leur désastre n'aura de comparable que la retraite de Moscou.

D'ici à quelques jours, la partie suprême sera jouée. Peut-être au moment où je vous écris, les armées ennemies sont-elles aux prises entre Verdun et Châlons.

L'anxiété des premiers jours est disparue ; la confiance est revenue. Les boulevards sont aussi fréquentés que si l'utopie de l'abbé de Saint-Pierre était réalisée. On se presse à toutes les mairies de Paris, où le gouvernement fait afficher les nouvelles qu'il reçoit du quartier général. Depuis deux jours, cependant, nous sommes sans nouvelles, parce que les fils télégraphiques ont été coupés par les reconnaissances prussiennes. On n'ose pas dire, point de nouvelles, bonnes nouvelles, car on craint toujours un revers possible.

En attendant, les partis politiques tâchent de faire leurs petites affaires. Les républicains offrent la convention de 92 comme une panacée universelle. Les d'Orléans versent des larmes sur le sort de la France et nous disent, en montrant le comte de Paris : " Prenez mon ours." Il serait un fin politique celui qui pourrait dire quel sera le gouvernement de la France

dans un mois. Si la France sort victorieuse de la crise terrible qu'elle traverse en ce moment, il est probable que Napoléon III reviendra aux Tuileries. Je dis : il est probable, car, parmi les généraux que la défaite du 6 août lui a imposés, il y en a plusieurs, tels que Changarnier, Trochu, le nouveau gouverneur de Paris, etc., qui sont des orléanistes de premier choix. On parle déjà de Trochu comme du Monk qui doit replacer sur le trône la famille de Louis-Philippe.

Je ne sais pas ce que la Providence réserve à la France, mais si le comte de Paris doit remplacer Napoléon III, je crois que l'on écrira bientôt de la France ce que Kosciusko disait de la Pologne : *Finis Poloniæ !*

Les d'Orléans représentent les boutiquiers et les avocats, deux classes qui ne sont guère héroïques. En présence de la Prusse, qui veut rétablir l'empire d'Allemagne, ce n'est pas avec des métaphores ou des prosopopées que l'on conservera à la France le rang qui lui appartient en Europe.

Avant-garde, par sa position géographique, des peuples de race latine, la France, comme le dit Chateaubriand, est un camp. Elle doit avoir toujours la main sur son épée. M'est avis que les héros de l'agiotage ou du mur mitoyen qui veulent diriger les destinées de la nation, trouveront trop lourde pour leurs mains débiles la flamboyante épée de Charlemagne, de Louis XIV et de Napoléon.

On se dit à l'oreille les cancans les plus fantaisistes à propos de Napoléon III. Il est devenu fou,

disent les uns. — Il s'est suicidé, racontent les autres. — Il s'est sauvé à Londres. — Il s'est enfui en Belgique. — Tous ces bruits absurdes sont mis en circulation par les ennemis de l'empire, qui voudraient bien se partager sa succession.

Il pourrait se faire que Paris fût assiégé par les Prussiens. On dit que cette éventualité entre dans le plan de Bazaine, afin de pouvoir mieux écraser les envahisseurs. Si vous étiez une semaine ou deux sans recevoir de mes nouvelles, il ne faudrait pas vous inquiéter...

Aux mêmes.

Paris, 30 août 1870.

Mes chers frères,

Vous avez été bien étonnés d'apprendre la douloureuse nouvelle de la défaite de l'armée française, et vous vous demandez comment il se fait que cette armée, invincible depuis Waterloo, ait été brisée à son premier choc avec la Prusse. D'abord le plan de bataille était mauvais. On avait échelonné les troupes sur toute la frontière; l'ennemi, que l'on ne croyait pas si nombreux, a écrasé les deux extrémités, Forbach et Reichshoffen, sans qu'il fût possible au centre de porter secours.

D'ailleurs, les deux cent cinquante mille hommes que la France avait sur les bords du Rhin ne pouvaient

résister, avec les armes nouvelles, aux masses profondes de l'armée allemande. Songez que la Prusse et ses alliés se lancent sur la France avec plus d'un million de soldats!

On ne voulait pas croire en France que l'Allemagne mettrait un pareil nombre de soldats en ligne, car on supposait que la Prusse allait faire la guerre selon les usages du dix-neuvième siècle, c'est-à-dire qu'elle ne lèverait que le nombre de soldats que l'intendance peut nourrir. Or, il n'y a pas de *commissariat* qui puisse alimenter un million d'hommes en campagne. On se trompait. Les Allemands comptent, pour se nourrir, non pas sur l'intendance militaire, mais sur les pays amis ou ennemis qu'ils traversent. Ils prennent tout ce qu'ils trouvent chez le bourgeois comme chez le marchand, dans le château comme dans la chaumière. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'ils oublient toujours de payer.

Ce n'est pas une guerre, c'est une invasion de hordes barbares, comme celles qui ont détruit l'empire romain, une invasion plus terrible même, puisque les Prussiens sont animés d'une haine féroce contre tout ce qui est catholique et de race latine, tandis que les Huns et les Vandales, sans haine contre les Romains, qu'ils ne connaissaient pas, ne cherchaient, en marchant vers le midi, qu'un sol plus fertile et un ciel plus attiédi.

La religion joue un rôle immense dans la lutte gigantesque à laquelle nous assistons. Tous les journaux

d'outre-Rhin ne cessent de dire, sur tous les tons, que le but de la race germanique est de dominer la race latine, afin de la moraliser et de l'arracher à l'influence *idiote et perverse* (ces deux épithètes sont textuelles) de la papauté. La cause de la France est donc aujourd'hui une cause sacrée, puisqu'elle représente l'existence (*to be or not to be*) de la race latine et du catholicisme.

C'est tellement vrai que le fanatisme protestant, plus encore que la différence de race, domine la guerre actuelle, que les protestants français font des vœux secrets pour le triomphe de Bismark. Dans le midi, à Nîmes, les pasteurs protestants se sont prononcés dans leurs temples pour la cause du protestantisme allemand.

Nous avons à la maison une famille danoise. Il est bien évident qu'elle devrait être pour la France contre la Prusse, qui a volé au Danemark le duché de Holstein. Les Danois sont protestants, et la famille dont je vous parle désire le triomphe de l'Allemagne.

Chez les Suisses, les cantons catholiques sont pour la France, les cantons protestants pour la Prusse.

Ces réformateurs sont bien les dignes descendants des contemporains de Luther. Vous verrez dans les journaux qu'en Lorraine ils sont entrés dans un couvent, et ont violé et massacré les religieuses. Du reste, comme du temps de Cromwell, ces infamies sont toujours accompagnées de prières et de textes de la Bible. Quelle abominable race de scélérats hypocrites !

Je ne vous parle pas des événements de la semaine: les journaux vous renseignent mieux que je ne saurais le faire. Je préfère vous dire quelques mots de notre situation à Paris.

Vendredi, une communication ministérielle nous a appris que le prince royal de Prusse marchait sur Paris. Dans la capitale, cette nouvelle n'a produit aucune espèce de panique, mais à dix lieues à la ronde, une terreur bien excusable après ce qui se passe en Alsace et dans la Lorraine, s'est emparée de tous les paysans. Samedi et dimanche, on ne rencontrait que de grandes charrettes à foin remplies de meubles de ménage, de lits, etc., avec la femme et les enfants couronnant le tout, tandis que le mari conduisait le cheval par la bride. Sur le boulevard du prince Eugène, je ne saurais compter le nombre de ces pauvres familles qui ont passé devant moi depuis cinq heures jusqu'à six heures du soir, avant-hier. Depuis hier, le mouvement s'est ralenti. D'ailleurs les dépêches d'hier soir nous apprennent que le prince royal se dirige maintenant vers le nord, afin de porter secours au prince Frédéric-Charles, menacé par la jonction de Bazaine et de MacMahon. D'ici à deux ou trois jours, nous aurons certainement une bataille formidable, dans laquelle sept cent mille hommes au moins seront engagés.

En attendant, Paris est vivant comme dans ses plus beaux jours. Il a plus que la vie ordinaire, il a la fièvre, non de la peur, mais du combat. Les préparatifs

de défense se font sur un pied gigantesque. Je suis allé vendredi sur les fortifications, qui ont seize lieues de tour. Il y a sur cette enceinte immense deux mille sept cents canons énormes. Ceux des remparts à Québec sembleraient des coulevrines à côté de ces engins. Les forts sont armés de mitrailleuses et de canons-revolvers. Toute la garde nationale est sur pied ; on distribue des fusils dans les mairies.

Au coin de la rue de l'Entrepôt les gardes nationaux se sont réunis, hier, pour se rendre au Vauxhall, où ils ont procédé à l'élection de leurs officiers. Les communautés se transforment en ambulances. Prêtres, moines, religieuses, tout le monde travaille au salut de la patrie. Des chariots traînés par six forts percherons, avec des montagnes de sacs de farine, passent à chaque instant sur le boulevard. Les estafettes du ministère de la guerre sillonnent à fond de train la capitale. L'approvisionnement de Paris est complet pour trois mois. On met à la porte tous les Allemands; et tout ce qui compose le noyau ordinaire des révolutions, repris de justice, voleurs, etc., a été pris dans un immense coup de filet et dirigé sur les mairies centrales de la province. Paris est prêt à recevoir les Prussiens. Sans compter la garde nationale, nous avons en ce moment cent vingt mille soldats à Paris. Je crois que si le roi de Prusse et *notre Fritz* ne viennent pas montrer le nez sous les murs de Paris, les Parisiens diront qu'ils sont volés. C'est toujours ennuyeux de préparer un beau dîner et de voir les convives faire

défaut. Quand bien même les Prussiens voudraient faire le siège de Paris, leurs boulets ne pourraient atteindre la ville proprement dite. Tout au plus pourraient-ils toucher les dernières maisons des faubourgs, celles qui avoisinent les fortifications. Les Prussiens ne peuvent s'approcher des murs avant de s'être emparés de tous les forts qui protègent la capitale, ce qui est presque impossible. Si le télégraphe vous apprenait que Paris est bombardé, soyez sans inquiétude pour moi ; je ne cours pas plus de danger de *mourir en héros* dans la rue de l'Entrepôt, que si j'étais dans la rue de la Fabrique, à Québec. Du reste, je suis convaincu que les Prussiens ne viendront pas chez nous. MacMahon et Bazaine vont leur donner assez de besogne dans le nord-est de la France pour les empêcher de pousser leur pointe jusque sur les bords de la Seine.

Je finis en vous répétant : Le triomphe définitif restera à la France !

AUX MÊMES.

Paris, 6 septembre 1870.

Mes chers frères,

Que d'événements douloureux depuis ma dernière lettre ! L'empire n'existe plus, la république est proclamée. Vous verrez dans les journaux que je vous

envoie les détails de cette lutte homérique de quatre jours, qui vient aboutir à l'épouvantable désastre de Sedan.

Quand, samedi après-midi, la nouvelle de la capitulation de l'empereur, avec quarante mille hommes, s'est répandue dans Paris, personne ne voulait y croire, et cependant c'était bien la vérité. Comment cela a-t-il pu se faire? Il serait difficile, en ce moment où les versions les plus insensées sont mises en circulation, de se prononcer sur cet acte qui termine si tristement la carrière de Napoléon III.

On dit que ces quarante mille soldats, qui s'étaient battus depuis quatre jours, n'avaient pas mangé depuis trente-six heures, et que Sedan n'avait ni munitions pour se défendre contre les quatre cent cinquante mille Allemands qui l'entouraient, ni provisions pour nourrir seulement dix mille hommes pendant deux jours. Tous les villages à cinq lieues à la ronde ayant été brûlés par les Prussiens, il était impossible de se ravitailler. D'ailleurs, comme un îlot perdu au milieu de l'Océan, ces glorieux débris de l'armée de Mac-Mahon étaient entourés, pressés par les flots toujours grossissants de l'invasion germanique.

Comment cette armée du duc de Magenta, après avoir fait des prodiges d'une valeur titanesque, s'est-elle laissé envelopper par les troupes du roi Guillaume? D'abord, il y a une chose qui est évidente aujourd'hui, que Moltke est un stratégiste supérieur aux généraux français, qui, incomparables comme bra-

voure, ne possèdent pas, comme le vainqueur de Sadowa, ce coup d'œil qui sait embrasser un champ de bataille de plusieurs lieues. Cependant l'élan français pourrait compenser ce qui manque aux chefs en science stratégique, si l'armée se trouvait dans des conditions d'égalité numérique. Malheureusement, depuis que la guerre est commencée, la Prusse a toujours eu en ligne cinq et même sept soldats contre un. Dans la bataille de Sedan, MacMahon avait à lutter, le dernier jour, dans la proportion d'un contre neuf. Si à cela vous ajoutez une artillerie trois fois plus nombreuse, une cavalerie qui est à celle de la France comme dix à un, vous ne vous étonnerez que d'une chose, c'est que l'armée française n'ait pas été anéantie dès le premier jour. Cependant elle a lutté pendant quatre jours, et, le 31, elle était victorieuse sur toute la ligne.

Il faut bien ne pas oublier que, dans la lutte actuelle, ce n'est pas l'armée française qui se bat contre l'armée prussienne, mais toute la nation allemande armée jusqu'aux dents qui vient tomber, comme une masse, sur l'armée française, et non sur la nation, qui n'est pas encore armée.

Le comte de Palikao a commis une grande faute. Au lieu d'appeler sous les drapeaux, immédiatement après Reichshoffen, tous les anciens militaires, tant mariés que célibataires, il a donné des armes aux célibataires seulement. Les Allemands, au nombre de huit cent mille, ont envahi la France. Dans ce chiffre formidable, les hommes mariés de la landwehr et de la

landsturm comptent au moins pour les deux tiers. Si Palikao avait fait la même chose, MacMahon aurait eu sept cent mille hommes au lieu de cent trente mille. Si l'armée française avait compté seulement trois cent mille hommes, le roi Guillaume serait en ce moment en pleine retraite sur le Rhin.

MacMahon avait cent trente mille hommes, le 29, mais, le 30, il ne lui en restait plus que quatre-vingt-dix mille, le général Failly s'étant laissé surprendre et ayant perdu trois divisions dans le combat de mardi.

Maintenant le nouveau gouvernement va-t-il se hâter de réparer la faute commise par Palikao? Je l'espère, mais les Prussiens s'avancent sur Paris. Dans dix jours, ils seront sous nos murs. Aura-t-on le temps de faire cette levée en masse?

Quand la levée en masse de toute la France sera faite, aura-t-on assez de fusils et de munitions pour armer la nation? Le salut de la patrie dépend de la solution de ces deux questions.

Avant-hier, dimanche, la république a été, non plus proclamée, mais escamotée, car le corps législatif n'a nullement voté la déchéance de l'empereur. La garde nationale, au lieu de protéger le corps législatif, a jugé à propos d'envahir la salle des séances. Les mêmes hommes qui ont fait 48 ont fait 70. Arago, Crémieux, Jules Favre, Garnier-Pagès, sont encore membres du gouvernement provisoire. Ils ont fait un 2 décembre à leur manière. Ils ont dissous le corps législatif. On

nous dit, ce matin, que tous les membres de la droite ont été emprisonnés la nuit dernière. Quand on foule aux pieds la légalité au nom de la démagogie, quand on fait appel à la violence en portant le drapeau rouge, cela s'appelle le peuple qui se lève dans sa majesté. Quels saltimbanques que tous ces démagogues !

Rochefort, sorti de prison, est membre du gouvernement provisoire. On doit bien rire en Europe. Les troupes, peu nombreuses du reste, qui gardaient le palais Bourbon, ont fait cause commune avec la garde nationale. L'armée, vaincue, humiliée, ne peut pardonner à Napoléon de s'être rendu, quand il avait encore quarante mille hommes avec lui. L'empire, s'écroulant sous le poids de la défaite et de ses fautes, pendant les derniers jours, laissait la place libre au parti assez hardi pour s'emparer du pouvoir. Les républicains, qui, depuis le commencement de la guerre, n'ont cessé d'ameuter le peuple de Paris contre l'empire, devaient tout naturellement hériter du pouvoir que Napoléon a laissé tomber de ses mains sous les murs de Sedan.

La république, à ce moment suprême, est un glaive à deux tranchants. Si, comme en 1848, le mouvement révolutionnaire se propage en Italie, en Espagne, en Autriche et en Prusse, il pourra se faire que Guillaume, rappelé chez lui par l'insurrection, se hâte de conclure une paix honorable pour la France. Si, au contraire, l'idée républicaine ne dépasse pas les murs de Paris, alors le gouvernement du 4 septembre aura singuliè-

rement aggravé sa position. Les gouvernements dont la neutralité a été, à l'exception de l'Angleterre, sympathique à la France jusqu'à ce jour, en voyant la révolution qui s'y est introduite, pourraient bien changer leur neutralité en hostilité et renouveler la Sainte-Alliance de 1815, afin d'étouffer à sa naissance le mouvement révolutionnaire qui menace tous les trônes de l'Europe. Donc, si d'ici à trois ou quatre jours, la république française reste sans écho dans les pays qui lui répondirent si promptement en 1848, la position de notre mère patrie sera très grave.

Cette révolution s'est faite, du reste, sans brûler une cartouche. Il n'y a eu ni combat, ni vol, ni aucun des accompagnements obligés de ces algarades populaires.

J'ai parcouru tous les boulevards, dimanche soir. Tout le monde criait: Vive la république! La morne tristesse de la veille avait fait place à une joie que je ne comprends pas, car ce n'est pas avec un mot mis à la place d'un autre que l'on trouvera des armées et des munitions.

Hier, le côté ridicule a commencé à paraître. On plante des arbres de la liberté, on entonne le *chant du Départ* et le *chant des Girondins*. On abat les aigles partout où on les rencontre. Tout cela est puéril.

Tout est tranquille. Les vendeurs de décorations vous appellent *citoyens*. On passe en leur riant au nez. Quelques-uns vous traitent d'aristos. Les acclamations bruyantes des boulevards ont peu d'écho dans les quartiers sérieux, où la population semble aussi

effrayée de la république que de l'arrivée des Prussiens. Jusqu'à présent, l'ordre le plus parfait règne dans Paris. Attendons. .

Je n'ai qu'une confiance médiocre dans le gouvernement provisoire, qui ne compte qu'un seul homme, Trochu. Les autres sont des avocats très forts sur le chapitre des phrases, mais peu ferrés sur les moyens de repousser l'invasion. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement sans phrases. Je n'ai pas perdu tout espoir, je crois encore que les Prussiens viendront se briser devant les murs de Paris.

Je pense que Paris ne sera pas encore attaqué la semaine prochaine, et que je pourrai vous écrire avant l'investissement de la capitale, si toutefois les Prussiens peuvent tenter cette opération gigantesque.

A SA MÈRE.

13 septembre 1870.

Ma bonne mère,

Je me porte parfaitement bien, mieux, hélas! que la pauvre France, qui n'a peut-être jamais traversé une crise aussi horrible que celle qui vient de fondre sur elle. Je crois qu'elle sortira de cette douloureuse épreuve, mais ce sera au prix des sacrifices les plus durs et les plus pénibles. Paris est armé jusqu'aux dents et la défense est formidable.

Nous avons deux cent mille hommes de garde nationale, cent cinquante mille de garde mobile et cent quatorze mille de troupes régulières, ce qui fait près de cinq cent mille hommes. Avec cette masse, on peut donner du fil à retordre aux Prussiens.

Nous avons un approvisionnement complet pour deux mois et suffisant pour nourrir deux millions de personnes. Nous ne pouvons donc pas mourir de faim. Nous paierons probablement un peu plus cher.

Personne ne paraît douter un instant de la défaite définitive du roi de Prusse, dont l'armée va se fondre par les pluies et les maladies, sous les murs de Paris.

La chute de Napoléon entraîne celle du pouvoir temporel du pape.

Quand vous recevrez cette lettre, les troupes italiennes seront depuis longtemps à Rome, car Victor-Emmanuel a donné ordre à son armée de franchir la frontière pontificale. Il ne pouvait en être autrement.

Les hommes qui sont aujourd'hui à la tête du gouvernement français ont toujours été des adversaires de la papauté. Membres du corps législatif, ils ont toujours reproché au gouvernement impérial l'appui qu'il donnait à Pie IX.

Non seulement la révolution du 4 septembre va probablement forcer le pape à reprendre le chemin de l'exil, mais encore, dans le midi, elle a servi de prétexte à des violences contre les ministres de la religion. A Lyon, on a chassé les Visitandines de leur couvent, après avoir volé et pillé. Tout cela est

bien triste et n'annonce rien de bon pour l'avenir. J'ai bien peur de voir la guerre civile succéder à la lutte nationale.

Dimanche, je me suis approché de la sainte table. Plusieurs militaires ont communié en même temps que moi.

Je suis bien content d'apprendre que Mgr Baillargeon continue à aller mieux.

Je serai probablement quelques semaines sans vous écrire et sans recevoir de vos nouvelles, car nous serons sans doute bloqués avant peu. Soyez sans inquiétude.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre pauvre enfant.

A LA MÊME.

Paris, 18 septembre 1870.

Ma bonne mère,

J'ai reçu, hier soir, votre lettre du 2 courant. Je commençais à désespérer d'avoir de vos nouvelles, vu que les communications sont coupées par les Prussiens. Comme je suis heureux d'apprendre que votre santé est toujours bonne, et combien je remercie Dieu de la faveur qu'il m'accorde en me conservant ma bonne vieille mère!

Pour moi, je me porte bien.

Au moment où vous m'écriviez, vous espériez encore que la victoire allait couronner les efforts de la France. Hélas ! quelques heures après le départ de votre lettre, vous avez dû apprendre la catastrophe de Sedan et la chute de l'empereur. Aujourd'hui nous sommes en république, et les Prussiens campent sous les murs de la capitale. On s'est déjà battu avec les avant-postes.

Ici on est plein d'ardeur et de courage. On ne voit que des chassepots, on n'entend que le son du clairon et le roulement du tambour. Les gardes nationaux font l'exercice, soir et matin, dans les rues. Les munitions ne manqueront pas. Les provisions sont en quantité suffisante pour soutenir un siège de trois mois. Jusqu'à présent, la vie n'est pas plus chère qu'à l'ordinaire. Les fruits sont à un bon marché sans précédent. De magnifiques pêches se vendent un demi-sou, le raisin deux sous la livre. Les maraîchers et jardiniers des environs de Paris ont fait leur récolte en toute hâte pour ne rien laisser à l'ennemi. Ils arrivent en foule à Paris et vendent à n'importe quels prix les fruits qui ne se gardent pas, comme les pêches et les raisins.

Je ne pense pas que la capitale soit bombardée. Il est probable que la paix sera conclue avant qu'on n'arrive à cette extrémité.

Les élections, qui ne devaient avoir lieu que le 16 octobre, se feront le 2 octobre. Le gouvernement a rapproché la date de la réunion des collèges électoraux

afin de pouvoir légaliser sa position, car le roi de Prusse refuse de traiter avec la république actuelle, qui n'a été proclamée que par les membres de l'extrême gauche. Si le gouvernement actuel fait la paix et paie l'indemnité que demandent les Prussiens, il est perdu, car les républicains rouges et les partisans de la monarchie se réuniront pour le renverser.

Les troupes italiennes doivent entrer à Rome aujourd'hui. Nos pauvres zouaves canadiens n'auront même pas la gloire d'exposer leur vie pour la défense du Saint-Siège, car il est probable que Pie IX n'opposera aucune résistance à la marche des soldats de Victor-Emmanuel. Triste et déplorable année pour nous, descendants des pionniers français. Nous voyons à la fois la chute du pouvoir temporel et l'invasion de la mère patrie.

Je vous écris dimanche au lieu de lundi, parce que, la ligne du Nord étant coupée, les communications avec l'Angleterre se font maintenant par Saint-Nazaire. Votre dernière lettre a mis plus de deux jours à venir de Londres.

Je commence un journal que je ferai, chaque soir, pendant la durée du siège, pour vous faire connaître les incidents et les bruits qui parviendront à mon oreille.

Je vois que notre pauvre archevêque est toujours bien faible. J'espère pourtant que le bon Dieu nous le conservera.

Je suis allé au bureau de poste en revenant de la

grand'messe. J'ai appris du chef des dépêches que l'on espérait pouvoir communiquer, pendant tout le siège, avec l'Angleterre, la ligne d'Orléans étant gardée militairement. Ce sera un peu plus long. J'aurai donc le bonheur de continuer à recevoir de vos nouvelles chaque semaine.

Je vous embrasse cent mille fois.

Votre pauvre enfant.

JOURNAL DU SIÈGE DE PARIS.

En envoyant à sa famille son *Journal du siège de Paris* que nous donnons ci-après, Crémazie l'accompagne de la note suivante qui fait comprendre dans quelles conditions ce journal a été écrit.

Je vous envoie aujourd'hui mon journal jusqu'au 19 décembre. J'y ai inséré régulièrement, chaque soir, les impressions de la journée. Vous verrez dans ces pages bien des choses qui n'ont existé que dans l'imagination des assiégés, des rumeurs insensées et des cancans absurdes. Séparés par une muraille de fer de la France et de l'univers, nous nous sommes nourris, pendant quatre mois, d'espérances trompeuses et d'illusions décevantes. Comme le mirage du désert, la délivrance

miroitait toujours à nos yeux, mais elle ne devait jamais devenir une réalité. Il vous faut donc, en lisant ces pages, vous mettre à la place des assiégés qui, pendant près de cinq mois, n'ont entendu d'autre musique que celle du canon et de la fusillade, n'ont connu la situation de la province que par les messages emphatiques et mensongers de Gambetta.

Non seulement nous ne connaissions pas ce qui se passait dans les départements, mais nous n'étions même pas renseignés sur les batailles qui se livraient à nos portes : le gouvernement de l'Hôtel de ville nous donnant comme des succès toutes les sorties de l'armée de Paris, à l'exception de l'affaire du 2 décembre, qui a été glorieuse, mais sans résultat, puisqu'il a fallu rentrer dans Paris le 4 au matin. Maintenant que le voile qui nous cachait le véritable état des choses se lève chaque jour davantage, nous pouvons bien dire, avec l'Écriture : *Ergo erravimus et ambulavimus in vias falsas.* Traduction vulgaire : Nous nous sommes mis le doigt dans l'œil jusqu'au coude.

J'ai fini, hier, de mettre au net mes notes prises au crayon depuis le 19 décembre. Comme j'écrivais après coup, il m'eût été facile de faire le malin en prédisant une foule de choses arrivées depuis. J'ai copié scrupuleusement mes notes sans rien ajouter et sans rien retrancher.

Puissiez-vous y trouver quelque intérêt ! Je suis bien certain que vous n'éprouverez pas autant de plaisir en les lisant, vu le peu de soin de la forme, que j'ai senti

de bonheur à les écrire pour vous. Il me semblait que nous causions chaque soir ensemble.

Comme je ne sais pas quand je pourrai vous écrire, je commence à noter, chaque soir, les nouvelles et les impressions de la journée. Je ne vous raconterai pas les grands faits du siège, que vous connaîtrez par les journaux, mais seulement les petits faits, les bruits et les cancans.

Mardi soir, 13 septembre 1870.—Aujourd'hui le général Trochu a passé la revue des gardes nationaux et des mobiles, en tout 400,000 hommes. Les boulevards, de la Bastille à la Madeleine, étaient occupés par la garde nationale. Les Champs-Elysées, de la place de la Concorde à l'Arc de triomphe de l'Étoile, voyaient la garde mobile déployée sur les deux côtés de la grande allée. Le gouverneur de Paris, que j'ai vu passer sur la place du Château-d'Eau, paraît plus jeune que le portrait publié par les journaux illustrés. Les cris de *Vive la France! Vive Trochu!* étaient très nombreux. Celui de Vive la République! ne m'a pas semblé rencontrer le même écho.

Sur le trottoir, en face de la caserne du Prince-Eugène, en attendant l'arrivée du général Trochu, j'entends autour de moi les cancans les plus absurdes. Les uns disent que Napoléon III n'a capitulé à Sedan que pour donner 80,000 hommes de renfort aux Prussiens, qui doivent le remettre sur le trône quand ils auront pris Paris. Les autres prétendent, au contraire, que ces 80,000 prisonniers de guerre envoyés en Prusse

s'empareront, à un moment donné, des armes de l'ennemi, reviendront en France et tomberont sur l'arrière-garde de l'invasion allemande. Ce que l'on dit de la santé de l'Empereur semble assez plausible. Le pauvre homme est pris par trois maladies terribles, diabète, goutte et maladie de la moelle épinière. Cette dernière affection aurait amené un ramollissement du cerveau, cause des désastres de ces derniers jours. Des voyous parcourent la place du Château-d'Eau en vendant des caricatures où l'insulte basse, triviale, honteuse, est jetée à la famille impériale. Celles qui ont l'impératrice pour sujet frisent souvent, atteignent quelquefois le genre obscène. Tout cela est triste. Je n'ai pas besoin de vous dire que ces saletés ne trouvent d'acheteurs que dans cette lie de la population qui remonte à la surface dans les jours de trouble. Décidément, le peuple souverain n'est pas beau à voir au jour de son triomphe.

Mercredi soir, 14 septembre.—Le matin, temps sombre ; le midi, le soleil se montre. Poussière insupportable. Les rues n'ont pas été arrosées depuis plusieurs jours, les hommes chargés de ce service étant employés au transport du matériel de guerre. Grand émoi dans la rue Vaugirard. Une bande de pignoufs ayant obtenu, on ne sait comment, un ordre de perquisition chez les jésuites, s'est présentée chez les révérends pères et a visité et fouillé toute la maison. Ces aimables drôles prétendaient que ces religieux cachaient des armes, voire même un canon, lesquelles

armes étaient destinées à la réaction. Inutile d'ajouter qu'il n'y avait pas même un pistolet de deux sous dans la maison de la rue Vaugirard. Nos hommes ont dû se retirer avec leur courte honte, si tant il y a que ces gens-là puissent avoir une honte, courte ou longue. L'Empire voyait des républicains partout ; la république ne rêve que de réaction. Est-ce que l'on va nous ramener aux beaux jours de 93? Allons-nous être soupçonnés d'être suspects ?—Les Prussiens sont à cinq lieues. Les uhlans ont déjà paru dans la plaine Saint-Denis. Pendant ce temps-là, savez-vous à quoi s'occupe le gouvernement provisoire? Il nomme une commission pour changer les noms des rues de Paris. Est-ce assez byzantin ? Il faut cependant rendre justice aux hommes du 4 septembre. Ils travaillent sans relâche à l'armement de Paris et de la France. Ils ont plus fait en quatorze jours que Palikao en un mois. Cela se conçoit. Sous l'Empire, on ne voulait donner des armes qu'aux gens à bons principes, c'est-à-dire dévoués à l'Empire. Aujourd'hui, on distribue des fusils à tout le monde. Je sais bien que plus tard il nous en cuira, quand le peuple souverain de Belleville voudra mettre en pratique les théories socialistes et communistes des clubs. Il tournera contre le gouvernement actuel le chassepot qui lui avait été donné pour chasser l'envahisseur. Pour le moment, la grande question est de sauver Paris, et le pâle voyou de Belleville fera meilleure besogne sur le dos des Prussiens que le bourgeois honnête et tranquille du Marais ou de la rue Vivienne.

On chassera d'abord le Teuton, sauf à se prendre aux cheveux quand le sol ne sera plus souillé par les hordes d'outre-Rhin. Pour en revenir à la commission qui doit changer les noms des rues de Paris, je pense bien que Jules Favre et Gambetta ne tiennent pas absolument à ce changement. Comme tous les gouvernements sortis de l'émeute de la rue, les maîtres actuels de l'Hôtel de ville sont harcelés par les républicains de la veille. Tous les farceurs qui, depuis dix ans, ont passé leur temps dans les brasseries à maudire Napoléon entre deux verres d'absinthe, se posent aujourd'hui en martyrs et racontent la fabuleuse odyssée des malheurs qu'ils ont endurés sous le règne du tyran. Pour se débarrasser des plus importants de ces importuns on tâche de les caser. C'est pour les empêcher d'organiser des manifestations dans le genre de celle du 15 mai 1848 qu'on leur donne un os à ronger. Gare la mine le jour où l'on ne pourra plus placer les martyrs de la deuxième catégorie ! Ce jour-là, le gouvernement ne sera plus qu'un affreux réactionnaire et l'*insurrection sera le plus saint des devoirs.*

Jeudi soir, 15 septembre.—Sur le boulevard Magenta, j'ai vu défiler ce soir, à 7 heures, une partie du corps d'armée du général Vinoy, qui est arrivé trop tard à Sedan pour prendre part à la bataille. Les soldats, reposés des fatigues de la retraite, ont une allure tout à fait martiale. Les mitrailleuses attiraient surtout l'attention. Le défilé a duré près d'une heure. On dit qu'ils vont établir un camp retranché entre Joinville-

le-Pont et Charenton. Aux acclamations qui saluèrent ces braves troupiers, un malheureux provincial, accompagné de sa fille, a mêlé le cri de *Vive l'Empereur !* On a manqué l'écharper sur place, pendant que sa fille, folle de terreur, était prise d'une attaque de nerfs. Il ne fait pas bon, en ce moment, d'être bonapartiste. Comme il faut une victime expiatoire, c'est l'Empereur que l'on rend responsable des malheurs de la patrie. Tout le monde dit aujourd'hui que la France était opposée à la guerre, que Napoléon III seul a voulu attaquer la Prusse, afin de mieux asseoir sa dynastie. Pourtant, Paris en masse demandait les bords du Rhin il y a deux mois. Non seulement Paris, mais toute la France a poussé le cri : *A Berlin !* Depuis 1866, on a reproché chaque jour à l'Empire de n'avoir pas vengé Sadowa. Les journaux de l'opposition n'ont pas cessé un instant de rendre l'Empereur responsable de ce qu'ils appelaient l'humiliation de la France. Malheureusement les Français, impérialistes et républicains, ne soupçonnaient pas la formidable puissance militaire dont la Prusse vient de donner une preuve si rapide et si foudroyante. Napoléon vaincu a tous les torts. Quand on est empereur des Français il ne faut jamais être vaincu, ou, si la victoire fuit votre drapeau, il faut toujours savoir garder la gloire en se faisant tuer à la tête de l'armée. La victoire ou la mort ! Un Parisien ne sort pas de là. Aujourd'hui, il y avait dans l'air cette odeur âcre de bois brûlé qui se produit quelquefois à Québec quand le feu est dans la forêt

Ce sont les bois des environs de Paris, incendiés par ordre de l'autorité militaire, qui nous envoient ce parfum qui nous prend à la gorge. Comme le charbon, si le siège se prolonge, pourrait devenir rare, on pose dans les rues des appareils destinés à isoler, au besoin, les conduits du gaz des maisons de ceux qui fournissent l'éclairage des rues. Par ce moyen on pourra toujours fournir aux besoins des lampes des rues, en laissant de côté les particuliers, qui s'éclaireront avec de la bougie ou du pétrole. Les commères du voisinage sont affolées en voyant ces travaux. Elles s'imaginent que l'on mine Paris pour le faire sauter comme la forteresse de Laon. Les journaux manquent de papier. *Le Parlement*, *l'Histoire*, *le Public*, *le Volontaire* cessent de paraître à cause de cette disette. Les communications sont coupées avec les départements qui alimentent l'imprimerie parisienne. Quelques feuilles s'impriment sur du papier brouillard. Je vous envoie un numéro de *la Petite Presse* imprimé sur papier à envelopper. C'est bon à conserver comme souvenir du siège de Paris. Villemessant, qui avait si bien blagué les républicains, abandonne la direction du *Figaro*, qui est vu d'un très mauvais œil aujourd'hui par les hommes au pouvoir. Le barbier endiablé ne compte que médiocrement sur les bons offices de son ancien collaborateur, Rochefort, l'un de nos neuf souverains, qui doit pourtant sa fortune au journal de Villemessant.

VENDREDI SOIR, 16 septembre.—Le temps continue à être magnifique. Les nuits sont froides. On parle

d'une victoire remportée par Bazaine. Rien d'officiel cependant. On voit des espions partout. Un jeune Suédois, pensionnaire de la maison, a été arrêté avant-hier, dans l'après-midi, sur le boulevard du Prince-Eugène. Comme il parle le français avec un accent étranger très prononcé, un ouvrier qui lui avait adressé la parole a ameuté les passants en criant : C'est un Prussien ! Mort aux espions ! La garde nationale est venue à son secours et l'a conduit au poste et de là à la préfecture. Ce n'est qu'après une détention de trente-six heures qu'il a été mis en liberté, grâce à l'intervention de l'ambassade suédoise. Remarquez que ce jeune homme, comme tous les Scandinaves, déteste la Prusse et voulait s'engager comme volontaire dans l'armée française. La foule est toujours stupide, et je préfère le despotisme du grand Mogol à cette domination brutale des masses. Pour moi, je suis à l'abri de ces algarades, car j'ai maintenant l'accent d'un vieux Parisien. De plus, il paraît que j'ai la tournure d'un officier en retraite, car lorsque je passe devant les stations de voitures, les cochers m'offrent leurs véhicules en m'appelant *mon capitaine*. Après-midi, je suis allé voir la statue de la ville de Strasbourg sur la place de la Concorde. Elle est entièrement couverte de fleurs, et on fait queue pour mettre son nom sur le registre qui doit être offert à l'héroïque capitale de l'Alsace. Le jardin des Tuileries est fermé. Il sert maintenant de camp à la cavalerie. Le palais est transformé en ambulance. Plus de drapeau tricolore. Le drapeau

blanc avec croix rouge de la Convention de Genève flotte mélancoliquement sur le pavillon central, en attendant que les canons prussiens viennent remplir de blessés les salons de Napoléon III. Tandis que de la rue de Rivoli je contemplais *campos ubi Napoleo fuit*, cinq ou six mille mobiles de la Bourgogne ont passé en chantant un chant de leur pays dont l'air est, à quelques notes près, celui de : *En roulant ma boule.* Je n'ai pas pu saisir les paroles. La *Claire fontaine* vient de la Normandie. Nous devons *Derrière chez ma tante* à la Franche-Comté. *En roulant ma boule* appartient peut-être à la patrie de Charles le Téméraire.

Samedi, 17 septembre.—Le soir, à huit heures, je reçois les lettres de ma mère et de Joseph, ainsi que les journaux. C'est une heureuse surprise, car je commençais à croire que les communications étaient coupées avec l'Angleterre. Demain j'irai au bureau de poste m'informer si on peut encore expédier des lettres en Amérique. H... est parti pour le Saguenay. J'en suis bien content, car cela va le reposer. Aujourd'hui combats d'avant-postes sous les murs de Paris à l'avantage des Français. Les troupes italiennes sont sous les murs de Rome. Les zouaves veulent résister, mais il est probable que le pape ne se défendra pas. Triste année pour nous Canadiens. Fils de la France, nous assistons à l'humiliation, à l'invasion de la vieille patrie. Catholiques, nous voyons le Saint-Père au pouvoir de ses ennemis et la chute, au moins pour le moment, du

pouvoir temporel. L'avenir est sombre. Espérons que la Providence nous donnera bientôt des jours meilleurs !

DIMANCHE, 18 septembre. — Temps doux comme au mois de juillet. Il nous faudrait de la pluie et du froid afin d'épuiser les Prussiens. Aujourd'hui, à l'église, il y avait beaucoup plus d'hommes que d'ordinaire. Habituellement, sur cent personnes qui assistent aux offices le sexe fort mais laid en compte cinq ou six. Ce matin, à la messe de dix heures, il y avait presque autant d'hommes que de femmes. D'où viennent ces fidèles? De la province qui se réfugie à Paris. Les Parisiens, en présence des balles et des obus prussiens, ont-ils retrouvé au fond de leurs cœurs la foi de leurs pères? Après avoir jeté au bureau de poste ma lettre et des journaux, je fais une promenade sur les boulevards. Comme aux jours les plus calmes, les trottoirs sont encombrés de familles endimanchées, les cafés sont pleins, et les moblots blaguent et rient comme si les Prussiens étaient à Berlin et non pas sous les murs de Paris. Au coin de la rue Vivienne, à la librairie Lacroix, je vois affichée une liste d'ouvrages qui, publiés en Belgique, n'avaient pu entrer en France sous l'empire. Ces productions, dont les titres seuls font deviner les infamies qu'elles renferment, sont dirigées, les unes contre le pape, les autres contre l'empereur. Naturellement, la république s'empresse d'autoriser la vente de tous ces livres.—Il paraît que l'on s'est battu près de Vincennes. Tous les voisins sont aux portes et

commentent les rencontres de la journée, qui semblent avoir été favorables aux armes de la France.

Lundi soir, 19 septembre.— Le temps est toujours trop beau. Décidément les Prussiens ont toutes les chances. Il n'y a pas eu d'engagement sérieux hier; seulement quelques escarmouches entre uhlans et francs-tireurs. Les Prussiens sont à Versailles, ils campent dans le parc. Le grand et le petit Trianon sont occupés par l'état-major. Les vandales respecteront-ils les richesses artistiques de ce palais sans rival? Le général Ambert a été arrêté parce qu'il ne voulait pas crier: Vive la république! Cette arrestation, faite par les gardes nationaux, n'a pas été maintenue par l'autorité. Cependant, pour obéir à la pression de la démagogie, le gouvernement a destitué le général. A compter d'aujourd'hui, le service des postes est interrompu, la ligne de l'Ouest ayant été coupée hier par les Prussiens. J'ai bien peur que ma lettre d'hier ne vous parvienne pas. L'employé du bureau de poste de la rue de Bondy est un monsieur bien informé. Il me dit que non seulement ma lettre partira, mais encore que les communications resteront ouvertes avec l'Angleterre pendant toute la durée du siège, et, le même jour, les voies ferrées sont coupées par l'ennemi. Il paraît que, sous la république comme sous le *tyran*, les informations officielles laissent quelquefois à désirer. Je suis allé faire un tour sur le boulevard Saint-Martin. Dans certains endroits on peut à peine passer sur le trottoir. Les mobiles, fatigués de l'exercice matinal, sont éten-

dus sur le bitume et dorment au soleil comme des lézards ou des lazzaroni. Au moment où je vous écris on entend le canon. Je vais aller voir ce qui se passe.—9½ heures.—J'arrive de la place du Château-d'Eau, qui est couverte de monde. A part quelques femmes effarées, l'attitude du peuple est calme. On s'est battu toute la journée, sans succès le matin, victorieusement le soir; voilà ce que je puis démêler dans les récits contradictoires de quelques soldats qui arrivent des fortifications. Pas de détails officiels, beaucoup de cancans. Les coups de canon qui continuent à retentir du côté de Saint-Denis ont pour but de chasser les Prussiens des bois voisins où ils veulent s'établir. Le ton de certains journaux religieux me semble bien étrange. Je comprends que les républicains éreintent le régime qui vient de tomber. Pendant dix-huit ans, ils ont été criblés d'amendes et de mois de prison, ils prennent leur revanche, c'est tout naturel. Mais que *le Monde*, *l'Univers*, *l'Union* viennent nous parler de la tyrannie de Napoléon III, des charmes de la liberté, j'avoue que je n'y comprends plus rien. Comme dans *le Barbier de Séville*, je me demande: Qui diable trompe-t-on ici?

MARDI SOIR, 20 septembre.—Toujours un beau temps désespérant. L'affaire d'hier a été très sérieuse. Les Prussiens ont eu plus de 6,000 hommes hors de combat. Ils se sont emparés de la redoute de Châtillon, que l'on n'avait pas eu le temps de fortifier d'une manière suffisante. Les mobiles de Paris et ceux de la Bretagne

se sont battus comme de vieilles troupes. Les recrues et les engagés volontaires du 3e zouaves, qui ont remplacé les vrais zouzous tués à Reischoffen et à Forbach, ont lâché pied au premier feu et sont venus jeter la panique dans Paris. Sans cette malheureuse débandade d'une partie de l'aile droite, le combat de Châtillon, bien que glorieux et ayant donné des résultats considérables, se fût certainement terminé par une grande victoire. Les Prussiens occupent les hauteurs de Meudon, d'où ils peuvent bombarder le mont Valérien. Comment n'a-t-on pas défendu et fortifié un point stratégique aussi important? L'un des plus brillants rédacteurs du *Figaro*, Auguste Villemot, le chroniqueur par excellence, est mort dimanche d'une attaque d'apoplexie dans son domicile de la rue Jacob, à l'âge de soixante ans. Son livre *la Vie à Paris*, qui renferme ses meilleures chroniques, restera comme un modèle du genre. Le chansonnier vaudevilliste Alexandre Flan est mort aussi dans ces derniers jours. Sa muse facile, mais peu châtiée et ne respectant guère les oreilles chastes, était populaire dans les faubourgs. De Flan il restera tout au plus quelques refrains qui dans vingt ans seront chantés par des ouvriers en ribote. Le gigantesque Lomon, l'un des rédacteurs du *Pays*, et par conséquent bonapartiste enragé, a été arrêté hier sur le boulevard par les gardes nationaux républicains. Ce malheureux Lomon avait commis le crime énorme d'oser dire qu'il n'était pas partisan de la république. Il faudrait pourtant s'entendre sur le mot *liberté.*

Sous l'empire, on avait parfaitement le droit de dire à ses amis que l'on était républicain, orléaniste, légitimiste. Si on ne haranguait pas en public contre le régime impérial, on était bien certain de n'être nullement inquiété. Aujourd'hui, on n'a pas même le droit de dire que la république pourrait bien ne pas être le paradis sur la terre. Et les immortels principes de 89, je me demande ce que l'on en fait, si un citoyen n'a pas le droit d'exprimer ce qu'il pense.—Les zouaves pontificaux veulent défendre Rome jusqu'à la dernière extrémité. Ici, tout le monde, même ceux qui détestent la papauté, approuve ces braves soldats. On est indigné de la conduite infâme de l'Italie, qui, au lieu de venir au secours de la France, à qui elle doit tout, profite des malheurs qui viennent de fondre sur l'avant-garde de la race latine pour aller dépouiller Pie IX des quelques lieues de territoire qui lui restent encore. Le nouveau directeur général des postes, G. Rampont, annonce ce matin que les chemins de fer étant coupés, l'administration n'acceptera plus que des lettres écrites sur papier mince et sans enveloppe, afin de ne pas augmenter inutilement la charge soit des personnes, soit des ballons, qui essaieront de franchir les lignes ennemies. Pour les journaux, le service ne se fait plus que pour l'intérieur de Paris. La circulaire de l'hôtel des Postes invite les Parisiens à ne rien mettre dans leurs lettres qui puisse renseigner l'ennemi, qui fera tous ses efforts pour s'emparer des correspondances de la capitale. M. Thiers, de retour de Londres où il a échoué

dans sa mission pacifique, est arrivé à Tours. Dans les combats de ces derniers jours, les Prussiens sortent des bois, où ils s'empressent de retourner quand l'action devient trop chaude. La forêt de Bondy en contient une fourmilière. La sève des arbres, les pluies de la semaine dernière ont rendu inutiles les efforts faits pour incendier ces bois. Depuis quinze jours, nous avons à Paris plus de 100,000 mobiles. On se demande pourquoi ne pas avoir fait abattre tous ces arbres par ces gars jeunes et vigoureux.

Mercredi soir, 21 septembre. — Toujours un ciel d'été. L'artillerie d'Aubervilliers a aujourd'hui culbuté par trois fois une batterie que les Prussiens voulaient établir. Toutes les troupes qui avaient donné dans les engagements de ces trois derniers jours viennent de rentrer dans Paris. Escarmouches sur toute la ligne des forts, sans importance sérieuse. On a fait aujourd'hui plusieurs manifestations contre la paix. Guerre à outrance! tel est le cri des faubourgs de Paris. Ces promenades à travers les rues de la capitale sont déplorables. Elles nous annoncent le retour des mauvais jours de 1848. Les purs de la démagogie avancée trouvent déjà que le gouvernement Fabre-Gambetta est réactionnaire. On l'accuse de travailler pour les d'Orléans. On prétend que de Kératry, le préfet de police, s'entend avec les Prussiens pour rétablir Napoléon III. A propos de l'empereur déchu, on annonce que l'on a trouvé la preuve, dans la correspondance impériale saisie au moment où elle allait franchir les frontières,

que le vaincu de Sedan contrefaisait les billets de la banque de France. Vous verrez qu'avant peu on nous prouvera clair comme le jour que, chaque soir, il détroussait les passants au coin des rues. Je ne répondrais même pas qu'un monsieur, tout de noir habillé, portant longue barbe, longs cheveux et un feutre pointu, ne viendra pas, un beau soir, nous dire sur la place du Château-d'Eau que le chef véritable des assassins et des voleurs qui ont leur quartier général dans les carrières d'Amérique, à Belleville, n'est autre que Napoléon III. Et puis, est-ce bien Troppmann qui a tué la famille Hinck? Je commence à croire que l'*homme sinistre* du 2 décembre pouvait bien être le véritable coupable. O bêtise humaine! Par ce bienheureux temps de liberté, de fraternité, d'égalité, on peut s'attendre à toutes les monstruosités. — Aujourd'hui, à Batignolles, a eu lieu l'ouverture du Club des libres penseurs. En tête de leur programme se trouve cette déclaration: "La femme a le droit de choisir l'homme qui doit être le père de ses enfants et *de s'en séparer quand il ne lui convient plus. Plus de religion, plus de mariage.*" C'est du propre comme vous voyez. Heureusement que ces insanités ne peuvent avoir d'influence. Une quinzaine de vieilles folles avec une cinquantaine de jeunes drôlesses, heureuses d'attirer l'attention sur elles, vont clabauder pendant trois ou quatre jours. Dans une semaine le ridicule aura fermé ce club.

JEUDI SOIR, 22 septembre.—M. Jules Favre, qui avait

4

quitté Paris, dimanche matin, pour se rendre au quartier général du roi de Prusse, au château de Ferrières, est rentré à l'Hôtel de Ville hier soir. M. de Bismarck lui a proposé les conditions suivantes: abandon de l'Alsace et de la Lorraine, reddition de toutes les places fortes assiégées en ce moment. Devant l'insolence de semblables propositions M. J. Favre a dû se retirer. Toutes les chances de paix sont donc évanouies. Il ne reste plus qu'à vaincre ou à mourir. Cette décision du gouvernement provisoire de résister jusqu'à la mort a été accueillie avec enthousiasme par toute la population. Des manifestations nombreuses ont eu lieu à l'Hôtel de Ville pour féliciter le gouvernement. Comme le roi de Prusse refusait de reconnaître la légalité de la révolution du 4 septembre, on avait convoqué les collèges électoraux pour le 16 octobre d'abord, puis pour le 2 du même mois, afin que la France pût élire une constituante ayant les pouvoirs nécessaires pour traiter avec l'ennemi. Les exigences de la Prusse rendant la paix impossible, on demande au gouvernement de remettre les élections à une époque ultérieure. On dit qu'un décret dans ce sens paraîtra demain dans le journal officiel.—Le canon gronde toujours. Aujourd'hui, à Romainville, on a fait 300 uhlans prisonniers. La plaine d'Aubervilliers est couverte de cadavres et de blessés prussiens hachés par la mitrailleuse. Un des uhlans faits captifs hier disait à un de nos voisins qui était de garde à la porte de Belleville : " *On nous a bien trompés. Nos chefs nous assuraient que Paris n'était pas*

capable de tenir vingt-quatre heures. Nous pensions entrer dans la capitale sans brûler une amorce. Nous laisserons nos os en France."—On dit que 6 à 7,000 Prussiens ont trouvé la mort sur le pont Saint-James, près de Ferrières, ce pont ayant sauté au moment où l'ennemi passait. Au combat de Châtillon, lundi dernier, les Prussiens reconnaissent avoir perdu 15,000 hommes. On a rétabli la taxe sur la viande et sur le pain, afin que les bouchers et les boulangers n'abusent pas de l'investissement de Paris pour vendre leur marchandise à des prix exorbitants. La manie de voir des espions prussiens partout fait des progrès tous les jours. Cham le caricaturiste, Paul Féval, le préfet de police, le comte de Kératry, ont été arrêtés comme suspects par les gardes nationaux, qui veulent faire du zèle. Si cela continue, la moitié de Paris passera son temps à arrêter l'autre. Toujours un temps splendide. Dans les circonstances actuelles, cette sérénité continuelle de l'atmosphère devient agaçante.

Vendredi soir, 23 septembre. — Toujours la même température. On se croirait dans le mois d'août. A trois heures, je passe sur le boulevard des Italiens. A chaque pas des rassemblements de citoyens. Les figures sont radieuses. Je me mêle aux groupes et je prête l'oreille. Grande victoire du côté de Montrouge. On a pris 42 mitrailleuses, 40 canons, mis 30,000 hommes hors de combat, 25,000 prisonniers. C'est beaucoup trop beau pour être vrai. On dit que les Prussiens captifs doivent passer à 4 heures sur le bou-

levard Saint-Michel. Je prends la rue Montmartre, passe au milieu des Halles centrales, traverse la Seine et arrive devant le musée de Cluny. Foule énorme sur le boulevard Saint-Michel. Tout ce que j'ai entendu de l'autre côté de l'eau n'est que *de la Saint-Jean* comparé à ce que l'on dit ici : 60,000 prisonniers, 30,000 tués, 50,000 blessés, 55 mitrailleuses, 42 canons d'acier longs de trois mètres, il ne faut rien moins que tout cela pour contenter le quartier latin. Si je me rendais jusqu'à la barrière d'Enfer, je suis certain que j'apprendrais la capture du roi Guillaume avec ses 400,000 soldats. Dépouillé de ces chiffres fantastiques, le succès de la journée se réduit à ceci : trente mille hommes de l'armée du prince Frédéric-Charles, se dirigeant vers Versailles, sont venus se heurter aux régiments français qui, leur barrant le passage à Antony et à Chevilly, les ont forcés à se rejeter du côté d'Arcueil, sous les feux croisés des forts de Bicêtre, de Montrouge et de la redoute de Villejuif. L'artillerie de marine et les mitrailleuses firent rage pendant deux heures et foudroyèrent ces malheureux Prussiens, qui furent bientôt obligés de battre en retraite en laissant 12 mitrailleuses et 900 prisonniers aux mains des Français, qui s'emparèrent des positions occupées la veille par les mangeurs de choucroute. Réduit à ses proportions réelles, le combat de ce jour, première victoire importante de la campagne de Paris, a une grande valeur. Il relève le moral des peureux et des pusillanimes, qui en étaient venus à croire que les soldats du roi Guillau-

me étaient invincibles. J'ai fait un voyage pour le roi de Prusse, car tandis que nous faisions le pied de grue sur l'asphalte du boulevard Saint-Michel, 500 prisonniers défilaient par la rue Monge. Ceux qui les ont vus disent que ces pauvres diables faisaient pitié à voir. Leurs uniformes sont en lambeaux, les pieds passent à travers la chaussure, et leurs figures hâves et maladives racontent les douleurs et les privations de leur marche sur la capitale. On les a dirigés partie sur l'École militaire, partie sur le fort de Vincennes. Le journal officiel de ce matin publie le décret qui renvoie à une époque indéterminée les élections municipales et celles pour la constituante. Il paraît que les papiers saisis chez Rouher, le président du défunt sénat, sont de la plus haute importance et promettent d'étranges révélations.

Samedi soir, 24 septembre.—Toujours un ciel d'Italie et un soleil de printemps. Nous avons en ce moment le journal de Blanqui, *la Patrie en danger*, qui prêche les mesures les plus radicales. Il demande le rétablissement de la commune de Paris, la guillotine en permanence et les autres aménités de 93. Heureusement que l'immense majorité hausse les épaules en lisant ces folies sanglantes d'un autre âge. Il y a bien à Belleville et à la Villette quelques milliers de chenapans qui ne demanderaient pas mieux que de mettre en pratique le programme du citoyen Blanqui, mais la peur de voir Guillaume profiter de la guerre civile pour s'emparer de la capitale et rétablir Napoléon III,

les force à ajourner la guerre contre le bourgeois. Vienne le jour de la délivrance, toutes les mauvaises passions refoulées au fond du cœur des socialistes pendant l'investissement de Paris, éclateront avec la fureur des plus mauvais jours de la première révolution. Savez-vous qui les ultra-radicaux de Belleville voulaient élire pour la constituante ? L'ouvrier Mégy, celui qui a été condamné à vingt ans de travaux forcés pour meurtre d'un agent de police, et Eudes,* condamné à mort pour assassinat du pompier de la Villette. D'après les hommes de l'avenir, il suffit, pour acquérir d'un seul coup les connaissances et les talents nécessaires à un législateur, de tuer un serviteur du tyran. A ce compte-là, l'homme qui assassine une douzaine de sergents de ville et autant de pompiers, en criant : Vive la république ! devra être le plus grand génie du siècle, puisque Mégy, qui n'a brûlé la cervelle qu'à un seul agent de police, est, pour ce fait, porté à la députation nationale. En voyant toutes les folies du régime qui a pris pour devise : liberté, égalité, fraternité, on se prend à soupirer après le gouvernement du grand Turc.—Rien en dehors des fortifications aujourd'hui : de temps en temps on tire quelques coups de canon sur les corps de cavalerie prussienne qui s'aventurent trop près des forts, mais il n'y a pas d'engagements. L'investissement est complet. Impossible de sortir de la ligne des forts. Les courriers d'ambassade sont bloqués comme tout le monde. Il n'y a pas

* Ces deux MARTYRS avaient été mis en liberté le 5 septembre.

de passeport, anglais ou américain, qui puisse faire franchir les lignes ennemies. Il n'y a plus que la voie aérienne qui soit libre. La poste envoie des ballons quand le vent est favorable. Où tombent ces malles-postes d'un nouveau genre? entre les mains des Prussiens ou entre celles des Français? Nous n'en savons encore rien.

Dimanche soir, 25 septembre. — Décidément, nous sommes condamnés au beau temps à perpétuité. Nous sommes en automne depuis quatre jours et cependant nous avons un soleil de juillet. Beaucoup de monde dans les églises. Même le soir, à l'archiconfrérie, on trouve un grand nombre d'hommes, militaires et pékins, qui viennent entendre la parole de Dieu. La situation militaire n'a pas changé depuis hier. Quelques coups de canon seulement du côté d'Aubervilliers, destinés sans doute à culbuter des batteries prussiennes. C'est pendant la nuit, du reste, que nous devons nous attendre aux attaques de l'ennemi. Il y a quelques jours, on a surpris des espions prussiens qui, du sixième étage d'une maison de Batignolles, faisaient des signaux, au moyen de lumières de couleurs différentes, au quartier allemand établi à Neuilly. Ces espions ont été envoyés à la Préfecture de police. Depuis, les malheureux Parisiens soupçonnent toutes les bougies et toutes les lampes d'avoir des relations criminelles avec Bismark. Quand on demeure au 5e cu au 6e, il ne faut plus allumer ni chandelle ni gaz, car les commères et les concierges, à qui l'affaire de Batignolles a mis

martel en tête, iront chercher quatre hommes et un caporal pour envahir votre domicile, afin de surprendre votre bougie en flagrant délit de conversation criminelle avec le roi Guillaume. Une pauvre vieille qui, dans sa mansarde solitaire, raccommodait tranquillement des bas près de sa fenêtre, à la lumière de sa petite lampe de pétrole, a manqué mourir de frayeur en voyant une demi-douzaine d'imbéciles de gardes nationaux faire irruption chez elle et l'accuser de trahir la France en faisant des signaux au général Von Moltke. Heureusement que les voisins ont pu certifier que la bonne vieille était une excellente patriote, et qu'elle n'avait jamais eu la moindre accointance avec les puissances allemandes. Cette manie déplorable de voir l'espionnage prussien dans toutes les fenêtres des étages élevés, a pris des proportions tellement absurdes, que le préfet de police a dû défendre aux gardes nationaux de faire des perquisitions chez les citoyens sans un mandat signé par le commissaire de police. Si la viande n'a pas encore augmenté de prix, les légumes frais commencent à devenir très rares. On me dit que pour se payer une salade de laitue il faut avoir au moins 25,000 francs de rente. Ces pauvres marchandes des quatre saisons qui traînaient dans les rues de Paris leurs petites voitures en criant: *Ohé! la salade! Des z'haricots verts! des z'haricots! Qui veut de la bonne pomme de terre? Cresson de fontaine, la santé du corps!* ont disparu depuis quelques jours et leurs voix familières nous font presque défaut. Plus de marchands am-

bulants de fruits et de poissons. Les marchands d'habits ne lancent plus, de leur voix nazillarde, le fameux *archand d'habits !* Pourquoi ces derniers ont-ils aussi renoncé à la rue? Je l'ignore. Si l'état de siège a fait disparaître une grande partie des petites industries du macadam, il a créé des spécialités nouvelles. Nous avons maintenant le marchand de bandes de drap rouge qui doivent être placées sur les pantalons de la milice citoyenne, le vendeur de chiffres en métal que le garde national met sur son képi, afin de faire connaître à tous ceux qui ont le bonheur de le contempler qu'il appartient à telle compagnie de tel bataillon. Il ne faut pas oublier la petite fille qui crie d'une voix aiguë : *Du papier mince pour les lettres par le ballon ! Un sou le cahier, un sou !* Comme les remparts sont constamment gardés, il faut que chaque jour 60,000 gardes nationaux soient placés sur les fortifications. Dans toutes les rues, vous voyez un certain nombre de magasins fermés, avec cette inscription sur les volets: *Tout le monde aux remparts; sera ouvert demain.* Les marchands de galette à un sou ont presque tous fermé leurs boutiques. Le beurre se vend trop cher pour qu'ils puissent continuer à fabriquer la galette et la brioche à un sou. Pensez que le beurre frais se vend dix francs la livre. Aujourd'hui les boulevards étaient encombrés. Impossible d'aller à la campagne, occupée, hélas ! par les Teutons. Il faut bien se contenter de Paris et de ses boulevards, quand les baïonnettes prus-

siennes vous empêchent d'aller à Romainville, à Meudon ou à Bougival.

LUNDI SOIR, 26 septembre.—Vous souvient-il que, lors de l'insurrection de 1838, nos patriotes disaient que le bon Dieu était Anglais, parce que la navigation du Saint-Laurent était restée libre pendant presque tout le cours du mois de décembre? En présence de ce ciel d'une implacable sérénité, de ce soleil radieux comme dans les plus beaux jours de l'été, les Parisiens prêtent au bon Dieu des sympathies prussiennes. Sur les bords de notre grand fleuve comme sur les rives de ce ruisseau qui s'appelle la Seine, le peuple souverain est toujours le même. Ce matin, le fort de la Faisanderie, à Vincennes, a tiré sur l'ennemi, qui se dirigeait du côté de Choisy-le-Roi. Un convoi de munitions, atteint par les obus du fort, a vu ses caissons sauter, en anéantissant, par leur explosion, une partie de l'escorte. Le roi Guillaume concentre ses troupes entre Sceaux et Versailles. C'est pour se préparer à recevoir le choc des armées de Lyon, de la Loire et du Nord, formant ensemble un effectif de 400,000 combattants, que les Allemands opèrent cette concentration. C'est la cavalerie, au nombre de 80,000 sabres, qui continue à isoler Paris du reste de la France. On reçoit cependant, tous les deux ou trois jours, des nouvelles des départements par les ballons et les pigeons. Les Prussiens ne peuvent réussir à établir leurs batteries. Les artilleurs de la marine qui font le service des forts les culbutent aussitôt qu'elles sont en place. Encore ce matin, le fort

de Nogent a renversé, à une distance de cinq kilomètres (1¼ lieue), deux batteries ennemies et tué plus de 300 soldats du vieux Guillaume. Vendredi dernier, deux régiments badois, au quartier général ennemi, à Versailles, ont refusé de marcher en avant, en donnant pour raison de leur refus que les soldats prussiens restaient toujours dans la réserve, tandis que les Badois et les Bavarois étaient constamment envoyés au feu. Samedi, vingt-quatre sous-officiers et soldats de ces deux régiments ont été fusillés sur la route de Satory. Tous ces malheureux pays, le duché de Bade, la Bavière, le Wurtemberg, le Hanovre, annexés à la Prusse par la politique violente de Bismark, commencent à s'apercevoir que leurs maîtres de Berlin ne voient en eux que de la chair à canon, et qu'ils travaillent non pas pour leur patrie, mais pour *le roi de Prusse.* On s'attend toujours à une attaque du côté d'Auteuil en même temps que par Saint-Denis. La défense sur ces deux points est formidable et toutes les probabilités sont que les Germains en seront pour leurs frais d'attaque. Bien que l'on ne s'attende pas à un bombardement immédiat, cependant, comme il faut être prêt pour toutes les éventualités, on dépave les places du quartier latin afin d'amortir l'effet des bombes qui pourraient être lancées par l'armée assiégeante. Le gouvernement vient de décréter la liberté du colportage. Sous le *règne du tyran*, on ne pouvait vendre dans les foires et dans les campagnes que les livres et gravures revêtus de l'estampille de la police. Vous

avez peut-être eu connaissance du beau tapage que fit, il y a quatre ans, la clique libre penseuse, parce que l'estampille avait été refusée à la *Vie de Jésus* de Renan. Le gouvernement, à mon avis, avait cent fois raison d'appliquer la loi sur le colportage à ce détestable livre, qui aurait semé l'impiété dans les campagnes, encore très nombreuses, qui ont le bonheur de garder intacte la foi de leurs pères. Il me souvient qu'à propos de ce refus de l'estampille au livre de Renan, *l'Avenir national* traitait Napoléon III de jésuite et de calotin! Maintenant que le colportage est entièrement libre, de quel déluge de livres impies, de brochures et de gravures obscènes les campagnes vont être inondées, Dieu seul le sait!

Mardi, 27 septembre.—Toujours beau temps. Quand donc aurons-nous de la pluie? Elle serait accueillie comme un bienfait du ciel. Les reconnaissances n'ont pas rencontré un seul Prussien dans le rayon des forts de la rive gauche. Depuis samedi, les assiégeants ne montrent pas le bout du nez. On dit que l'armée de la Loire arrive et que les Teutons vont au-devant d'elle afin de la détruire avant qu'elle puisse secourir Paris. Aucuns expliquent l'inaction du roi Guillaume par les préparatifs qu'il fait pour donner un assaut formidable aux forts et au mur d'enceinte. On annonce aussi que Moltke envoie en Normandie un corps de 75,000 Germains, destiné à ravitailler l'armée assiégeante. Tous ces *on dit* me font l'effet d'être des canards. Je les note cependant, car je veux enregistrer

tous les bruits, vrais ou faux. Dans une rencontre avec l'avant-garde de l'armée de la Loire, les Prussiens ont reçu une râclée telle qu'ils ont été obligés de faire une retraite précipitée sur Etampes. Cette bonne nouvelle nous est arrivée ce matin par une estafette du gouvernement qui a réussi à traverser les lignes ennemies. Elle nous a appris en même temps que Thiers avait quitté Tours, siège de la délégation du gouvernement provisoire, pour se rendre à Saint-Pétersbourg. Vers une heure après-midi, des nuages d'une fumée noire et épaisse couvraient Paris. Dans la prévision d'un bombardement, le gouvernement a réuni sur les buttes Chaumont tout le pétrole emmagasiné dans les entrepôts de Belleville et de la Villette. On achevait d'enterrer les cinquante mille barils de pétrole quand le feu s'est déclaré. On a pu immédiatement circonscrire les ravages de l'incendie. Les pertes matérielles ne s'élèvent pas à un chiffre élevé. Une enquête est ouverte pour savoir si cet accident est dû à la malveillance. Les chiffonniers et les huissiers s'organisent en corps francs. L'industrie des premiers se trouve paralysée, les communications coupées ne permettant plus l'expédition des chiffons aux fabriques de papier des départements. Pour les huissiers, comme l'échéance des billets est renvoyée à la conclusion de la paix, ils n'ont plus de protêts à signifier. En France, ce n'est pas le notaire mais l'huissier qui proteste les billets. Encore un cancan. On affirme qu'un parlementaire prussien arrivé à l'Hôtel de Ville, a eu un long entretien

avec Jules Favre. Je n'en crois rien. Lundi (hier), le roi Guillaume a passé une grande revue des troupes réunies à Versailles. Les fins politiqueurs prétendent que cette revue annonce une attaque générale sur tous les forts. Moi qui ne suis ni fin ni politiqueur, je ne dis rien et j'attends les événements. Des sentinelles avancées, ayant entendu quelques coups de fusil, ont abandonné leur poste et sont rentrées en fuyant dans Paris. Ce matin, ces fuyards ont été conduits de la place Vendôme à la prison militaire de la rue du Cherche-Midi, au milieu des huées de la population. Ils avaient le képi mis à l'envers, la tunique retournée, les mains liées derrière le dos, et portaient sur la poitrine et sur les épaules deux pancartes sur lesquelles se lisait le mot " Lâche." Le fameux canonnier de Saint-Denis, qui démolit les batteries à six kilomètres (1½ lieue) et qui a déjà mis quarante-sept canons prussiens hors de service, est un Alsacien, qui s'appelle Christman.

Mercredi, 28 septembre.—Le beau temps continue. Maintenant que l'armée de la Loire marche sur Paris, mieux vaut ne pas avoir les pluies qui étaient l'objet de nos désirs depuis le commencement du siège. Une deuxième estafette est arrivée de Tours. Elle nous apprend que la démarche de Jules Favre auprès de M. de Bismark a gagné toutes les sympathies du continent. L'Europe considère la position des Prussiens comme très aventurée. Par la même voie nous avons la nouvelle de l'entrée des troupes italiennes à Rome.

après quelques coups de fusil. Le pape n'a pas quitté le Vatican. Est-ce la fin définitive du pouvoir temporel ? Qui peut connaître les desseins de la Providence ? Qui pourrait dire que dans quelques années, peut-être dans quelques mois, Pie IX ne sera pas encore le Pontife-Roi ? L'entrée des soldats de Victor-Emmanuel dans la ville éternelle me remet en mémoire les paroles que Napoléon III adressait à un diplomate étranger, il y a deux ans : *Quand je serai détrôné, le pape fera bien de faire préparer au Quirinal les appartements de Victor-Emmanuel, car ma chute entraînera immédiatement celle du pouvoir temporel.* La troisième livraison de la correspondance de la famille impériale vient de paraître. Elle n'offre rien de bien extraordinaire. Les amateurs de scandale sont désappointés. Ils n'en ont pas pour leur creuse dent. Il paraît, cependant, que le fameux complot éventé avant le plébiscite n'avait pas l'importance qu'on lui a donnée. Aucuns prétendent que l'on a trouvé à la Préfecture de police la preuve que cette prétendue conspiration était un coup monté par Pietri, Grandperret et Bernier. On dit que des mandats d'amener sont lancés contre ces trois personnages. Forcade de la Roquette serait aussi sous le coup d'un ordre d'arrestation. La finance est pleine de confiance, comme le prouve la hausse de la bourse depuis trois jours. C'est un fait, peut-être unique dans l'histoire des villes assiégées, non seulement de voir la bourse ouverte, mais encore d'assister à la hausse constante de la vente, quand le canon de l'ennemi

ébranle les colonnes de l'*Exchange*. Cette fermeté de toutes les valeurs publiques vaut une victoire, car elle donne du cœur au ventre à tous les boutiquiers et les rentiers, pour qui la cote de la bourse est la seule infaillibilité de ce monde. On se dit tout bas, à l'oreille, que les espions prussiens vont essayer d'empoisonner les bestiaux destinés à la nourriture des assiégés. Huit bœufs auraient succombé aux effets de l'intoxication. Je n'en crois pas un traître mot. L'Arc de triomphe de l'Étoile devient une véritable forteresse. Des plaques de fer l'enveloppent de la base au sommet, sur lequel on place des pièces de marine du plus fort calibre. On commence à voir des pièces de cinq francs en argent avec l'effigie de la République. C'est le modèle de 1848, une grosse tête de femme à l'expression bête et brutale. On parle de l'adoption par la patrie de tous les enfants des citoyens morts en combattant. Rien des Prussiens, qui ont abandonné les travaux qu'ils avaient commencés près de Choisy-le-Roi. Ils ont brûlé l'église de Créteil, dont le clocher servait d'observatoire aux francs-tireurs. La viande devient très rare, non pas que l'approvisionnement soit épuisé, mais par suite de la grève des bouchers, qui prétendent que le prix fixé par le gouvernement ne leur permet pas de rentrer dans leurs déboursés. Le veau n'existe plus qu'à l'état de souvenir. Les prix du mouton ont augmenté de 30 0/0 depuis trois jours. Il est probable, cependant, que cette crise tire à sa fin, car les autorités vont établir des boucheries municipales dans tous les quartiers. Par

ce moyen on pourra se passer de messieurs les bouchers. La malveillance, d'après le rapport du préfet de police, est tout à fait étrangère à l'incendie des buttes Chaumont. C'est la pipe d'un fumeur imprudent, nommé Henriot, qui a été la cause du désastre du 27. Le général de Polhès, qui commande l'armée de la Loire, en ce moment en marche pour secourir Paris, est né en 1813. Comme colonel de zouaves, il s'est distingué sous les murs de Sébastopol. On dit que le peuple anglais désapprouve hautement la politique toute prussienne de la reine Victoria et du ministère Gladstone. Une assemblée de 200,000 personnes aurait protesté contre la conduite du cabinet britannique.

Jeudi, 29 septembre.—Il paraît que le soleil a passé un bail emphythéotique avec Paris. Toujours un ciel d'une pureté irréprochable. Les Prussiens se massent du côté de Choisy-le-Roi, sans doute pour repousser l'armée de la Loire, qui avance tous les jours. Du côté de Saint-Denis, on a canonné et culbuté les batteries que l'ennemi commençait à placer. Les francs-tireurs ont amené, ce matin, aux Halles centrales cinq fourgons de provisions enlevés hier à l'armée allemande. On assure que les éclaireurs de l'armée de la Loire ont été vus, mercredi, à une lieue de Choisy-le-Roi. Les Prussiens ont coupé le canal de l'Ourcq et celui de la Dhuys. S'ils pensent, par ce moyen, faire mourir la capitale par la soif, ils se trompent joliment. Les puits artésiens, sans compter la Seine, peuvent fournir l'eau nécessaire à quatre millions d'habitants. Les provi-

sions augmentent de prix chaque jour. En ce moment les haricots se vendent 1 franc 50 la livre, les choux-fleurs 1.80 pièce, la morue 1.25 la livre, le bœuf salé 2.25 la livre, le lard 2.10 à 2.25, les œufs 4 sous pièce, les poulets 7 à 10 fr. pièce, les oies 22 francs. Impossible de trouver un seul hareng. Les pommes de terre, le pain et le vin sont en abondance, et on peut parfaitement vivre avec ces trois aliments. On commence à voir d'un mauvais œil les attachés aux ambulances. Tous les jours on rencontre dans les rues des milliers d'hommes jeunes et vigoureux qui portent le brassard de la convention de Genève. On se dit, et avec raison, ce me semble, que ces hommes rendraient plus de services à la France comme soldats que comme infirmiers. Les femmes, les prêtres, les religieux et religieuses qui s'offrent pour soigner les blessés, remplaceraient avantageusement dans les ambulances les attachés actuels. Il se fait un commerce actif de casques prussiens. Dans les reconnaissances de chaque jour, on abat toujours quelques Teutons, et le pioupiou se fait des rentes en vendant aux amateurs le fameux casque à paratonnerre. Hier, on a arrêté des espions prussiens qui avaient endossé les habits de soldats français tombés morts sur le champ de bataille de Villejuif. Grâce à l'uniforme, ils avaient pu s'introduire dans Paris par la porte d'Orléans. Malheureusement ils n'ont même pas pu donner le nom du colonel du régiment dont ils portaient le numéro. Ils ont été fusillés ce matin.

Vendredi, 30 septembre. — Le temps est toujours beau, mais il se refroidit. Ce matin, à 4 heures, le canon a commencé à gronder du côté de Villejuif et aussi du côté de Bougival. Le combat a duré jusqu'à 11 heures. Les Prussiens, qui voulaient essayer encore de s'emparer de Villejuif, non seulement n'ont pas réussi dans leur projet, mais ils ont été chassés de Chevilly et de l'Hay, qu'ils occupaient depuis le commencement du siège, et repoussés jusqu'à Bourg-la-Reine. Nous n'avons pas encore les détails de l'affaire de Bougival, qui s'est terminée victorieusement pour les assiégés. Ce que l'on sait, c'est qu'un régiment prussien surpris dans l'île de Croissy a presque été anéanti et que tous les avant-postes de l'ennemi se seraient repliés après une courte résistance. A Chevilly, le général de brigade Guilhem a été tué. A Thiais, d'où l'ennemi a également été chassé, 24 canons tombés aux mains des Français n'ont pu être enlevés faute d'attelages. Du côté des assiégés on évalue les pertes à 300 tués et 600 blessés. Les Prussiens ont eu 3,000 morts et 1,500 blessés. Il se confirme que les francs-tireurs des Vosges ont fait sauter le tunnel de Saverne. Les Allemands vont donc, pendant les longs jours nécessaires pour réparer le tunnel, être privés des vivres et des munitions qu'ils recevaient de leur pays. Les Teutons continuent à se conduire comme les dignes descendants des Vandales. Ils ont pendu le curé de Sarcelles, qui voulait, par ses supplications, les empêcher de brûler l'église de son village. C'est le

cinquième curé que ces brutes pendent depuis qu'ils entourent Paris. Comme je vous l'ai dit déjà, la guerre actuelle est bien une guerre de race et de religion, et nous devons nous attendre à toutes les horreurs des luttes du XVIe siècle, si les soldats du roi Guillaume réussissent à prendre la capitale. Heureusement que leur position en ce moment est plus critique que la nôtre, et qu'ils ont devant eux la perspective d'un épouvantable désastre, si Paris tient encore pendant un mois. L'endroit le plus menacé de la capitale, Passy, vient d'être mis en état de défense par une formidable batterie qui pourra imposer silence aux canons ennemis établis sur les hauteurs de Saint-Cloud. Les Prussiens continuent à se concentrer à Versailles. Tous les corps ennemis qui campaient entre Romainville, Rosny et Nogent, se replient aujourd'hui sur la ville de Louis XIV. Guillaume a envoyé un corps d'armée en Picardie. Amiens, ville ouverte, a été occupé sans résistance. Abbeville, qui est fortifiée, se dispose à subir un siège et à imiter l'héroïsme des villes de l'Est. Le journal officiel de ce soir annonce que la cavalerie, sous les ordres de M. de Pindray, a chassé l'ennemi de Bondy, aujourd'hui dans l'après-midi. Cette journée du 30 septembre a donc été glorieuse sur tous les points. Je crois que Bismark doit commencer à réfléchir et à regretter les conditions insolentes qu'il a posées à Jules Favre, la semaine dernière.

Samedi soir, 1er octobre.—Toujours le même temps,

magnifique le jour, froid la nuit. Les prisonniers faits dans les combats d'hier portaient presque tous la médaille militaire. Ils étaient horribles à voir, pâles, exténués, d'une saleté repoussante. Ils ont déclaré que, depuis le 24 juin, ils n'avaient jamais couché dans un lit et que, depuis cinq jours, ils ne mangeaient que des pommes de terre à moitié bouillies. Un des officiers badois condamnés à mort la semaine dernière, a réussi à s'échapper de Versailles. Il a traversé la Seine à Neuilly et s'est constitué prisonnier entre les mains des Français. D'après ce qu'il dit, l'armée prussienne serait en proie à une démoralisation profonde et à la misère. Les soldats n'ont plus de souliers et les rations manquent presque complètement. Cet officier est le neuvième enfant que la guerre a enlevé à sa famille. Son père, âgé de 62 ans, a été incorporé dans l'armée active. Ce matin, on a conclu un armistice de quatre heures pour enterrer les victimes de la bataille d'hier. A part quelques coups de fusil entre les avant-postes et une douzaine d'obus lancés par les forts, la journée a été calme. Vermorel, le rédacteur du *Courrier français*, si souvent accusé de faire partie de la police, s'est rendu aujourd'hui au bureau du *Moniteur de la République*, pour demander raison d'un article dans lequel on l'accuse d'avoir mangé au râtelier impérial. On a échangé des soufflets. A quand les coups d'épée? Louis Blanc, dans les journaux de ce matin, adresse un appel éloquent au peuple anglais. C'est parfait au point de vue littéraire. Sous le rapport politique, je

crois que la valeur de ce document est complètement nulle. Français et républicain, Louis Blanc oublie qu'il parle à des Anglais, sujets de sa très gracieuse majesté la reine Victoria. Attendre aide de la vieille Angleterre, c'est se faire illusion. John Bull, Saxon et protestant, est très heureux de voir ses cousins de Prusse humilier et affaiblir ces Français catholiques qui depuis vingt ans jouent le premier rôle en Europe.

Dimanche, 2 octobre.—Le beau temps persiste. Beaucoup de monde dans les églises. Une triste nouvelle a jeté la douleur dans l'âme des Parisiens. Après une défense héroïque de cinquante jours, le vaillant général Uhrich a dû ouvrir à l'ennemi les portes de Strasbourg. Depuis douze jours la garnison ne mangeait plus que de deux jours l'un. Place de guerre de première classe, capitale de l'Alsace, c'est la clé de la France. Si on réussit à délivrer Paris et à rejeter l'ennemi de l'autre côté du Rhin, il faudra faire le siège de cette cité héroïque, qui alors sera défendue par les soldats de Guillaume. Toul, épuisé, ayant vu ses remparts abattus par le canon prussien, a été également obligé de se rendre. Il faut que les forces militaires de la France soient complètement désorganisées pour qu'on ait laissé succomber ces deux villes, qui ont fait une défense surhumaine, sans pouvoir envoyer un corps d'armée à leur secours. Que vont faire les 100,000 Allemands qui assiégeaient ces deux villes? Vont-ils aller rejoindre les troupes qui bloquent Bazaine? Se dirigeront-ils sur Paris? Iront-ils à la rencontre de

l'armée de la Loire ? Nous le saurons bientôt. On dit que Bismark est parti hier pour Berlin. Pourquoi ? On prétend que la présence de Thiers à Saint-Pétersbourg aurait amené la Russie à prendre une attitude hostile à la Prusse, et que c'est pour conjurer l'orage qui menace Berlin du côté de l'Orient que le premier ministre de Guillaume s'est hâté de traverser le Rhin. Peut-être toute cette histoire n'est-elle qu'un de ces canards qui nous tombent tous les jours dans le bec en place des ortolans qui font complètement défaut. Dans les journaux de ce matin, Victor Hugo adresse une seconde épître aux Parisiens. Style haché genre Michelet, antithèses éloquentes, cette production sera acclamée comme un chef-d'œuvre immortel par la confrérie hugolâtre. Pour le commun des mortels, elle ne sera qu'une amplification réussie. Le gouvernement vient de suspendre les subventions théâtrales. Je trouve cela fort juste. Pourquoi le paysan, l'ouvrier, le petit rentier qui ne mettent jamais le pied dans les grands théâtres, les seuls subventionnés, pourquoi les personnes que leurs principes religieux éloignent de ces genres d'amusements paieraient-ils les appointements des danseuses, qui gagnent assez d'argent comme courtisanes du *high life* sans que l'Etat force les contribuables à payer les plaisirs des amateurs de ballet? Il me semble que l'argent du public ne doit servir qu'à améliorer moralement et matériellement le sort du peuple. Je n'ai jamais pu comprendre comment la Ferraris et la Mouravief, qui reçoivent chacune

80,000 francs par an pour faire des entrechats et des pirouettes dans un costume tout à fait décolleté, contribuaient à rendre le peuple meilleur. Donc, un bon point au gouvernement de l'Hôtel de Ville. On achève le baraquement des mobiles sur les boulevards extérieurs. En ce moment, les mobiles, logés chez les habitants de tous les quartiers de Paris, ne peuvent être réunis rapidement en cas d'alerte. C'est pour remédier à cet inconvénient que l'on travaille, jour et nuit, à l'achèvement des baraques. Les Prussiens sont toujours les maîtres en fait d'espionnage. L'état-major de Guillaume reçoit à midi, à Versailles, les journaux parus le matin à Paris. La province, effrayée par la proclamation de la république, répond mollement à l'appel de la capitale. Avant Reichshoffen, les journaux républicains ne se gênaient pas pour dire : Si les Prussiens en venant à Paris nous débarrassent des Bonapartes, qu'ils soient les bienvenus ! Est-ce que la province va dire à son tour : Que le roi Guillaume soit le bienvenu, s'il nous débarrasse de la république ! Le grand malheur de la France c'est que ses enfants sont plutôt des partisans que des patriotes. On dit que le dernier rapport de Crémieux ne semble pas annoncer un grand enthousiasme pour le gouvernement actuel dans les départements. Rien des fortifications, si ce n'est une reconnaissance heureuse du côté de Montretout. On parle de 300 ennemis tués ou blessés.

Lundi soir, 3 octobre. — Toujours un temps splendide. Coups de fusil à Noisy-le-Sec, escarmouches à

Bondy, tel est le bilan de la journée. On commence à s'inquiéter du silence du gouvernement au sujet de ce qui se passe à Tours. Tous les journaux affirment que Crémieux aurait envoyé un rapport déplorable. Il n'aurait pu réussir à former une armée régulière, mais seulement quelques corps de guérillas. Pourquoi l'autorité ne dément-elle pas ces rumeurs qui circulent depuis trois jours ? Si elles sont fondées, mieux vaudrait le dire franchement, afin que les Parisiens sachent à quoi s'en tenir. Blanqui et Pyat accusent le *conseil des dix* de l'Hôtel de Ville de suivre les errements du régime impérial. Bientôt, ajoute Blanqui, nous en serons à regretter l'homme de décembre. Il paraît que l'on a établi à Tours une espèce de gouvernement composé de sénateurs, de députés, qui ne crient pas du tout : Vive la république ! Les uns tiennent toujours pour l'empereur, les autres pour Henri V. Cette division des forces qui, en ce moment suprême, devraient être réunies contre l'invasion, pourrait bien amener la ruine complète de la France. De tous côtés arrivent de mauvaises nouvelles. Elles n'ont rien d'officiel, mais elles laissent une impression pénible dans tous les esprits. On annonce que les Prussiens sont maîtres d'Orléans et que demain ils seront à Bourges. La prise de cette dernière ville serait un véritable désastre, car c'est sur son arsenal, l'un des plus riches du pays, que l'on compte pour armer les troupes qui doivent venir au secours de Paris. Dans ce cas, la délégation du gouvernement établie à Tours serait

obligée de se replier sur la Garonne. Ici, dans la capitale, les affaires semblent prendre une mauvaise tournure. Le gouvernement provisoire est divisé en deux camps. *L'Electeur libre*, journal d'Ernest Picard, éreinte Gambetta, qu'il accuse d'avoir envoyé des nullités pour soulever la province. Il ridiculise avec raison l'idée de confier à un vieil avocat de soixante-seize ans, Crémieux, le soin de lever des armées sur les bords de la Loire. Outre cette division dans le gouvernement, nous avons le parti ultra-radical, représenté par *le Combat*, de Pyat, *la Patrie en danger*, de Blanqui, *le Réveil*, de Delescluze, qui veut absolument que l'élection de la commune de Paris ait lieu les 9 et 10 octobre. Le gouvernement s'y oppose et il fait bien. Si la commune sortait des élections demandées par les meneurs des faubourgs, son premier acte serait le renversement de l'autorité actuelle, à qui elle dirait : *Votre pouvoir, sorti de l'émeute, n'a aucune sanction légale. Nous, au contraire, nous sommes les élus de la capitale. Comme vous êtes réactionnaire, nous prononçons votre déchéance.* Ce que le gouvernement provisoire ne veut pas accorder, est-il bien sûr que les démagogues ne le prendront pas par la violence ? On dit que plusieurs des maires de Paris veulent procéder quand même à l'élection de la commune. Nous verrons bien ce qu'ils feront dans six jours. Le général américain Burnside, parti de New-York le 3 septembre, après avoir passé quelques jours au camp prussien, est venu dimanche à Paris. Il est reparti hier à midi. Est-ce comme touriste

qu'il a pu traverser les lignes prussiennes et françaises? était-il chargé d'une mission diplomatique auprès du général Trochu, avec qui il a eu un long entretien ? *Chi lo sa ?* Le gouvernement vient de fixer le traitement de chacun de ses membres. Mille francs par mois, voilà tout ce que se permettent de prendre les maîtres de la France. Ce désintéressement les honore. Peut-être y a-t-il le tour du bâton. Si nous sommes emprisonnés, au moins l'état sanitaire est excellent. A Versailles, les Prussiens, bien que libres, ne s'amusent guère. La petite vérole règne dans leur camp, qui compte déjà plus de 6,000 soldats en proie à cette dangereuse maladie.—Encore un cancan qui n'a rien de rassurant. On dit que le général Polhès aurait été battu près d'Etampes après avoir perdu 7,000 hommes. Cette défaite expliquerait la prise d'Orléans et de Bourges. D'autres prétendent que cette défaite n'est qu'un conte bleu d'origine prussienne, puisque l'armée de la Loire ne sera prête qu'à la fin du mois.

MARDI SOIR, 4 octobre. — Un soleil ardent comme en pleine canicule, et pas le moindre nuage à l'horizon. Grand mouvement de troupes dans le camp ennemi. Les soldats prussiens établis à la Malmaison sont remplacés par les Wurtembergeois. Reconnaissance brillante exécutée par les spahis dans les environs de Nogent. Une torpille a fait explosion, par accident, près de la porte de Sablonville. Huit personnes blessées. Le fort du Mont-Valérien a balayé un détachement ennemi qui voulait établir une batterie près

de Meudon. Tel est le résumé des opérations militaires de la journée.

C'est le 23 septembre que Toul a capitulé. Strasbourg n'a ouvert ses portes que le 27. Avant de laisser entrer l'ennemi, le général Uhrich a brûlé les 250,000 chassepots qui se trouvaient dans l'arsenal et encloué tous les canons. Le gouvernement veut utiliser toutes les forces de la capitale. Il vient de former le *corps des jeunes volontaires*, composé de gamins de 12 à 16 ans. Avec leur blouse grise ou blanche, leur pantalon de toile bleue, leur large ceinture rouge, ils ont réellement très bon air. On les emploie comme aides-pompiers, estafettes, aides dans les ambulances, etc. J'ai rencontré aujourd'hui, dans la rue de Rivoli, quelques centaines de ces jeunes citoyens qui marchaient en rang comme des troupiers et se dirigeaient vers l'Hôtel de Ville. Il fallait voir comme les officiers (car ces petits bons hommes ont un état-major) se donnaient un air crâne pour étonner les natifs. La république accorde un franc par jour à ces imberbes défenseurs de la patrie. Comme ces enfants appartiennent presque tous à la classe ouvrière, cette solde de vingt sous aide à vivre à la famille, qui n'a guère de ressources par ce temps de siège où toutes les industries sont paralysées. Aussi, pour donner au peuple souverain toute facilité de gagner sa pauvre vie, l'autorité permet à qui veut s'établir marchand de *bibelots*, de placer une ou plusieurs tables sur le trottoir, comme pendant la quinzaine du jour de l'an. L'érection des baraques est

seule défendue. Ces milliers de marchands en plein vent donnent un aspect très animé aux boulevards. Les articles de Paris se vendent à très bon marché. Le fabricant, ne pouvant plus expédier ni en province ni à l'étranger, ayant en magasin un fonds considérable qu'il est obligé de réaliser, s'il n'a pas les capitaux nécessaires pour attendre des jours meilleurs, vend au prix coûtant au petit marchand des rues, qui revend au détail au prix du gros en temps ordinaire. Il paraît qu'il y avait chez les parfumeurs un stock énorme de savons. A tous les coins des rues, on vous offre des savons parfumés, à trois et quatre sous, qui se vendaient six et huit sous avant le siège. Nous n'avons réellement pas de chance pour l'expédition de nos lettres par la voie aérienne. Depuis trois jours il n'y a pas un souffle de vent. Chaque matin, on essaie l'envoi d'un ballon monté, mais le calme plat de l'atmosphère ne permet pas de lâcher l'aérostat. Le combat de vendredi dernier, qui n'a eu qu'un résultat peu important, aurait pris les proportions d'une grande victoire si l'ennemi n'avait pas été renseigné d'avance par les journaux de jeudi matin sur la sortie qui devait avoir lieu le lendemain. Avec la liberté illimitée de la presse dont nous avons le malheur de jouir en ce moment, les rédacteurs de journaux vendraient leur mère pour donner une nouvelle à sensation. Il y a toujours un *reporter* quelconque qui est l'ami du secrétaire d'un membre du gouvernement provisoire. En buvant l'absinthe au café prochain, l'homme de confiance du mi-

nistre, d'abord pour se donner de l'importance, ensuite pour se faire des amis dans le journalisme, qui peut, par un article bien senti, le faire nommer préfet ou commissaire de la république, s'empresse de raconter au boulevardier les résolutions prises par l'autorité. Le public commence à s'indigner de l'étourderie de ces messieurs et demande que, comme en 1848, la dictature soit confiée au général Trochu et que tous les journaux soient supprimés jusqu'à la fin de la guerre. Le journal officiel continuerait seul à paraître pour faire connaître au public les décrets de l'autorité et le compte rendu des opérations militaires. Le plus vite on prendra cette détermination, le mieux ce sera, car avec le système actuel nous marchons rapidement à deux catastrophes : l'anarchie dans la capitale, en dehors des murs la défaite par les Prussiens. Les républicains de la veille comprendront-ils enfin que le salut de la patrie commande des mesures extrêmes, et que ce n'est pas avec des phrases sonores que l'armée allemande sera vaincue ?

Mercredi soir, 5 octobre. — Je renonce à parler du soleil, qui s'obstine à nous verser des torrents de lumière. Si je continuais à chanter ses louanges chaque matin comme je le fais depuis tantôt un mois, on m'accuserait d'être vendu à cet astre flamboyant. Qui sait ? on dirait peut-être que le bonhomme Phébus me fait une pension comme le *tyran* en faisait une à Feydeau, Gautier et Veuillot, laquelle pension vient d'être mise à néant par la république. Ces messieurs

sont assez riches pour se passer de ces miettes. Canonnade sur toute la rive gauche, qui a réussi à culbuter presque toutes les batteries que les Prussiens travaillaient à établir. L'ennemi a lancé quelques obus sur les forts. Ses projectiles n'ont produit aucun effet. De son côté, la flottille de la Seine a fait son devoir. Les canonnières ont bombardé Brimborion, près de Bellevue, et ont mis plus de deux cents Allemands hors de combat. Le grand événement de la journée a été la manifestation des 10,000 gardes nationaux de Belleville sur la place de l'Hôtel de Ville. J'ai vu défiler cette milice citoyenne sur la place du Château-d'Eau. Point d'uniformes, pas même de képis, des blouses sales et déchirées, un grand nombre de figures avec lesquelles on n'aimerait pas à se rencontrer en tête à tête, à minuit, au milieu d'un bois, tel était l'aspect général de ces républicains de l'avant-veille. Ils étaient tous armés de fusils à piston, qui sont aux chassepots ce que les diligences sont aux chemins de fer. Flourens, colonel de l'un des bataillons des faubourgs, a demandé au gouvernement : 1° des chassepots ; 2° attaque immédiate des Prussiens par la garde nationale ; 3° les élections pour la commune de Paris. Comme le général Trochu s'est empressé de ne pas se rendre à leurs désirs, les électeurs de Rochefort, qui, seul des membres du gouvernement, avait jugé à propos de ne pas se trouver à l'Hôtel de Ville pour rencontrer ses soutiens du temps jadis dans sa lutte contre le *bandit du 2 décembre*, sont retournés

chez eux gros Jean comme devant. Flourens a donné sa démission comme colonel. Tant mieux, c'est un cerveau brûlé de moins à la tête de la garde nationale. Le journal officiel de ce matin déclare qu'il n'a pas reçu de rapport de Crémieux. On prétend que la feuille gouvernementale joue sur les mots. Comme le ministre de la justice n'avait rien de bon à annoncer, il a envoyé une *lettre privée* et non un rapport officiel. Les nouvelles qui nous arrivent par un journal du 22 septembre, apporté par Burnside, ne sont pas rassurantes. A l'extérieur, la Russie est définitivement avec la Prusse, qui lui laisse carte blanche en Orient. Une province de la Turquie, soulevée par les intrigues russes, vient de se mettre en état de rébellion contre l'autorité du sultan. L'Angleterre, impuissante du reste, regarde faire et semble heureuse de l'abaissement de la nation qui a sauvé l'armée anglaise devant Sébastopol. L'Italie ne songe guère qu'au triomphe facile qu'elle vient de remporter en occupant Rome. Pour l'Espagne, elle est trop divisée par les partis qui se disputent la succession d'Isabelle II pour s'occuper de ce qui se passe au nord des Pyrénées. La France reste donc seule, sans armée régulière, avec un matériel de guerre tout à fait inférieur à celui du roi Guillaume, pour lutter contre la coalition armée des puissances allemandes et la coalition morale des royautés européennes, qui veulent éteindre dans Paris le foyer de démocratie avancée qui menace tous les trônes. J'avoue qu'en présence de cette situation aussi douloureuse qu'effrayante, ma foi

dans le triomphe définitif des armes françaises commence à être ébranlée. J'ai bien peur que bientôt nous ne soyons obligés de dire avec le psalmiste : *Nisi Dominus custodierit civitatem, frustrà vigilat qui custodit eam*. Ledru-Rollin, furieux de n'être rien dans le gouvernement actuel, se montre dans les clubs les plus exagérés et demande l'élection de la commune et le retour aux *grandes traditions de* 93. Il se fait en ce moment un travail souterrain qui mine chaque jour les hommes portés au pouvoir par la révolution du 4 septembre. Ledru-Rollin, Félix Pyat, Delescluze, Blanqui et autres débris de 1848, sont les chefs de ce parti, qui veut nous ramener aux procédés révolutionnaires les plus insensés, peut-être les plus sanguinaires. En supposant que la commune de Paris soit organisée et qu'elle puisse renverser le gouvernement actuel, elle ne serait pas un mois au pouvoir sans être accusée de tiédeur, et un nouveau parti, d'une couleur plus foncée, travaillerait à la renverser comme on cherche en ce moment à démolir les hommes de l'Hôtel de Ville. Il n'y a que la dictature remise entre les mains de Trochu qui puisse sauver la situation déjà bien compromise.

JEUDI SOIR, 6 octobre. — Ce matin, un brouillard épais cache le soleil. Il fait presque froid. Sous le rapport militaire, rien qui mérite d'être noté. Comme tous les jours, coups de fusil à gauche, coups de canon à droite, tout cela sans résultat sérieux. Enfin, nous avons des nouvelles officielles de Tours. Une estafette nous apporte une dépêche du 1er octobre. Deux armées

de 80,000 hommes chacune sont prêtes à marcher sur Paris. Une autre de 75,000 va nous arriver de l'Ouest dans quelques jours. Les zouaves pontificaux, qui ont quitté Rome après l'occupation italienne, viennent d'arriver et sont incorporés dans les armées de la Loire. L'espérance que les déceptions de ces derniers jours avaient chassée de nos cœurs est revenue au gîte, ramenée par l'estafette de Tours. *Le Gaulois* a pu se procurer le numéro du 1er octobre du *Journal de Rouen*. Quelle bonne fortune pour E. Tarbé, le propriétaire! Quelle joie pour les Parisiens! Aussi a-t-on reproduit tout le journal normand, tout, jusqu'au nom de l'imprimeur. Cette feuille provinciale ne s'était jamais vue à pareille fête. Dans ses rêves les plus ambitieux, elle n'avait jamais songé à un tel succès. Béni soit donc le *Journal de Rouen*, qui nous fait connaître les faits et gestes de cette province, dont nous sommes séparés par un mur de fer! Le 29 septembre, les Prussiens n'avaient pas encore occupé Orléans. Les puissances neutres devaient établir un parlement international qui aurait pour mission de contraindre les belligérants à se soumettre à leurs décisions. L'Alsace et la Lorraine sont déjà traitées comme les pays fédérés allemands. Elles seront représentées au parlement par une commission. Thiers était arrivé le 27 à Saint-Pétersbourg. D'après ce que nous savons des dispositions d'Alexandre II, il est probable que l'ancien ministre de Louis-Philippe n'aura guère plus de succès sur les bords de la Néva que sur les rives de la Tamise. Les francs-

tireurs auraient tué, sur la route de Reims à Versailles, le prince Adalbert de Prusse, le prince de Reuss et le duc de Nassau. Cette nouvelle, si elle est vraie, me paraît sans importance. Dans un pays de hobereaux comme la Prusse, qu'importe trois princes de plus ou de moins? Une batterie de canons d'acier enlevée au roi Guillaume ferait bien mieux l'affaire de la France que la mort de ces trois principaillons. Si Orléans est occupé, la délégation du gouvernement qui est établie à Tours devra se replier sur Bordeaux. Le même journal nous apprend aussi quelque chose des affaires en Italie. On a voté (quoi? le journal ne le dit pas) par oui et par non le lendemain de l'entrée des Italiens à Rome. Qui était électeur? Le suffrage universel a-t-il pu être organisé sérieusement en quelques heures? Comment a-t-on fait les listes électorales? Toute cette contrefaçon de plébiscite me fait l'effet d'une odieuse comédie. La junte romaine (par qui nommée?) élève des monuments aux *héros* morts pour la liberté de Rome. Sur le sommet du Monte-Cavallo, comme sur les hauteurs de Belleville, les révolutionnaires ont le même *modus operandi.* Le château Saint-Ange est occupé par les soldats de Victor-Emmanuel. Le pape est-il encore à Rome? Le *Journal de Rouen* ne nous le dit pas.—On reproche au gouvernement actuel de s'obstiner à suivre les errements du régime impérial en ne donnant pas de compte rendu détaillé des opérations militaires. En effet, depuis le 2 août, date de la prise de Sarrebrück, nous n'avons pas

eu un seul rapport sérieux. On fait des phrases, mais on ne donne pas de chiffres. Ainsi, l'affaire de Châtillon, le 19 septembre, donnée comme une journée très honorable par les bulletins français, est réclamée par les Prussiens comme une victoire qui leur a donné 7 canons et 2,000 prisonniers. Comme depuis le commencement de cette malheureuse guerre, les bulletins allemands, d'abord taxés d'exagération, ont presque tous été reconnus être l'expression de la vérité, on se dit que, puisque le général Trochu ne donne pas de chiffres sur le combat de Châtillon, c'est que le résultat de cette rencontre n'a pas été aussi heureux que voudrait le faire croire son bulletin du 20 septembre. Le rapport des Prussiens, qui donne des chiffres, doit être exact. Ces cachotteries finiront par produire des effets déplorables.

Vendredi soir, 7 octobre. — Le soleil est revenu ce matin, mais le ciel est nuageux et l'air très froid. Le général Vinoy a occupé Cachan sans résistance. L'ennemi a évacué le château de Meudon. Comme chaque jour, reconnaissances sans engagements sérieux. Le fort d'Ivry a reçu la première bombe lancée par les Prussiens. Elle n'a causé aucun dommage. Gambetta est parti aujourd'hui en ballon pour se rendre à Tours afin d'aider Crémieux et Glais-Bizoin, dont l'activité sénile ne semble pas à la hauteur des circonstances critiques où se trouve le pays. Je crois que c'est la première fois qu'un ministre est obligé de prendre la route des hirondelles pour se rendre au poste où

son devoir l'appelle. Il paraît que le *blocus* de la capitale est moins rigoureux depuis trois jours, puisque 150 mobiles de la Bretagne ont pu nous arriver sans être aperçus par les Prussiens. Quelques centaines de lettres de la province ont été distribuées ce matin. Les courriers d'Amérique nous font toujours défaut. Hier après-midi, une fabrique de produits chimiques a fait explosion à Grenelle. Cet accident, auquel la malveillance est étrangère, a fait 19 victimes, 13 morts et 6 blessés. Le général Trochu vient de notifier aux journalistes que s'ils continuent à divulguer les plans arrêtés par l'autorité militaire, ils seront immédiatement traduits devant la cour martiale. Tout le monde applaudit à cette mesure énergique, qui est absolument nécessaire pour empêcher l'ennemi de connaître d'avance de quel côté se portera l'attaque des assiégés. Vive le *Journal de Rouen !* le numéro du 1er octobre a encore pu échapper à la vigilance des Allemands. Les nouvelles continuent à être bonnes. Bazaine aurait fait plusieurs sorties triomphantes et les communications seraient rétablies entre Metz et le Luxembourg. Les paysans commencent à ne plus se laisser intimider par les uhlans. Près de Pontoise, la population d'un petit village a barricadé un pont et, après une lutte de huit heures, a mis en fuite 300 Prussiens. Par ce temps d'excitation fiévreuse, on raconte les histoires les plus absurdes, on répète mystérieusement les prédictions les plus étranges. On dit que, le 2 décembre 1852, une religieuse, dans un moment d'extase, a vu : 1° la chute

de Napoléon III ; 2° le bombardement de Paris le 9 octobre 1870 ; 3° la mort d'un grand personnage étranger qui doit passer de vie à trépas le 15 octobre, ce qui changera la face des choses. Le 9, c'est après-demain. Nous verrons bien si les bombes de Guillaume nous tomberont sur la tête. Les menées du parti ultra-radical continuent à mettre en péril le gouvernement de l'Hôtel de Ville. *La Patrie en danger*, *le Réveil*, *le Combat*, ont publié ce matin, à propos de la commune, des articles d'une violence incroyable. On s'étonne que le gouvernement laisse ainsi prêcher la guerre civile quand l'ennemi est aux portes. Bien que le général Trochu ait répondu *non*, de la manière la plus emphatique, aux manifestations qui demandaient le rétablissement de la commune, on annonce pour demain, à deux heures, une nouvelle manifestation en armes pour essayer une seconde fois d'imposer la commune au gouverneur de Paris. On a bien fait aujourd'hui une tentative de manifestation, mais il ne s'est trouvé que 1,500 personnes pour représenter sur la place de Grève le peuple souverain des faubourgs. Flourens, réélu à l'unanimité par son bataillon, a retiré sa démission, qui avait été acceptée par le général Tamisier, commandant en chef de la garde nationale. Autre mauvais symptôme. Dans une réunion des maires et adjoints des vingt municipalités de Paris, on a décidé, malgré l'opposition d'Étienne Arago, le maire de la capitale, par vingt-neuf contre vingt-six, que l'on procéderait immédiatement à l'élection de la commune. La posi-

tion devient excessivement tendue et nous pouvons nous attendre à voir la guerre civile ensanglanter les rues avant quarante-huit heures. Espérons que le bon sens public laissera dans l'isolement les meneurs de cette odieuse reprise des traditions terroristes de 93. Encore une manifestation. Celle-là est inoffensive. Quatre cents femmes se sont présentées à l'Hôtel de Ville, demandant à remplacer les hommes dans les ambulances. Il me semble que ces citoyennes n'ont pas tout à fait tort.

Samedi, 8 octobre. — Ce matin, brouillard et temps sombre. Depuis quatre heures, pluie torrentielle qui continue à tomber au moment où j'écris, huit heures et demie du soir. Depuis que nous sommes assiégés, le canon n'a jamais grondé aussi longtemps qu'aujourd'hui. Au nord et au midi, c'est un tonnerre continuel. Nous voici au vingt-deuxième jour de l'investissement, et les Prussiens ne sont pas encore parvenus à établir une batterie capable de bombarder, je ne dirai pas la capitale, mais seulement les forts. Les artilleurs de la marine sont des pointeurs de première force et chaque boulet lancé par eux démolit un canon ennemi. Les matelots du fort de Montrouge ont enlevé à l'*abordage* deux convois d'approvisionnements destinés à l'ennemi et tué plus de cent Allemands à coups de hache. N'est-ce pas bizarre que la marine soit la force la plus solide et la plus habile de toutes celles qui sont appelées à la défense de Paris ? La redoute élevée par les assiégeants dans le parc de Saint-Cloud et qui mena-

çait Auteuil et Passy, a été détruite par les canonniers de la Seine et les obus du Mont-Valérien. Ces projectiles ont fait un ravage effrayant dans les rangs des Prussiens, qui ont demandé une trêve d'une heure pour transporter leurs blessés dans l'église. Les Kabyles continuent à faire des razzias. La nuit dernière, ces enragés sont tombés dans le campement des soldats de Guillaume, ont massacré cent cinquante Teutons, et, avant que ces derniers fussent revenus de leur stupeur, les enfants du désert étaient disparus. Ces spahis sont magnifiques. Avec leurs grands burnous rouges, leurs bottes molles, leurs belles figures bronzées et leurs longues barbes noires, ils ont une tournure élégante et martiale. Les Prussiens, lourds et flegmatiques, craignent comme le feu ces cavaliers de la Numidie, qui fondent comme des aigles sur leurs campements, et, après avoir démoli quelques centaines de Germains, disparaissent avec la rapidité de l'éclair, emportés par leurs chevaux arabes. Chose singulière, aux chassepots que le gouvernement voulait leur donner, ils préfèrent la vieille carabine africaine, qu'ils manient avec une rapidité et une habileté incroyables. Aujourd'hui, on dit qu'une partie de l'armée qui assiège Metz étant venue renforcer celle qui nous investit, Bazaine, profitant de l'affaiblissement des forces qui le tiennent bloqué depuis si longtemps, a pu couper l'armée allemande et marcher sur Nancy. C'est trop beau pour être vrai. La grande manifestation en faveur du rétablissement de la commune a fait un *fiasco* complet. A

deux heures, j'étais sur la place de l'Hôtel de Ville. Quelques centaines de braillards crient : Vive la commune ! Quelques gardes nationaux arrêtent une espèce de voyou qui prétend que le citoyen Étienne Arago vend des armes aux Prussiens. Vers trois heures, la foule est énorme. De tous côtés les gardes nationaux des quartiers respectables arrivent armés et se rangent par bataillons autour de l'Hôtel de Ville. A quelques pas de moi, un homme en blouse blanche et aux mains noires, crie : " Entrons là dedans ! Faisons un second 4 septembre ! " Si ce cri ne rencontre pas d'écho, le derrière de celui qui l'a poussé rencontre un coup de pied appliqué d'une façon magistrale par un garçon boucher taillé en hercule. La blouse veut se rebiffer, d'un coup de poing son ennemi lui enfonce son feutre jusque sur les épaules en lui donnant une seconde édition, probablement augmentée sinon revue, du coup de pied n° 1. Le malheureux blousard a beau rager, il est obligé de s'esquiver au milieu de la foule, qui le poursuit de ses quolibets. Près du pont, quelques voix poussent le même cri : " Faisons un second 4 septembre ! " Personne ne répond. Je suis trop loin pour voir ce qui se passe. Mes voisins, dont l'un m'appelle *monsieur* et l'autre, *citoyen*, me disent que l'on vient d'arrêter ceux qui ont proféré ce cri séditieux. Le général Trochu, entouré de son état-major, arrive par la rue de Rivoli. Il est accueilli par les cris presque unanimes de : Vive Trochu ! Vive la République ! Le général Tamisier, commandant en chef de la garde nationale,

sort de l'Hôtel de Ville. Il reçoit, comme le gouverneur de Paris, un accueil très sympathique. Les tambours battent aux champs. Le général Trochu, accompagné des membres du gouvernement, sort du palais municipal, passe en revue sa milice citoyenne. En ce moment, on compte au moins dix mille fusils sur la place. Jules Favre, la revue terminée, adresse la parole aux officiers des différents bataillons. Le ciel est sombre : les tours de Notre-Dame se détachent admirablement sur ce fond nuageux. Une acclamation formidable salue le discours de Jules Favre. En ce moment, le canon des forts, qui n'a cessé de se faire entendre, devient plus retentissant et plus précipité. On crie : *A bas la commune ! Le canon nous appelle aux remparts !* Je n'ai jamais vu un spectacle aussi grandiose, aussi solennel. La pluie commence à tomber. La clique de Belleville file sans tambour ni trompette. Je fais comme elle, bien que je ne sois ni *communaliste* ni *communiste.* Espérons que cette scie de la commune est finie et bien finie. Cependant je n'en répondrais pas. En France, la république, c'est le gouvernement des proclamations et des manifestations. Chaque matin, nous trouvons dix ou douze décrets, communications officielles, pleins de phrases sonores, qui ont été affichés pendant la nuit. Mon Dieu ! qui nous délivrera, non pas des Grecs et des Romains, que l'on trouve admirables quand on a entendu pendant un mois les platitudes démocratiques, mais des rengaines libérales et des clichés républicains ? Ce que j'ai

ingurgité, depuis le 4 septembre, de lieux communs prétentieux, d'âneries démagogiques, ne saurait se dire. Vous comprenez que le gouvernement actuel, composé, à l'exception de Trochu, d'avocats et de rhéteurs, doit avoir en portefeuille un *stock* considérable de phrases à effet dont ils ont cherché le placement pendant vingt ans. Aujourd'hui que ces messieurs sont les maîtres, pensez s'ils s'en donnent à cœur joie et s'ils se hâtent d'écouler leur fonds.

Dimanche soir, 9 octobre. — Malgré la bise et la pluie, reconnaissances à droite, reconnaissances à gauche. Le Mont-Valérien a tiré presque toute la journée sur les ouvrages que les assiégeants cherchent à établir à Montretout. De minuit à quatre heures a. m., forte canonnade à Montrouge et à Saint-Denis. Les Prussiens essaient, mais en vain, d'approcher de Châtillon. Il paraît que les obus lancés hier par le Mont-Valérien ont produit des effets terribles sur Saint-Cloud, où les Allemands sont établis. Le village n'est plus qu'un monceau de ruines et la toiture du château est effondrée. Décidément, messieurs les Teutons n'aiment pas les curés. Celui d'un petit village situé près de Bougival, a été pendu par eux jeudi dernier. Quelle fureur de pendaison possède donc ces Vandales? Le roi Guillaume, qui a toujours un texte de la Bible à la bouche, ne pourrait-il pas mettre un terme aux exploits de ces chevaliers de la corde? Malgré la pluie, quelques centaines de badauds sont allés sur la place de l'Hôtel de Ville voir s'il y avait *quelque chose à*

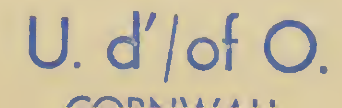
voir. On a acclamé Garnier-Pagès et son faux col légendaire. L'enthousiasme pour la commune semble descendre à 30 degrés au-dessous de zéro. On dit qu'aujourd'hui Victor Hugo et Louis Blanc se déclarent opposés au rétablissement de la commune. Ils ont poussé tant qu'ils ont pu, mais en se tenant prudemment dans la coulisse, au mouvement Blanqui, Delescluze et Cie. Après le fiasco d'hier, ils se hâtent de lâcher les communalistes d'un cran. Quel tas de jolis farceurs que tous ces radicaux ! Cette question de la commune avait divisé le gouvernement en deux camps. Pour la commune : Rochefort, J. Simon, J. Ferry, Emmanuel Arago. Contre : Picard, Pelletan, Garnier-Pagès, J. Favre. Ce dernier et le général Trochu ayant déclaré qu'ils donneraient leur démission si on procédait aux élections municipales pendant le siège, les quatre partisans de la commune ont consenti à remettre à des jours plus heureux l'élection de la municipalité. Hier soir, pas de réunion à Bataclan, le club où Ledru-Rollin vient faire chaque soir une opposition ouverte aux hommes du 4 septembre. La déconfiture des *communalistes* doit être la cause de la non-réunion des clubistes du boulevard du Prince-Eugène. Les pigeons emportés par le ballon de Gambetta sont revenus à Paris. Le ministre de l'intérieur a touché terre, sans accident, dans le département de la Somme. Un autre aérostat a été moins heureux. Monté par M. Ziper, fournisseur de l'armée, et par deux autres personnes, ce ballon, parti de la Villette, s'est dégonflé su-

bitement et est tombé dans une mare, près de Pierrefitte, à quelques pas d'un campement prussien. Pour échapper aux balles de l'ennemi, les trois voyageurs ont dû rester dans l'eau pendant quatre heures. Des francs-tireurs les ont délivrés de leur fâcheuse position et les ont accompagnés jusqu'aux portes de Paris, où ils sont entrés en rapportant les dépêches qu'ils devaient remettre à la délégation du gouvernement établie à Tours. Il paraît que l'on a fait aujourd'hui de nombreuses arrestations parmi les meneurs de la manifestation communaliste. Le commandant Sapia, du 146e bataillon de la garde nationale, qui, hier, voulait conduire ses hommes à l'Hôtel de Ville pour renverser le gouvernement, a été empoigné par eux et conduit à l'état-major de la place Vendôme, où son arrestation a été maintenue. Il passera devant un conseil de guerre. Ce Sapia, compromis dans le dernier complot contre l'Empereur, est un Italien qui a passé toute sa vie à conspirer et qui doit à ses principes révolutionnaires d'avoir été, malgré sa qualité d'étranger, élu commandant du 146e. Le général Burnside est arrivé hier soir à Paris. On dit que le but de cette seconde visite du général de l'armée du Potomac à la capitale, est de faire sortir de la ville assiégée un certain nombre de familles américaines qui demandaient, mais en vain, depuis longtemps à Bismark l'autorisation de traverser les lignes prussiennes. Les journaux de ce soir nous affirment que nous avons encore du pain pour six mois, de la viande pour trois mois,

et du vin pour un an. Espérons que les Prussiens auront décampé avant que nous ayons mangé notre dernier bifteck. Ledru-Rollin, Pyat et Blanqui ne font plus bon ménage. Ils se traitent mutuellement de réactionnaires. Et dire que ces bons hommes-là veulent absolument gouverner la France !

LUNDI SOIR, 10 octobre. — Temps sombre le matin, mais beau dans l'après-midi. Forte canonnade du Mont-Valérien sur Meudon. Du côté de Saint-Denis, on lance une pluie d'obus sur les batteries ennemies. Il n'y a pas de raison pour que le siège de Paris ne dure pas aussi longtemps que celui de Troie. A chaque endroit où les Prussiens veulent établir une batterie, les forts envoient des boulets qui culbutent canons et artilleurs. Et voilà vingt-trois jours que ce jeu-là dure ! Qui de l'assiégé ou de l'assiégeant se fatiguera le premier de ce travail de Pénélope ? *That is the question*. Le 9 est passé et nous n'avons pas eu l'ombre d'un bombardement. La prétendue prédiction de la religieuse doit être passée au compte des canards. Si nous n'avons pas encore été bombardés, nous serions à la veille de l'être d'après ce que disent les derniers prisonniers prussiens. Les fameux canons Krupp seraient arrivés, et c'est vendredi, le 14, que le roi Guillaume doit commencer à lancer sur les forts une cataracte de boulets et de mitraille. Nous verrons bien. Pour ma part, je ne crois pas au bombardement tant que l'ennemi n'aura pas établi ses batteries à 2,500 ou 3,000 mètres des forts. Jusqu'à présent les artilleurs

de la marine ont démoli tout ce qu'il a voulu élever à 3,500 et même 4,000 mètres. Malgré toutes les tentatives de l'administration des postes, nous ne pouvons recevoir des nouvelles de la province, encore moins de l'étranger. Nous ne savons rien de ce qui se passe en Europe. J'aimerais pourtant bien à être renseigné sur ce qui se passe à Rome. Nous voici revenus au moyen âge. Des guetteurs de nuit veillent sur les tours de Notre-Dame. Nous aurons peut-être le couvre-feu avant qu'il soit longtemps. Comme la fermeture, à sept ou huit heures, des cafés ne ferait tort qu'aux limonadiers et aux cocottes qui, faute d'étrangers, font la chasse aux officiers de la mobile, je ne vois pas où serait le mal si on rétablissait temporairement ce vieil usage de nos pères. M'est avis que tous ces petits officiers de province seraient plus frais et plus dispos le matin pour se battre contre les Teutons, s'ils passaient leurs soirées chez eux au lieu de perdre leur temps et leur argent à festoyer avec les drôlesses du boulevard. Rochefort vient d'écrire une lettre à Flourens, qui le priait, après le fiasco de la manifestation de samedi, de donner sa démission de membre du gouvernement. L'ex-député de la première circonscription regrette de ne pouvoir se rendre au désir de son ami Gustave, mais la crainte d'allumer la guerre civile lui fait un devoir de renvoyer à des temps plus calmes la réalisation des réformes dont il s'était fait le champion. C'est certainement là le fait d'un bon citoyen. Mais n'est-ce pas déplorable de voir la France réduite à ce point, qu'un



pamphlétaire puisse se poser comme l'arbitre de la patrie? Le Club des femmes du gymnase Triat propose que la plus belle moitié du genre humain porte des pantalons comme les bloomeristes. Si ce vêtement masculin peut mettre du plomb dans ces têtes folles, je demande qu'on enculotte ces dames le plus vite possible. Un certain nombre de donzelles, vertus de deuxième catégorie, ont demandé au général Trochu l'autorisation de former un régiment d'amazones. Le gouverneur de Paris a répondu que le sexe laid était en nombre suffisant pour défendre la capitale. Comme ces dames n'ont jamais eu, d'après ce que j'entends dire, la prétention d'être couronnées rosières à Salency, je crois que l'autorité militaire a sagement fait de renvoyer ces amazones à leur toilette et à leurs chiffons, car leur présence à l'armée eût été une source de désordres de toutes sortes. Voici une nouvelle explication des désastres de la France. Ce matin, je suis allé chez le savetier de la rue de Marseille pour faire mettre une pièce à ma bottine. Pendant que j'étais dans l'échoppe, arrive un concierge du voisinage qui nous apprend que la guerre actuelle a été décidée en 1867, quand le roi de Prusse est venu à l'Exposition. Voici comment le pipelet nous a raconté la chose. Un jour que Napoléon III et Guillaume prenaient leur café après avoir bien déjeuné, le roi de Prusse dit à l'Empereur: " Écoute, Napoléon: tu as ici, à Paris, un tas de républicains qui t'embêtent et qui finiront par m'embêter aussi à Berlin; il faut se débarrasser de

cette canaille-là. Dans trois ans je serai prêt et armé jusqu'aux dents. Tu me déclareras donc la guerre en 1870 et tu te laisseras battre. Je prendrai Paris et je te promets que je dompterai si bien tes républicains qu'ils ne remueront ni pieds ni pattes pendant trente ans. Je te ramènerai aux Tuileries et tu me donneras l'Alsace et la Lorraine pour ma peine. Et voilà !..." Aujourd'hui le conseil de guerre a condamné à mort cinq soldats de la ligne qui avaient déserté le champ de bataille à la première affaire de Châtillon. Ce vieux cri : Ce sont les jésuites ! continue à trouver un écho dans les faubourgs. Si le gouvernement ne donne pas la commune, c'est la faute aux jésuites. Le général Trochu, catholique sérieux comme tous les Bretons, va à la messe le dimanche. Donc il est vendu aux jésuites, qui règnent par lui à l'Hôtel de Ville et vont bientôt enchaîner le *pauvre peuple*. Comme la vérité, la stupidité est, hélas ! immortelle.

Mardi soir, 11 octobre. — Beau soleil, mais l'air est froid. Comme opérations militaires, toujours la même chanson. Canonnade par-ci, fusillade par-là, en somme rien de sérieux. Le gouvernement vient d'abolir le cautionnement des journaux. Je doute de l'opportunité de cette mesure Maintenant que le timbre et le cautionnement n'existent plus, le premier drôle venu pourra, s'il vous en veut, fonder un journal seulement pour ruiner votre crédit ou votre réputation, et, son œuvre accomplie, discontinuer la publication de la feuille qui aura peut-être empoisonné votre vie.

Comme rédacteurs et imprimeurs seront des hommes de paille n'ayant pas cent francs sur lesquels on puisse mettre la main, à quoi cela vous mènera-t-il de les faire condamner à des dommages-intérêts? Où il n'y rien, le roi, pardon, la république perd ses droits. Sous le régime impérial, le cautionnement de 50,000 francs déposé par le propriétaire du journal à la Caisse des dépôts et consignations, était toujours là pour payer les sottises des rédacteurs. Autre abolition. Plus de censure théâtrale. Vous pourrez donc, à l'avenir, mettre dans la bouche des acteurs les propos les plus impies et les plus immoraux, l'autorité n'aura rien à y voir. Il paraît qu'en l'an 1870, c'est là ce qu'on appelle le progrès. Avec ce système de la liberté du mal, dans cinquante ans toutes les femmes seront des drôlesses, et les hommes des assassins et des voleurs. Heureusement que nous traversons en ce moment une de ces crises intermittentes qui sont aussi nécessaires au peuple le plus spirituel de la terre que les pilules de Morrison me sont indispensables deux ou trois fois par an. Histoire de se débarrasser des impuretés et des humeurs qui aigrissent le sang, afin que la machine puisse reprendre ses fonctions normales. M. de Kératry, dégoûté de la préfecture de police, vient de donner sa démission de chef de ce département. Il est remplacé par M. Edmond Adam, directeur du Comptoir d'escompte, qui jouit d'une excellente réputation. C'est un républicain modéré et un *gentleman* comme Jules Favre. Aujourd'hui ont paru les premiers

timbres-poste à l'effigie de la République. Les journaux écarlates avaient des colères bleues, au moins quatre fois par semaine, en voyant la figure du tyran continuer à régner sur les timbres. Si ces purs ont une si grande haine pour l'*homme du* 2 *décembre*, pourquoi ne refusent-ils pas toutes les pièces d'or et d'argent qui sont à l'effigie de Napoléon III ? Pour être logiques, ils ne devraient accepter que les billets de la banque de France. Comme l'agio sur l'or est de 3 fr. par 1,000 fr., soyez sûrs que la haine du tyran ne s'élèvera jamais à ce chiffre de 3 fr. de perte. Des rumeurs, il en pleut. L'armée qui assiégeait Strasbourg marcherait sur Lyon. Le comte de Kératry, qui a fait ses preuves de capacité militaire dans la campagne du Mexique, serait appelé à un poste éminent dans l'armée active. Les d'Orléans, avec 40,000,000 de francs en poche, seraient à la tête de l'armée de 150,000 hommes formée à Rouen, qui marche en ce moment au secours de la capitale. Le général Burnside est reparti ce matin. On prétend qu'il était chargé par Bismark de sonder le terrain à propos d'un armistice. Voici ce qu'aurait proposé le chancelier fédéral. Armistice de vingt jours pour permettre à la France d'élire une constituante qui traiterait de la paix avec l'Allemagne. Bismark, effrayé de la levée en masse de la France et de la dissolution imminente de tout ce qui n'est pas prussien dans l'armée allemande, voudrait éviter les dangers d'un hiver à passer sous les murs de Paris. Jules Favre ayant demandé que Metz et la capitale puissent

se ravitailler pendant l'armistice, la discussion a été rompue, ce point n'ayant pas été prévu dans les instructions données au général Burnside. A mon avis, cette histoire d'armistice est un canard. Évacuation de Versailles par les troupes ennemies, qui marcheraient à la rencontre de l'armée qui vient de Tours. Rueil, également abandonné par les Teutons, serait occupé par le 3e zouaves. On a enlevé aux Germains un convoi de douze voitures de légumes. Cadavres d'officiers supérieurs prussiens, 5 selon les uns, 8 d'après les autres, tous poignardés, apportés par la Seine sur la berge du quai de Notre-Dame. Le roi Guillaume lèverait le siège d'ici à quinze jours et irait hiverner en Alsace afin d'être plus près de sa base d'opérations.—Il n'y aurait que 34 canons et 7 mitrailleuses de livrés par l'industrie privée, le gouvernement offrant un prix que les fabricants ne peuvent accepter. Blanqui n'a pas été réélu par le 169e bataillon. Tant mieux. Les gardes nationaux de Belleville empêchent les enfants de se rendre dans les écoles des sœurs et dans celles des frères. Ces messieurs ne veulent plus de la calotte. Pourquoi a-t-on dépensé au moins 30,000 francs pour inscrire sur tous les édifices publics les trois mots sacramentels : *Liberté, égalité, fraternité*, si un père n'a pas le droit d'envoyer son enfant chez l'instituteur qui lui convient ? L'archevêque de Paris vient de publier un mandement qui permet la viande de cheval et la cuisine à la graisse les jours maigres. Si le siège se prolonge pendant deux mois, il nous

faudra faire maigre tous les jours, un maigre de trappiste, car nous n'avons plus que des légumes secs et du pain.

Mercredi, 12 octobre. — Un froid noir comme dans les derniers jours de novembre. Il me restait quelques morceaux de bois de l'hiver dernier, je me suis payé un petit air de feu. Tonnerre sur toute la ligne. On a canonné Nanterre, Bougival, la Malmaison, l'île d'Amour, le Font-de-Beauté, Fontenay-aux-Roses, etc., tous endroits qui sont des nids à Prussiens. Près de Bougival, rencontre assez sérieuse avec les assiégeants, qui sont obligés de battre en retraite en laissant une vingtaine de prisonniers. On nous annonce une attaque formidable pour après-demain. Comme le 14 est l'anniversaire de la victoire d'Iéna, les Prussiens voudraient prendre une revanche de la bataille qui ouvrit à Napoléon 1er les portes de Berlin. Toujours des racontars. Le comte de Chambord aurait réalisé sa fortune pour armer 200,000 soldats, à la tête desquels il marcherait au secours de Paris. Pas n'est besoin de vous dire que c'est un conte bleu de Prusse. Les Allemands sont très bien logés dans les villages qui entourent la capitale dans un rayon de quinze lieues. Comme ils envoient de tous côtés des corps de ravitaillement, ils sont parfaitement nourris et souffrent beaucoup moins qu'on se plaît à le dire. Les journaux parisiens s'obstinent à représenter l'armée ennemie comme épuisée et démoralisée. Je crois que ce système d'entretenir la population dans des illusions continuelles pour-

rait bien avoir pour résultat de nous préparer de cruelles déceptions. Les frères et amis de Belleville continuent à soulever des tempêtes dans un verre d'eau. Heureusement qu'ils demeurent isolés et que les dix-neuf autres arrondissements les regardent dédaigneusement demander quand même la commune et s'agiter dans leur impuissance. Le Sapia arrêté samedi n'est pas l'homme compromis dans le complot du mois de mai. C'est bien un révolutionnaire, mais il n'a pas encore été mêlé aux agissements des conspirateurs. C'est un Français et non un Italien. Un journal anglais du 3 qui a pu traverser les lignes prussiennes, annonce que le Pape est toujours à Rome et qu'il est disposé à faire des arrangements avec Victor-Emmanuel. Est-ce vrai ? Nous n'avons pas les moyens de vérifier l'exactitude des renseignements anglais.

Jeudi soir, 13 octobre. — Un temps magnifique. Le midi, je me suis rendu au pont de l'Alma, où se trouve le dépôt des mitrailleuses, dans les bâtiments somptueux qui servaient de remise aux voitures de l'empereur. Un lieutenant d'artillerie, pensionnaire de la maison, m'avait donné rendez-vous à 1 heure pour m'initier aux mystères de ces instruments de destruction. C'est simple comme bonjour et rapide comme la foudre. Ne me demandez pas de vous donner des explications sur le mécanisme des mitrailleuses, de ces engins qui vomissent 600 balles à la minute. Si je me lançais dans cette partie, je vous dirais des bêtises hautes et grosses comme les tours de Notre-Dame. Vous

savez que, pour tout ce qui regarde la mécanique, la balistique et autres sciences en *ique*, je suis d'une stupidité qui n'a d'égale que mon ignorance. Après avoir visité les écuries, où les 350 chevaux de l'empereur étaient admirablement logés, nous avons jeté un coup d'œil aux appartements du grand écuyer, le général Henry. C'est magnifique. La salle à manger, en ébène, est d'un genre très sévère et très beau. Dans le salon et la chambre à coucher, les papiers peints sont remplacés par des tentures de soie qui produisent un effet charmant. Pendant ce temps, le canon d'Issy faisait rage. Comme mon lieutenant, qui est l'ingénieur du corps d'artillerie chargé du service des mitrailleuses, n'avait rien à faire pendant le reste de la journée, il me propose d'aller un peu voir ce qui se passe en dehors des murs. Je me garde bien de refuser. Nous prenons le bateau-mouche qui, pour 15 centimes, nous conduit à Auteuil. Là, nous nous dirigeons du côté de la porte du Point-du-Jour, par laquelle nous sortons de Paris. Prenant à gauche, nous marchons pendant une vingtaine de minutes et nous nous arrêtons sur une butte à la hauteur du bas Meudon. Il est deux heures et demie. On entend bien la fusillade et la mitraillade des batteries de campagne, ainsi que le bruit strident et sinistre des mitrailleuses, mais on ne voit rien du tout, le combat se livrant à 6 kil. (1½ lieue) de l'endroit où nous sommes. Bagneux et Châtillon occupés. Le but de cette reconnaissance, qui était de forcer les Prussiens à

se montrer en masses considérables, était atteint. On savait maintenant que l'ennemi n'avait pas quitté les hauteurs qui s'étendent de Choisy-le-Roi à Châtillon, pour aller au-devant de l'armée de la Loire, comme on pouvait le croire, attendu qu'il n'avait pas donné signe de vie depuis cinq jours. A trois heures, les Français, qui ne veulent occuper plus longtemps ni Bagneux ni Châtillon, commencent à se replier pour rentrer à Paris. C'est à ce moment que les forts d'Issy, de Vanves et de Montrouge croisent leurs feux pour protéger la retraite des assiégés. Le paysage devant nous est très beau. Les bois de Meudon et de Clamart, avec leur feuillage sombre sur lequel se détachent quelques maisons blanches, forment le fond du tableau. Avec la lorgnette de mon compagnon je vois les bombes lancées par les forts éclater sur le plateau de Châtillon, où se trouve massée l'infanterie prussienne, qui nous est cachée par un rideau d'arbres. Quelques obus font explosion avant d'arriver à leur but et projettent une lueur rougeâtre sur les collines qui nous font face. Dans ce duo grandiose, le tonnerre des forts fait le *basso cantante*, et la fusillade, avec ses notes aiguës, joue le rôle de *ténor*. Tout cela est très pittoresque et très poétique. Malheureusement ce spectacle épique coûte trop cher à l'humanité, car, dans quelques instants, il faudra compter les morts et les blessés. A quatre heures, nous repassons le mur d'enceinte et nous prenons le chemin de fer pour rentrer chez nous. Dans notre trajet d'Auteuil à la Villette, nous voyons, du

haut de l'impériale, brûler le palais de Saint-Cloud. Ce sont les canons du Mont-Valérien qui ont mis le feu à cette demeure préférée à toutes les autres résidences impériales par la famille Napoléon, et qui était, depuis un mois, l'observatoire de l'état-major prussien. La journée a été glorieuse pour les armes françaises. On a fait plus de cent prisonniers. Les pertes de l'ennemi doivent être considérables. Celles de l'armée de Paris ne dépassent pas 30 tués, parmi lesquels le comte Picot de Dampierre, et 80 blessés. On dit que Napoléon III vient de publier un manifeste qui est reproduit par les journaux de Londres. Que dit ce document? Nous l'ignorons, car nous sommes toujours séparés du reste de l'univers. Le même *on dit* ajoute que Rouher, Lavalette, etc., intriguent constamment à Londres contre l'ordre de choses établi à Paris le 4 septembre, et que c'est à leurs menées que la république doit de n'avoir pas été reconnue par l'Angleterre. Napoléon III peut avoir encore beaucoup de partisans en province, mais à Paris, je crois que sa cause est perdue pour toujours.

Vendredi soir, 14 octobre. — Temps nuageux. A part une escarmouche heureuse à Rueil, il n'y a rien à signaler sur la rive sud, les Prussiens ayant demandé un armistice pour enterrer leurs morts de la journée d'hier. Il me semble que ces messieurs abusent des armistices. Le combat du 13 n'a été ni assez long ni assez meurtrier pour que le chiffre de leurs morts soit tellement élevé qu'il faille leur accorder douze

heures pour accomplir leur funèbre besogne. Je crois qu'ils profitent de ces heures de trève pour élever des batteries et faire des mouvements de troupes. Le Français, chevaleresque et bon enfant, se laisse toujours berner par le Teuton, qui est autrement pratique et retors. Un officier prussien, fait prisonnier dans l'engagement d'hier, annonce que le Pape a quitté Rome. Pour quelle destination? Nous n'en savons rien. Encore un manifeste. Le comte de Chambord vient de lancer une proclamation dans laquelle il offre ses services à la France, promettant de retourner en exil aussitôt que les envahisseurs auront été chassés du sol de la patrie. Par ce temps de crise suprême, tous les prétendants font leurs petits boniments en disant à cette pauvre France qui ne sait de quel côté se tourner: *Prenez mon ours.* Il paraît que les exploits des gardes nationaux de Belleville empêchaient de dormir le citoyen Mottu, le nouveau maire du 11e arrondissement. Je dois vous dire que cet arrondissement comprend le faubourg du Temple et une partie du faubourg Antoine. Remarquez que j'oublie le mot *saint*, car, depuis le 4 septembre, c'est un crime aux yeux de la démagogie radicale de prononcer ce mot digne des *jours de l'inquisition, des siècles encroûtés de superstition*, etc. Donc, le citoyen Mottu a voulu rendre des points aux frères et amis de Belleville qui font la chasse aux enfants qui osent encore aller à l'école des sœurs et à celle des frères. Il a commencé par faire enlever les crucifix qui se trouvaient dans les écoles laïques. En-

suite il a fermé toutes les écoles tenues par la *calotte*. Et pour couronner le tout, il a défendu à toutes les institutions laïques de son arrondissement : 1° d'enseigner ou de faire des prières ; 2° d'apprendre le catéchisme aux enfants ; 3° de conduire les élèves, le dimanche, à l'église ou au catéchisme, comme cela se pratiquait sous le règne du tyran ; 4° de s'occuper de la première communion. Sous l'empire, Napoléon III habillait à ses frais les enfants trop pauvres pour se procurer un vêtement convenable pour s'approcher de la sainte table. Comment trouvez-vous ce monsieur Mottu ? Si ce régime de la *liberté* devait durer, cette grotesque persécution pourrait inspirer des craintes sérieuses pour l'avenir. Heureusement que la réaction se fera avant un mois.

SAMEDI SOIR, 15 octobre. — Temps d'automne, mais pas trop froid. Toujours des escarmouches. Le canon de Noisy a détruit le camp retranché que les Prussiens avaient élevé à la Poudrette. Les pertes de l'ennemi ont été considérables, puisqu'ils ont encore demandé un armistice pour enlever leurs morts. Il se confirme que le chiffre des Allemands mis hors de combat dans la journée du 13, s'élève au moins à 1,500 tués ou blessés. On nous égrène aujourd'hui tout un chapelet de racontars de mauvais augure. Pendant que la république rouge serait proclamée à Lyon, un gouvernement se serait constitué pour acclamer Henri V. En Normandie, l'ex-député Estancelin pousserait le cri : Vive le comte de Paris ! L'armée de Lyon aurait été

mise en déroute par les Prussiens. Sous les murs de Metz, Bazaine aurait subi un échec grave le 8 courant. Un cancan absurde : les soldats de Guillaume, qui semblent s'éloigner des forts, n'opèrent ce mouvement de recul que pour couvrir de torpilles toute la zone qui se trouve en avant des ouvrages avancés de la défense, afin de faire sauter les corps d'armée qui sortiront de Paris pour aller les attaquer dans leur camp retranché. Encore un conte bleu : les francs-tireurs des Vosges se seraient emparés de Berlin après avoir dévasté la Prusse et auraient proclamé la république dans la capitale de la Prusse. En apprenant cette nouvelle mirobolante, le roi Guillaume aurait juré comme un païen pendant toute une journée, et son compère Bismark serait parti en toute hâte pour aller ramener les Berlinois aux traditions monarchiques. Avant de partir en guerre pour tuer les républicains des bords de la Sprée, Bismark aurait proposé un armistice au gouvernement de la république, afin que la France pût procéder à l'élection d'une constituante. Je comprends cette ficelle du chancelier fédéral, qui voudrait donner le change à l'opinion publique en Europe. En proposant aux hommes du 4 septembre des conditions d'armistice inacceptables, il ne cherche qu'un prétexte pour dire aux nations neutres : " Le gouvernement de " l'Hôtel de Ville, malgré mes offres d'armistice, refuse " de faire élire une assemblée nationale qui, ne voyant " en lui que le délégué d'une faction infime, le ren- " verserait immédiatement. C'est donc dans l'intérêt

“ de la majorité des Français que je suis obligé de “ prendre Paris, afin que le pays puisse nommer un “ pouvoir légal et régulier.” Les puissances étrangères se laisseront-elles de nouveau berner par le Bismark ? Deux bonnes fortunes aujourd'hui. *Le Nouvelliste de Rouen* du 11 et le *Times* du 10 ont passé à la barbe des Prussiens. La feuille normande nous apporte le texte de la proclamation que Gambetta a lancée dans les départements. A mon avis, il fait sonner trop haut et trop souvent le mot république. Il me semble que dans ce moment suprême, où l'existence même de la France est en question, on ne devrait pas songer à faire une réclame pour le parti auquel on appartient. Le pape est toujours à Rome. Le plébiscite a donné 40,000 oui pour Victor-Emmanuel et 46 non. Il est bien évident que l'immense majorité des États pontificaux s'est abstenue. L'officier prussien qui affirmait que Pie IX n'habitait plus le Vatican, avait-il des renseignements plus récents que ceux de la feuille de Rouen, qui portent la date du 9? Je ne le crois pas. Les nouvelles de la province sont bonnes. Vaincue à Artenay, une partie de l'armée de la Loire a pris le lendemain, le 11, une éclatante revanche sous les murs d'Orléans. Les armées s'organisent sur tous les points du territoire, et avant un mois les Prussiens seront investis à leur tour. Si je suis bien informé, le plan de la défense n'est pas de risquer une grande bataille, mais de faire la guerre de partisans, de couper les communications et d'enlever les convois de l'ennemi,

en un mot, de l'isoler complètement de sa base d'opérations. En ce moment, il forme autour de Paris une ligne d'investissement composée de 300,000 soldats. Dans trois ou quatre semaines, il sera pris à son tour dans un cercle gigantesque de 500,000 hommes. Le jour où ce demi-million d'hommes s'unira au demi-million qui compose l'armée de Paris, l'invasion prussienne, prise entre cette enclume énorme, la capitale, et ce marteau titanesque, l'armée de la province, sortira terriblement aplatie de cette formidable étreinte. Je n'ai pas à vous parler des nouvelles du *Times*, que vous connaissez depuis longtemps. Trois dépêches du journal de la Cité ont plus particulièrement attiré mon attention. On annonce de Berlin que deux ballons parisiens sont tombés entre les mains des Allemands, qui ont saisi toutes les lettres emportées par ces courriers aériens. J'espère qu'une de mes lettres hebdomadaires n'est pas tombée entre les mains de ces Teutons. Vogel de Falkeinstein marcherait sur Lyon à la tête de 80,000 hommes. Si on additionnait les chiffres des armées que, depuis un mois, les nouvellistes font marcher sur la seconde ville de France, on aurait un total d'au moins un million. Le vénérable *Times* nous raconte une bourde transcendante. Il nous apprend que Crémieux et l'archevêque de Tours sont allés au-devant de Garibaldi qui arrivait de Marseille; puis, avec un sérieux imperturbable, il a ajouté que le vieux chef de condottieri, le juif Crémieux et le haut dignitaire de l'Église se sont montrés au peuple sur le balcon de

l'archevêché, et là, dans un élan de fraternité républicaine, *ils se sont embrassés aux acclamations de la foule.* Je croyais que nos voisins les Yankees avaient le pompon pour les canards à haute pression. Le *Times* vient de prouver qu'il peut rendre des points au frère Jonathan. On s'attend d'ici à quelques jours à des opérations militaires offensives. Tant mieux, et puissions-nous enfin rompre le réseau de baïonnettes qui nous sépare du reste de l'univers. Une lettre de M. Conti, secrétaire de l'empereur, déclare apocryphe le manifeste signé Napoléon. L'amiral Fourichon est remplacé par Gambetta au ministère de la guerre à Tours. Nous ne sortirons donc pas des avocats ?

Le roi de Prusse devient bon enfant. Il a dispensé Versailles de payer la contribution de 400,000 francs qu'il lui avait imposée. Dans l'intérieur de Paris, tout va bien. Blanqui, Pyat et Cie semblent avoir renoncé, du moins pour le moment, à leurs manifestations en faveur de la commune. J'ai passé sur la place de l'Hôtel de Ville vers trois heures de l'après-midi. Il n'y avait pas cinquante personnes. C'est un bon signe, car, depuis le 4 septembre, la place de l'Hôtel de Ville a été le rendez-vous des politiqueurs et des badauds. La vie commence à être dure pour les gens qui aiment la bonne chère. Une bécassine se vend vingt francs, un poulet dix-huit francs, un lièvre trente francs. Pour le menu peuple qui, comme moi, se contente de bœuf, de soupe et de pommes de terre, l'augmentation dans les prix ne dépasse pas 25 %. Le pain n'est pas aug-

menté, le vin non plus. Une bonne nouvelle pour finir la journée. Le général Cambriels a réussi à s'établir solidement en Alsace sur les derrières des Prussiens. Il a avec lui 20,000 soldats de Félix Douay, plus 15,-000 francs-tireurs de l'Alsace et de la Lorraine. Les approvisionnements des Allemands pourront donc être bientôt coupés.

DIMANCHE SOIR, 16 octobre. — Ciel gris et mélancolique, un vrai temps à faire de la *tire*. Au prône, on recommande aux prières le comte Picot de Dampierre, tué dans le combat de jeudi. Cet héroïque soldat, qui est mort en chrétien, n'était âgé que de trente-trois ans et avait 200.000 francs de rente. Le canon de Romainville a grondé toute la journée. Il a chassé de Créteil les Prussiens qui voulaient établir une batterie dans ce village. Deux ballons sont partis ce matin avec les lettres de Paris. Puisse ma lettre de vendredi arriver à bon port! On annonce la mort du prince royal de Prusse à Versailles. Il aurait succombé à une fluxion de poitrine. *Sous toutes réserves*, comme disent les grands journaux. Portalis, le rédacteur en chef de *la Vérité*, a été arrêté vendredi soir pour avoir annoncé le matin des nouvelles qui sont reconnues vraies aujourd'hui et dont j'ai pris note hier. Je crois que le gouvernement a fait une boulette en faisant arrêter ce journaliste. Ce n'était réellement pas la peine de faire une opposition si bruyante à l'empire quand il faisait des procès de presse, pour recommencer le même système sous la république une et indivisible. Remarquez

que, sous le *tyran*, les écrivains n'ont jamais fait un seul jour de prison préventive, tandis que ce malheureux Portalis est enfermé dans la cellule même de Troppmann en attendant son procès. Dans le mois d'août, Gambetta et Ferry présentaient chaque jour et appuyaient de leur parole des pétitions de radicaux enragés, qui demandaient que les prêtres, les ministres protestants fussent obligés de porter les armes pour la défense de la patrie. Samedi, une députation de Belleville s'est rendue à l'Hôtel de Ville pour demander l'armement du clergé. Ferry a répondu que le gouvernement ne trouvait pas opportun de soulever cette question en ce moment. Il a parfaitement raison. Mais pourquoi, lorsque l'on est dans l'opposition, demander une chose que l'on sait bien être obligé de refuser le jour que l'on arrivera au pouvoir? Le grand défaut de toutes les oppositions en France, comme un peu partout, du reste, c'est de n'être pas loyales. Elles demandent toujours la lune, et quand elles sont devenues l'autorité, elles ne donnent même pas une étoile de dixième grandeur. Garibaldi est bien réellement à Tours. Je ne comprends pas bien quel appui ce vieillard, plein de fiel et de rhumatismes, peut apporter à la défense nationale. Ce n'est qu'un chef de bandes qui ne saurait commander 100,000 hommes. Ce qu'il faut à la France, c'est un génie supérieur capable de faire manœuvrer le demi-million d'hommes qui se lève dans les départements. Garibaldi, renommée surfaite par la camaraderie révolutionnaire, n'est certai-

8

nement pas ce génie-là. Comme le nom de ce vieil énergumène, qui, depuis dix ans, n'a cessé de demander la tête du pape, sonne très mal aux oreilles catholiques, sa présence à la tête des armées françaises pourrait bien paralyser l'élan patriotique des provinces de l'Ouest et du Midi, où le sentiment religieux est encore si vivace. Les légumes commencent à baisser de prix. Tous les jours, sous la protection des forts, les maraudeurs vont faire dans les villages une abondante récolte à la barbe des Prussiens, qui n'osent s'approcher trop près des canons de la marine, qui portent à deux lieues. Pour le poisson frais, il faut être riche comme Monte-Cristo pour se payer une truite ou une sole. Comme les bouchers n'ouvrent plus leurs boutiques que tous les deux jours, les ménagères sont obligées de faire la queue comme aux théâtres pour avoir le pot-au-feu. On dit que nous allons bientôt être mis à la ration. Jusqu'à présent nous n'avons pas trop à nous plaindre. Il n'y a plus de beurre pour les petites et moyennes bourses. La cuisine se fait à la graisse. Dans les premiers jours, on faisait bien un peu la grimace; aujourd'hui, on ne s'en aperçoit plus. Le fromage ne se trouve plus que sur la table des nababs. Pour moi, pauvre diable, je n'en ai pas vu depuis quinze jours, mais, comme le roi d'Yvetot, je dors fort bien sans gloire... et sans fromage.

Lundi soir, 17 octobre. — Pluie le matin ; à dix heures, soleil radieux, et temps presque chaud toute la journée. Combats d'avant-postes et canonnade du côté

d'Argenteuil. Les forts se taisent. On dirait qu'ils font *le lundi*. On nous annonce le bombardement pour après-demain, anniversaire de la bataille de Leipsick. Je ne crois pas à cette mesure extrême, d'abord, parce que, ne pouvant établir de batteries sans qu'elles soient démolies par le feu des forts, les Prussiens ne pourraient atteindre le mur d'enceinte ; ensuite, parce que Guillaume n'osera pas prendre devant l'Europe la responsabilité d'un acte aussi sauvage que le bombardement de la capitale du monde civilisé. Le nonce est parti hier à onze heures. Quelques-uns prétendent qu'il ne reviendra plus à Paris, puisque le pouvoir temporel, dont il était le représentant en France, a cessé d'exister. Je crois que c'est là une appréciation erronée. Comme chef suprême de l'Église, le pape aura toujours un représentant auprès des puissances catholiques. — Si nous n'avons plus de fromage, nous avons toujours des cancans ; c'est moins nourrissant, mais ça aide à tromper les ennuis de l'investissement. Le prince Frédéric-Charles serait très malade du typhus. Le comte de Chambord aurait abdiqué en faveur du comte de Paris. Les vieilles douairières du faubourg Saint-Germain vont joliment jeter les hauts cris si ce racontar arrive à leurs oreilles. Un prêtre de l'église Saint-Roch à Paris, arrivé ce matin, aurait apporté la nouvelle que Bazaine est enfin débloqué. Les généraux américains Burnside, Sheridan et Forsyth auraient reçu l'ordre de quitter immédiatement l'armée *monarchique* du roi de Prusse, qui fait la guerre à la

république sœur. Je ne comprends plus rien aux allures du gouvernement. Le journal officiel de ce matin publie un travail complet sur les fortifications de Paris, indiquant le fort et le faible de la défense. Si un journaliste avait dit la dixième partie de ce que la feuille gouvernementale annonce *urbi et orbi*, il y a longtemps que le rédacteur indiscret serait à Mazas, en train de méditer l'axiome arabe : La parole est d'argent, mais le silence est d'or. On affirme que l'ambassadeur d'Espagne, M. Olozaga, vient d'être rappelé, parce qu'il s'est mis, sans l'autorisation du cabinet de Madrid, en relations officielles avec le gouvernement du 4 septembre. Si ce bruit se confirmait, il faudrait donc croire que le parti républicain est décidément en baisse dans la patrie du Cid. Charette, qui commandait les zouaves du pape, et Cathelineau, petit-fils du célèbre Vendéen, sont maintenant à Tours, où ils organisent une armée de leurs compatriotes. A chaque combat qui se livre sous nos murs, les Parisiens font une véritable course aux blessés. C'est à qui arrivera le premier sur le champ de bataille, quand tout est fini, bien entendu, pour enlever un défenseur de la patrie. Il y a moins de charité que de calcul égoïste dans ce zèle pour soigner les victimes de la guerre. Comme la maison qui abrite un blessé a le droit d'arborer le pavillon de la convention de Genève, on ne voit souvent dans le pauvre soldat mutilé qu'un paratonnerre qui préserverait de la violence des vainqueurs si la ville était prise d'assaut.

Mardi soir, 18 octobre. — Je me trompe, 28 vendémiaire, an 79, pour employer la formule des journaux républicains. Pour les radicaux, le monde n'existe que depuis le 21 septembre 1792. Soleil brillant, température assez douce. Canonnade des forts du Mont-Valérien, de Nogent, de Vanves et d'Issy, qui empêche les Prussiens d'établir leurs batteries. On dit aujourd'hui que le citoyen Mottu, le maire du XIe arrondissement, a donné sa démission sur la demande du gouvernement. Si c'est vrai, tant mieux ; car c'était une honte pour Paris de voir ce banquier de cinquième ordre, ce qui veut dire usurier, oser violenter la conscience de ses administrés. On dit aussi que l'ordre de la Légion d'honneur va être aboli. A mon avis, ce serait une faute. Que ne fait-on pas, en France, pour obtenir ce petit ruban rouge qui constitue l'aristocratie du courage, du talent et du travail ? Pourquoi abolir cette récompense nationale qui ne coûte rien au pays et qui produit de si grandes choses ? En décrétant l'abolition de la Légion d'honneur, le gouvernement céderait aux criailleries de ces impuissants envieux qui s'agitent dans les bas-fonds de la démagogie et qui ne peuvent supporter aucune supériorité. Ce serait une maladresse et une lâcheté. Proudhon avait bien raison quand il écrivait : " Le fond de toute démocratie, c'est l'envie." En ce moment, il faut être un fier aristo pour manger du pain rôti, le beurre se vend 16 fr. la livre. Le gouvernement vient d'acheter 20,000 bœufs pour la capitale. Comment entreront-ils dans

Paris? En ballon? On parle d'une sortie prochaine commandée par le général Trochu. Rochefort et Ferry, portant l'uniforme de colonel, l'accompagneront. Gambetta, ministre de la guerre à Tours, Ferry, colonel à Paris, ne dirait-on pas des héros de vaudeville? Décidément ces avocats ne doutent de rien. Le général Triskow, chef du cabinet militaire du roi de Prusse, a été tué le 2 octobre, à Montretout, par un obus du Mont-Valérien. Je vous parlais, il y a quelques jours, du couvre-feu. Une proclamation du maire de Paris, Étienne Arago, invite les citoyens à éteindre le gaz à 10½ heures, afin de ménager la provision de charbon, qui ne peut se renouveler pendant la durée de l'investissement. Vous verrez que nous arriverons au couvre-feu de nos aïeux. Il n'y a plus que 225,000 hommes autour de Paris. Espérons que, puisque le cercle de fer qui nous entoure est amoindri, nous pourrons bientôt le briser.

Mercredi, 19 octobre.— Beau temps, mais froid. Nous attendons encore le bombardement annoncé pour aujourd'hui. Cependant, comme les Prussiens voulaient faire parler d'eux le jour de l'anniversaire de la bataille de Leipsick, ils ont tenté, à deux heures du matin, de prendre Cachan par surprise. Repoussés par les mobiles du Finistère, ils sont revenus à la charge deux heures après. Ils ont été refoulés une seconde fois par la fusillade des *moblots* et les feux croisés des forts de Vanves et de Montrouge. Du reste, la nuit a été bruyante. Le Mont-Valérien, le fort d'Issy et celui

de Bicêtre n'ont cessé de gronder. Près de Charenton, les soldats de Guillaume n'ont pas été plus heureux. Les mobiles de la Normandie se sont emparés de Maisons et de Créteil, et s'y sont installés et fortifiés malgré deux attaques de l'ennemi, qui avait reçu des renforts pour revenir à la charge. Escarmouche heureuse à Charlebourg, près de Saint-Denis. Il n'y a plus que 50.000 hommes à Versailles. Depuis quelques jours, plus de deux mille blessés prussiens sont arrivés dans cette ville. On suppose que ce sont les soldats tombés dans le combat du 11, livré près d'Orléans, où les Germains ont été brossés. Le prince royal de Prusse n'est pas mort. Pour se consoler de *sa vie*, on annonce la maladie de Bismark. Les mobiles viennent d'enlever quarante-deux voitures de provisions et de légumes. On dit que parmi ces victuailles il se trouve du fromage. Les gourmands se lèchent déjà les lèvres. Il paraît que je m'étais trop hâté de chanter le désintéressement de nos seigneurs et maîtres. Ce n'est pas mille francs, mais bien cinq mille francs par mois, soixante mille francs par an que ces messieurs reçoivent. Encore un coup d'épaule des journaux officieux et nous arriverons aux 100,000 des ministres du *tyran*. Il faut bien gagner sa pauvre vie. Enfin l'iconoclaste Mottu n'est plus maire du XI[e] arrondissement. Il vient d'être destitué. Une trentaine de chefs de bataillons des faubourgs du Temple et de Saint-Antoine se sont présentés à l'Hôtel de Ville en chantant : *Rendez-nous Mottu ou laissez-nous mourir*. Jules Ferry, avec

une fermeté dont il faut lui savoir gré, a répondu que le gouvernement ne sacrifierait jamais la liberté religieuse aux criailleries d'une faction. Sur ce, on s'est séparé en se disant des gros mots. On annonce pour demain une manifestation des prétrophobes. Je n'en crois rien. Blanqui n'a pas été réélu commandant par le 169e bataillon. Il n'a obtenu que deux cent quarante-neuf votes, tandis que son concurrent, Bruley, républicain modéré, était nommé par sept cent soixante-neuf voix. On annonce la mort d'Alexandre Dumas, père, qui aurait succombé, à Dieppe, le 13 courant, à une congestion cérébrale. Deux cancans. Trois cents canons américains seraient arrivés à Bordeaux. Napoléon III aurait eu une attaque de paralysie qui met ses jours en danger.

Jeudi soir, 20 octobre.—Beau temps le matin, neige le soir. Rien à noter en fait d'opérations militaires. Toujours le même travail de Pénélope. Chaque jour les Prussiens commencent à élever des batteries, que les canons des forts démolissent avant qu'elles soient établies. Pas la moindre manifestation Mottu. On dit que l'on a trouvé à Bagneux, lors du dernier combat, des balles prussiennes qui sont empoisonnées. Je crois que c'est encore un de ces contes comme il en pleut depuis le commencement du siège. On dit aussi que tous les Américains domiciliés à Paris doivent quitter la capitale cette semaine. Pourquoi? A cause du bombardement, qui ne se fera ni à Pâques ni à la Trinité? Passons cet *on dit* au compte des cancans. Nous

mangeons du cheval deux ou trois fois par semaine. Comme goût ce n'est pas mauvais. Seulement, j'ignore pourquoi mon estomac le digère assez difficilement. Hier, on nous a servi de l'âne. Rôtie, cette viande a le goût du porc frais. Elle est lourde. On assure que dans les faubourgs on mange du rat. Les gourmets prétendent que le *jambon* de rat est une merveille comme chair délicate. Je ne tiens pas à déguster maître raton. Pourtant il ne faut jurer de rien. Si le siège se prolonge, nous serons peut-être très heureux d'avoir quelques *côtelettes* de rat à nous mettre sous la dent. Qui sait si dans deux mois une *épaule* de rat ne sera pas cotée à la Bourse comme une action de chemin de fer. Je ne parle pas du chat. Sous les Mérovingiens, les traiteurs de la barrière servaient déjà à leurs clients des matous sous le nom de lapin. Si la viande commence à devenir rare, en revanche le pain d'épice abonde. Il y en a des montagnes dans toutes les montres des épiciers. Les marchandes des quatre saisons, à qui le manque de légumes et de fruits avait fait des loisirs forcés, reparaissent dans les rues avec leurs petites voitures pleines de pain d'épice, en criant : A deux sous le morceau ! A deux sous ! Il y en a aussi à un sou. Ici le pain d'épice se fait avec du miel et non avec de la mélasse comme chez nous. Il est très bon. Je me demande où l'on peut prendre le miel nécessaire à cette avalanche de pain d'épice ? Du reste, le miel est toujours au prix ordinaire.

VENDREDI SOIR, 21 octobre.—Beau temps d'automne.

Grande reconnaissance du côté de Bougival et de la Malmaison. La lutte a duré depuis une heure jusqu'à six heures p. m. Les assiégés ont perdu deux canons et quatre cent quarante-trois hommes, tués, blessés ou disparus. Les pertes des Prussiens doivent être quatre fois plus considérables. On a reconnu dans cette sortie les endroits où l'ennemi massait ses troupes et on l'a forcé à reculer ses positions. Le rédacteur de *la Vérité* a été mis en liberté aujourd'hui. J'espère que le gouvernement ne donnera pas suite à cette affaire, qui ne peut que le rendre impopulaire et lui créer des embarras sérieux. Le lycée, qui s'appela d'abord collège Bourbon, puis lycée Bonaparte, portera désormais le nom de lycée Condorcet. La rue Bonaparte est également débaptisée. Elle se nommera à l'avenir rue Armand-Barbès. Est-ce que les hommes du 4 septembre s'imaginent qu'un décret suffit pour supprimer l'histoire et arracher de la mémoire de la France et du monde le nom du vainqueur de Marengo et d'Austerlitz ? Tous ces changements annoncent une grande petitesse d'esprit chez ceux qui les ordonnent. On dit que les cinq bataillons qui étaient sous le commandement de Flourens seront passés en revue demain par Rochefort. Le rédacteur de la défunte *Marseillaise* se séparerait du gouvernement provisoire pour se mettre avec Flourens à la tête des ultra-radicaux. J'en doute. Toutes les personnes qui ont du fer, du bronze ou du cuivre, le portent au Conservatoire des arts et métiers, qui centralise tous les métaux propres

à la fonte des canons. Le siège produit un effet étrange. En temps ordinaire, la moyenne des suicides, à Paris, est de trois par jour au moins. Depuis le 24 septembre, pas un seul suicide dans la capitale. Les vols, les assassinats ont également diminué dans la proportion de 60 %. Ce dernier chiffre se conçoit. D'abord, avant l'investissement, on a fait sortir de Paris plusieurs milliers de mauvais garnements. Puis, tous les hommes valides étant obligés de monter la garde aux remparts, messieurs les assassins, *obligés de mourir pour la patrie*, n'ont pas le temps de *travailler*.

SAMEDI SOIR, 22 octobre. — Temps sombre. Comme mouvement militaire, rien qui vaille la peine d'être noté. Le citoyen Blanqui se plaint amèrement de n'avoir pas été réélu par le 169e bataillon, et attribue sa défaite aux jésuites. Voyez-vous les disciples de saint Ignace intriguant à Belleville contre le vieux conspirateur? Il faut avoir de l'aplomb pour oser débiter des rengaines aussi bêtes et aussi vieilles. Le commandant Sapia, traduit devant un conseil de guerre pour avoir voulu renverser le gouvernement, vient d'être acquitté. Nous recevons aujourd'hui une dépêche de Tours qui nous annonce le départ de Gambetta pour Besançon, où il va organiser la défense nationale. Le reste de la dépêche ne contient que des phrases sonores. Pour la dixième fois le gouvernement nous répète que l'armée prussienne est complètement démoralisée. Pourquoi ces troupes qui, depuis le 4 août, marchent de victoire en victoire, seraient-

elles démoralisées ? Sous le rapport matériel, elles sont dans une meilleure situation que nous, puisqu'elles font chaque jour des razzias dans les départements, où elles enlèvent la viande de boucherie et les légumes. Comme logement, les soldats du roi Guillaume sont mieux traités que nos mobiles qui campent en dehors des murs, puisqu'ils ont pour s'abriter les maisons des villages abandonnés à quinze lieues à la ronde. Ajoutez à l'enivrement de leurs incroyables succès et à leur bien-être matériel l'assurance que leur donne Guillaume qu'ils feront Noël à Paris, et vous comprendrez que les Germains peuvent et doivent attendre avec patience le moment où la faim nous forcera à leur ouvrir nos portes, ce qui arrivera nécessairement si les armées qui viennent à notre secours sont anéanties par l'ennemi. Le gouvernement devrait laisser aux journaux officieux le soin de raconter aux jocrisses les billevesées de cette force. Les clubs vont toujours leur petit bonhomme de chemin. Ennuyeux presque toujours, ridicules très souvent, mais rarement terribles. Les jacobins du temps jadis deviennent de plus en plus difficiles à trouver. Hier, au club de la Cour des Miracles, on a voté à l'unanimité que la France ne devait pas se borner à chasser les Prussiens, mais qu'elle avait le devoir de passer le Rhin et d'aller proclamer la république à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Berlin. Comme il faut des canons pour réaliser ce projet mirobolant, on a fait une collecte. Remarquez qu'il y avait là plus de cinq cents démo-

crates de la plus belle eau. Devinez combien la quête a produit? *Quatre francs!* Ces belliqueux citoyens n'ont même pas donné chacun *un sou*, car le chiffre de la collecte aurait été au moins de vingt-cinq francs. Forts en gueule, mais durs à la détente, ces ultra-radicaux. Dans le *Journal officiel* de ce matin, le gouvernement déclare absolument faux le bruit qui avait couru au sujet des balles prussiennes empoisonnées. Pour ma part, je n'avais pas un instant ajouté foi à cette rumeur alarmiste.

Dimanche soir, 23 octobre.—Pluie torrentielle jusqu'à trois heures, soleil et beau temps jusqu'au soir. Ce matin, à 2 heures, un corps d'éclaireurs a enlevé 22 sacs de légumes aux Prussiens. Une dépêche de Gambetta, publiée ce matin dans l'*Officiel*, annonce qu'Orléans est occupé par les Prussiens, qui sont également entrés à Châteaudun, Eure-et-Loir. L'armée de la Loire n'est donc pas encore formée, puisqu'elle laisse la ville de Jeanne d'Arc aux mains de l'ennemi? Ou bien, après avoir été victorieuse, le 11, à Artenay, a-t-elle été vaincue dans un nouvel engagement? Tout cela n'est guère rassurant. On a fait venir d'Algérie l'artillerie qui s'y trouvait et qui est beaucoup plus considérable qu'on ne le croyait. Guillaume maître d'Orléans, les membres du gouvernement délégués à Tours vont-ils continuer à demeurer dans cette ville, où leur sécurité me semble assez compromise? Les Prussiens publient à Versailles un journal français intitulé *le Nouvelliste*, qu'ils répandent à profusion dans

les départements. *Le Figaro* de ce matin a pu se procurer le numéro du 21, dont il donne de nombreux extraits. La feuille de M. de Bismark annonce sérieusement que sur les hauteurs qui entourent la capitale, on voit les Parisiens s'égorger régulièrement tous les jours depuis le commencement du siège, et que toutes les classes de la population soupirent après l'entrée des Prussiens à Paris. Cet aimable journal nous apprend même que nous ne mangeons plus que de deux jours l'un, et que l'on a emprisonné tous les prêtres en attendant que l'on renouvelle les massacres de septembre. Heureusement que le gouvernement envoie deux ou trois fois par semaine des ballons montés qui font connaître aux provinces la véritable situation de la capitale. Chapitre des *on dit.* Insurrection en Corse qui aurait proclamé Napoléon IV. Le duc d'Aumale poserait sa candidature comme député à la future constituante dans le département de la Charente. Le prince Napoléon, dont la lâcheté proverbiale a fait tant de mal à l'empereur dans l'armée et dont l'impiété a tant contribué à rendre la dynastie impopulaire dans le monde catholique, aurait succombé à une congestion cérébrale, à son château de Prangins, en Suisse. Il y a quelques jours, on annonçait que Napoléon III avait eu une attaque d'apoplexie, aujourd'hui on affirme qu'il est devenu complètement idiot. Depuis hier on voit des pêches. Elles se vendent la modeste somme de vingt sous pièce. Les œufs valent maintenant trois francs cinquante à quatre francs la douzaine.

Lundi soir, 24 octobre. — Temps sombre avec des averses dans l'après-midi. Calme complet sur toute la ligne. Nous venons d'avoir une aurore boréale comme l'Europe n'en a pas vu depuis un siècle. Le ciel était rouge comme si un incendie formidable avait éclaté autour de Paris. On a cru un instant que c'était la forêt de Bondy qui brûlait. Tout le monde était aux portes. Beaucoup de gens regardaient avec anxiété ce spectacle étrange et voyaient dans ce phénomène. les uns, le signe de grands malheurs pour la patrie. les autres, le présage de la défaite des Prussiens. Ce gigantesque manteau rouge, à travers lequel les étoiles scintillaient comme des paillettes d'or sur un fond de velours, se déroulait sur nos têtes et semblait devoir nous ensevelir dans un suaire sanglant. C'était grandiose mais sinistre. Peut-être aussi les tristesses d'un siège qui se prolonge, les malheurs de la France qui semble s'effondrer sous les pas de l'invasion, la douloureuse incertitude de l'avenir, nous faisaient-ils voir dans ce spectacle merveilleux un côté sombre, qu'en des temps moins malheureux nos yeux n'auraient pas su trouver. Au moment où je vous écris, 9½ heures du soir, le ciel a une teinte rosée comme le champagne œil-de-perdrix. Dans l'après-midi, une fabrique de bombes a fait explosion à Montmartre. Une personne tuée, trois blessées. Pour amadouer le XI[e] arrondissement, qui ne pouvait, comme Calypso, se consoler de la perte de son maire, le citoyen Mottu, le *Journal officiel* de ce matin nous annonce que le boulevard du

Prince-Eugène, qui traverse le susdit arrondissement, portera désormais le nom de Voltaire, et que la statue du frère de la reine Hortense, qui se trouve sur la place qui occupe le centre de ce boulevard, sera renversée et remplacée par celle du patriarche de Ferney. On a destitué le maire qui faisait la guerre aux crucifix, mais pour consoler les radicaux, on leur donne la statue de celui qui a écrit : *Écrasons l'infâme !* La statue du prince Eugène, qui s'est tant de fois battu glorieusement et victorieusement contre les Prussiens, était, il me semble, dans les circonstances présentes, plus en situation que celle de l'homme qui fut le plat valet de ce chenapan de génie que l'histoire nomme Frédéric le Grand. Le gouvernement a commis là une grande faute, car sa faiblesse prouve à la France qu'il en est réduit à compter avec la faction infime qui a déclaré la guerre non seulement au christianisme, mais à toute religion. Il y a trois jours, l'organe le plus violent de ce parti, *la Patrie en danger*, imprimait la monstruosité suivante : *Guerre aux Prussiens ! mais surtout guerre à Dieu ! car c'est notre croyance absurde dans un être suprême qui est la cause de tous nos malheurs.* Je pense qu'avant longtemps le gouvernement de l'Hôtel de Ville paiera cher la pusillanimité qui lui fait subir la pression d'un parti aussi odieux que sacrilège, aussi insensé qu'impuissant.—Depuis quelques jours, les légumes frais sont assez abondants et les prix très abordables par les petites bourses. On nous fait espérer que nous serons débloqués avant quinze jours

par la mise en activité du chemin de fer d'Orléans. Quel bonheur si je puis enfin recevoir de vos nouvelles, dont je suis privé depuis quarante jours !

Mardi soir, 25 octobre.—Pluie toute la journée. Pas d'opérations militaires dignes d'être mentionnées. Aujourd'hui je n'ai entendu ni le clairon ni le tambour. Comme la rue de l'Entrepôt est une des rues les plus larges du quartier, on y fait l'exercice deux fois par jour, le matin à sept heures, l'après-midi à quatre heures. Si j'avais autant de pièces de cent sous que j'ai entendu de fois depuis deux mois: *Par file à droite, par file à gauche, marche!* je serais presque un rentier. Gambetta nous envoie de Tours des nouvelles qui portent la date du 21. La petite ville de Châteaudun a fait une défense héroïque. Les gardes nationaux, aidés de quelques francs-tireurs, ont soutenu pendant toute une journée le choc de 5,000 Prussiens et leur ont mis 1,800 hommes hors de combat. Il ne faut pas oublier que Châteaudun est une ville ouverte, et que ses défenseurs n'avaient d'autres remparts contre l'artillerie de l'ennemi que des barricades élevées à la hâte. Ce n'est qu'après avoïr bombardé et incendié cette courageuse cité, qui ne compte que 6,000 âmes, que les soldats du roi Guillaume ont pu s'établir sur ses ruines. M. Thiers est revenu à Tours gros Jean comme il était parti. Du reste, tout le monde s'y attendait. Il faudrait être bien naïf pour croire que l'Europe, toute monarchique à l'exception de la Suisse, prendra la défense, contre un roi, d'une république qui veut non

9

seulement chasser l'invasion, mais encore renverser tous les trônes. Grand émoi parmi les fumeurs. Il paraît qu'il n'y a plus de tabac que pour un mois. J'aime bien à fumer ma pipe, mais si le siège ne doit pas nous imposer de plus rudes sacrifices que celui-là, je m'en consolerai facilement. Impossible de sortir de Paris sans la permission de l'autorité. Même ceux qui veulent se risquer en ballon doivent avoir un permis du gouverneur de Paris. En ce moment, il y a 3,145 demandes de permissions de prendre la clé, non pas des champs, mais des airs. Les gens de Belleville, qui ont si souvent et si bruyamment demandé de faire des sorties, s'abstiennent prudemment de s'engager dans les 40,000 volontaires demandés par le gouvernement à la garde nationale pour faire des régiments de marche. Ils disent maintenant que c'est un piège que les *jésuites* (lisez Trochu) leur tendent afin de les faire massacrer par les Prussiens. Braves quand ils savent qu'on ne peut les envoyer sur le champ de bataille, lâches quand on leur offre d'aller au feu, les gueulards sont les mêmes dans tous les pays. On dit que la ville de Mgr Dupanloup est en feu. Comment, par qui incendiée ? La rumeur ne le dit point. Espérons que ce cancan sinistre ne sera pas confirmé, car ce serait une perte irréparable que la destruction de la magnifique cathédrale d'Orléans. Entre six et sept heures ce soir, nous avons cru que le spectacle d'hier allait se renouveler. Le ciel, pendant une dizaine de minutes, est devenu rose, puis il a repris son aspect ordinaire.

Mercredi, 26 octobre.—Pluie toute la journée. Assiégés et assiégeants se tiennent tranquilles. Orléans est occupé par l'ennemi, mais il n'est pas incendié. Sur les 400,000 gardes nationaux, 45,000 seulement se sont offerts pour former les régiments de marche que le gouvernement a demandés à la bonne volonté des Parisiens, afin de pouvoir faire des sorties sérieuses contre les Prussiens. Je m'attendais à mieux que cela. Dans ce moment de crise suprême, tout homme valide, marié ou célibataire, devrait se faire un devoir de marcher volontairement à l'ennemi. Est-ce que les trois quarts des soldats de Guillaume ne sont pas des pères de famille? Comment peut-on espérer de repousser l'invasion, si pour sauver la patrie, qui a déjà un pied dans la tombe, on n'a pas le courage de s'imposer les sacrifices que les envahisseurs s'imposent depuis trois mois? Auraient-ils donc raison ceux qui prétendent que les Français sont dégénérés? Les rumeurs sont nombreuses aujourd'hui. Le second fils de Victor-Emmanuel aurait accepté la couronne d'Espagne. Un habitant de Versailles aurait tiré sur le roi Guillaume sans le blesser. Bismark serait très malade de l'affection nerveuse qui a failli l'emporter il y a un an. Bourbaki formerait une armée dans le Nord pour aller débloquer Bazaine. Guillaume ferait venir d'Allemagne une nouvelle armée de 200,000 hommes pour renforcer celle de Paris, affaiblie par les corps qui s'en détachent tous les jours pour aller ravager les départements. Les fameux canons Krupp seraient enfin ar-

rivés dans le camp ennemi et le bombardement devrait commencer mardi. Je ne crois pas un mot de tous ces cancans.

Pour rendre hommage à l'héroïsme de Châteaudun, le gouvernement vient de donner son nom à la belle rue qui s'appelait Cardinal-Fesch sous le règne du *tyran*. On ne parle plus de Garibaldi. Je crois que si la France compte, pour sortir du péril extrême dans lequel elle se trouve en ce moment, sur les exploits de ce vieux révolutionnaire, elle ferait aussi bien de traiter de suite avec Bismark. Les éditeurs d'ouvrages sur la guerre font de brillantes affaires. Depuis le 4 septembre, il s'est vendu 840,000 exemplaires de *l'École du soldat*. Sapia, acquitté par le conseil de guerre, n'a pas été réélu par son bataillon. Les ultra-radicaux ont envoyé au gouvernement une députation pour demander que les cloches des églises et la colonne Vendôme soient employées à la fonte des canons. Le général Trochu a répondu que l'on ne fait plus des canons de bronze, mais d'acier, et qu'il fallait laisser les cloches aux clochers et la colonne à la place Vendôme. Autre cancan. La république serait proclamée à Munich et le peuple aurait pendu le compositeur Wagner!

Jeudi soir, 27 octobre. — Pluie torrentielle toute la journée. Le soir, un vent à soulever l'Arc de triomphe. Pendant l'après-midi, canonnade continuelle sur les ouvrages que les Prussiens cherchent à établir à Saint-Cloud, à Brimborion et à Montretout. Il paraît que

décidément les fameux canons Krupp sont arrivés au camp du roi Guillaume, qui va commencer à nous bombarder la semaine prochaine. Sur toute l'enceinte de Paris il n'y a que deux points de vulnérables, Grenelle et Passy. Encore faudra-t-il que les Allemands puissent établir leurs batteries, ce qui n'est nullement prouvé. Dans la rue de l'Entrepôt, nous sommes complètement à l'abri des bombes, la partie nord de la capitale étant impossible à prendre et à bombarder. On annonce pour demain l'arrivée de M. Thiers à Paris. C'est un sauf-conduit de l'empereur de Russie qui lui permettra de franchir les lignes prussiennes. D'après les rumeurs qui circulent aujourd'hui, le gouvernement russe serait disposé à venir au secours de la France, si on revenait à la monarchie en rétablissant la famille d'Orléans sur le trône. Il va sans dire que cette proposition n'a aucune chance de trouver un accueil enthousiaste à l'Hôtel de Ville. Une cinquantaine de Russes, d'Anglais et d'Américains ont quitté Paris aujourd'hui avec la permission de M. de Bismark. Est-ce la crainte du bombardement qui fait fuir ces étrangers? *Le Combat* de Félix Pyat annonce ce matin comme un fait positif que Bazaine avait capitulé et fait la paix avec Guillaume au nom de Napoléon III. Cette nouvelle à sensation a produit une vive et douloureuse émotion. A la Bourse, la rente a baissé de 75 c. Le *Journal officiel* a énergiquement donné le démenti à Félix Pyat. Rochefort, qui a reçu la députation de la garde nationale qui venait dénoncer *le*

Combat au gouvernement, a répondu que la feuille du citoyen Pyat avait menti sciemment, que son rédacteur était un lâche et un misérable. Le soir, sur le boulevard, on achète les numéros du *Combat* qui sont en vente dans les kiosques et on les brûle sur le trottoir. Je viens de voir un de ces autodafés en allant chercher le journal. Rouen n'est pas occupé par l'ennemi. Les Normands ont élevé un camp retranché, défendu par 70,000 hommes, autour de leur capitale. Pour faire le siège de Rouen dans ces conditions, il faudrait au moins 120,000 hommes. En ce moment, les Prussiens sont dans l'impossibilité de disposer d'une pareille armée sans rendre ineffectif le blocus de Paris. Par ce temps de pluies continuelles, il est réellement pénible de voir des centaines de pauvres femmes, ouvrières et bourgeoises, obligées de faire la queue à la porte des boucheries municipales. Plusieurs de ces mères de famille sont tombées malades pour avoir attendu pendant cinq ou six heures, les pieds dans la boue et les vêtements trempés, le maigre rationnement que le gouvernement accorde à chaque personne. Si on ne change pas le système actuel de distribution, nous aurons une émeute de femmes avant quinze jours. Aujourd'hui le beurre frais se vend vingt francs la livre.

Vendredi soir, 28 octobre. — Pluie à verse pendant toute la journée. Ce matin, les francs-tireurs, soutenus par un régiment de ligne, se sont emparés du Bourget, près de Saint-Denis. Les Prussiens, qui occupaient ce village depuis le commencement du siège, sont reve-

nus vers trois heures avec trente canons pour reprendre cette position. Après une lutte de deux heures, ils ont été repoussés avec des pertes considérables. Après le cancan Bazaine, nous avons le racontar Rouher. L'ex-président du sénat serait chargé de négocier la paix avec le roi Guillaume, qui ne reconnaît d'autre gouvernement que celui de Napoléon III. La France accepterait la perte de la Lorraine et de l'Alsace et l'abandon à la Prusse des navires composant les deux flottes de la Baltique, et paierait une indemnité en argent. M. Rouher se ferait fort de faire ratifier ce traité par les chambres françaises. Pour obtenir cette ratification, on neutraliserait temporairement la ville de Reims, où se réuniraient le sénat et le corps législatif. Le traité stipulerait qu'une fois la ratification obtenue, les provinces françaises qui ne se soumettraient pas aux conditions acceptées par les corps de l'État, seraient déclarées rebelles, et la Prusse s'engagerait à joindre ses troupes à celles de l'armée de Metz pour dompter la rébellion. Je ne crois pas un mot de cet énorme canard, lancé dans le seul but d'augmenter la haine des Parisiens contre l'Empire. Ce projet d'une paix honteuse est-il réalisable ? La province a-t-elle à ce point la crainte ou la haine de la république, que Napoléon III, ramené comme Louis XVIII par les baïonnettes teutonnes, lui semble préférable au gouvernement du 4 septembre ? Comme nous sommes bloqués depuis quarante-trois jours, nous ne connaissons rien des départements que les phrases

retentissantes que Gambetta nous envoie de Tours et qui ne peuvent nous faire connaître l'état des esprits dans le reste de la France. Je ne puis croire, cependant, que le parti bonapartiste puisse rêver, par des moyens aussi indignes, la restauration du régime impérial. On annonce la mort de la reine d'Espagne, qui aurait été emportée subitement à Houlgate. On dit que les Allemands, au nombre de 12,000, ont envahi le Mans et occupent Laval. Rien d'officiel. Nous avons failli avoir une émeute à propos du charbon. Les cuisinières parisiennes emploient le charbon de bois. Comme ce combustible, devenu très rare, se vend aujourd'hui six francs le boisseau, un charbonnier a eu l'idée triomphante, mais passablement canaille, de vendre pour du vrai charbon, des petits morceaux de bois trempés dans l'encre. Colère parfaitement justifiée des ménagères, qui veulent écharper l'Auvergnat coupable de cette mauvaise et malhonnête plaisanterie. Rassemblement, bousculades, enfin arrivée de la garde nationale, qui empoigne le charbonnier et ferme sa boutique. Les clubs continuent à étonner les natifs. Celui des partisans de Blanqui, à la Barrière-Blanche, a décidé à l'unanimité que le citoyen général Trochu serait invité à soumettre tous ses plans, même les plus secrets, à la discussion et à l'approbation des clubs.

Samedi soir, 29 octobre. — Temps sombre le matin, pluie battante pendant l'après-midi. Les Prussiens, au nombre de 20,000, avec trente pièces de canon, ont essayé par cinq fois de reprendre le Bourget. Cons-

tamment repoussés, ils ont été obligés de se retirer en laissant une très grande quantité de morts et de blessés sur le champ de bataille. *Le Combat* de ce matin affirme que la reddition de Metz lui a été donnée comme un fait certain par Flourens, qui disait tenir cette nouvelle de Rochefort. Ce soir, Flourens reconnaît bien avoir donné cette nouvelle à Pyat, mais nie avoir dit qu'il tenait ce renseignement de Rochefort. Ce serait une personne attachée au gouvernement provisoire qui lui aurait annoncé la capitulation de Bazaine. Quelle personne? Tout cela ne me semble pas très clair. Les forts de Vanves, de Bicêtre et de Metz ont tonné toute la journée pour démolir les ouvrages des Prussiens. Les impérialistes réfugiés à Londres viennent de fonder un journal intitulé *la Situation*, qui semble donner quelque plausibilité au projet Rouher dont j'ai pris note hier. Aujourd'hui, je suis allé sur la place du Panthéon, où se font les enrôlements volontaires. Draperies rouges, armes en faisceaux, drapeaux tricolores, l'inscription : *Citoyens, la patrie est en danger*, rien ne manque à la mise en scène, rien si ce n'est les volontaires. Pendant une demi-heure que je suis resté là à faire le badaud en écoutant un long monsieur tout de noir habillé, une manière de notaire ou d'avoué, qui faisait l'éloge de Garibaldi, j'ai vu se présenter un seul patriote, un jeune homme en blouse bleue, qui avait une de ces bonnes et honnêtes figures comme on en rencontre souvent dans nos campagnes. Il a été vivement applaudi par la foule. A part le luxe

de la mise en scène, ces enrôlements de volontaires ressemblent assez à nos élections. On parle d'un grand projet d'union républicaine que M. de Kératry tenterait en ce moment de réaliser avec l'Espagne. Les cortès proclameraient la république et céderaient, moyennant cinq cent millions de francs, Cuba aux États-Unis. A ces conditions, le gouvernement américain ferait une alliance offensive et défensive avec la France et l'Espagne contre la Prusse et garantirait la neutralité de la Russie. M'est avis que ce beau projet a bien peu de chances de succès, surtout si, comme on l'annonçait ces jours derniers, le duc d'Aoste a été proclamé roi à Madrid. Le décret abolissant l'ordre de la Légion d'honneur pour tout ce qui n'est pas militaire, a paru dans le *Journal officiel* de ce matin. Le gouvernement de l'Hôtel de Ville, qui a pris le nom *de la défense nationale*, devrait s'occuper de chasser les Prussiens et laisser à la future constituante le soin de faire ou d'abroger les lois. Le décret de ce matin est donc une nouvelle boulette à porter au débit des hommes du 4 septembre.

Dimanche soir, 30 octobre. — Magnifique journée d'automne. Les boulevards sont encombrés de promeneurs. Les familles, en toilette des beaux jours, inondent les avenues et les places publiques comme au temps jadis. Qui pourrait croire que nous sommes bloqués depuis quarante-quatre jours ? Ce matin, 40,000 Prussiens, soutenus par quarante-cinq pièces de canon, ont attaqué le Bourget. Les défenseurs de ce

village, conquis vendredi, ont dû battre en retraite avec des pertes considérables. C'est toujours le même système depuis le commencement du siège. On est constamment obligé de se replier devant le nombre. Puisque, sans compter les 400,000 hommes de garde nationale, il y a dans Paris 200,000 soldats et mobiles, pourquoi n'envoie-t-on pas les troupes d'attaque en nombre suffisant ? On murmure beaucoup en ce moment et je crois que nous aurons des émeutes avant peu. Du reste, l'impression générale semble mauvaise aujourd'hui. Rien de précis, rien d'officiel, mais il souffle dans l'air comme un vent de malheur. Il doit être arrivé des nouvelles fâcheuses au gouvernement. Les petits, comme moi, ne sont pas dans le secret des dieux. Je parierais dix contre un qu'avant quarante-huit heures, le journal officiel nous annoncera quelque désastre. La capitulation de Bazaine ? Une armée de la province anéantie par les Prussiens ? Qui sait ? M. Thiers est arrivé aujourd'hui à Paris et, sans prendre le temps de se rendre chez lui, s'est dirigé immédiatement vers le Ministère des affaires étrangères. Il a passé toute la journée avec Jules Favre. Aujourd'hui, à deux heures, on a élevé sans tambour ni trompette, en tapinois, comme des gens qui commettent une action honteuse, la statue de Voltaire sur le piédestal qui portait celle du prince Eugène. On dit que Napoléon III vient de former un ministère, *in partibus infidelium*, composé de Palikao, Persigny, Rouher, Pietri, La Guéronnière, Émile de Girardin. Il

paraît que les bestiaux souffrent beaucoup dans les squares et jardins où ils sont parqués depuis le commencement du siège. Comme ils maigrissent à vue d'œil, on va les abattre et saler leur viande. Les Américains ne sont pas en odeur de sainteté auprès de Bismark. Plusieurs familles yankees qui ont voulu quitter la capitale hier, n'ont pu franchir les lignes prussiennes et ont été brutalement renvoyées à Paris. J'ai mangé du cheval ce soir et il me pèse sur l'estomac. Je vais me faire un peu de thé. Vous ai-je dit que j'avais un ménage complet, se composant d'une lampe à esprit de vin avec une petite casserole en ferblanc, plus une petite machine également en ferblanc qui me sert pour le thé et le café? Le tout me coûte 2 fr. 50. J'oubliais une tasse, une soucoupe, un sucrier et une petite cuiller, qui coûtent 1 fr. 25 les trois articles. Vous voyez que je suis un bon parti et je ne comprends pas comment une héritière ne m'a pas encore offert sa main avec 100,000 francs de rente. Ces Françaises, ça ne sait pas distinguer les partis avantageux. Au lieu de prendre des pilules de Morrison, quand je digère mal, ce qui m'arrive assez souvent, je me fais une tasse de thé que j'avale bouillant et sans lait, et je suis sûr que dix minutes après, j'ai l'estomac débarrassé. Il va sans dire qu'il faut mettre une quantité de thé suffisante, une pleine cuillerée pour une tasse. Si c'était de l'eau chaude avec du lait et une dose homéopathique de thé, comme on le boit trop souvent en Canada, ça ferait autant d'effet qu'un cautère sur une

jambe de bois. Je vais donc me payer du thé pour éperonner mon cheval, qui fait une station beaucoup trop longue dans mon estomac.

Dix heures. Je suis débarrassé des embarras que me causait *la plus noble conquête que l'homme ait jamais faite*, mais il vient de m'arriver un malheur. J'ai cassé mon sucrier, un magnifique sucrier qui m'avait bien coûté cinquante centimes (dix sous). En achèterai-je un autre? Quand je me suis permis cette fantaisie d'un luxe asiatique, nous vivions sous le *tyran.* Aujourd'hui que nous avons l'ineffable bonheur de respirer sous la république une et indivisible, je me demande si les immortels principes de 89 permettent à un citoyen de se servir d'une faïence qui rappelle les plus mauvais jours du despotisme! Comme je n'oserai jamais résoudre cette question pleine d'insondables profondeurs, je me contenterai à l'avenir d'un modeste sac en papier. Sur ce, bonsoir.

LUNDI SOIR, 31 octobre.—Pluie toute la journée. Un déluge de mauvaises nouvelles. Bazaine a capitulé le 27 octobre. N'ayant plus de munitions ni de vivres, ayant mangé tous les chevaux de son armée, il a dû subir les rigoureuses conditions acceptées par Napoléon III à Sedan. Les Prussiens ont fait 173,000 prisonniers, comprenant les troupes de Bazaine et la garde nationale de Metz, 700 canons, 250,000 chassepots, etc. Il y a maintenant plus de 350,000 prisonniers français entre les mains des Allemands. L'histoire ne nous offre pas d'exemple d'une suite de dé-

sastres aussi foudroyants. Après un bombardement de quatre jours, les Prussiens sont entrés dans Soissons, où ils ont fait 4,000 prisonniers. Vernon, comme Châteaudun, a été bombardé et incendié. Chartres est investi. La catastrophe de Metz, annoncée officiellement ce matin, produit une excitation douloureuse dans toute la ville, qui est déjà mal disposée par la malheureuse affaire du Bourget. M. Thiers, arrivé hier avec des propositions d'armistice, a passé toute la journée et toute la nuit en conférence avec les membres du gouvernement. Comme la masse ne comprend pas le sens du mot *armistice,* elle s'imagine que l'on va signer la paix en acceptant toutes les conditions de M. de Bismark. Des groupes nombreux se forment. Malgré la pluie, je vais voir ce qui se passe. Sur la place du Château-d'Eau, on n'entend que des paroles indignées, on ne voit que des gestes menaçants. On crie à la trahison. Les propos les plus absurdes sont acceptés comme parole d'Évangile. Un gros homme, cheveux rouges, yeux bleus bêtes, étend une espèce de battoir que je suppose être sa main, et crie : "Citoyens, Thiers est une canaille ! Il est allé vendre la France à Saint-Pétersbourg. L'empereur de Russie lui a donné cinquante millions pour le prix de sa trahison." Un petit bossu habillé en *gentleman*, qui sent le patchouli à quinze pas, crie d'une voix aiguë : "Il n'a pas seulement vendu la France, il a reçu dix millions de la famille Bourbon qui va revenir, sous la protection des despotes, nous ramener la féodalité et l'inquisition. A

bas Thiers ! " Un grand animal qui ressemble énormément à Savard le typographe (de Québec), prétend que c'est la réaction cléricale qui veut faire la paix afin d'anéantir la république et de rétablir le pouvoir temporel du pape. La cohue va en augmentant. Bientôt le cri *A l'Hôtel de Ville !* poussé par les gardes nationaux de Belleville, qui débouchent par la rue du faubourg du Temple, attire l'attention des politiqueurs de la place du Château-d'Eau. Un gigantesque drapeau rouge précède la milice citoyenne, composée des électeurs de Rochefort. Tout le monde les suit. La pluie continue à tomber, je n'ai pas de parapluie. Comme je ne tiens pas à attraper un rhume ou un rhumatisme pour le plus grand bien de la *Sociale*, je rentre chez moi. A deux heures et demie, panique dans notre rue. On annonce que l'on se tire des coups de fusil à l'Hôtel de Ville. Le faubourg Saint-Antoine serait descendu en masse sur la place de Grève. Les boulangeries de notre quartier sont envahies par les ménagères effarées qui viennent faire leurs provisions de pain pour plusieurs jours dans la crainte que la guerre civile n'empêche la circulation dans les rues. Le clairon sonne à droite, le rappel est battu à gauche, partout on appelle la garde nationale aux armes. A cinq heures, je sors, malgré la pluie qui continue à tomber en cataractes. Au coin du boulevard de Sébastopol, je rencontre un imbécile qui m'apprend d'un air triomphant que le gouvernement *réactionnaire et clérical* du 4 septembre est renversé, et que les citoyens Blanqui, Flourens, Pyat, Mottu, le

fameux destructeur de crucifix, V. Hugo, Bonvalet, le restaurateur, forment le nouveau pouvoir chargé de chasser les Prussiens et d'aller proclamer la république dans toutes les capitales de l'Europe. Cette canaille de Jules Favre, ajoute mon homme, n'était qu'un jésuite, comme ce sacristain de Trochu. Il est certain qu'ils ont déjà volé chacun dix millions à la caisse publique. Mon animal me donne une poignée de main que je ne lui demandais pas et continue son chemin en criant : *Vive la république démocratique et sociale !* Remarquez que je n'ai pas eu le temps de dire un seul mot à ce bonhomme-là. Je rentre à la maison, où j'annonce qu'on vient de renverser les hommes du 4 septembre. Les bonnes gens n'en peuvent croire leurs oreilles. Les bourgeois sont consternés. Dans leurs rêves de cette nuit, je suis certain qu'ils verront passer la guillotine de 93. Il faut bien avouer que le rétablissement de la commune et du comité du salut public ne nous ouvre pas des perspectives précisément agréables. Voilà le tapage qui recommence. La rue de l'Entrepôt retentit du son du clairon comme un champ de bataille. Il est neuf heures et demie. Est-ce le gouvernement Blanqui qui commence à faire des siennes ? Je vais aller voir un peu de quoi il retourne.

Dix heures et quart. J'arrive de la porte Saint-Martin. On bat le rappel dans toutes les rues. Pourquoi ? Je l'ai demandé à vingt personnes. Les uns affirment que les Prussiens attaquent en masse le fort d'Aubervil-

liers et que leurs obus viennent éclater sur le mur d'enceinte. Les autres prétendent que l'on se bat devant l'Hôtel de Ville. Les gardes nationaux arrivent de tous les côtés. Les bataillons se forment. Les uns marchent sur l'Hôtel de Ville, quelques-uns montent le faubourg Saint-Martin pour se rendre aux remparts La pluie a fait place à un vent glacé qui nous pince joliment bien. Je n'ai pas de paletot. Je commence à sentir le froid. Comme pour me réchauffer je ne tiens nullement à courir, sur la place de Grève, recevoir les balles des défenseurs du comité du salut public ou à me rendre aux remparts pour offrir ma *poitrine d'homme libre* aux obus monarchiques du roi Guillaume je rentre tranquillement me coucher prosaïquement dans mon lit. A demain.

Mardi soir, 1er novembre. — Temps splendide. En 1848, Henri Murger demandait tous les matins à son concierge sous quel gouvernement il avait le bonheur de respirer. Nous pourrons bientôt faire comme lui Hier soir, nous avions pour maîtres la raison sociale Blanqui, Flourens, Pyat et Cie. Ce matin, nous avons été agréablement surpris en apprenant que les gardes nationaux avaient rétabli le gouvernement provisoire Jusqu'à trois heures du matin, l'émeute triomphe Elle décrète l'élection de la commune, la guerre à outrance, la mise en accusation du général Trochu. A quatre heures du matin, 120,000 gardes nationaux en armes cernent l'Hôtel de Ville. Les mobiles bretons en passant par le souterrain qui unit la caserne Napo-

léon au palais municipal, surgissent, comme d'une boîte à surprise, au milieu des émeutiers, qui sont bientôt entourés et désarmés. On laisse sortir les auteurs de cette algarade sans les molester, et Flourens, monté sur son *cheval de bataille*, retourne tout penaud à Belleville avec ses hommes, qui n'ont plus de fusils, mais qui font un nez long comme d'ici à demain. On ne fait pas d'arrestations afin de ne pas donner, dans ce temps où l'union est si nécessaire, un prétexte à M. Blanqui et Cie pour se poser en martyrs et pour exciter leurs partisans à la guerre civile. Les décrets de ce gouvernement qui a duré dix heures sont annulés par les hommes du 4 septembre, réinstallés à quatre heures du matin. *E finita la comedia.* Comme je n'ai pas été témoin de cette déplorable et ridicule aventure, je ne puis vous envoyer d'autres détails que ceux que je copierais dans les journaux. Il est donc beaucoup plus simple de vous envoyer ces journaux, qui vous parviendront en même temps que ces lignes quand nous serons débloqués. Quand ? Dieu seul le sait. Les journaux officieux, en parlant de la défaite des émeutiers, disent que force est restée à la loi. Il me semble plutôt que force est restée à la force. Jules Favre, entouré par les partisans de la commune qui le tenaient prisonnier, leur reprochait de vouloir renverser le gouvernement du 4 septembre par la violence. Et vous, lui a-t-on répondu, est-ce que ce n'est pas par la violence que vous avez renversé l'empire ? On ne dit pas ce que Jules Favre a répondu. A l'heure

qu'il est, il n'y a pas plus de loi que de droit. Au point de vue des principes, si Blanqui et Pyat avaient réussi à se maintenir à l'Hôtel de Ville, leur autorité eût été tout aussi légitime que celle du gouvernement provisoire, puisqu'elles ont toutes deux une origine commune, la violence. Je ne dis pas cela pour défendre Blanqui et autres farceurs *ejusdem farinæ*, mais seulement pour rappeler que, du moment qu'on sort de la légalité, on n'a plus le droit de reprocher aux autres ce que l'on a fait soi-même. Il n'en est pas moins très heureux pour la France que la tentative des partisans de la commune ait avorté. Les membres du gouvernement provisoire ne sont pas des petits saints, mais du moins ce sont des gens honorables, des *messieurs*, tandis que les chefs de la clique de Belleville ne sont, à l'exception de Flourens, que des *voyous*. Tout le monde est si content d'avoir échappé à la dictature de la voyoucratie, que l'on semble oublier les malheurs de ces derniers jours. Malgré les inquiétudes de toutes sortes causées par la situation pleine de périls de la capitale, les Parisiens n'ont pas oublié que c'est aujourd'hui la veille de la fête des morts. Des centaines de mille personnes se rendent aux différents cimetières pour déposer sur les tombes aimées une couronne d'immortelles et donner au souvenir des êtres chéris qui ne sont plus une prière et une larme. Rien à noter en fait d'opérations militaires.

Mercredi soir, 2 novembre. — Un froid de chien. Comme opérations militaires, rien de sérieux. Ce ma-

tin, les murs étaient couverts d'affiches officielles annonçant un plébiscite pour demain. Les membres du gouvernement provisoire, à qui l'algarade du 31 octobre a mis la puce à l'oreille, sentent le besoin de légitimer par le suffrage universel le pouvoir qu'ils ont pris par la violence à la suite de la capitulation de Sedan. Jusqu'à ce jour, les hommes du 4 septembre ne sont qu'un accident. Si le vote de demain se prononce en leur faveur, ils seront un gouvernement régulier, autant qu'il est possible de l'être, puisque nous sommes toujours séparés du reste de la France. On parle de la conclusion de l'armistice dont M. Thiers avait apporté les conditions quand il est venu à Paris dimanche dernier. On dit même que les signatures sont données, mais que l'armistice ne sera rendu public que le lendemain du plébiscite. Je crois que la partie est perdue, bien perdue. La capitulation de Metz, le manque d'énergie de la province travaillée en tous sens par les partis qui divisent le pays, ne nous permettent plus d'espérer une solution heureuse à l'épouvantable crise que nous traversons en ce moment. Il serait injuste, cependant, d'accuser de lâcheté ou de manque de patriotisme tous les habitants de la province. Les Prussiens étendant leurs ravages jusqu'à cinquante lieues au sud de Paris, il est tout naturel que les paysans des bords de la Loire et de tous les départements du Centre songent à défendre leurs familles et leurs biens avant de marcher au secours de la capitale. Les Allemands, qui conduisent la guerre

actuelle avec une grande habileté, ont bien compris que le meilleur moyen d'empêcher les départements de secourir Paris, c'était d'envahir les provinces en même temps qu'ils investiraient la capitale. N'ayant plus d'armée régulière, ne pouvant pas compter sur le reste de la France, que peut faire le gouvernement? On demande des sorties en masse. Trochu refuse. Il a raison, car, sans artillerie, ce serait envoyer la mobile et les gardes nationaux à la boucherie. On manque d'artillerie et d'artilleurs, deux choses qui ne s'improvisent pas. Au point de vue militaire, la France est ruinée. Pour se mettre en état de chasser l'envahisseur, il faudrait six mois. Paris sera obligé de se rendre dans soixante jours ou il mourra de faim. Puis, pendant ce temps, l'invasion, comme une gigantesque tache d'huile, s'étendra sur tout le territoire, qu'elle couvrira de ruines et de cadavres. Je ne suis pas un fort politiqueur, mais il me semble que l'armistice, donnant à la France la faculté d'élire une assemblée constituante, est aujourd'hui la seule issue à une situation aussi compromise. Cette assemblée, nommée par le pays tout entier, pourra seule avoir assez d'autorité pour imposer à la nation, soit pour la continuation de la guerre, soit pour la conclusion de la paix, les sacrifices nécessaires au salut de notre pauvre mère patrie, qui saignera longtemps de la blessure presque mortelle que l'Allemagne vient de lui faire. Que de ruines accumulées de tous côtés! Com-

bien faudra-t-il de milliards pour réparer le mal causé par les Germains ?

Comme je vous l'écrivais le lendemain de la bataille de Reichshoffen, je crois que les Prussiens ne sont que l'avant-garde de cette invasion tartare qui doit, avant longtemps, fouler à ses pieds le cadavre de la race latine.

JEUDI SOIR, 3 novembre.—Toujours très froid. Rien des forts ni des Prussiens. Est-ce une trêve tacite en attendant l'armistice ? C'est aujourd'hui que se décide le sort du gouvernement provisoire. Je crois que les *oui* seront au moins cinq fois plus nombreux que les *non*. Les républicains sérieux n'ont pas plus de goût que les impérialistes pour les voyous de Belleville. Sur les trente-six journaux quotidiens publiés à Paris, quatre seulement conseillent un vote négatif. Nous avons quelques nouvelles des départements et de l'étranger. Il ne faut plus se faire d'illusions sur la province. Elle se lève, non pas pour venir au secours de Paris, mais pour se défendre chez elle. Le lendemain de la chute de l'Empire, le gouvernement actuel a envoyé dans les départements des commissaires républicains qui, au lieu de s'occuper uniquement de l'organisation de la défense nationale, ont cherché à faire de la propagande démocratique et anti-religieuse. Ces agissements révolutionnaires n'ont pas enthousiasmé les provinciaux, peu républicains de leur nature. Ils laissent Paris et ses *démocsocs* se défendre contre les Teutons et se contentent de défendre leurs

familles et leurs propriétés. Le prix de la viande, à l'exception du bœuf, qui se tient à un prix raisonnable, augmente tous les jours. L'âne se vend quatre francs la livre. Un lapin vaut vingt-cinq francs. Le veau est aussi rare que le merle blanc. Le beurre frais atteint le chiffre fabuleux de vingt-quatre francs la livre. Un canard d'une jolie force. Napoléon III se serait échappé du château de Wilhemshohe, aurait réuni tous les soldats français prisonniers en Allemagne et serait en ce moment maître de Berlin! Les journaux n'impriment pas des calembredaines de ce calibre, mais les bourgeois naïfs se les racontent à l'oreille avec des allures mystérieuses. Autre cancan. L'impératrice irait demeurer à Rome avec le prince impérial. Il me semble que le moment serait mal choisi pour aller habiter la ville éternelle.

Vendredi soir, 4 novembre.—Cinq degrés au-dessus de zéro. Si on reste longtemps dans sa chambre, il faut faire du feu. Quelques coups de canon tirés on ne sait pourquoi. L'autorité militaire n'a pas publié un seul rapport depuis trois jours, ce qui ne lui est pas arrivé depuis le commencement du siège. Rochefort a donné sa démission de membre du gouvernement provisoire. Sa position n'était plus tenable. Dégoûté de ses partisans, qu'il a vus à l'œuvre dans la journée du 31, ne pouvant souscrire à l'armistice puisqu'il a toujours prêché la guerre à outrance, le rédacteur de la défunte *Lanterne* n'avait qu'une chose à faire, rentrer dans la vie privée. Il avait certainement la verve du

pamphlétaire, mais les connaissances pratiques, la science politique et sociale, le jugement nécessaire au législateur, lui faisaient complètement défaut. Les voyous de Belleville, pendant l'envahissement de l'Hôtel de Ville, ont saccagé et souillé les salons du palais municipal. On évalue à plus de deux cent mille francs les dégâts causés par cette canaille. Voici le résultat du plébiscite: cinq cent cinquante-sept mille neuf cent quatre-vingt-seize *oui* et soixante-deux mille six cent trente-huit *non*. Il faut bien remarquer que dans ce dernier chiffre, il y a un grand nombre d'électeurs qui, bien loin de partager les idées de Blanqui, ont voté *non*, parce qu'ils ne veulent pas de la république. Les nouvelles de Lyon sont déplorables. Esquiros, qui a établi le régime de la terreur dans sa malheureuse cité, refuse de reconnaître l'autorité du gouvernement de Paris. Les jésuites sont chassés ou emprisonnés et leurs biens confisqués. Les églises sont transformées en casernes et en écuries. Tous les journaux catholiques sont supprimés. Il paraît que la terreur règne également à Bordeaux, à Toulouse et à Marseille. Il y a en ce moment à Tours plus de cinq millions de lettres qui attendent que Paris soit débloqué pour arriver à destination. J'espère que, dans cette énorme quantité de correspondances, il y en aura bien quelques-unes de vous. Demain on procédera à l'élection des maires des vingt arrondissements de Paris.

Samedi soir, 5 novembre. — Temps sombre, un peu

moins froid qu'hier. Rien comme opérations militaires. Félix Pyat, Millière, etc., auteurs de l'envahissement de l'Hôtel de Ville, le 31 octobre, ont été arrêtés ce matin. Blanqui et Flourens ont réussi à se dérober aux recherches de la police. Les bruits d'armistice font baisser les prix des denrées. Les épiciers avaient accaparé une grande quantité de marchandises qu'ils cachaient dans leurs caves, afin de vendre à des prix exorbitants quand l'approvisionnement du gouvernement aurait été épuisé. Ainsi les œufs ont subi une baisse de quatre-vingt-dix francs par mille. On espère toujours que l'armistice sera signé demain ou après-demain. J'ai mal à la tête depuis le matin, ce qui m'empêche d'en écrire bien long aujourd'hui. Du reste, pas de nouvelles, *pas rien*, comme disait M. Corriveau.

DIMANCHE SOIR, 6 novembre. — Belle journée, mais froide. Silence des forts et des avant-postes. La Prusse refuse l'armistice proposé par les grandes puissances. Elle l'accorderait à la condition que Paris ne se ravitaillerait pas. Cette fin de non-recevoir est une mauvaise plaisanterie, car Bismark n'aurait qu'à nous accorder un armistice de trois mois dans ces conditions et il serait sûr, à l'expiration de cette trève qui aurait épuisé toutes nos provisions, d'entrer dans la capitale sans brûler une cartouche. La famine nous forcerait à lui ouvrir les portes. C'est donc la guerre à outrance. On doit faire une sortie formidable cette semaine. Si les Français remportent un succès sérieux, Bismark

sera peut-être très heureux de demander l'armistice qu'il refuse aujourd'hui dans un langage si hautain. L'horizon est sombre comme un manteau de deuil. Espérons encore, espérons quand même en des jours meilleurs. Les Parisiens sont décidés à aller jusqu'au bout. D'ici à dix jours, nous aurons une boucherie sous les murs de Paris. Hier, on a procédé à l'élection des maires. Mottu, l'iconoclaste, a été réélu à une petite majorité. Échec pour le gouvernement qui l'avait destitué. J'ai toujours la tête qui me fait souffrir.

Lundi soir, 7 novembre. — Un froid noir qui vous gèle le corps et l'âme. Rien de sérieux au point de vue militaire. Aujourd'hui se fait le ballottage dans les arrondissements qui n'ont pas donné une majorité absolue. Ici, on ne se contente pas de la majorité relative comme chez nous, on exige la majorité absolue, c'est-à-dire, la moitié plus un de tous les suffrages exprimés. Demain, on votera pour les adjoints, et, après-demain, on procédera au ballottage. C'est l'élection à jet continu. Les épiciers ont fait disparaître les provisions que l'espérance de l'armistice avait fait mettre en vente. Que ces gens-là prennent garde ! Le mécontentement contre eux augmente chaque jour, et si on m'apprenait, un beau matin, que le peuple souverain a pendu à la lanterne du coin une douzaine de ces honnêtes accapareurs, je n'en serais nullement étonné. Depuis dix jours, nous sommes sans nouvelles de Tours. Les Prussiens occupent-ils la capitale de la Touraine ? Le gouvernement délégué est-il prison-

nier? Les pigeons, qui jusqu'à ce jour ont été les messagers réguliers de la correspondance officielle, ont-ils été tués et mangés à la crapaudine par les Allemands? Le gouvernement en sait-il plus que le public? Les nouvelles de la province sont-elles à ce point désastreuses que Jules Favre aime mieux laisser croire qu'il ne reçoit rien de Tours que de faire connaître la profondeur de l'abîme dans lequel la France est tombée? On parle du bombardement très prochain de Paris. Je m'obstine toujours à ne pas y croire. L'investissement, rendu infranchissable par l'arrivée des troupes qui assiégeaient Metz, devra, à moins de succès extraordinaires dans les prochaines sorties, ouvrir les portes à Bismark d'ici à deux mois. Pourquoi prendrait-il la responsabilité du bombardement de la capitale de l'Europe, quand il peut arriver à son but sans lancer un obus? Bien mauvaises nouvelles de Marseille. La terreur y règne d'une façon plus épouvantable qu'à Lyon. On fait payer aux riches un impôt de 25 % sur le revenu. On a arrêté tous les prêtres et les religieux, on les a revêtus de la livrée du bagne et on les a promenés par toutes les rues de la ville, au milieu des injures de la canaille. Peut-être y a-t-il beaucoup d'exagération dans ces rapports qui nous arrivent on ne sait trop comment. Je souffre toujours de la tête, mais moins qu'hier.

Mardi soir, 8 novembre.—Brouillard très épais. Le Mont-Valérien a canonné toute la journée les ouvrages des Prussiens. Le silence obstiné du gouvernement

est toujours très mal interprété. On prétend que les nouvelles de la province sont tellement désastreuses que nos dictateurs n'osent pas les faire connaître au public. Il paraît que ce vieux singe, Crémieux, cette vieille chouette, Glais-Bizoin, et le tonitruant Gambetta commettent boulettes sur boulettes. On assure que, marchant sur les traces d'Ollivier et de Palikao, ces messieurs nous annonçaient des victoires de l'armée de la Loire qui n'étaient que des défaites. Gambetta aurait lancé une proclamation déplorable, dans laquelle il accuse Bazaine de trahison. En attendant, la viande fraîche s'épuise, nous n'en avons plus que pour jusqu'au 20 du présent mois. Il va falloir nous mettre au régime des salaisons. Ce régime qui, prolongé trop longtemps, finit par engendrer le scorbut, peut convenir aux hommes valides. Malheureusement, pour les femmes, les vieillards, les enfants et les malades, ce mode d'alimentation devra avoir des conséquences funestes. Déjà la mortalité augmente dans une proportion inquiétante. Le chiffre des morts de la semaine dernière dépasse de quatre cent soixante celui de la huitaine précédente. C'est surtout parmi les enfants que la mort exerce le plus de ravages. L'extrême difficulté de se procurer du lait, même à des prix insensés, explique pourquoi la population enfantine est décimée depuis l'investissement. Laisser mourir tous ces pauvres enfants qui doivent être la France de l'avenir, n'est-ce pas manger son bien en herbe ? L'horizon s'assombrit de plus en plus, et Dieu

seul connaît le nombre et la grandeur des catastrophes que l'avenir nous réserve. On dit que la guillotine fonctionne à Lyon comme aux beaux jours de 93. Le préfet de l'empire aurait inauguré la sanglante machine en montant sur l'échafaud comme fonctionnaire du *tyran.* Je souffre toujours de la tête, mais les douleurs deviennent de moins en moins aiguës.

MERCREDI SOIR, 9 novembre.—Brouillard humide et froid. Neige le soir. Canonnade sur toute la ligne, fusillade aux avant-postes, sans résultat important. Le décret mobilisant le tiers de la garde nationale, a paru ce matin dans l'*Officiel.* Cela va donner, avec la ligne et la mobile, une armée de 400,000 hommes pour attaquer les lignes prussiennes. On parle toujours de sorties en masse. On fait des phrases sonores sur les victoires de demain. Malheureusement aujourd'hui nous apporte toujours la défaite et le demain de la victoire n'arrive jamais. Les phrases et les avocats finiront par perdre la France complètement. Les airs crânes, supportables quand on est vainqueur, sont parfaitement ridicules quand on est vaincu. Les lignes prussiennes ont une profondeur de trente lieues autour de Paris. Quand on ferait une sortie de 300,000 hommes et que l'on réussirait à faire une trouée, en quoi notre situation serait-elle améliorée? Il faudrait au moins 150,000 hommes pour occuper les positions conquises sur l'ennemi ; car, autrement, les Prussiens qui doivent avoir, maintenant que l'armée du prince Frédéric-Charles est arrivée devant Paris, au moins 450,000

hommes, rétabliraient l'investissement. Si à ces 150,000 vous ajoutez 50,000 mis hors de combat dans la sortie de 300,000, vous aurez un total de 200,000 soldats enlevés à la défense de la capitale. Il ne resterait plus que 250 à 300,000 hommes pour défendre les murs dans le cas d'une attaque nouvelle par les assiégeants. Comme cette armée de défense ne se composerait plus que de gardes nationaux, les troupes de la ligne et de la mobile devant être occupées à défendre les positions conquises en dehors de Paris, il est évident qu'elle ne serait pas de taille à lutter avec les légions aguerries du roi Guillaume. Je crois que c'est là la raison qui fait reculer l'époque des grandes sorties jusqu'au jour où l'on apprendra que la province vient au secours de la métropole. Si les armées formées dans les départements tombent sur les derrières des Prussiens, les Parisiens, en sortant en masse pour attaquer en même temps le front de l'ennemi, seront certains d'écraser les assiégeants. Mais où sont les armées de la province annoncées si pompeusement dans les bulletins de Gambetta ? Tout le monde en parle comme on parle du loup-garou, mais personne ne les a vues. On assure qu'un membre du gouvernement aurait dit que la position était tout à fait désespérée. Cette certitude d'une catastrophe inévitable expliquerait peut-être le désaccord que l'on dit exister entre le général Trochu et les autres membres du gouvernement. Le gouverneur de Paris voudrait faire une sortie de 400,000 hommes. Les membres *civils* de la

défense nationale s'opposeraient à la réalisation de ce projet, qui laisserait 100,000 hommes sur le champ de bataille, cette formidable hécatombe n'ayant aucune chance de sauver la situation, qui serait irrévocablement perdue. Tout cela est-il vrai ? J'espère que non. Il faut pourtant que, d'ici à quelques jours, on prenne une résolution suprême, car on dira bientôt au gouvernement : " La famine est à nos portes et vous délibérez ! " Ma tête est beaucoup mieux aujourd'hui.

Jeudi soir, 10 novembre. — Pluie toute la journée. Rien d'important au point de vue militaire. Ce matin, le gouvernement annonce dans l'*Officiel* qu'il n'a pas reçu de nouvelles de Tours depuis le 26 octobre. On dit que les Prussiens ont fait venir des faucons de Hollande, et que ces ennemis héréditaires des pigeons font la chasse aux messagers aériens. Aucuns disent que la délégation envoyée à Tours a rompu toute relation avec le gouvernement de Paris et qu'elle gouverne maintenant pour son propre compte. En ce moment, il y aurait une douzaine de dictateurs en France, puisque Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, ont chacun un gouvernement indépendant qui ne reconnaît plus l'autorité de la capitale. Dans l'Ouest, quatorze départements acclameraient Henri V. En Normandie, on crie : Vive Louis-Philippe II ! Plaise à Dieu que l'unité de la France ne sombre pas au milieu de toutes ces dissensions ! Les gens de Belleville ont élu pour maire un nommé Ranvier, compromis dans l'affaire du 31 octobre et qui a été arrêté le 4 novem-

bre. Aujourd'hui, ils font des menaces au gouvernement et déclarent qu'ils marcheront sur l'Hôtel de Ville si on ne leur rend pas leur maire. Le pouvoir du 4 septembre vient de leur répondre en nommant une commission qui administrera le 20e arrondissement jusqu'à ce que Ranvier ait subi son procès. Je ne crois pas que les Bellevillois descendent dans la rue. Ils ont manqué leur coup le 31 octobre, et ces tentatives-là ne se recommencent pas tous les quinze jours. D'ailleurs, le plébiscite du 3 novembre a trop bien montré leur impuissance, pour qu'ils essaient de lutter contre l'immense majorité de la capitale. Blanqui et Flourens continuent à défier les recherches de la police. Les nouvelles les plus incroyables circulent aujourd'hui. Gambetta, qui était allé à Marseille pour faire reconnaître l'autorité du gouvernement de Paris, aurait été arrêté, jugé et condamné à mort par le comité de salut public de la cité phocéenne. Bourbaki aurait été battu près d'Amiens.—Les cafés sont autorisés à fermer une heure plus tard, c'est-à-dire à onze heures et demie, à la condition qu'ils éclaireront leurs établissements avec un autre mode d'éclairage que le gaz, qui est maintenant rationné. On dit que Crémieux et Glais-Bizoin sont devenus fous. Après les innombrables sottises commises par ces deux vieilles ruines, cette folie, venant couronner toutes leurs brioches, ne m'étonnerait nullement. On assure que l'Algérie est en pleine rébellion contre la France. Les Kabyles, qui ont reçu, paraît-il, de l'argent et des munitions des agents de

Bismark, ont levé l'étendard de la guerre sainte et courent sus au giaour. On devait s'y attendre.

Vendredi soir, 11 novembre. — Beau temps, mais trop froid pour commencer l'été de la Saint-Martin. Pas de rapport militaire aujourd'hui. Les Prussiens se sont tellement fortifiés autour de Paris qu'il faudra faire un véritable siège pour les déloger des positions qu'ils occupent. On parle beaucoup moins de la fameuse sortie en masse qui doit les anéantir d'un seul coup. Je n'ai pas de confiance dans le succès de ce coup de tête. On fait une surprise avec 10,000 hommes, on n'en fait pas avec 400,000. Il faut au moins vingt-quatre heures pour faire sortir et mettre en ordre de bataille une pareille masse de troupes. Comme les assiégeants ne sont pas aveugles, ils réuniront un nombre sinon supérieur, du moins égal. L'armée prussienne se compose de troupes sérieuses, et sur les 400,000 hommes sortis de Paris, il faudrait compter au moins 200,000 gardes nationaux qui n'ont jamais vu le feu ; il est donc évident que toutes les chances seraient encore du côté de l'ennemi. On recommence à parler d'armistice. Instruits par les déceptions du passé, nous devenons de moins en moins crédules. Chaque jour nous enlève quelques-unes de nos dernières illusions et de nos dernières espérances. Les événements vont se précipiter. Nous n'avons plus de viande fraîche que pour une dizaine de jours. Si, cette fois encore, le vainqueur refuse l'armistice, il ne restera plus aux Parisiens qu'à combattre le combat suprême, en

disant comme le gladiateur antique : *Patria, te morituri salutant.* La province ne donne pas signe de vie, du moins à notre connaissance. Nous voici au cinquante-cinquième jour de siège et pas un régiment de la province n'a encore paru sur les derrières des lignes prussiennes. Si Paris se sauve, il ne devra, après Dieu, son salut qu'à lui-même. La vie sociale commence à se ressentir de la prolongation de l'investissement. Le nombre des boutiques fermées augmente tous les jours. Le commerce, à part celui des substances alimentaires, est presque nul. Quelle cataracte de faillites après la guerre ! Pour le moment, comme on ne paie plus ses billets, on tient debout tout de même, mais le quart d'heure de Rabelais sera terrible. Aujourd'hui, on dit que Gambetta n'a pas été à Marseille. En ce moment, il serait à Tours, en proie, depuis près d'un mois, à des accès de folie très inquiétants. Cet état maladif de son esprit expliquerait peut-être les proclamations dans lesquelles il annonçait les victoires des Parisiens, qui avaient chassé les Prussiens du département de la Seine. On assure que le gouvernement de Tours, définitivement brouillé avec celui de Paris, fait procéder en ce moment aux élections pour la constituante. Quel gachis ! et comment en sortirons-nous ?

Samedi soir, 12 novembre. — Temps sombre le matin, pluie froide dans l'après-midi. Combats d'avant-postes sans résultat sérieux. Les Français se sont emparés de Créteil, où les Prussiens étaient établis depuis le commencement du siège. Les chances favorables à

la conclusion d'un armistice semblent augmenter depuis vingt-quatre heures. Le langage de la Russie, très énergique d'abord, serait aujourd'hui menaçant. Ce n'est plus le gouvernement provisoire qui traite avec la Prusse, ce sont les quatre puissances neutres qui négocient avec Bismark. Un avis de l'administration des postes nous apprend qu'un ballon a été pris par les Prussiens. Vous portait-il une de mes lettres? J'espère que non. On dit que le gouvernement de Tours est renversé et remplacé par un triumvirat orléaniste, composé de MM. Kératry, Daru et de Talhouët. Avec ces bons hommes-là la république ne fera pas longs jours. Le bœuf commence à devenir rare et augmente de prix dans le commerce de détail. Le cheval se vend 2 fr. 50 la livre. Une anguille de Seine a été achetée hier au prix incroyable de soixante-dix francs. Hier, comme je traversais le Palais-Royal, je vis un grand nombre de personnes arrêtées devant la montre de Chevet. Je fais comme tout le monde, je regarde. C'était tout simplement un pain de beurre frais qui étonnait les natifs. Qui aurait jamais dit qu'un jour viendrait, où, dans la capitale du monde civilisé, une vulgaire motte de beurre exciterait autant de curiosité, j'allais dire autant d'admiration, que l'Apollon du Belvédère? Il faut dire que ce beurre se vendait quarante-cinq francs la livre.

Dimanche soir, 13 novembre. — Très beau temps. Beaucoup de monde sur les boulevards. Canonnade sur les deux rives. Les négociations pour l'armistice

vont *le train de la blanche.* Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement tolère dans les rues l'exhibition des caricatures sur l'impératrice. La malheureuse femme est représentée tantôt complètement nue, posant devant le prince de Joinville, tantôt dans des postures tout à fait indécentes. Ce genre d'attaques contre une personne qui a laissé, partout où elle a passé, le souvenir de ses innombrables charités, est aussi lâche qu'odieux. Tous les journaux demandent à la Préfecture de police de mettre un terme à ce scandale qui déshonore les places publiques et les boulevards. Pourquoi toutes ces gravures n'ont-elles pas encore été saisies? On a probablement peur de se faire traiter de réactionnaires par la sainte canaille. A tous les coins de rues, vous rencontrez des hommes, des femmes, voire même de toutes jeunes filles, qui vous offrent une brochure à dix centimes en criant : "Demandez *La femme Bonaparte, ses amants, ses orgies!*" (C'est le titre de cette saleté.) Si on criait cela de la dernière des filles publiques, elle aurait le droit de faire arrêter celui qui dévoilerait ainsi sa conduite privée. Et parce qu'une femme a été impératrice, que, pendant un règne de dix-sept ans, on n'a pas eu un mot à dire sur ses mœurs, elle n'aurait pas le droit à la protection que l'on accorderait à la plus misérable des courtisanes! Décidément, je deviens de moins en moins fanatique de la république une et indivisible. Deux mauvaises nouvelles circulent ce soir. Tours étant menacé par les Prussiens, le gouvernement Gambetta,

Crémieux et Cie se serait replié sur Périgueux. Le général Cambriels, ne pouvant plus tenir la campagne dans les Vosges, aurait été obligé de se réfugier sous le canon de Besançon.

LUNDI SOIR, 14 novembre.—Beau temps, mais froid. A Champigny, on a refoulé les lignes prussiennes, en leur faisant subir des pertes considérables. Aujourd'hui, Félix Pyat a été mis en liberté. Il paraît que l'on ne donnera pas suite à la poursuite commencée contre les chefs de l'affaire du 31 octobre et que, d'ici à quelques jours, tous les prévenus seront rendus à leurs familles. M'est avis que c'est là ce que l'on a de mieux à faire puisqu'on a commis la sottise d'emprisonner les chefs de l'algarade de l'Hôtel de Ville. Les hommes du 4 septembre n'ont une existence légale que depuis le vote du 3 novembre. Avant cette date, ils n'avaient d'autre mandat que celui qu'ils se sont donné eux-mêmes le lendemain de Sedan. En cherchant à les supplanter, Blanqui et Flourens n'attaquaient pas un pouvoir de droit, mais un pouvoir de fait, qui avait lui-même renversé l'Empire par la violence. Maintenant que le plébiscite du 3 novembre lui a donné plus de 500,000 votes, le gouvernement provisoire a le droit et le devoir de sévir contre ceux qui voudront le démolir. Jules Favre, assure-t-on, aurait refusé d'aider à l'établissement de la république en Espagne, avec Prim comme président. A bon chat bon rat. Non seulement le dit Prim n'a pas offert un soldat à la république française, mais il a même

trouvé très inopportune la reconnaissance du gouvernement de l'Hôtel de Ville par l'ambassadeur du cabinet de Madrid. Ce matin, le chemin de fer de Vincennes a commencé ses voyages réguliers entre Paris et Nogent. Il n'avait pas marché depuis cinquante-huit jours. J'y pense, si on cherche à établir la république en Espagne, c'est donc que la candidature du duc d'Aoste n'a pas réussi. Nous vivons tellement séparés du reste de l'univers, que nous ignorons ce qui se passe chez nos plus proches voisins. Bonne nouvelle, officielle cette fois. Une dépêche de Gambetta à Trochu annonce que le général d'Aurelle de Paladines a repris Orléans après un combat de deux jours. Les Prussiens ont perdu 2,000 hommes hors de combat, 1,000 prisonniers, 2 canons et une grande quantité de munitions et de provisions. Cette dépêche prouve d'abord que l'armée de la Loire existe, puis que le gouvernement de Tours n'a pas été renversé comme on le disait, enfin que Gambetta n'a pas été guillotiné à Marseille. L'effet moral de cette petite victoire est excellent. Les Parisiens, extrêmes en tout, ne veulent plus entendre parler d'armistice et parlent déjà d'aller à Berlin. O Athéniens ! Espérons que le salut de la France nous viendra, comme au temps de Jeanne d'Arc, de la vieille cité orléanaise.

Mardi soir, 15 novembre.—Beau temps. Reconnaissances heureuses sur plusieurs points. On s'attend à un grand coup de chien d'ici à quelques jours. On annonce la mort, à Caen, de M. Baroche, l'ancien mi-

nistre de Napoléon III. Son fils a été tué, le 30 octobre, à l'affaire du Bourget. Le *Daily Telegraph* du 3 novembre a pu arriver à Paris. Il nous apporte des nouvelles très graves. Dijon, après un combat de huit heures, a été pris par les Prussiens. Bazaine se serait rendu quand il avait encore des munitions et des provisions pour un mois. Il serait maintenant auprès de l'empereur avec Canrobert et Lebœuf. Esquiros, à Marseille, veut se séparer du gouvernement de Paris et fonder la république de la vallée du Rhône. Si toutes ces rumeurs sont fondées, nous avons en perspective une guerre civile qui pourrait bien amener le démembrement définitif de la France. Notre vieille patrie devra-t-elle subir le sort de la Pologne? Le général Trochu vient encore de lancer une proclamation interminable, qui ne prouve pas grand'chose. Quel faiseur de phrases que ce gouverneur de Paris! On annonce que Rochefort va faire de nouveau paraître sa *Lanterne*. Qui diable pourra-t-il bien éreinter maintenant? Ses ex-collègues du gouvernement? Les journaux de ce matin annoncent qu'un second ballon est tombé entre les mains des Prussiens. J'en suis désolé, car s'il vous portait encore une lettre de moi, vous serez quinze ou vingt jours sans recevoir de mes nouvelles. Je vous écris régulièrement chaque semaine. Deux rumeurs excellentes. Bourbaki aurait repris Chartres, et le vainqueur d'Orléans, Aurelle de Paladine, aurait opéré sa jonction avec Kératry, qui commande l'armée de l'Ouest.

Mercredi soir, 16 novembre.—Temps gris. La journée n'a été signalée que par la canonnade habituelle, qui devient plus fréquente et plus intense à mesure que les ouvrages de l'ennemi se découvrent. Plusieurs journaux anglais, arrivés ce matin, confirment la victoire d'Orléans. Le bruit court que l'armée de la Loire aurait chassé les Prussiens d'Etampes. On parle beaucoup de Bazaine. Naturellement on crie à la trahison. Déjà les vendeurs de journaux lancent le cri de 1793 : "Demandez l'infâme trahison de Bazaine!" Je comprends cette spéculation de basse librairie, mais je ne conçois pas que Gambetta, deux jours après la reddition de Metz, lance une proclamation furibonde pour déclarer Bazaine traître à la patrie. Un journaliste peut se permettre ces tirades à effet, mais un ministre de l'intérieur et de la guerre n'a pas le droit de dénoncer, sans preuves, un maréchal de France à l'indignation publique. Peut-être Bazaine aurait-il le droit de dire au gouvernement de Tours : J'ai lutté pendant soixante-dix jours contre l'ennemi, et dix jours contre la famine. Pendant ce temps-là, vous qui avez pris la responsabilité de présider aux destinées de la France, au lieu de travailler jour et nuit à l'organisation de l'armée, vous avez perdu au moins un mois à faire de la propagande républicaine et à placer vos amis. Qui de vous, qui n'avez pu envoyer quatre hommes et un caporal à mon secours, ou de moi, qui ai tenu pendant soixante-dix jours, doit être déclaré traître à la patrie? M'est avis que MM. Crémieux, Gambetta et Cie se-

raient fort empêchés de répondre. Gambetta est un avocat du Midi qui vendrait son père pour faire une belle phrase. En 1848, les avocats ont perdu la république ; en 1870, ils perdent non seulement la république, mais encore la France. Depuis le 4 septembre, à Paris seulement, soixante-dix avocats occupent les plus hautes situations dans les ministères, même dans ceux de la guerre et de la marine. Trochu, le gouverneur de Paris, est aussi un fabricant de phrases. Il a une excellente plume de bataille pour confectionner des tartines. On ferait un volume avec les proclamations, ordres du jour, lettres, écrits par lui depuis la chute de l'empire. Aussi l'appelle-t-on le général Trop-lu. D'aucuns pensent que le moindre soldat, avec une bonne épée et non pas avec une plume de Tolède, qui livrerait constamment des combats sous les murs de Paris, afin d'épuiser l'ennemi en détail et de l'empêcher d'aller en province écraser les armées de secours qui ne sont pas encore complètement organisées, ferait beaucoup mieux les affaires de la France que cette espèce de rhéteur botté, éperonné et doré sur tranches, qui trempe son épée dans son encrier. Il commence à m'agacer, ce gouverneur de Paris. On dit que Bazaine est à Wilhemshohe, où se trouvent aussi l'impératrice et les maréchaux Canrobert et Lebœuf. A dater de ce jour, le gaz est rationné. Les cafés, magasins, etc., sont obligés de fermer à sept heures. Ils peuvent rester ouverts jusqu'à minuit à la condition de ne plus brûler de gaz. Dans les maisons particulières, on laisse les

becs ouverts jusqu'à dix heures. Le 15 décembre, il n'y aura plus un mètre de gaz. Il faudra bien revenir à l'huile et à la chandelle de nos aïeux. On commence à vendre des rats. Le prix varie de six à dix sous, suivant la grosseur.

JEUDI SOIR, 17 novembre. — Beau temps; pluie et neige dans la soirée. L'*Officiel* de ce matin publie un ordre du jour du général Bourbaki, qui nous apprend que les francs-tireurs du Nord ont capturé un convoi considérable escorté par une forte troupe prussienne. Dans cette rencontre, l'ennemi a perdu quatre cent soixante-cinq hommes. Ce succès, arrivant après la victoire d'Orléans, excite beaucoup d'enthousiasme. Une hirondelle ne fait pas le printemps, dit le proverbe. Si le gouvernement, enorgueilli par ces deux succès, qui, en définitive, ne changent pas essentiellement la position matérielle, voulait faire sa tête et refuser l'armistice que la Russie travaille en ce moment à faire accepter par la Prusse, il s'exposerait à perdre, dans Alexandre II, le seul ami de la France dans la crise actuelle. La Prusse victorieuse a pu emprunter, en un seul jour, un milliard en Angleterre. Avant Reichshoffen, il lui avait été impossible de placer son emprunt de cent millions de thalers. Jusqu'à Sedan, John Bull donnait bien ses sympathies à l'Allemagne, mais il n'osait risquer ses sous sur le jeu de Bismark. Aujourd'hui, il donne son cœur et sa fortune comme les héritières des comédies de Scribe. Enfin la police a fait saisir les gravures dont je vous parlais dimanche : ce

n'est pas malheureux. Le jour commence à se faire sur la capitulation de Metz. C'est bien la famine, et non la trahison, qui a forcé Bazaine à se rendre. On parle toujours d'une grande sortie. Elle tarde bien. Il est possible qu'on ne veuille rien entreprendre tant que l'on croira à la probabilité de l'armistice.—Une avalanche de rumeurs. Garibaldi forme rapidement une armée considérable dans les Vosges. Le général Michel remplace le général Cambriels. Le colonel Lafon, des francs-tireurs parisiens, aurait battu les Prussiens près du Bourget et leur aurait pris quatorze canons. J'en doute beaucoup. Les assiégeants auraient démasqué, sur les hauteurs de Châtillon, une batterie de cent dix-huit canons Krupp et commenceraient le bombardement dans quarante-huit heures. Je continue à n'en rien croire. Napoléon III aurait abdiqué en faveur de son fils. Le prisonnier de Guillaume peut bien signer toutes les abdications du monde, je crois que son fils ne franchira pas de longtemps le seuil des Tuileries. Vous êtes bien heureux là-bas. Sans être millionnaires, vous pouvez manger des pommes quand le cœur vous en dit. Ici, une petite méchante pomme se vend quinze sous ; une poire, de vingt à vingt-cinq sous. Ce matin, j'ai marchandé par curiosité, des pommes d'api. Elles étaient grosses comme des cerises. On a eu le toupet de me demander trois sous *pièce*. Décidément je passerai l'année 1870 sans mordre à une pomme. C'est un petit malheur.

Vendredi soir, 18 novembre.—Brouillard intense le matin et le soir. Beau temps dans la journée. Toujours la même chanson, canonnade des forts, fusillade des avant-postes. Quelques journaux anglais, arrivés hier au soir, nous donnent des nouvelles de l'extérieur. Mazzini serait à Tours, comme si Garibaldi ne suffisait pas pour compromettre la république aux yeux des rois et des peuples chrétiens. L'*Officiel* de ce matin nous apprend que Thiers est arrivé à Tours le 7 courant. Les négociations au sujet de l'armistice sont donc définitivement brisées. On affirme, cependant, que les puissances neutres continuent, en les accentuant davantage, leurs démarches auprès du roi de Prusse, afin d'arriver à poser les bases d'une paix prochaine. La Russie mobiliserait son armée, et déjà 427,000 hommes marcheraient sur la frontière prussienne. Le gouvernement accuse Pyat, Blanqui et Cie d'être les alliés de la Prusse et prétend que, le 28 octobre, Bismark annonçait, en donnant les noms des chefs, l'invasion de l'Hôtel de Ville du 31. Il paraît qu'à Tours, les solliciteurs de places sont plus nombreux que les volontaires. Tous les culotteurs de pipes des quatre-vingt-neuf départements, qui ont souffert sous le *tyran*, ce qui veut dire que sous l'empire ils ont ingurgité une quantité invraisemblable de bocks et de petits verres qu'ils ont rarement payés, viennent demander qui une préfecture, qui une perception. Ils se gardent de demander des fusils, car la sainte fraternité des peuples ne leur permet pas de verser le sang de leurs

frères prussiens. L'armée des Vosges cause beaucoup de mal aux ennemis en coupant les chemins de fer et interceptant les convois. Bonne nouvelle. La garnison de Verdun a fait une sortie et a mis en déroute 15,000 Allemands. Le général Michel remplace le général Cambriels à l'armée des Vosges, ce dernier ayant donné sa démission afin de ne pas servir sous Garibaldi. Canards nº 1. Napoléon III serait à Versailles et ferait son entrée triomphale à Paris, avec le roi de Prusse, le 2 décembre. Les Prussiens, à Lagny, auraient *crucifié* le maire et ses adjoints. Bismark, non content de l'Alsace et de la Lorraine, demanderait aussi la Cochinchine.

Samedi soir, 19 novembre. — Brouillard le matin, temps gris et humide l'après-midi. Forte canonnade des forts de Bicêtre, de Montrouge et de Vanves. L'*Officiel* de ce matin publie une dépêche de Gambetta, qui nous apprend que l'armée de la Loire a fait 2.500 prisonniers à la bataille d'Orléans. L'ordre règne maintenant à Marseille, Lyon, Toulouse, Perpignan et Saint-Etienne, toutes ces villes ayant enfin reconnu l'autorité de la délégation de Tours. Tant mieux si tout cela est vrai. Comme Gambetta est un natif des bords de la Garonne et qu'il a fait ses preuves comme baron de Crac, bien des gens se permettent de douter de l'exactitude des nouvelles qui nous viennent de Tours. Les pommes de terre se vendent en ce moment huit et dix francs le boisseau. Comme ce légume, qui se trouve encore en grandes quantités, est caché dans les caves

de messieurs les accapareurs, le gouvernement va mettre en réquisition toutes les pommes de terre de la capitale et les vendre lui-même à des prix raisonnables. C'est parfaitement juste. Le chiffre de la mortalité va toujours en augmentant. Dans la semaine qui a pris fin jeudi, le nombre des morts dépasse deux mille, dont cinq cent quatre-vingts de la petite vérole. Dans les ambulances, on ne compte que dix mille deux cent soldats et mobiles malades ou blessés. Si l'on songe qu'il y a en ce moment à Paris près de 600,000 hommes sous les armes, on trouvera ce chiffre bien peu élevé. On a tué, faute de fourrage et pour faire durer la viande fraîche plus longtemps, les animaux du Jardin d'acclimatation. Grâce au massacre de ces pauvres bêtes, les Parisiens pourront manger du lama, du daim, de la gazelle, du bison, de l'ours et de l'élan. Nous avons maintenant un nouveau marché, le marché aux rats, établi sur la place de l'Hôtel de Ville. Ils sont vivants dans des cages comme les lapins. Ce ne sont pas les pauvres mais les riches qui font hausser le prix de ces petits rongeurs. C'est une mode que de manger un salmis de rats. La sauce coûte probablement plus cher que le poisson. On dit que c'est un mets qui aurait fait venir l'eau à la bouche à feu Brillat-Savarin. C'est possible, mais j'aime mieux m'en tenir à mon morceau de bœuf bouilli ou de cheval rôti. On ne laisse plus sortir un seul étranger de Paris. Un certain nombre de *Britishers*, espérant que le siège de Paris ne durerait pas trois se-

maines, n'avaient pas voulu quitter la capitale. En bons Anglais, ils voulaient avoir des émotions. Aujourd'hui que nous en sommes au 63e jour de l'investissement et qu'il n'y a pas de raison pour que, le 1er janvier 1871, nous ne soyons pas dans la même position, puisque les assiégeants ne peuvent prendre Paris par la force et que l'intérêt de la défense est de tenir aussi longtemps que possible pour permettre à la France d'organiser l'écrasement de l'invasion, nos John Bulls, qui ne peuvent plus recevoir d'argent du *Old England*, commencent à faire piteuse figure. Vingt fois par jour, ils damnent Trochu, qu'ils appellent Bismark II. Cancans du jour. Bismark Ier aurait été empoisonné par un Polonais. Pour le roi Guillaume, il se contente de se coucher tous les soirs soûl comme 36,000 Polonais. Garibaldi, après avoir traversé le Rhin à la tête de ses corps francs, révolutionnerait la Bavière. On aurait découvert un complot qui devait faire sauter l'Hôtel de Ville.

DIMANCHE SOIR, 20 novembre.—Temps magnifique. Saint-Martin va-t-il enfin nous donner son fameux été de novembre, que nous appelons l'*été des sauvages?* Canonnade très vive et très efficace sur le Bourget. Reconnaissances heureuses sur la rive sud. Hier et avant-hier, une masse de maraudeurs, comme il en sort chaque matin des milliers dès que les portes sont ouvertes, qui s'est trop éloignée des forts, a servi de cible aux balles prussiennes. On parle de cinq cent cinquante morts. Ce chiffre est évidemment exagéré. Du

reste, quelque triste que soit la fin de ces malheureux, il faut bien avouer qu'ils appartenaient à la classe la plus abjecte de la société et qu'ils vendaient à l'ennemi des renseignements sur la situation de la capitale. Toujours les demi-mesures. On n'a pas osé saisir les gravures obscènes sur l'impératrice, on s'est borné à *prier* les papetiers de ne pas exposer dans leurs montres les nudités dont je vous parlais ces jours derniers. Ils peuvent continuer à les vendre à l'intérieur de leurs boutiques. Les clubs continuent à faire parler de leurs prouesses. Un énergumène, à la Salle Favié (Belleville), après avoir déblatéré pendant une heure contre les prêtres et la religion, a fini son *speech* en disant qu'il voudrait pouvoir escalader le ciel afin d'aller poignarder Dieu ! Quand l'impiété atteint ce degré de folie, on devrait tout simplement envoyer le blasphémateur à Charenton. Le journal ultra-rouge, *le Faubourien*, qui nous fait connaître les élucubrations des frères et amis des clubs de Belleville, consacre deux colonnes à faire l'éloge du courageux citoyen qui a enfin osé dire ce que pense la révolution du Dieu des chrétiens, de ce Dieu qui ne vaut pas mieux que Napoléon III ! Dans la même séance, le même club a condamné à mort l'empereur, Rouher, Emile Ollivier et Bazaine, et a engagé tous les patriotes à exécuter eux-mêmes l'arrêt de mort porté contre les suppôts du *tyran*. En bon français, cela veut dire que l'assassinat des chefs du parti impérialiste est le plus saint des devoirs. Heureusement que ces excentricités sinistres

ne rencontrent de partisans que dans une infime minorité aussi lâche qu'impuissante. Les bruits d'armistice renaissent depuis deux jours. On assure que l'attaque du moulin d'Orgemont, qui devait avoir lieu hier, à midi, a été contremandée par le général Trochu, à cause de l'arrivée, à Versailles, d'un courrier de cabinet apportant les propositions de paix des puissances neutres. Rumeurs de la journée. Les Français auraient remporté, près de Besançon, une grande victoire sur les Prussiens, qui auraient eu dix mille hommes hors de combat et laissé deux mille prisonniers entre les mains des vainqueurs. On continue à affirmer la marche triomphante de Garibaldi en Bavière, et on prétend même que le roi Louis aurait été obligé de s'enfuir de Munich.

Lundi soir, 21 novembre. — Beau temps le matin, pluie torrentielle pendant l'après-midi. Canonnade toute la journée. Des affiches officielles nous annoncent qu'à dater de demain nous serons mis au régime de la viande salée et du cheval. Il reste bien encore de la viande fraîche, mais on la conserve pour le service des ambulances et des hôpitaux. Bismark vient de publier une circulaire dans laquelle il essaie de démontrer que l'armistice, sans ravitaillement, aurait fait le bonheur de Paris et de la France. Décidément ce Richelieu d'outre-Rhin veut faire croire à l'Europe que des vessies sont des lanternes. A Versailles, la petite vérole fait des ravages effrayants. Depuis plus d'un mois, l'armée allemande perd de deux cent°

à trois cents hommes par jour. A la variole noire, contre laquelle il n'y a pas de remède, viennent se joindre la dyssenterie et le typhus. Le *Times*, dans son numéro du 9 courant, évalue à 30,000 le chiffre des morts causées par la maladie dans les troupes de Guillaume depuis l'investissement de la capitale. Le *Moniteur de Seine-et-Oise*, organe officiel du roi de Prusse, qui nous donne ces nouvelles, nous apprend aussi que M. Thiers, dans sa dernière visite aux cours de l'Europe, a chaleureusement plaidé la cause du pape. Qui aurait jamais pensé que le roi de Prusse publierait son journal officiel dans la ville de Louis XIV ? Aurait-on jamais cru que le dernier défenseur du pouvoir temporel serait M. Thiers, un voltairien de la plus belle eau ? Nous pouvons bien dire avec Racine :

Et quel temps fut jamais si fertile en miracles ?

Les nouvelles qui nous arrivent de la province continuent à être bonnes. Il y a maintenant dans les départements plus d'un demi-million d'hommes sous les armes. Ajoutez à ce chiffre les 225,000 mobiles et soldats de la ligne qui sont à Paris, je ne parle pas des 400,000 gardes nationaux qui gardent les remparts et les forts, et vous aurez une masse d'hommes égale à celle de l'invasion. On prétend qu'il faut encore quinze jours pour obtenir une artillerie de campagne capable de lutter avec celle des Prussiens. Donc, vers le 10 décembre, au plus tard, Paris sera en état de com-

biner son action avec celle de la province pour écraser les barbares du Nord. Racontars du jour. Un membre du gouvernement aurait dit, hier, que nous serions débloqués dans huit jours. Guillaume et Bismark auraient quitté Versailles, par crainte d'un mouvement de l'armée française sur le chef-lieu de Seine-et-Oise, disent les uns, tout simplement par peur de la petite vérole, disent les autres. L'armée de la Loire s'étant emparée d'Étampes, les troupes du général von der Thann seraient refoulées du côté de Versailles. Changarnier, qui était à Metz avec Bazaine, aurait obtenu des Prussiens, vu son grand âge, de n'être pas emmené en Allemagne comme prisonnier de guerre. Il serait à Tours en ce moment.

Mardi soir, 22 novembre. — Mauvais temps toute la journée. Aux avant-postes, escarmouches sérieuses à l'avantage des assiégés. L'*Officiel* de ce matin nous donne la réponse de Jules Favre à la circulaire de M. de Bismark. Le ministre des affaires étrangères prouve facilement l'insigne mauvaise foi du chancelier fédéral. Dans l'*Univers*, Louis Veuillot administre une jolie volée de bois vert au gouvernement, qui laisse encore étaler dans les passages les misérables gravures dont je vous parlais il y a quelques jours. Les négociations relatives à l'armistice semblent définitivement abandonnées. Aujourd'hui que l'on a les preuves que la province se lève sérieusement, on ne songe plus à une suspension d'armes. On ne veut que la guerre, et la guerre à outrance. On annonce la capitulation de Verdun et de

Neuf-Brisach. La chute de ces deux petites places était prévue et ne saurait influencer le résultat de la campagne de Paris. Le maire de la capitale nous fait savoir que, le 30 novembre, il ne sera plus fourni de gaz aux particuliers. On réserve ce qui reste de charbon pour l'éclairage des rues. Nous allons revenir à la chandelle et aux quinquets du bon vieux temps. Le chat continue à faire la fortune des petits restaurants. On assure que plus de 25,000 matous sont déjà tombés, des gouttières où ils prenaient leurs ébats, dans la poêle à frire où ils ont pris le nom de lapins. Esaü a vendu son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. On raconte que le directeur des Variétés a donné une entrée gratuite pendant un an à son théâtre pour une livre de gruyère. Voilà un monsieur qui a une furieuse passion pour le fromage. Les *on dit* du jour. Le général d'Aurelle de Paladines aurait remporté une nouvelle victoire près d'Orléans et aurait forcé l'armée du général von der Thann à mettre bas les armes. C'est trop beau pour être vrai. Le parti bonapartiste gagnerait beaucoup de terrain en province. On parle même de la restauration de Napoléon III comme d'une chose certaine. Je n'en crois rien. Dans les faubourgs, les ultra-radicaux, pour ameuter la populace contre le gouvernement de l'Hôtel de Ville, vont même jusqu'à dire que le général Trochu a cédé sa place à Napoléon III, qui est en ce moment le chef de la défense nationale sous le nom du gouverneur de Paris. Seulement, le vaincu de Sedan aurait coupé son impériale et fait

raser sa tête pour paraître chauve comme Trochu. Après celle-là, on peut tirer l'échelle.

MERCREDI SOIR, 23 novembre. — Pluie toute la journée. Le canon et la fusillade ont fait rage, mais pas d'engagement sérieux. Bonnes nouvelles d'Orléans. Gambetta annonce 200,000 hommes sur les deux rives de la Loire, avec une réserve de 100,000. Le 1er décembre, une nouvelle armée de 200,000 hommes sera prête à entrer en ligne. Aujourd'hui, pour la première fois, j'ai rencontré un homme qui criait de la viande de chien et de chat. En temps de siège, on ne se donne plus la peine de vendre du chien pour du veau, et comme Boileau, on appelle un chat, un chat. De toutes les viandes hétéroclites que nous ingurgitons depuis le commencement de l'investissement, la meilleure est incontestablement celle de l'âne. Sa chair est aussi tendre et d'un goût aussi agréable que celle de l'agneau. C'est un vrai festin de Balthazar quand on peut se procurer une tranche de maître Aliboron. Trochu lance ce matin un nouveau décret renvoyant devant la cour martiale les journalistes qui publieront les mouvements des troupes. Les déplorables indiscrétions de la presse prennent leur source à l'Hôtel de Ville. Comment espérer que les douze mauvais apôtres qui nous gouvernent garderont, avec leurs vingt-cinq ou trente secrétaires, le secret des opérations décidées en conseil? La discrétion est évidemment une vertu monarchique qui rappelle les plus mauvais jours du *tyran*. Est-ce que ce serait la peine d'être en républi-

que une et indivisible, si on ne peut pas bavarder un brin et prouver aux natifs des cafés que l'on a de belles connaissances dans les hautes régions du pouvoir? Aussi, le résultat le plus clair de tous ces propos indiscrets, c'est que les Prussiens, informés par les journaux de Paris qu'ils reçoivent chaque jour, ne se laissent jamais surprendre. M'est avis que Trochu doit commencer à avoir plein le dos de la clique d'avocats qui l'entoure et qu'un beau matin il pourra bien les faire jeter par la fenêtre par ses mobiles bretons, qui, du reste, ne demanderaient pas mieux. Le club des femmes de Batignolles, comme celui de Belleville, tient à faire parler de lui. Dans la séance de lundi, une citoyenne Cherrot a proposé, et l'assemblée a adopté à l'unanimité la résolution suivante : *Qu'une députation soit envoyée à l'Hôtel de Ville pour demander au gouvernement de fermer les maisons de prostitution ainsi que les couvents, les établissements conduits par les religieuses n'ayant jamais servi à autre chose qu'à faire des courtisanes.* Pas de commentaires possibles à propos d'une aussi sacrilège assimilation. Les articles de Paris, les bibelots, se vendent à très bon marché. Les petits fabricants, pressés par le besoin, vendent au prix coûtant, souvent même à perte. Celui qui aurait quelques billets de mille francs achèterait à bon compte un bel assortiment. S'il fait cher vivre, il en coûte aussi pour se chauffer. Le bois qui se vendait 2 fr. 75 les 100 livres, vaut maintenant 4 fr. 25, et le charbon de terre est monté de trois à cinq francs. Si le siège con-

tinue encore deux mois, nous n'aurons plus que l'embarras du choix, mourir de faim ou périr de froid. Qui vivra verra, ou plutôt mourra.

JEUDI SOIR, 24 novembre. — Temps gris, mais assez doux. Vives et sérieuses escarmouches à Bondy, où la garde nationale a reçu le baptême du feu. La milice citoyenne a combattu comme des soldats pour de bon et a refoulé les Prussiens dans cette forêt de Bondy, refuge des bandits au siècle dernier, qui retrouve dans les Prussiens ses hôtes d'autrefois. L'armistice revient sur l'eau. Bismark, inquiet de l'attitude de la province, serait beaucoup plus coulant sur les conditions. Rumeurs du jour. Révolution en Espagne. Dans un mouvement populaire à Madrid, Serrano aurait été tué, Prim emprisonné et la république proclamée. L'impératrice Eugénie se rendrait demain à Versailles pour signer un traité de paix. Napoléon III reviendrait en France avec les 325,000 soldats français prisonniers en Allemagne, ferait de Bourges la capitale de la France, et laisserait les Parisiens s'arranger comme ils voudraient dans leur ville, qui ne serait plus que le chef-lieu du département de la Seine. Je n'ai pas besoin de vous dire que c'est là un canard de la plus belle venue. Je souffre de la tête depuis ce matin. Je ne vous en écris pas plus long, car je vais me coucher.

VENDREDI, 25 novembre. — Temps sombre comme hier. Fusillade très vive entre les avant-postes du pont de Sèvres et les Prussiens établis à Brimborion. Un cancan d'une jolie force. Révolution à Londres. La

reine serait en fuite, la république proclamée et 200,-000 Anglais devraient débarquer à Calais pour tomber sur les Prussiens ! Je souffre toujours de la tête. Le matin, après le repos de la nuit, je suis assez bien, mais le soir il faut que je me couche de bonne heure.

Samedi soir, 26 novembre.— Pluie toute la journée. Pas de rapport militaire ce soir. A dater de demain, on ne pourra plus sortir de Paris. Les portes, constamment fermées, ne s'ouvriront que pour le militaire. Les maraudeurs ne pourront donc plus quitter la ville pour aller porter des renseignements à l'ennemi, et messieurs les journalistes, ne pouvant plus aller aux avant-postes, seront obligés de se taire sur les mouvements des troupes. Grand mouvement de mobiles et de régiments de marche de la garde nationale. On s'attend à une grande bataille sous les murs de la capitale. On parle toujours d'une restauration orléaniste. Sur ce sujet, les bavardages vont leur train. On dit que le comte de Paris est à l'Hôtel de Ville, et que deux mille de ses partisans sont cachés dans les caves et sous les combles du palais municipal ! ! Je souffre moins aujourd'hui, mais je ne vais pas encore très bien.

Dimanche soir, 27 novembre. — Beau soleil, temps doux. Rien à noter au point de vue militaire. Comme les Prussiens, nous avons la variole noire. Une danseuse, Mlle Bazzacchi, célèbre dans le monde des théâtres, a été enlevée en trois jours par cette terrible maladie. Les victuailles coûtent toujours les yeux de

la tête. Jambon, quatorze francs la livre. Le fromage, dix francs. Les œufs, un franc pièce. Depuis quelques semaines, plusieurs propriétaires de chevaux nourrissaient leurs bêtes de pain, qui coûte maintenant moins cher que le fourrage. Le gouvernement vient de défendre cet abus. Ceux qui ne pourront plus nourrir leurs chevaux les vendront au gouvernement, qui les fera abattre pour l'alimentation de la ville. On dit que l'on a fusillé hier trois cocottes qui faisaient l'espionnage pour le compte des Prussiens. Ma tête va mieux aujourd'hui.

Lundi soir, 28 novembre. — Temps sombre. Grands mouvements de troupes. Nous touchons au moment suprême. On dit que le prince Frédéric-Charles, battu près de Montargis, a été fait prisonnier. Je n'en crois rien. Je vous ai écrit aujourd'hui par ballon. J'ai la tête fatiguée et vais me coucher.

Mardi soir, 29 novembre. — Même temps qu'hier. Canonnade formidable pendant toute la nuit. Trochu et Ducrot sont sortis ce matin à la tête de 160,000 hommes. Jusqu'à présent ce mouvement a pleinement réussi. L'Hay, Thiais, Cœuilly, ont été repris sur les Prussiens par les Français, qui passent la nuit sur le champ de bataille. Les armées de province arrivent. On dit que le comte de Kératry, à la tête de 100,000 Bretons, est à huit lieues de Versailles. Guillaume et Bismark ont quitté cette ville en toute hâte. Grande est l'anxiété, grande aussi la confiance. Espérons que nous serons bientôt débloqués et que je pourrai enfin recevoir vos lettres.

Mercredi soir, 30 novembre. — Temps sec et très froid. Je n'ai jamais entendu un vacarme pareil à celui de la nuit dernière. Tous les forts tonnaient à la fois. Les Prussiens, refoulés sur toute la ligne, ont abandonné presque toutes leurs positions. On dit qu'un régiment saxon s'est rendu. Sept cents prisonniers viennent d'arriver au fort de Vincennes. Le général Trochu envoie une dépêche, ce soir, de son quartier de Champigny, annonçant que la journée a été excellente et que l'armée du général Ducrot a pu traverser la Marne tout en repoussant l'ennemi. Le gouvernement défend aux journaux de publier d'autre compte rendu des combats sous Paris que celui donné par le *Journal officiel.*

Jeudi soir, 1er décembre. — Froid très sec. Hier, outre les positions conquises sur l'ennemi du côté de la Marne, les Français se sont emparés du village d'Epinay, près de Saint-Denis. On y a fait cent trente prisonniers et pris deux mitrailleuses. Aujourd'hui, le canon n'a presque pas parlé. On enterre les morts et on relève les blessés. On dit que les Français ont perdu hier neuf à dix mille hommes, et les Prussiens vingt à vingt-cinq mille. Les voitures d'ambulance passent à chaque instant sur le boulevard avec les victimes de la bataille d'hier. On ne s'attend pas à une nouvelle action avant demain. Les charbonniers qui vendent à faux poids, passent de mauvais quarts d'heure. On a failli pendre celui qui demeure dans notre maison, parce qu'il avait donné quarante-cinq livres de bois

quand il avait reçu le prix de cinquante livres. La garde nationale est arrivée à temps pour rétablir la paix et emmener le charbonnier chez le commissaire de police. Quelques bonapartistes hallucinés espèrent toujours que Napoléon III fera son entrée à Paris demain, 2 décembre.

Vendredi soir, 2 décembre.— Un froid de loup. Au prix actuel du bois, il fait cher se chauffer. Depuis ce matin, à trois heures, on dirait un congrès de tonnerres. Les grosses pièces des forts donnent à la fois. C'est à devenir sourd. A trois heures après-midi, les estafettes commencent à arriver du champ de bataille. Elles traversent la ville en criant: *Bonnes nouvelles !* Au coin de la rue Drouot, un officier qui a quitté le combat à deux heures et demie, raconte à un groupe dont je fais partie que, refoulée le matin sous les forts, l'armée française a repris l'offensive à onze heures et a enlevé avec un entrain admirable les hauteurs de Villiers-sur-Marne et de Chennevières. On s'est battu pendant huit heures contre plus de 100,000 Allemands. Dans sa dépêche de ce soir, le général Trochu exprime sa satisfaction de la tenue et du courage des troupes, et déclare que la victoire d'aujourd'hui est beaucoup plus importante que celle d'avant-hier. Pas le moindre Napoléon aux portes de Paris et le 2 décembre est passé !

Samedi soir, 3 décembre.— Pluie à torrents, boue à botte que veux-tu. Silence sur toute la ligne. Comme avant-hier, on relève les blessés et on enterre les morts.

On dit que Bourbaki est à Senlis, à douze lieues de Paris. Une dépêche de Gambetta, datée du 3 novembre, nous apprend qu'après trois jours de combats heureux, l'armée de la Loire est arrivée à Montargis, à cent dix kilomètres de Paris. Si les armées qui viennent à notre secours ne rencontrent pas des forces ennemies trop nombreuses, nous pourrions bien être débloqués d'ici à huit jours. Quel bonheur de pouvoir enfin lire vos lettres, qui me font défaut depuis trois mois ! Les deux derniers ballons partis de Paris sont tombés, l'un en Hollande, l'autre à Christiania, en Norvége. Il est probable que vous recevrez une de mes lettres avec le timbre hollandais ou norvégien. Les affaires commerciales sont nulles en ce moment. Le nombre des boutiques fermées augmente chaque jour. La misère envahit les rues. On ne rencontre que mendiants et infirmes qui demandent du pain. Je crois que si nous ne sommes pas débloqués dans un mois, la position ne sera plus tenable.

Dimanche soir, 4 décembre. — Froid sibérien. Pas d'engagements sous les murs. Ce matin, l'armée du général Ducrot a repassé la Marne et est venue camper dans le bois de Vincennes. Il paraît qu'il n'entrait pas dans le plan de Trochu de garder les positions conquises dans les derniers combats et que le résultat que l'on cherchait a été obtenu. Nous autres, pauvres pékins, nous ne comprenons rien à ces combats glorieux qui nous laissent gros Jean comme devant. On nous a dit qu'il fallait avoir confiance dans le plan du général

Trochu, et nous continuons à croire au succès définitif de la campagne, bien que nous ne comprenions rien à ce qui se passe depuis huit jours. On évalue à vingt-deux mille, tués ou blessés, le chiffre des pertes dans les rangs ennemis, dans les journées des 29, 30 novembre et 2 décembre. Celles des assiégés ne dépassent pas six mille. Dans les bouillons, les prix sont doublés. Le pain et le vin seuls se vendent aux taux ordinaires. Les pauvres souffrent beaucoup par ce temps de froid extrême, le bois se vendant à cinq francs les 100 livres. Si le siège continue encore pendant un mois, la vie deviendra tout à fait impossible pour les petites bourses.

Lundi soir, 5 décembre.—Toujours un froid très vif. La retraite du général Ducrot produit une mauvaise impression dans la population. On se demande si Trochu va suivre l'exemple de Bazaine, qui faisait des sorties très brillantes, mais qui était toujours obligé de venir se réfugier sous les canons de Metz. Comme la capitale de la Lorraine, sommes-nous destinés à subir une capitulation ? Pas d'opérations militaires aujourd'hui. Le général Renault, le commandant Franchetti, des éclaireurs à cheval, ont succombé hier aux blessures qu'ils avaient reçues dans la journée du 2 décembre. Pas de nouvelles d'Orléans depuis trois jours. Ce silence devient inquiétant dans les circonstances actuelles. Notre salut dépend des armées de la province, surtout de celle de la Loire. Que deviennent les pigeons messagers ? Sont-ils dévorés par les éper-

viers et les faucons que les ennemis ont fait venir d'Allemagne pour leur donner la chasse? Depuis cinq jours, nous n'avons plus de gaz dans les maisons. C'est le pétrole qui est le dieu de la lumière, et la bougie est son prophète. Presque toutes les boutiques ferment à la tombée de la nuit. Les rues sont encore éclairées au gaz, seulement un bec sur trois. A six heures, la capitale a un air morne qui fait l'âme triste. Les cafés seuls restent ouverts jusqu'à minuit. Grâce aux lampes à pétrole, ils sont encore éclairés suffisamment. Les cafés font de l'or en ce moment. Comme le charbon est aussi rare que le merle blanc et que le bois se vend déjà six francs les 100 livres, tous les célibataires, et dans une ville assiégée ils composent la majorité de la population, puisqu'un très grand nombre de gens mariés, ayant envoyé leur famille en province avant l'investissement, sont célibataires *pro tempore*, vont passer leurs soirées au café, où, pour huit sous, il sont chauffés, éclairés, abreuvés d'une tasse d'excellent café, sans compter les journaux qui sont à leur disposition. Par ce temps de froidure et de siège, c'est donc une économie que de passer sa soirée au café. Les cabinets de lecture sont également encombrés, mais ils ne peuvent recevoir qu'une cinquantaine de personnes à la fois, tandis que trois à quatre cents personnes sont parfaitement à l'aise dans tous les cafés des grands boulevards.

Mardi soir, 6 décembre.—Toujours très froid. Mauvaise nouvelle aujourd'hui. Le général en chef de l'ar-

mée assiégeante, le comte de Moltke, a envoyé par un parlementaire une lettre au général Trochu, lui annonçant que l'armée de la Loire avait été battue et que les Prussiens occupaient de nouveau Orléans. Le commandant des forces ennemies offre de donner un sauf-conduit aux officiers que les autorités françaises voudraient envoyer pour vérifier cette défaite. Le gouverneur de Paris a répondu qu'il ne jugeait pas à propos d'employer le moyen proposé par le général ennemi, pour s'assurer de la vérité de la nouvelle communiquée par l'état-major prussien. On croit généralement que cet empressement du général en chef allemand de nous faire connaître le désastre d'une armée française, doit cacher un piège. D'abord, est-il bien vrai que l'armée de la Loire ait été battue ? En admettant comme vraie la dépêche de M. de Moltke, est-ce toute l'armée d'Aurelle de Paladines qui a été battue, ou seulement le corps d'armée chargé de défendre Orléans ? Dans le premier cas, ce serait un désastre de la plus haute gravité ; dans le second, nous n'aurions à déplorer qu'un fait de guerre tout à fait secondaire. Paris est très agité ce soir. Pourvu que la voyoucratie de Belleville ne cherche pas, comme au lendemain de la capitulation de Metz, à profiter de l'émotion publique pour tenter un coup de main contre le gouvernement. Rien sous les murs de Paris aujourd'hui.

Mercredi soir, 7 décembre. — La température s'est un peu adoucie depuis hier. Pas de rapport militaire aujourd'hui. L'émotion produite hier au soir par la

lettre de M. de Moltke, est calmée. La bourse ne s'est pas effrayée de la prétendue défaite de l'armée de la Loire. La rente n'a baissé que de vingt-cinq centimes. Nous continuons à être sans nouvelles de Tours, ce qui jette l'inquiétude dans la population parisienne, car nous n'osons pas dire, pas de nouvelles, bonnes nouvelles. Les rumeurs abondent. Le roi de Prusse, ne se sentant plus en sûreté à Versailles après la défaite de ses troupes sur les bords de la Marne, serait parti pour Reims. Napoléon III, si Paris succombe, ferait son entrée avec les troupes prussiennes. La guerre serait sur le point d'éclater entre l'Angleterre et la Russie à propos de l'éternelle question d'Orient.

Jeudi soir, 8 décembre. — Pluie et neige. Toujours même silence sous les murs de Paris. Ces messieurs de Belleville, qui faisaient un si beau tapage dans les premiers jours du siège et qui demandaient avec tant de violence des chassepots pour courir sus à l'ennemi, ont fait piteuse figure dans les dernières batailles. Soixante et un soldats des tirailleurs de Belleville sont traduits devant un conseil de guerre pour désertion devant l'ennemi. Le bataillon tout entier est licencié et son chef, Flourens, a été arrêté hier. Les frères des écoles chrétiennes se conduisent admirablement sur le champ de bataille. Chargés par les ambulances d'aller relever les soldats qui tombent dans la mêlée, ils accomplissent cette périlleuse mission avec un courage qui s'élève à la hauteur de l'héroïsme. *La Patrie en danger* a rendu le dernier soupir hier.

Comme le rossignol de Millevoye, Blanqui est maintenant sans voix.

Vendredi soir, 9 décembre. — Le froid, qui nous avait quittés pendant un jour, est revenu plus intense que jamais. Les forts semblent avoir pris l'habitude du silence. Nous sommes toujours sans nouvelles de la province. La défaite de l'armée de la Loire, annoncée avec tant de complaisance par M. de Moltke, demeure toujours à l'état de problême. Où est Bourbaki ? Kératry est-il réellement à Montlhéry ? On dit que d'Aurelle de Paladines est à Fontainebleau avec la droite et le centre de l'armée de la Loire. Malheureusement, ces bruits ne sont pas confirmés par l'*Officiel*, qui devient silencieux comme la tombe. Aucuns prétendent que le gouvernement a bien reçu des nouvelles, mais que ces nouvelles sont désastreuses, et que les chefs militaires, voulant faire une sortie désespérée, ne veulent pas décourager les soldats en leur faisant connaître les défaites des armées de la province. Cette rumeur doit être mise en circulation par les pessimistes. Autre cancan. Les Prussiens auraient évacué Versailles après avoir mis le feu au palais de Louis XIV. Je n'en crois pas un mot.

Samedi soir, 10 décembre. — Froid à pierre fendre. Rien comme opérations militaires. Toujours sans nouvelles de Tours. Les Prussiens nous ont envoyé de Versailles deux pigeons qui nous ont apporté des nouvelles désastreuses de la province. Ces dépêches, écrites dans un français allemand, font rire les Parisiens

au lieu de les effrayer. Cette vieille ficelle qui a réussi à Verdun n'aura jamais de succès à Paris. Les clubs continuent à faire parler d'eux. Celui de Belleville se fait surtout remarquer par ses accès de prétrophobie. Les jésuites sont toujours les bêtes noires. Les Bellevillois ont déclaré hier que Trochu et J. Favre (!) étant deux jésuites, la nation n'avait plus de confiance en eux.

DIMANCHE SOIR, 11 décembre.—Le froid de plus fort en plus fort comme chez Nicolet. Le prix du bois allant toujours en augmentant, nous serons bientôt obligés de rester couchés toute la journée si nous ne voulons pas mourir de froid. Quelques coups de canon du côté de Saint-Denis, mais pas d'engagement. Hier et aujourd'hui, panique à propos du pain. Les ménagères font émeute devant les boulangeries. Dans l'*Officiel* de ce soir, le gouvernement nous annonce que nous avons du pain pour quatre mois. Espérons que cette panique, causée par la crainte de voir le pain manquer à l'alimentation, ne se renouvellera plus. Toujours absence de nouvelles de la province. On dit que demain on fera une grande sortie. Il faut que l'on se décide à agir bientôt, car les provisions nous feront défaut avant longtemps. Nous avons bien, il est vrai, pour quatre mois de pain et de vin, mais ce genre de nourriture causera une telle mortalité chez les malades, les femmes et les enfants, que nous serons obligés d'ouvrir les portes de la capitale après un mois de ce régime.

Lundi soir, 12 décembre. — Dégel complet. Brouillard à couper avec un couteau. Le baron Saillard, ancien ministre plénipotentiaire, a succombé hier au soir aux blessures qu'il avait reçues à la bataille du 2 décembre. Bien qu'il fût bonapartiste, tous les journaux républicains rendent hommage à l'héroïsme qu'il a montré dans les derniers combats. On parle de dissensions sérieuses entre le général Ducrot et le général Blanchard, qui commande le deuxième corps de la deuxième armée de Paris. Ce qu'il y a de certain, c'est que le *Journal officiel* de ce matin annonce la dissolution du corps d'armée du général Blanchard. Dans la crise épouvantable que nous traversons en ce moment, si la discorde règne parmi les chefs militaires, Paris et la France devront bientôt subir la paix désastreuse que la Prusse veut imposer. Pas de nouvelles de Tours. Quelques coups de canon tirés par les forts, mais pas d'engagements.

Mardi soir, 13 décembre.—Pluie et brouillard. Pas de nouvelles ni de Tours ni de l'étranger. Les journaux n'entrent plus dans Paris. Dans les deux premiers mois du siège, presque chaque semaine nous recevions quelques journaux anglais; depuis un mois, pas une feuille étrangère ne parvient à franchir les lignes prussiennes. Il ne nous reste plus que les messagers ailés, qui nous font complètement défaut depuis douze jours. M. de Moltke aurait-il dit la vérité ? La victoire des Prussiens sur les bords de la Loire seraitelle à ce point foudroyante que le gouvernement de

Tours, obligé de chercher un refuge dans une ville du Midi, ne pourrait plus envoyer des pigeons au gouverneur de Paris? Ce silence obstiné inquiète la population parisienne, qui commence à voir l'avenir sous les couleurs les plus sombres. Beaucoup de rumeurs. On prétend avoir entendu, de l'autre côté de Versailles, la canonnade de l'armée de Bourbaki. M. Thiers serait à Paris depuis hier soir. Pourquoi? Serait-ce pour apporter des propositions d'armistice? Kératry et d'Aurelle de Paladines auraient fait leur jonction à Pontoise. Je parierais dix contre un qu'il n'y a pas un mot de vrai dans tous ces cancans.

Mercredi soir, 14 décembre. — Brouillard, temps doux. Tant mieux, car lorsque le bois se vend sept francs les 100 livres, il fait cher se chauffer. On parle de deux engagements dans la nuit d'hier. Le premier, à Boulogne, près de Saint-Cloud, aurait coûté 1,500 hommes aux Prussiens. Dans le second, les Allemands auraient tenté de reprendre le plateau d'Avron, occupé par l'armée de Paris depuis la bataille du 2 décembre. Repoussés par l'artillerie française, ils auraient perdu plus de 2,000 hommes. Le chiffre de la mortalité a augmenté de plus de quatre cents dans la dernière semaine. C'est surtout chez les femmes et les enfants que la mort fait le plus de victimes. Il ne saurait en être autrement, principalement pour les enfants, à cause de la rareté du lait, qui se vend à un prix inaccessible aux petites bourses. La misère va en augmentant. L'industrie et le commerce sont para-

lysés. On donne bien 1 fr. 50 par jour aux gardes nationaux, mais avec ce menu salaire, on ne peut manger que du pain et boire un demi-litre de vin. Pas de nouvelles de Tours.

JEUDI SOIR, 15 décembre.—Temps très doux; le thermomètre marque quinze degrés au-dessus de zéro. On a entendu le canon toute la journée. Les forts tiraient sur les ouvrages que les assiégeants ont réussi à élever par les brouillards de ces derniers jours. Trois pigeons sont enfin arrivés aujourd'hui avec des dépêches pour le gouvernement. Avec quelle impatience nous attendons l'*Officiel* de demain matin, qui doit nous donner des nouvelles de Tours, je n'ai pas besoin de vous le dire. En attendant, les rumeurs vont leur train. Orléans aurait été repris une seconde fois par l'armée de la Loire. Voilà une ville qui doit s'amuser médiocrement de faire ainsi la navette entre les Français et les Prussiens. Rouen serait occupé par les troupes du roi Guillaume. Pour la vingtième fois, Bismark aurait été assassiné par un Polonais. Nous saurons à quoi nous en tenir demain. Les prix des aliments continuent leur progression ascendante. Il faut avoir 25,000 francs de rente pour se payer une soupe aux choux. Ce légume qui, en temps ordinaire, se vend trois sous, vaut maintenant sept francs. Les poireaux se paient six sous pièce. Si cela continue, le seul moyen de vivre à bon marché sera de se manger les uns les autres. Gare à moi qui suis encore joliment gras!

VENDREDI SOIR, 16 décembre. — Temps très beau et

très doux. Canonnade des forts, mais pas d'engagements. L'*Officiel* de ce matin nous donne enfin les nouvelles apportées par les pigeons arrivés hier. M. de Moltke n'avait pas menti. Après avoir tenu pendant plusieurs jours contre les forces supérieures du prince Frédéric-Charles, le général d'Aurelle de Paladines a dû évacuer Orléans. Divisée en deux parties par cet échec, l'armée de la Loire compte encore 200,000 hommes. La moitié de ces forces, sous le commandement du général Chanzy, couvre Tours. L'autre, sous les ordres de Bourbaki, doit protéger Bourges et Nevers et empêcher le mouvement tournant que les Prussiens veulent opérer en Sologne. Amiens et Rouen sont tombés aux mains des Allemands. Le gouvernement de Tours s'est transporté à Bordeaux. Tout cela n'est guère rassurant. Paris ne peut plus compter que sur lui-même pour se débloquer. La population parisienne est affligée, non désespérée, de ces nouvelles douloureuses. On continuera la lutte quand même, et la capitale tiendra tant qu'il y aura un morceau de pain à manger. Il faut, coûte que coûte, retenir devant nos murs les 300,000 assiégeants qui iraient, si nous avions le malheur de capituler maintenant, aider le prince Frédéric-Charles à écraser les armées qui se forment en province. Le gouvernement réquisitionne aujourd'hui tous les chevaux, ânes et mulets. Cette mesure énergique nous assure 30,000 chevaux, qui nous donneront de la viande jusqu'au quinze février. Les légumes secs, les pâtes et le chocolat nous empêcheront de

mourir de faim jusqu'au quinze mars. D'ici là, il passera bien de l'eau et bien du sang dans les rivières de France et la victoire reviendra peut-être au drapeau tricolore. Dans quelques jours, les omnibus ainsi que les fiacres cesseront de circuler. Chevaux de louage, chevaux de luxe, tout sera mangé.

Samedi soir, 17 décembre.—Toujours un temps très doux. On trouve cela joliment bon de ne pas geler. Canonnade des forts, mais rien de sérieux. On parle de bombardement pour la semaine prochaine. Je continue à n'en rien croire. Il y a aujourd'hui trois mois que nous sommes investis. Je crois que c'est la première fois qu'une ville de deux millions d'habitants est assiégée pendant un aussi long espace de temps. Dans un centre comme Paris, où les cerveaux brûlés des quatre coins de l'Europe se donnent rendez-vous, il est réellement merveilleux que la tranquillité publique ait pu se maintenir si longtemps. Je ne parle pas de l'échauffourée du 31 octobre, qui n'a été que ridicule et qui n'a duré que quelques heures. Remarquez que nous n'avons plus de sergents de ville, que la police est faite par les citoyens. Le chiffre des crimes et délits de toute espèce a diminué de plus de 60 % ou des trois cinquièmes depuis que nous sommes assiégés. A quelque chose malheur est bon. Il n'y a qu'une seule *spécialité* qui ait augmenté depuis l'investissement, c'est l'ivrognerie. On ne travaille plus, tout le monde est garde national, on fait l'exercice deux fois par jour, ce qui altère énormément, à ce qu'il

paraît, on va chez le marchand de vin plus souvent qu'à son tour et l'on rentre chez soi plus ou moins *paff*. A Créteil, le chef du deux centième bataillon de la garde nationale, qui faisait le service des grand' gardes, était ivre avec la moitié de ses hommes. Un décret de ce matin a dissous ce bataillon trop soiffard. Il fait cher vivre en sybarite par ce temps de misère. Les œufs, 1 fr. 50 pièce. Le fromage, 18 francs la livre. Pour nous, gens de peu, nous mangeons du cheval, encore du cheval et toujours du cheval. Par-ci, par-là, un gigot de matou.

Dimanche soir, 18 décembre.— Très belle journée d'automne. Un monde énorme sur les boulevards. Rien comme opérations militaires. Le *Journal officiel* de ce matin publie une nouvelle dépêche de Gambetta, en date du 14, apportée par un pigeon. Pendant douze jours l'armée de la Loire a tenu en échec le prince Frédéric-Charles. Bien qu'elle ait été obligée de battre en retraite, c'est un fait de guerre considérable qu'une armée de recrues ait pu résister pendant douze jours aux meilleures troupes de l'Allemagne. Le général Chanzy, qui paraît être, d'après Gambetta, le véritable homme de guerre révélé par les circonstances, a su faire échouer le mouvement tournant du prince Frédéric-Charles. Au moment où il écrivait sa dépêche, Gambetta était à Bourges, travaillant avec Bourbaki à réorganiser les corps d'armée qui se sont repliés devant les troupes prussiennes. Chanzy est en parfaite sécurité dans le Perche, et prêt à reprendre l'offensive aus-

sitôt que l'armée de l'Auvergne aura fait sa jonction avec les forces de Bourbaki. En somme, la situation n'est pas mauvaise. Avec de la persévérance et de l'abnégation, la France peut encore espérer le triomphe définitif. Ici, nous allons mettre flamberge au vent avant trois jours. La fermeture de toutes les portes, signe précurseur de toutes les grandes sorties, est affichée sur les murs. Mardi ou mercredi, nous aurons certainement une tempête de balles et de boulets sous les murs de Paris. Toutes les voitures d'ambulance sont consignées pour demain. Le lieutenant d'artillerie avec qui j'avais fait une excursion *extra muros* pendant la bataille du 13 octobre, part à minuit, avec quatre batteries de mitrailleuses, pour aller occuper un poste qu'il ne connaît pas encore lui-même. Il ne le connaîtra que lorsqu'il aura dépassé la ligne des forts. C'est le seul moyen de garder le secret des opérations.

LUNDI SOIR, 19 décembre.—Temps sombre. Silence sur toute la ligne. Grands mouvements de troupes. On dit que d'Aurelle de Paladines a perdu son commandement depuis l'évacuation d'Orléans par son armée. Du reste, Gambetta ne fait plus mention de lui dans ses dernières dépêches. Autre rumeur. L'armée française aurait battu l'armée prussienne à Beaugency et aurait fait 15,000 prisonniers. La viande de chien et de chat continue à faire le bonheur des petites bourses. On voit maintenant dans les rues des petites voitures, avec clochettes pour appeler les passants, qui sont de vé-

ritables boucheries canines et félines ambulantes. La librairie au rabais, ne pouvant expédier ni en province ni à l'étranger, se donne presque pour rien. Avec cinq cents francs, on achèterait ce qui vaut trois mille francs au rabais, en temps ordinaire.

Mardi, 22 décembre. — Aujourd'hui, 27 février, je reprends mon journal, que le froid et les souffrances des dernières semaines du siège m'avaient obligé d'interrompre. Je mets au net les notes au crayon que j'ai prises depuis le 19 décembre.

Temps nuageux. Les mouvements de troupes ont continué toute la journée. Pendant la nuit, on a battu le rappel pour réunir les compagnies de marche de la garde nationale. On pense que le branle-bas général commencera cette nuit. L'affaire, si nous en pouvons juger par la masse de troupes qui sortent de Paris, sera plus sérieuse que celle du 2 décembre. Il est probable que la bataille durera deux ou trois jours. Fasse le ciel que la France soit enfin victorieuse et que nous soyons débloqués pour Noël! La mélasse, qui ne se vendait presque pas à Paris, fait maintenant les beaux jours des petits ménages. On fait de la trempette comme chez nous. Nous mangeons en ce moment du pain américain. Le boulanger de notre rue reçoit tous les jours des montagnes de quarts de farine portant l'estampille du Pacific-Mill, Wisconsin.

Mercredi, 21 décembre.—Froid très sec. On s'est battu du côté du Bourget. On a fait une centaine de prisonniers, mais le Bourget est resté aux mains de

l'ennemi. Sur le boulevard, on rencontre les voitures d'ambulance qui ramènent les blessés. Du côté de la Marne, on s'est emparé de Ville-Evrard, de Neuilly et de la Maison-Blanche. On s'attend à une grande affaire pour demain.

Jeudi, 22 décembre.—Froid sibérien. Contrairement à l'attente générale, pas le moindre combat sous les murs de Paris. Le bois devient très rare et se vend à des prix fabuleux. Nous entrons décidément dans la période aiguë du siège. On commence à construire quelques baraques sur le boulevard pour la vente du jour de l'an. Je crois que les petits marchands ne feront pas fortune cette année. Comme maintenant les rues sont peu ou point éclairées, on vend de petites lanternes que l'on accroche à la boutonnière de son paletot.

Vendredi, 23 décembre.—Toujours un froid excessif. Les mobiles occupent la Ville-Evrard depuis hier. Malheureusement, ils n'avaient pas fouillé le sous-sol de la maison. Dans la soirée, les soldats saxons, qui s'étaient cachés dans les caves, sont tombés à l'improviste sur les Français, et dans la bagarre le général Blaize a été tué. Revenus de leur surprise, les moblots ont massacré ou fait prisonniers les Allemands coupables de ce tour de Jarnac. La vie devient de plus en plus difficile pour les petites bourses. Une dinde se vend cent francs.

Samedi, 24 décembre.—Froid canadien. Les pauvres soldats, qui ne sont pas vêtus pour supporter une pa-

reille température, souffrent horriblement. Beaucoup sont morts de congélation depuis deux jours. On est obligé de faire rentrer les troupes dans Paris, car il est impossible de tenir la campagne par ce froid de quinze degrés. Tout est contre nous. Pendant vingt jours, on avait travaillé à faire les préparatifs d'une grande sortie, et voilà que le général Hiver force l'armée française à chercher dans les murs de la capitale un abri contre les rigueurs d'un froid impitoyable. Du reste, il paraît que les Prussiens, bien que mieux couverts que la garnison de Paris, souffrent aussi et que les morts causées par la congélation sont très nombreuses dans le camp du roi Guillaume.

Dimanche, 25 décembre. — Toujours un froid de loup. Combats d'avant-postes sans importance. Triste jour de Noël. Le ciel est gris, pas le moindre rayon de soleil. La poussière soulevée par le vent du nord vous aveugle. Rien de morne comme ce froid sans neige et sans soleil. Les églises sont pleines aujourd'hui. Autant d'hommes que de femmes, ce qui est rare à Paris. On se familiarise avec la viande de chien. Le pâté fait avec les *restes mortels* d'un azor quelconque, se vend quatre francs la livre. C'est assez cher, comme vous voyez. Pour moi, je mange du cheval une fois par jour. Il faut avoir des rentes pour se payer deux repas de viande. Le soir, je mange du pain sec avec du thé. Je n'ai pas besoin de vous dire que le beurre, se vendant quatre francs la livre, n'existe pas pour les petites gens comme moi.

Lundi, 26 décembre.—Toujours le même froid sibérien. Rien de sérieux comme opérations militaires. Je reste au lit aussi longtemps que possible, attendu qu'il est impossible de se chauffer, quand le bois est à deux sous la livre. Je vais au Collège de France et à la Sorbonne, les jours où il y a des cours. A quel degré d'abrutissement le siège peut réduire un homme! J'ingurgite des cours de mathématiques, de mécanique et une foule d'autres machines en *ique*, de sanscrit, de chinois, avec un courage dont je ne me serais jamais cru capable. Que n'écouterait-on pas pour avoir le droit de se chauffer? Heureusement que l'on n'est pas obligé de comprendre, autrement je serais fort empêché.

Mardi, 27 décembre. — Le froid continue avec la même intensité. Le bombardement, auquel je m'obstinais à ne pas croire, a commencé ce matin. Les forts de l'Est, de Noisy, de Nogent, ont été couverts d'obus En somme, peu de dommages matériels. Plus de bruit que de besogne. Les batteries du plateau d'Avron ont vigoureusement riposté à l'ennemi. Les Prussiens ont lancé hier plus de cinq mille obus.

Mercredi, 28 décembre.—Le thermomètre ne monte pas. Le bombardement des forts continue, mais avec moins de violence que pendant la journée d'hier. Je suis allé sur le boulevard. Peu de baraques et peu de jouets. On vend des chaussettes, des semelles en feutre et des espèces de bonnets de laine appelés passe-montagne. Si les marchands de bibelots sont peu nombreux, en revanche il y a autant de vendeurs

de journaux que de portes cochères. Sur le boulevard Montmartre, les cris et les boniments des détailleurs du quatrième pouvoir de l'État rendraient sourd un artilleur. Comme le commerce des livres et feuilles périodiques est libre depuis le 4 septembre, beaucoup d'enfants, de femmes et de vieillards trouvent dans ce petit négoce le morceau de pain et l'once de cheval qui doivent les empêcher de mourir.

Jeudi, 29 décembre.—Le froid ne diminue pas. Pendant la nuit, le général Trochu a fait évacuer le plateau d'Avron, qui, n'étant pas fortifié, n'était plus tenable pour les Parisiens. On a pu ramener sous les forts, sans perdre un seul homme, les canons et les munitions. Cette évacuation du plateau d'Avron produit une bien mauvaise impression dans le public. On se demande comment il se fait que cette position, occupée par les Français depuis le 2 décembre, n'a pas été mise, par des travaux en terre et des casemates, à l'abri des bombes prussiennes? Les Allemands n'ont pas mis vingt-six jours à rendre Châtillon, Meudon et Montretout imprenables. Le général Trochu perd chaque jour de sa popularité. Je le crois un très honnête homme, mais il fait trop de proclamations. C'est un avocat habillé en général. On commence à croire qu'il n'est pas à la hauteur des circonstances. En définitive, il n'avait d'autres titres à la haute position qu'il occupe aujourd'hui que la critique qu'il a faite de l'armée française en 1867. Il prouvera une fois de plus la vérité du vers classique:

La critique est aisée et l'art est difficile.

Le bombardement des forts continue, mais sans causer de dommages sérieux.

Vendredi, 30 décembre.—Le thermomètre reste *in statu quo*. Canonnade à grand orchestre pendant toute la nuit. Heureusement que nous sommes habitués à ce tapage tonitruant comme les chiens à aller tête nue, et que nous n'en dormons pas moins bien. Ce sont surtout les forts de l'Est qui servent d'objectifs aux Prussiens. Quelques artilleurs ont été blessés, mais les forts ne sont pas endommagés. Le commerce des crêpes prend chaque jour une plus grande extension. A tous les coins de rues on en vend à deux sous pièce. Comme il n'y a plus ni œuf, ni lait, ni beurre, on remplace le lait et les œufs par l'huile, et le beurre par la graisse de cheval. C'est tout simplement horrible à sentir. Pour le goût, je ne saurais vous en parler, car je n'ai pas eu le courage d'affronter ce mets *oléo-chevalin*.

Samedi, 31 décembre.— Toujours même persistance du froid. Le bombardement continue avec la même intensité sans faire beaucoup de mal. Les Parisiens ne sont nullement effrayés de cet ouragan de fer, qui, du reste, n'a pas encore atteint le mur d'enceinte. On vend maintenant du boudin de cheval. Comme cela coûte moins cher que la viande, j'ai essayé d'en manger. C'est tellement nauséabond, qu'il m'a été impossible d'en avaler une bouchée.

Dimanche, 1er janvier 1871.—Froid noir. Nous com-

mençons l'année au son d'une canonnade enragée. Les grosses pièces de marine des forts et des redoutes du Moulin-Saquet et des Hautes-Bruyères répondent énergiquement au feu des assiégeants. C'est une chaîne non interrompue de coups de tonnerre depuis le matin jusqu'à deux heures de l'après-midi. A dater de ce moment, les coups ne se suivent plus que de cinq minutes en cinq minutes. Cependant les rues de Paris sont pleines de gens qui font leurs visites. On se presse la main, on s'embrasse avec une gaieté qui n'a pas l'air d'entendre le grondement formidable des canons Krupp. Je pense au pays et à la famille, et au jour de l'an canadien. Reverrai-je jamais le ciel de la patrie? Dieu seul le sait. Pour mes étrennes, j'ai mangé du chien. Ce n'est pas mauvais. Pourtant il faut se faire violence pour avaler les premières bouchées de l'*ami de l'homme*, car nous avons une répugnance instinctive pour cette viande. On vend au prix de quatre francs la livre une espèce de tête de cochon en fromage. Ça vous empeste à cent mètres. De quelles substances hétéroclites peut bien se composer cette ratatouille infernale? Je n'ai pas besoin de vous dire que le porc n'existe plus depuis longtemps dans la bonne ville de Paris.

Lundi, 2 janvier.—Froid de chien et repas de chien. Bombardement d'une violence incroyable sur le fort de Nogent, qui a reçu plus de six mille obus pendant la journée. Les dommages matériels ne sont pas considérables. Seulement trois hommes tués et douze

blessés. Mais quel vacarme ! La population est toujours tranquille. Nous sommes rationnés à deux onces de cheval par jour. J'ai ma carte de rationnement délivrée par la mairie du dixième arrondissement. C'est un spectacle triste, mais en même temps admirable, de voir avec quelle patience, avec quelle résignation, par ce froid de quinze degrés, les pauvres femmes des faubourgs font queue pendant trois ou quatre heures à la porte des boucheries municipales, les seules ouvertes depuis deux mois, pour obtenir cette maigre portion de trente grammes de cheval. Le chien, le chat et le rat, n'étant ni réquisitionnés ni rationnés, deviennent forcément la nourriture des pauvres diables.

Mardi, 3 janvier. — Froid de loup. Escarmouche sans importance près de Groslay. Le fort de Rosny a été aujourd'hui l'objectif des Prussiens, qui l'ont couvert d'obus. Le bois manque complètement. On commence à couper les arbres des bois de Boulogne et de Vincennes pour les ambulances. On annonce que, dans quelques jours, le gouvernement, en faisant abattre les arbres des promenades publiques, pourra fournir du bois à la population. En attendant, les petites et les moyennes bourses ne peuvent plus se chauffer. Pour les riches, ils achètent au poids de l'or, chez les fabricants de meubles du faubourg Saint-Antoine, les bois de chêne, de buis, d'acajou, etc., employés dans l'ébénisterie. Bien à plaindre sont les familles pauvres qui ont des enfants en bas âge, des malades et des vieil-

lards. La mortalité augmente dans une proportion énorme : plus de quatre mille par semaine. Et nous ne sommes qu'au commencement de la période aiguë du siège. On prétend que nous pouvons tenir jusqu'au 15 mars. A cette époque, la moitié de la population sera morte de faim et de froid.

Mercredi, 4 janvier. — Le froid ne veut pas nous faire grâce d'un seul degré. Le bombardement fait rage sur les forts de l'Est. Trochu, qui était un dieu dans le mois de septembre, est traîné aux gémonies par les journaux. On se demande, et avec raison, il me semble, pourquoi il n'a pas fait des sorties continuelles pour harceler l'ennemi et le retenir sous les forts. En définitive, nous ne savons pas si nous sommes investis par 300,000 Allemands, ou si le gros de l'armée prussienne n'a pas quitté les environs de Paris, en laissant seulement quatre hommes et un caporal pour faire le blocus de la capitale, afin d'aller porter secours au prince Frédéric-Charles, qui est serré de près par Chanzy. Voilà bientôt quatre mois que nous sommes assiégés, et Trochu n'a fait que cinq sorties. On commence à faire des caricatures et des chansons sur le fameux plan du gouverneur de Paris. Pour moi qui suis tout à fait étranger aux choses militaires, je ne me permets pas de critiquer notre commandant en chef, mais j'avoue que je ne comprends plus rien au système de défense adopté par l'Hôtel de Ville.

Jeudi, 5 janvier.—La neige qui a tombé toute la

journée a un peu diminué le froid. Le bombardement des forts d'Issy, de Vanves et de Montrouge se continue avec une intensité incroyable. Au coin du boulevard de Strasbourg, vers quatre heures de l'après-midi, un capitaine de la garde nationale annonce à un groupe dont je fais partie que les obus des Prussiens ont franchi le mur d'enceinte et sont tombés dans la rue Daguerre, près du cimetière Montparnasse. Une maison a été effondrée, et une femme et deux enfants ont été tués. Le récit du capitaine ne rencontre que des incrédules. Je continue ma route jusqu'à la rue Drouot, devant la mairie du neuvième arrondissement, où se tient un véritable club en plein vent. Un garde national vient annoncer que les bombes des assiégeants sont tombés à Plaisance, à l'extrémité du quartier latin. Ici, on se montre encore plus incrédule que sur le boulevard de Strasbourg. On traite de Prussien le malheureux qui a apporté cette mauvaise nouvelle et on le conduit au poste. Nous saurons demain ce qu'il y a de vrai dans ce commencement du bombardement de Paris, car, jusqu'à ce jour, les forts seuls ont été atteints par les projectiles de l'ennemi.

Vendredi, 6 janvier. — Le temps s'adoucit un peu. C'est malheureusement trop vrai, le quartier latin a reçu le baptême du feu. Les obus prussiens ont tué six personnes à Plaisance. Aujourd'hui, le bombardement, commencé hier, continue à faire rage. Les Parisiens n'en sont pas autrement effrayés. Comme les canons Krupp ne peuvent atteindre que le côté sud, la

plus grande partie de la capitale restera toujours à l'abri des projectiles allemands, et si le bombardement de la rive gauche devient trop violent, les habitants viendront chercher un abri sur la rive droite. On prétend qu'il y a de bonnes nouvelles de la province: Chanzy aurait battu le prince Frédéric-Charles. Le commandant de l'armée de la Loire est maintenant l'idole des Parisiens, qui lui prêtent le génie de Napoléon Ier pour avoir le plaisir de démolir Trochu, qui vient de déclarer officiellement qu'il ne capitulera pas. Je crois que cette déclaration du gouverneur de Paris est une imprudence. Le commandant en chef d'une ville de deux millions d'âmes ne doit pas dire qu'il ne capitulera jamais, car il arrive toujours un moment où il faut mettre bas les armes devant ce général invincible qui s'appelle la famine. Trochu a voulu avoir sa petite phrase à sensation comme son collègue Jules Favre, qui a été porté aux nues parce qu'il a écrit: "Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses." Un homme politique ne doit pas brûler ses vaisseaux. En le faisant, Jules Favre se trouvera obligé, pour ne pas se désavouer lui-même, de faire une guerre à outrance, que ne permettront peut-être plus les ressources épuisées de la France.

Samedi, 7 janvier.—Température assez douce. Après-midi, je suis allé au quartier latin. Près du jardin du Luxembourg, un obus, lancé de Châtillon, c'est-à-dire à une lieue et demie de Paris, est venu éclater sur le boulevard Saint-Michel, à deux cents pas devant moi.

Il a tué un cheval attelé à un fiacre, fracassé la tête d'une pauvre vieille femme qui est morte sur le coup, et démoli la devanture d'un marchand de vin. Je n'ai pas jugé à propos d'aller plus loin et je suis revenu chez moi, me promettant bien de ne plus traverser la Seine tant que durera cet infernal bombardement. La coupole du Panthéon a été atteinte par les projectiles prussiens, ainsi que la tour de Saint-Étienne-du-Mont. Les bonnes nouvelles de la province qui circulaient hier ne se confirment pas. Voilà bientôt un mois que nous sommes sans dépêches de Gambetta. Tout cela n'est guère rassurant. Les ultra-radicaux, ennemis jurés de Trochu, font courir le bruit que c'est lui qui fait bombarder Paris par les forts, afin de hâter la capitulation de la capitale et de rétablir Napoléon III. C'est stupide, mais il y a des imbéciles pour avaler cette bourde. Ce bombardement de Paris nous a pris par surprise. C'est une loi de la guerre qu'avant de bombarder une place qui renferme une population civile, l'assiégeant doit notifier quarante-huit heures à l'avance le commandant de la ville assiégée, afin que les femmes, les enfants et les vieillards puissent chercher un refuge en dehors des murs. M. de Bismark, l'homme qui a dit : *La force prime le droit*, ne se gêne pas pour si peu. Du reste, cette dépense de ferrailles n'avance pas la reddition de Paris de cinq minutes. Tant que nous aurons une bouchée de pain à manger, nous tiendrons quand même, en dépit de tous les canons Krupp du monde.

Dimanche, 8 janvier.—Le froid semble vouloir revenir. Nous avons enfin des nouvelles de la province. Gambetta nous annonce que Faidherbe a remporté, le 3 courant, à Bapaume, une grande victoire sur les Prussiens. Chanzy réussit à maintenir le prince Frédéric-Charles sur la rive gauche de la Loire. Cela ne nous suffit pas, car si l'armée de la Loire ne vient pas à notre secours, il faudra bien que nous succombions, puisque le pain nous manquera bientôt. Il est dejà noir et lourd comme le pain de seigle. On annonce qu'il sera rationné à partir de demain. Nous n'aurons plus que trois cents grammes par personne. Le bombardement a fait rage toute la journée. Au point de vue de la capitulation de Paris, c'est tout à fait inoffensif. Malheureusement, il y a chaque jour une dizaine de victimes. Déjà, au quartier latin, on descend dans les caves, espérant y trouver un refuge contre les obus. Tout ce qui est comestible atteint des prix insensés. Les rats d'égoût, qui sont les plus recherchés parce qu'ils sont plus gros et plus gras que les autres, se vendent maintenant trois francs pièce. Un chat vaut vingt-cinq francs. Le chien continue à se vendre à des prix moins exagérés. On annonce la mort de Prim, tué par les républicains de Madrid. Veuillot prétend que l'homme qui a mis fin aux jours de ce trop célèbre conspirateur, a volé la potence. M'est avis qu'il a raison.

Lundi, 9 janvier.— Le temps est redevenu très froid. Aujourd'hui le bombardement a été effrayant : c'est

une véritable pluie d'obus monstrueux qui est tombée sur le quartier latin. Comme les projectiles prussiens, en éclatant dans l'air, font un bruit aussi retentissant que les grosses pièces de marine, nous avons eu un véritable tonnerre à jet continu pendant toute la journée. Je suis sorti vers quatre heures. Sur le boulevard de Sébastopol, on rencontre de pauvres familles éplorées traînant dans des petites charrettes leurs matelats, sur lesquels reposent les enfants. Elles viennent chercher sur la rive droite un refuge contre les bombes du roi Guillaume. C'est un spectacle navrant de voir, par cette température sibérienne, tous ces pauvres petits enfants, grelottant de faim et de froid, traînés par leurs parents, qui vont demander un abri de maison en maison. Je dois dire que tout le monde s'empresse de leur donner asile. Notre maison a reçu sa part des émigrants de la rive sud. Nous avons une pauvre femme, folle de douleur: sa fille aînée, âgée de vingt ans, a été coupée en deux, avant-hier, par un obus qui est tombé sur leur maison et a éclaté dans la chambre où se trouvait la malheureuse victime. Pour sauver les quatre enfants qui lui restent, elle a dû quitter son logement. La guerre est une chose horrible. Quand on ne fait que lire l'histoire des conquérants, on se laisse facilement prendre au miroitement de la gloire militaire. Mais quand on a vu de près les ravages et les désastres causés par la guerre, on se demande avec effroi quel nombre incalculable de misères sans nom, de douleurs inénarrables, de morts épouvantables, il

faut à un conquérant pour tresser ce qu'on est convenu d'appeler la couronne du vainqueur.

MARDI, 10 janvier.— Moins froid qu'hier. Engagement sans importance du côté de la Malmaison. Aujourd'hui, les Prussiens ont lancé plus de cinq mille obus sur Paris. Cet ouragan de fer n'a pas produit les résultats que l'ennemi espérait. Une maison a pris feu, mais en moins d'une heure, ce commencement d'incendie a été éteint. Douze personnes ont été tuées. C'est bien triste de voir douze créatures humaines anéanties par ces projectiles de l'enfer, mais, au point de vue général de la défense, c'est absolument insignifiant. Si les Allemands comptent sur le bombardement pour précipiter la chute de Paris, ils se trompent étrangement. La faim seule pourra leur ouvrir les portes de la capitale. Les richards seuls peuvent manger de la viande. Le bœuf d'Australie conservé dans des boîtes de ferblanc, se vend vingt francs la livre. Un chou ordinaire vaut aujourd'hui dix-huit francs.

MERCREDI, 11 janvier. — Le froid s'obstine à nous faire geler. Le bombardement de la rive gauche a continué sans interruption pendant toute la journée. Huit personnes ont été tuées, et une vingtaine plus ou moins dangereusement blessées. Nous souffrons beaucoup de la mauvaise nourriture. Le pain, dans la composition duquel il n'entre plus que 20 % de blé, est un mélange de riz, de pois, de haricots, de lentilles, avec assaisonnement de paille. Si nous devons être soumis à ce régime pendant encore un ou deux mois, je crois que je

ne pourrai y résister. Nous avons mangé presque tous les chevaux de fiacre. En temps ordinaire, on compte à Paris douze à quinze mille fiacres et voitures de remise. Aujourd'hui, il n'y en a plus quatre cents. C'est presque une curiosité de voir une voiture de louage dans les rues de la capitale. Les omnibus continuent encore leur service, mais ils ont diminué de moitié le nombre de leurs départs.

Jeudi, 12 janvier.—Un peu moins froid qu'hier. Le bombardement continue avec la même rage et fait toujours des victimes. Quelques incendies, allumés par les obus prussiens, éclatent du côté de la Halle aux vins, mais on se rend facilement maître du feu. On pense que le but de ce bombardement, qui produit si peu d'effet au point de vue militaire, est d'effrayer la population parisienne, afin de l'empêcher de faire une sortie et de profiter de cette panique pour détacher de l'armée d'investissement quelques corps de troupes, afin d'aller au secours du prince Frédéric-Charles, qui semble menacé par Chanzy. Le chiffre de la mortalité continue sa progression ascendante, quatre mille six cents la semaine dernière. Dans les pharmacies, un certain nombre de drogues sont épuisées, et les malades à qui elles sont indispensables, doivent nécessairement succomber. Le lard se vend vingt-cinq francs la livre, et le jambon cinquante francs.

Vendredi, 13 janvier. — Le temps s'adoucit. Pluie d'obus et de bombes incendiaires sur le quartier latin. Les pauvres habitants de la rive gauche continuent

à déménager. On les rencontre sur les boulevards, les femmes pleurant, les enfants criant la faim et le froid. Tout cela est bien triste. On commence à perdre espérance et une anxiété bien proche du découragement étreint toutes les poitrines. Personne cependant ne songe à se rendre, et il se ferait un mauvais parti celui qui parlerait d'ouvrir les portes à l'ennemi. On tiendra jusqu'à la dernière bouchée de notre affreux pain noir, non pas dans l'espoir du triomphe, mais seulement pour avoir le droit de dire : Nous avons tout perdu fors l'honneur.

Samedi, 14 janvier.—Le temps est presque doux. On a fait du côté du Moulin-de-Pierre une sortie qui n'a pas réussi. On se plaint beaucoup du général Trochu, qui ne fait des sorties que de quatre à cinq mille hommes, quand il a 300,000 soldats, mobiles et gardes nationaux mobilisés, avec douze cents pièces de canon. On l'accuse hautement de trahison. J'avoue que je ne comprends plus rien à son fameux plan. Si, depuis que nous sommes investis, on avait fait une ou deux sorties par semaine, on aurait certainement mis 100,000 Prussiens hors de combat. Comment se fait-il que le gouverneur de Paris s'obstine à demeurer dans l'inaction ? Il sait pourtant bien que les provisions s'épuisent rapidement et que, dans un mois, six semaines au plus, nous n'aurons d'autre alternative que la capitulation ou la mort par la faim. Je laisse à de plus grands élèves que moi le soin de résoudre ce problème.

Dimanche, 15 janvier. — Temps doux, brouillard

épais. Canonnade d'une violence extrême, qui fait toujours quelques victimes de l'autre côté de l'eau. On parle d'une grande sortie. Si elle doit avoir le même résultat que les précédentes, si, vainqueur le matin, on doit, le soir, *se replier en bon ordre*, autant vaut rester dans les murs. Le beurre frais se vend soixante francs la livre. Cette abominable ratatouille que l'on appelle du boudin de cheval, vaut aujourd'hui huit francs la livre. Le chien augmente aussi de prix. On le paie à présent huit francs la livre. Un œuf se vend trois francs.

Lundi, 16 janvier.—Le temps s'est refroidi. Pas de nouvelles de l'extérieur. Bombardement sur toute la ligne sud et, comme tous les jours, réponse des forts, qui réussissent à démolir une batterie ennemie de temps en temps. Nous sommes très inquiets, car le dénoûment, et quel dénoûment ! approche. La province viendra-t-elle enfin à notre secours ? Parmi les enfants, la mortalité est énorme. Tout cela n'est pas gai et l'avenir nous apparaît sous les couleurs les plus sombres.

Mardi, 17 janvier.—Même température qu'hier. Aujourd'hui, le bombardement a été moins violent. Les forts de Vanves et d'Issy ont seuls été attaqués avec acharnement. Le gouvernement devient de plus en plus impopulaire. L'avocat Ferry, qui a succédé à M. Haussmann, comme préfet de la Seine, commet sottise sur bêtise. Ce républicain, qui n'a rien de l'austérité lacédémonienne, est une espèce de gandin qui connaît

beaucoup mieux les cabinets particuliers de la Maison-Dorée que les besoins d'une population assiégée et affamée. Aussi jouit-il d'une impopularité qu'il n'a pas volée. Le sucre devient très rare. La cassonade brune, de la plus basse qualité, se vend 1 fr. 50 la livre. Un pâté de lièvre d'une livre est payé 75 francs. Une petite boîte de sardines, comme celles qui se vendent 1 chelin chez nous, vaut aujourd'hui 15 francs.

MERCREDI, 18 janvier.— Brouillard. Les obus allemands ont mis le feu à la Halle aux vins. Heureusement qu'on a pu maîtriser l'incendie en peu de temps. Un décret de M. Magnin, ministre du commerce, offre une prime de vingt-cinq francs à tout citoyen qui dénoncera les personnes qui ont en leur possession plus de quatre livres de farine. Tous les journaux éreintent le dit ministre Magnin à propos de ce décret, qui rappelle les plus beaux jours de 93, à cette bienheureuse époque où fleurissait la loi des suspects. On a horreur aujourd'hui de cet encouragement donné aux délateurs. Le fils de l'amiral Saisset a été tué au fort de Montrouge. Tout le monde partage la douleur du père, qui est très populaire à Paris. On va faire une grande sortie demain. Sur le boulevard de Sébastopol, j'ai rencontré plusieurs régiments de marche de la garde nationale. Les femmes, les enfants leur font la conduite, comme lorsque, dans le mois de juillet dernier, les soldats de l'Empire allaient s'embarquer au chemin de fer de l'Est. Puisse cette sortie être plus heureuse que celles qui ont été tentées jusqu'à ce jour !

Jeudi, 19 janvier.— Temps très doux. Le bombardement est presque nul aujourd'hui. Nous avons d'excellentes nouvelles de l'expédition du général Trochu. On s'est emparé de Montretout, Garches et Buzenval. Sur le boulevard, toutes les figures sont radieuses. On dit que les Français coucheront demain à Versailles et qu'ils donneront la main à l'armée de Faidherbe, qui est à Montléry. Si ce beau rêve se réalise, la position sera sauvée. Je le désire, mais je n'ose l'espérer. Nous avons réellement besoin que notre situation prenne fin. Les prix de tout ce qui se mange atteignent des proportions insensées. Une livre de fromage de Gruyère se vend trente francs; un poireau vaut deux francs; une échalote, un franc; un boisseau de pommes de terre est payé cinquante francs, et un boisseau d'oignons, quatre-vingts francs; un lapin, soixante francs; un lièvre, quatre-vingts francs; une dinde, cent quatre-vingt-dix francs; un canard, quarante francs; un pigeon, dix-huit francs; une oie, cent cinquante francs; une poule, cinquante francs; pâté de bœuf et porc, cinquante francs la livre; pâté de cheval, vingt-cinq francs la livre; le bois se vend douze francs les cent livres; le charbon, quinze francs les cent livres.

Vendredi, 20 janvier.— Temps froid. Le bombardement a repris avec beaucoup de vigueur. Notre joie a été de courte durée. Nous apprenons que, dans la la soirée d'hier, le général Trochu a dû abandonner toutes les positions conquises dans la matinée. Il a fait des pertes considérables, puisqu'il demande un

armistice de quarante-huit heures pour relever ses blessés et enterrer ses morts. Sur les 150,000 hommes qui sont sortis, 25,000 seulement ont donné, les 125,000 autres n'ont pas brûlé une cartouche. Pourquoi? Je n'y comprends rien. Pensez si les cris: *A la trahison !* sont plus nombreux que jamais. Un malheur ne vient jamais seul. Un pigeon est arrivé ce matin. Il nous apprend la défaite de Chanzy, qui, après avoir laissé 28,000 prisonniers et 12 batteries de canons aux mains de l'ennemi, a été obligé de se réfugier derrière la Mayenne. Dans l'Est, Bourbaki tient encore. A moins d'un miracle, tout est décidément bien perdu.

Samedi, 21 janvier.— Temps doux. Le bombardement continue avec une grande violence. Le mécontentement est général contre Trochu, qui n'a pas su, depuis cinq mois, remporter une seule victoire. Où sont les acclamations enthousiastes du 13 septembre, quand il passait en revue les gardes nationaux? Mais où sont les neiges d'antan? Hier soir, les clubs de Belleville et de la Villette ont été d'une violence extrême contre les hommes du 4 septembre; on craint une émeute. La misère va augmentant chaque jour En ce moment, le gouvernement nourrit gratuitement 623,000 personnes. Quand je dis nourrit, j'entends qu'il les empêche à peu près de mourir de faim, en leur donnant quelques onces de riz et une demi-livre de pain noir. Trochu avait déclaré officiellement qu'il ne capitulerait jamais. Le gouvernement vient d'abolir la position de gouverneur de Paris. Le général Trochu

n'est plus que le président du gouvernement de la défense nationale. Aucuns disent que tout ce tripotage n'est fait que pour ne pas mettre Trochu dans l'obligation de signer la capitulation, qui est prochaine maintenant. Nos chefs militaires jouent de malheur. Ducrot, le 29 novembre, lançait une proclamation flamboyante dans laquelle il jurait qu'il ne rentrerait à Paris que mort ou vainqueur. Il n'a pas été victorieux, et bien loin d'être mort, il se porte aussi bien que le Pont-Neuf. Trochu devra signer, sinon comme gouverneur de Paris, du moins comme chef du gouvernement, la capitulation que la faim nous imposera dans quelques jours.

DIMANCHE, 22 janvier.— Temps très doux. Le bombardement continue et fait toujours quelques victimes. Pendant la nuit, une bande de Bellevillois a forcé la prison de Mazas et a obligé le directeur à mettre en liberté Flourens, Bauer et une dizaine d'autres détenus politiques. Après-midi, quelques milliers d'habitués des clubs sont descendus sur la place de l'Hôtel de Ville. Ils ont commencé à faire feu sur les mobiles bretons qui gardent le palais municipal. Ceux-ci ont répondu en faisant des feux de peloton. En un instant, ça été un sauve-qui-peut général. On parle de 40 blessés et d'une quinzaine de tués. Parmi ces derniers, le commandant Sapia, qui avait été compromis dans les émeutes précédentes. Du reste, le général Vinoy est un vieux brûlot avec qui il ne faut pas plaisanter. Il avait déjà fait sortir les mitrailleuses pour balayer la

place de Grève. Heureusement que la peur a rendu inutile l'intervention de ces terribles machines.

Lundi, 23 janvier.— Le thermomètre continue à monter. Suppression des journaux *le Combat* et *le Réveil*, qui avaient poussé la population à faire une levée de boucliers pour renverser le gouvernement actuel. Delescluze, rédacteur du *Réveil*, a été arrêté ce matin. Les clubs sont fermés par ordre de l'autorité. Le bombardement redouble d'intensité. On dit que Faidherbe a subi une grande défaite dans le Nord, à Saint-Quentin. Les Prussiens lui auraient fait 10,000 prisonniers. Dans l'Est, la position de Bourbaki serait très compromise, sinon désespérée. Décidément, tout est perdu. Les souffrances des pauvres gens qui ne veulent pas se faire inscrire au nombre des nécessiteux, deviennent intolérables. La mortalité atteint en ce moment le chiffre de 650 par jour. Les corbeaux, viande dure et coriace, sont assez nombreux chez les marchands de comestibles. Ils se vendent 8 fr. pièce. En les mangeant, il ne faut pas songer qu'ils ne se trouvent en si grande quantité autour de la capitale, que parce qu'ils sont attirés par les milliers de cadavres qui restent souvent une semaine entière sans sépulture.

Mardi, 24 janvier.— Le temps est toujours très doux. Le bombardement a été un peu moins violent aujourd'hui. Les mauvaises nouvelles qui circulaient hier se confirment. La position de Bourbaki est tout à fait désespérée ; on craint pour son armée une capitulation comme celle de Sedan. Chanzy, poursuivi par Frédéric-

Charles, serait à Rennes, en Bretagne. La situation est épouvantable. Cependant personne ne parle de se rendre, et on veut lutter jusqu'à la dernière bouchée de pain. Les gens d'expérience disent que la continuation de la lutte est impossible. On se dit à l'oreille que Jules Favre est parti pour Versailles. Aujourd'hui, le gouvernement, pressé par l'opinion publique, a rappelé le décret qui offrait une prime de 25 fr. aux dénonciateurs.

Mercredi, 25 janvier.— Brouillard à couper au couteau. Le bombardement continue, mais sans une grande intensité. Il paraît que l'on négocie réellement à Versailles. Le marquis de Talhouet et lord Lyons seraient au quartier général du roi Guillaume ; on dit qu'ils sont appuyés par le duc de Mecklembourg, oncle du comte de Paris. On attend avec anxiété le résultat de ces démarches. Plusieurs cas de scorbut se sont déclarés. Pour moi, je commence à être au bout de mes forces.

Jeudi, 26 janvier.— Temps magnifique. Jules Favre est à Versailles. Il nous faut négocier et accepter quand même toutes les conditions que l'ennemi voudra nous imposer. L'inventaire, sur papier, des provisions nous donnait des vivres jusqu'au 1er mars. Heureusement que M. Dorian a fait faire un inventaire effectif, qui nous prouve que nous n'avons plus que pour dix jours à manger. Il faut donc ou mourir de faim ou capituler. En attendant, le bombardement continue à faire rage.

Vendredi, 27 janvier.—Temps sombre. Suspension d'armes sur toute la ligne depuis hier à minuit. Les groupes sont très nombreux sur les boulevards. On discute avec passion. Le gouvernement provisoire est maudit par tout le monde. Plus que jamais on crie à la trahison. C'est absurde. Les hommes du 4 septembre ne sont pas des traîtres, ils sont des incapables. On ne veut pas se rendre. Faisons sauter les forts, disent les plus exaltés. On ne fera rien sauter du tout. Jules Favre est toujours à Versailles. On dit que l'armistice a été signé ce matin.

Samedi, 28 janvier. — Brouillard épais. Le tocsin a sonné cette nuit et la générale a été battue. Le Club des Montagnards avait fait un appel furieux à la population, lui demandant de se porter sur l'Hôtel de Ville, de fusiller le gouvernement provisoire, de s'emparer des forts et de faire une sortie en masse. Un orateur avait promis le concours de 150,000 gardes nationaux. Le rendez-vous était au boulevard du Prince-Eugène. Deux cents à peine ont répondu à l'appel. Encore un fiasco pour le parti avancé. En ce moment, la continuation de la lutte, ce serait la mort d'un million de vieillards, de femmes et d'enfants. La faim nous presse et si nous ne voulons pas mourir, il nous faut capituler de suite, sans émeutes et sans phrases. Le gouvernement annonce dans l'*Officiel* de ce matin que l'armistice sera signé dans quelques heures.

Dimanche, 29 janvier. — Temps doux et pluvieux.

L'*Officiel* donne le texte de l'armistice. C'est une capitulation pure et simple. Seulement l'armée ennemie n'entrera pas dans Paris, du moins pendant l'armistice. La ville est tranquille. Quelques groupes mettent flamberge au vent... en paroles. Si on leur demandait de continuer la lutte et de laisser mourir de faim leurs femmes et leurs enfants, m'est avis qu'ils répondraient par une vilaine grimace. Quelques vieux militaires pleurent de rage. On comprend leur douleur et on la respecte, mais on lève les épaules devant les *matadors* qui posent pour la lutte à outrance quand l'armistice est signé. Tout est donc perdu, malgré nos souffrances et notre résignation. Nous pouvons dire que nous avons enduré tout ce qu'il était humainement possible de souffrir avec un courage digne d'un résultat plus heureux. Pour moi, j'ai enduré plus de misère dans les deux derniers mois que dans tout le reste de ma vie. Jamais je n'ai autant souffert du froid, jamais je n'ai eu l'estomac démantibulé comme pendant ces soixante jours d'anxiétés et de privations. Nous ne serons pas ravitaillés avant huit jours, car les chemins de fer coupés, les ponts démolis, les routes effondrées, ne permettent pas le transport immédiat de la masse effrayante de provisions nécessaires pour nourrir une population de 2,250,000 âmes. Il nous faudra donc, pendant toute la semaine prochaine, continuer à manger notre affreux pain noir et les lambeaux de chien et de chat que nous pourrons attraper.

PENDANT L'ARMISTICE.

Les premiers jours qui suivent la signature de l'armistice n'apportent aucun soulagement à notre détresse. Les chemins de fer sont coupés, les routes effondrées, les mines françaises et prussiennes ont fait sauter les ponts. Il faut au moins huit jours pour raccorder les rails et jeter des tabliers en bois sur les arches des ponts. Les avant-postes prussiens profitent de ces quelques jours pour faire un commerce de victuailles qui leur rapporte gros, attendu que ce qu'ils vendent a été volé aux malheureux paysans de la Beauce, de la Normandie et de la Brie.

A Saint-Denis, à Saint-Cloud, à Versailles, on peut acheter un poulet pour 12 francs, du mouton à 4 francs la livre, des œufs à 50 c. pièce, du pain blanc à 75 c. la livre. Les personnes à l'aise peuvent donc, dès le 30 janvier, se nourrir d'une manière substantielle. L'immense majorité de la population, composée de gens dont les ressources épuisées ne permettent pas de faire de grosses dépenses pour la nourriture, est obligée d'attendre le ravitaillement général pour améliorer son ordinaire. Le 5 février, je mange du pain blanc. Jamais gâteau ne m'a fait autant de plaisir. Le 10 février, je mange enfin un morceau de bœuf bouilli. C'est joliment bon quand pendant près de trois mois on n'a mangé que du cheval, du chien, du chat et du rat. Je n'ai pu aborder le mouton et le veau que le 16 février. A dater de ce jour, bien que les prix soient

encore plus élevés qu'avant l'investissement, les mets ordinaires deviennent accessibles aux petites bourses. La ville de Londres a envoyé à Paris une masse considérable de denrées alimentaires. Distribués dans la classe pauvre, ces dons de John Bull ont soulagé beaucoup de misères.

Les élections ont eu lieu le 8. L'insouciance des honnêtes gens (on compte près de 300,000 abstentions), la stupidité des classes ouvrières, qui se laissent mener par une douzaine d'ambitieux, donnent à Paris des députés impossibles. Razoua, un drôle, Millière, accusé publiquement par Rochefort d'avoir volé 30,000 francs à la caisse de la Marseillaise, Solain et Malon, ouvriers de l'Internationale, Greppo, l'ancien Pilade de Proudhon, Garibaldi, le vieux condottiere, Gambon, l'homme à la vache, Lockroy, journaliste de cinquième catégorie, Floquet, un roquet déguisé en avocat, etc., tels sont les représentants de la capitale du monde civilisé.

Les révolutionnaires, parfaitement organisés, ne perdent pas leurs voix comme les conservateurs. La liste adoptée par leurs chefs est acceptée par tout le parti. Avec le système absurde du scrutin de liste, chaque électeur de Paris avait 43 noms à écrire sur un seul bulletin. Comment voulez-vous qu'un simple bourgeois puisse connaître 43 personnes qui puissent le représenter à l'assemblée nationale? Comme il n'y a pas d'entente dans le parti conservateur, composé de quatre fractions qui ne peuvent s'accorder entre elles, les orléanistes, les bonapartistes, les légitimistes et

les républicains modérés, chacun vote pour les hommes qu'il connaît personnellement. Souvent même le petit rentier, ne sachant comment remplir son bulletin, finit, après avoir trouvé une vingtaine de noms parmi les sommités de son parti, par donner son vote à son propriétaire, à son beau-père ou à ses fournisseurs. Quelquefois même, il vote pour soi, afin que son nom figure parmi ceux des candidats dans le dépouillement des votes publiés par le *Journal officiel.* C'est ce qui vous explique comment, dans le scrutin du 8 février, 10,400 individus ont reçu des voix, qui 1, qui 2, qui 3. Sur ces 10,400, 900 ont été nommés par plus de 4,000 électeurs. Avec le scrutin de liste, les radicaux, qui marchent comme un seul homme, sont toujours certains de faire passer la plus grande partie de leurs candidats. Thiers, Jules Favre, Henri Martin, l'amiral Saisset, etc., n'ont été élus à Paris que parce qu'il y a une douzaine de noms sur lesquels s'accordent les hommes de toutes les nuances du parti conservateur. J'oubliais Mégy, celui qui a été condamné à vingt ans de travaux forcés pour assassinat d'un sergent de ville chargé de l'arrêter à son domicile. Cet aimable révolutionnaire, mis en liberté le 5 septembre par l'émeute triomphante, a reçu plus de 50,000 voix !

Si Paris est ultra-radical, la province est ultra-monarchique. Elle n'envoie que des ducs, des comtes, des marquis et des barons à l'assemblée nationale. Sur les 753 députés qui siègent à Bordeaux, il y a plus de 600 partisans de la monarchie. Le duc d'Aumale

et le prince de Joinville sont au nombre des élus. La comédie jouée en 1848 au profit des Bonaparte, va se jouer cette fois pour le compte des d'Orléans. Le nouveau régime durera vingt ans, puis on fera une révolution. Comme intermède, on aura la république, et il y a gros à parier que Napoléon IV règnera aux Tuileries en 1895. J'ai bien peur que la France, avec ses prétendants et ses révolutions périodiques comme celles des républiques de l'Amérique du Sud, ne finisse par devenir une seconde Pologne. Il y a quelque chose de plus terrible que l'invasion prussienne pour la France, c'est l'anarchie qui règne dans les esprits. Le malheur des Français, c'est qu'ils n'ont aucun principe fixe en religion, en politique et en philosophie. En politique comme en religion, le *non serviam* de l'Écriture sainte semble être le mot d'ordre des grandes villes. Thiers couronne admirablement sa longue carrière. Choisi comme député par 28 départements, élu chef du pouvoir exécutif par l'unanimité de l'assemblée nationale, l'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* est aujourd'hui le maître de la France. Ramènera-t-il les d'Orléans? Je ne le crois pas, du moins pour le moment. Riche à millions, n'ayant pas d'enfants, que pourrait-il attendre de Louis-Philippe II? Le premier dans la république, il ne serait que le second sous la monarchie. Je crois qu'il laissera vivre la république pendant un an ou deux, puis, quand il aura pansé de son mieux les plaies de la France, il posera carrément au pays la question: République ou Monarchie? Le

plébiscite dira si le peuple veut un roi ou un président, mais je reste convaincu que Thiers ne fera pas de coup d'État pour placer le comte de Paris sur le trône. Le nom de Thiers inspire la confiance et relève à l'étranger le crédit de la France, singulièrement compromis par les excentricités de Gambetta et l'incapacité du gouvernement de Paris. Pendant tout le mois de février, Paris a été tout à fait tranquille. Le 24 février et les jours suivants, beaucoup de manifestations autour de la colonne de Juillet. On fait des discours, mais on ne songe pas à brûler une cartouche. Le 26 au soir, le bruit se répand que les Prussiens vont entrer à minuit. Belleville s'émeut. Plus de 50,000 hommes armés se portent du côté de l'Arc de triomphe de l'Étoile, afin de s'opposer par la force à l'entrée des soldats de Guillaume. C'est une fausse alerte, les Prussiens ne font leur entrée que le 1er mars. L'assemblée ayant ratifié les préliminaires de la paix le même jour, les Teutons quittent, le 3 mars au matin, le quartier de Paris où ils avaient été parqués comme des lépreux. Leur entrée dans Paris restera l'une des choses les plus ridicules de l'histoire.

Vous connaissez les conditions douloureuses de cette paix que le roi Guillaume vient d'imposer à la France. Je n'ai donc pas à vous en parler. Il me reste à vous dire un mot des causes de cette série de désastres sans précédent dans l'histoire. Dans ces derniers temps, j'ai vu beaucoup de militaires. J'ai causé avec des gens sérieux et qui raisonnent avec leur intelligence

et non avec leurs passions. D'après ce que j'ai vu, lu et entendu, voici les causes de cette épouvantable catastrophe qui a fait de la première nation du monde une puissance de second ordre.

Il est évident que, lorsque le 19 juillet, Napoléon III a déclaré la guerre à la Prusse, la France n'était pas prête à entrer en lutte avec la confédération germanique. Mais est-ce bien le gouvernement impérial qui doit seul porter la responsabilité de l'état de désorganisation dans lequel se trouvait l'armée française? Je ne le crois pas. Quand, en 1868, le maréchal Niel voulut organiser la garde mobile, il rencontra une opposition formidable dans la Chambre. Il demandait vingt-cinq millions, on ne lui en accorda que quatre. Et pourtant c'est la garde mobile qui a formé les armées de Chanzy et d'Aurelle de Paladines. Quelque temps après, il sollicitait un crédit de dix millions pour armer les forteresses du Nord : Sedan, Thionville, Montmidy. Le corps législatif refusa cette somme. Il est probable que, si Sedan avait été convenablement fortifié, l'armée française n'aurait pas été obligée de capituler, le 2 septembre. A l'époque où les députés refusaient les demandes du ministre, Jules Simon et Garnier-Pagès arrivaient de Berlin. Ils avaient dîné avec quelques Allemands idéologues et démocrates qui avaient juré *inter pocula* que les Prussiens portaient la France dans leurs cœurs. Jules Simon et Garnier-Pagès crièrent sur tous les tons que les "peuples sont pour nous des frères," que si Napoléon III organisait

la mobile, c'était uniquement pour river les fers du pauvre peuple. L'opposition républicaine devait naturellement refuser les crédits demandés par le gouvernement. Seuls, les trente-cinq à quarante membres de la gauche n'auraient pu empêcher le vote nécessaire au ministère de la guerre pour compléter les armements de la France. Cette partie de la majorité qu'on nomme aujourd'hui le centre et que, sous la Convention, on appelait *la Plaine*, trouva l'occasion bonne pour se refaire une popularité. En France, comme chez nous, quand un député, en se présentant devant ses électeurs, peut prouver, *Moniteur* en main, qu'il a refusé de voter les impôts nouveaux ou les sommes d'argent demandées par le gouvernement, il est presque certain d'être réélu. Donc la plus grande partie de la majorité fit cause commune avec l'opposition.

Non seulement le parti républicain essaya par tous les moyens de paralyser les efforts que faisait le gouvernement pour mettre la France en état de lutter avec la Prusse, mais encore il travailla à éteindre l'esprit de discipline dans l'armée. C'est ainsi que l'on vit les *purs* faire des souscriptions pour racheter des soldats que le gouvernement avait envoyés tenir garnison en Afrique pour les punir d'avoir fait de la propagande socialiste dans leurs régiments. Naturellement les *tourlourous*, voyant qu'en refusant d'obéir à leurs chefs ils avaient chance, non seulement d'être rachetés par les *frères et amis*, mais encore d'être proclamés grands citoyens par les rédacteurs du *Rappel*,

se moquaient de la discipline et disaient hautement qu'un citoyen n'était pas un esclave, pour obéir aux officiers qui n'étaient que les suppôts du *tyran*. C'est ce qui vous explique les onze cents " non " donnés à la caserne du Prince-Eugène, lors du plébiscite du 8 mai. Après les désastres de Forbach et de Reichshoffen et les journées glorieuses mais inutiles de Gravelotte, Mars-la-Tour et Borny, la discipline cessa d'exister dans l'armée de MacMahon. Dans les batailles des 29, 30 août et 1er septembre, sous les murs de Sedan, les soldats, surtout les régiments de Paris, refusaient d'obéir à leurs officiers et leur jetaient de la boue à la figure. C'est à cet esprit de révolte qu'il faut attribuer, plus encore qu'aux canons d'acier, la capitulation de Sedan. Il est juste de remarquer que les régiments qui n'étaient jamais venus à Paris surent obéir jusqu'au bout aux ordres de leurs chefs.

En examinant la conduite de la gauche pendant les quatre dernières années de l'empire, je trouve que Jules Favre, Gambetta et Cie ont fait à Napoléon III le même genre de guerre que Thiers a fait à Guizot de 1840 à 1848. L'historien du Consulat et de l'Empire voulait bien démolir le ministère Guizot, mais il ne songeait nullement à renverser le trône de Louis-Philippe. Et lorsque, le 24 février, la révolution eut balayé le roi citoyen et son ministre Guizot, Thiers fut effrayé autant que désolé d'avoir trop bien réussi. Ainsi, Jules Favre et Cie voulaient bien démolir l'empire, mais ils ne songeaient pas à mettre en péril les

destinées de la patrie. Jamais ils n'avaient regardé comme possible le démembrement de la France par la Prusse. D'ailleurs ils ne connaissaient pas plus que l'entourage de l'empereur les préparatifs formidables de Bismark. A dater de Sadowa, la presse républicaine ne cessa de pleurer sur l'humiliation de la France. Napoléon III, disait-elle, traînait dans la boue le drapeau tricolore, ce drapeau que les géants de 92 avaient promené par toute l'Europe; bientôt la patrie ne serait plus qu'une vassale de l'empire germanique. etc., etc.

Tandis qu'elle excitait ainsi l'opinion publique dans ses journaux, la gauche refusait au ministre de la guerre les fonds nécessaires pour se préparer à prendre la revanche de Sadowa, cette revanche que demandaient avec tant d'ardeur les écrivains de son parti. Le but de ce double jeu est facile à deviner. L'opposition se disait: — Ou Napoléon III fera la guerre à la Prusse ou il ne la fera pas. S'il ne la fait pas, nous le renverserons en soulevant contre lui le sentiment national, froissé et humilié par les agrandissements de la Prusse. Si, au contraire, malgré le refus de la chambre de voter les crédits demandés, Napoléon fait la guerre à Guillaume, il y a gros à parier qu'il sera battu. Vaincu, il est détrôné par le peuple. Nous proclamons la république, et, renouvelant les grands jours de la Convention, nous repoussons l'Allemand victorieux et fraternisons avec la démocratie allemande.— Comme celui de Thiers, ce petit calcul de partisan, mais non

pas de patriote, a malheureusement trop bien réussi. On a renversé l'empire, mais on a perdu la France.

La grande faute de Napoléon III est dans la politique extérieure suivie depuis 1859, et non pas dans le fait de la guerre de 1870. La Prusse était prête et voulait absolument cette guerre. Bismark, plus adroit que le duc de Grammont, a su faire surgir, au moment qui lui convenait, la question Hohenzollern et a réussi à mettre la France dans son tort en lui faisant déclarer la guerre. Je suis convaincu que, de ce côté-ci du Rhin, la majorité des Français voulait la guerre, du moins dans les villes; les uns, pour en finir avec ce cauchemar qui, depuis Sadowa, pesait sur l'Europe et paralysait les affaires et l'industrie, les autres pour rétablir le prestige de la France, amoindri par la campagne de 1866.

Non, la grande faute du gouvernement impérial, ce n'est pas d'avoir conduit les Français sur le Rhin en 1870, c'est d'avoir fait la guerre à l'Autriche en 1859 pour fonder l'unité italienne, mère de l'unité allemande; c'est d'avoir, en 1864, laissé égorger le Danemark par la Prusse et l'Autriche réunies ; c'est d'avoir, en 1866, se fiant aux belles paroles de Bismark, qui avait promis les bords du Rhin pour prix de la neutralité de la France, assisté, l'arme au bras, au démembrement de l'empire autrichien. Sedan, la paix du 1er mars n'ont été que la conséquence logique, inévitable de 1859, de 1864 et de 1866. Voilà pour les causes politiques.

Quelques lignes maintenant pour expliquer les causes militaires. 1° d'abord la jalousie entre les chefs. A Forbach, Frossard, voulant gagner son bâton de maréchal, refusait les quarante mille hommes que Bazaine lui offrait et qui lui auraient certainement fait gagner la bataille. 2° la déplorable administration de l'intendance, qui a fait plus de mal à la France que les Prussiens. Le 25 juillet, il y avait deux cent cinquante mille hommes entre Strasbourg et Metz. Si on avait attaqué le 25, au lieu d'attendre le 4 août, on avait toutes les chances de vaincre les Prussiens, qui se trouvaient seuls, les contingents bavarois, badois, wurtembergeois et saxons n'étant pas encore arrivés à cette date dans le Palatinat. Malheureusement, il a fallu attendre pendant huit jours les provisions et les munitions que l'intendance n'avait pas su faire arriver à temps. 3° infériorité des commandants en chef et des généraux de division. L'Algérie, qui, depuis 1830, a été l'école militaire de l'armée française, n'a pas produit de grands capitaines. Dans nos luttes contre les tribus insurgées du Tel et de la Kabylie, on n'a fait que des coups de main de guérillas. Ce genre de guerre produit des colonels brillants, voire même des généraux de brigade, mais rien de plus. Il est évident que la grande stratégie ne peut s'apprendre dans un pays où l'on fait plutôt la guerre de partisans que la grande guerre. Les généraux d'Afrique sont des paladins magnifiques. Ils savent mourir en héros de l'Arioste, comme Douai à Wissembourg ; mais ils ne

peuvent lutter avec un stratégiste comme de Moltke et un manœuvrier comme le prince Frédéric-Charles, les deux plus grands hommes de guerre de notre époque. J'ai entendu dire à des officiers qu'il n'y avait pas en ce moment dans l'armée française un général capable de commander trois cent mille hommes. 4° enfin les armes à longue portée, qui rendent inutiles la valeur et l'enthousiasme du soldat.

Espérons que la France, instruite par les revers de ces derniers mois, réformera ce qu'il y a de défectueux dans son organisation militaire, et que nous pourrons encore dire de ses guerriers : *Gesta Dei per Francos !*

DERNIÈRES LETTRES.

A SES DEUX FRÈRES.

Paris, 18 février 1871.

Mes chers frères,

Il est enfin permis d'expédier des lettres cachetées. Le 31 janvier, j'ai écrit à Joseph une lettre ouverte, comme commissionnaire, sous le nom de Jules Fontaine, pour vous faire savoir que, malgré la famine et le bombardement, j'étais encore de ce monde. Pour moi, je suis toujours sans nouvelles de vous depuis le 2 septembre. Depuis l'amnistie, les lettres parviennent assez facilement. Avez-vous reçu toutes celles que je vous ai adressées par ballon ? *

Dans la maison que j'habite, 34, rue de l'Entrepôt, on a reçu des lettres d'Angleterre, de Suisse, de Suède, mais elles étaient écrites depuis la signature de l'amnistie. Celles qui sont arrivées pendant l'investissement sont encore à Bordeaux. On dit qu'elles nous arriveront dans quelques jours. Vous avez dû connaître la signature de l'amnistie le 30 janvier au plus tard. M'avez-vous écrit depuis ? Si oui, je recevrai vos lettres la semaine prochaine. J'espère cependant me trouver, avant cette époque, en possession de celles que vous m'avez écrites pendant le siège. Je n'ai pas

* Ces lettres ne sont qu'une répétition partielle de son journal.

besoin de vous dire avec quelle douloureuse inquiétude j'attends vos nouvelles. C'est si long cinq mois, et tant de choses ont pu se passer pendant ces cent cinquante jours !

Ma santé est aussi bonne qu'elle peut l'être après la crise effrayante que nous venons de traverser. Mon estomac est devenu l'arche de Noé : tous les animaux de la création y ont passé. Le bœuf était devenu un mythe, le cheval très cher dans le dernier mois du siège. Mince était ma bourse, puisque je ne vivais et ne vis encore que d'emprunts. J'ai été obligé de me rabattre sur le chien, et, dans les plus mauvais jours, sur les rats. Je ne parle pas des chats, qui étaient devenus un mets d'aristo. Au fond, ce n'est pas plus mauvais qu'autre chose. Seulement, comme nous avons une répugnance naturelle pour la chair de ces animaux, il faut se faire violence pour ingurgiter cette cuisine de chien. La sauce, les épices qui assaisonnent cette ratatouille endiablée, le pain impossible, noir comme du vieil acajou et lourd comme du plomb, que nous avons mangés dans ces derniers temps, tout cela m'a donné une gastrite de première qualité. Aujourd'hui que nous sommes ravitaillés et que nous mangeons du vrai bœuf et du vrai pain, ma digestion va mieux et les crampes d'estomac, qui m'ont fait passer des nuits si cruelles dans le dernier mois du siège, ont cessé depuis que je mange une nourriture de chrétien. N'étaient l'inquiétude que me cause la privation de vos nouvelles depuis bientôt six mois, puisque vos der-

nières lettres portaient la date du 2 septembre, et l'ennui d'avoir fait et de faire encore des dettes pour vivre, je ne me trouverais pas trop mal, vu les circonstances. Comme tout le monde, j'ai maigri beaucoup, mais c'est un tout petit malheur.

M. G. B. m'a bien prêté cent vingt-cinq francs, mais, comme il m'a dit qu'il était très gêné lui-même, je n'ai pas osé lui en demander davantage. Quelques amis sont venus à mon secours, et, comme dès les premiers jours de l'investissement, le gouvernement a décrété que les loyers, chambres, garnis ou appartements non meublés, ne seraient payés qu'après la fin de la guerre, je me suis dispensé de payer ma chambre pendant les quatre derniers mois. J'ai donc pu vivoter, mais en tirant le diable par la queue, et je puis vous assurer que la susdite queue était parfois joliment rude. Remarquez que cette cuisine digne des sorcières de Macbeth, coûtait le double du bœuf et du mouton dans les temps ordinaires.

Le froid, très rigoureux cet hiver, nous a aussi fait beaucoup souffrir. Les pauvres diables comme moi ne pouvaient pas payer le bois deux sous la livre. Force nous était donc de nous réchauffer à la flamme du patriotisme. C'est très beau dans une proclamation, mais cette flamme sacrée vous laisse joliment grelotter quand vous êtes seul, en tête à tête avec elle, au coin de votre cheminée qui n'a pas vu de feu depuis plusieurs mois.

Vers le milieu de janvier, le froid est devenu moins

intense et nous n'en souffrons plus maintenant. Cependant ma chambre, qui n'a pas été chauffée depuis la fin de novembre, est toujours froide comme une glacière, et je vous écris ces lignes chez mon ami le lieutenant de mitrailleuses, celui avec qui j'ai assisté à la bataille du 13 octobre. Comme, depuis l'amnistie, il a quitté la caserne du quai de l'Alma pour revenir à sa chambre de la rue de l'Entrepôt, il a emporté avec lui le bois que lui accorde le gouvernement, en sa qualité d'officier. Quand je veux me chauffer un brin, je vais fumailler une pipe avec lui. Pendant que je vous écris ces lignes, il est occupé à ranger une collection d'obus et de cartouches de toute espèce, en souvenir du siège de Paris. Je l'entends qui murmure: "Tas de filous que ces républicains! Ils nous ont mis dans un joli pétrin. Si vos républicains d'Amérique sont comme les nôtres, ça doit être du propre votre pays!" Comme Pandore, dans *les Deux Gendarmes*, je lui réponds:

"Brigadier, vous avez raison."

Il éclate de rire et recommence son petit train-train d'obus et de cartouches.

Je suis bien heureux de l'avoir, car il m'est impossible d'acheter du bois pour deux raisons, la première, c'est que je garde les quelques sous que j'emprunte pour manger, la seconde, c'est que nous ne sommes pas encore ravitaillés sous le rapport du combustible et que le bois se vend encore huit francs le cent kilos.

Jusqu'au 19 décembre, j'ai écrit chaque jour mon

journal du siège. A cette date, j'ai dû cesser, car il m'était impossible, à cause du froid, de tenir une plume cinq minutes sans avoir l'onglée. Cependant j'ai continué, chaque jour, à prendre des notes au crayon, dans mon lit. Maintenant qu'il fait moins froid et que mon officier a mis sa chambre à ma disposition, je vais terminer mon journal en mettant au net les notes prises depuis le 19 décembre. Je vous l'expédierai aussitôt que mes moyens me permettront de payer le port, qui sera assez élevé, car ces notes couvriront plus d'une centaines de pages.

Chaque jour, j'ai acheté *quand même* le *Petit journal*, afin que vous puissiez avoir la collection complète de l'histoire du siège de Paris.

Tout est donc consommé. Bourbaki, dans l'Est, se suicide de désespoir ; au nord, Faidherbe perd la bataille de Saint-Quentin ; Chanzy, pour se dérober à la poursuite de Frédéric-Charles, est obligé de chercher un refuge derrière la Mayenne. Bombardé pendant vingt-trois jours, épuisé par la famine, qui enlève sept cents victimes par jour, Paris, voyant que tout espoir est perdu, est obligé de capituler. Mais, dans sa chute, la grande ville emporte du moins la consolation d'avoir donné au monde un spectacle unique dans l'histoire. Pendant cent trente-cinq jours, une population de deux millions d'habitants a souffert la faim, les maladies de toute espèce, le bombardement le plus effroyable. Au milieu de cette cataracte de calamités, pas une voix ne s'est élevée pour dire : Rendons-nous !

Elles étaient réellement admirables, ces pauvres femmes qui, par des froids de quinze degrés, faisaient la queue pendant quatre et cinq heures pour obtenir une demi-livre de pain noir et deux onces de cheval, sans murmurer, sans se plaindre, espérant toujours, toujours, que tant de sacrifices sauveraient la patrie.

Les cretins doublés de coquins qui régnaient à l'Hôtel de Ville n'ont rien su faire de l'admirable dévouement de la population parisienne. Elle est bien lourde la responsabilité qui pèsera dans l'histoire sur les hommes du 4 septembre. Si Paris avait fait pour Palikao la moitié des sacrifices qu'il a faits pour le gouvernement provisoire, je suis certain que le vainqueur de la Chine aurait sauvé la situation.

Gambetta, en voulant jouer au Danton et terroriser la province, a tout perdu. Les départements ne sont point républicains et ne veulent pas se faire tuer pour la plus grande gloire de la république une et indivisible. Car, il ne faut jamais oublier que, dans cette pauvre France, on est toujours plus partisan que patriote. Les seuls qui se soient conduits comme des patriotes et battus comme des héros, ce sont les zouaves pontificaux, qui appartiennent presque tous à la vieille noblesse et au parti légitimiste.

Pour les républicains de la veille, ce sont d'effrontés bavards qui redoutent avant tout les champs de bataille. Ils prennent volontiers des *canons* chez le marchand de vins, mais jamais ils n'attaquent ceux des Prussiens.

Le bombardement a été une chose effrayante. Il y avait des nuits où l'on ne pouvait dormir. On aurait dit un congrès de tonnerres. Cependant nous avions fini par nous y habituer. Quand l'amnistie a été signée, nous avons été tout surpris de ne plus entendre le canon. Il nous manquait quelque chose pour nous endormir.

Pardonnez-moi le décousu de cette lettre écrite à bâtons rompus, pendant que mon officier d'artillerie me fait une macédoine de républicains, de Prussiens, d'obus et de cartouches.

J'ai bien hâte de recevoir vos lettres.

AUX MÊMES.

Paris, 27 février 1871.

Mes chers frères,

J'ai reçu ce matin votre lettre du 4 novembre, ce qui prouve que toutes les correspondances en retard n'étaient pas arrivées, comme les journaux l'avaient annoncé la semaine dernière. Je suis heureux de voir que vous vous portiez bien à cette date si éloignée déjà, puisque nous touchons au mois de mars. J'espère que je recevrai bientôt les lettres que vous m'avez écrites durant les quatre longs mois écoulés depuis le 4 novembre. Où peuvent être ces lettres ? Celle que

j'ai reçue ce matin, porte le timbre du 17 novembre, de Tours. Les correspondances de l'étranger sont-elles retenues à Versailles, par les Prussiens? C'est probable.

J'ai appris avec peine la mort de Mgr Baillargeon. Le Canada perd un de ses meilleurs et plus illustres enfants; notre famille, un ami des bons comme des mauvais jours. Il a traversé la terre en faisant le bien et il doit posséder maintenant la récompense promise au bon serviteur dont parle l'Évangile.

Les préliminaires de la paix ont été signés, hier, à quatre heures. Les conditions imposées par le vainqueur sont très dures: cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, y compris Metz. Indemnité de guerre: cinq milliards de francs (ce n'est pas officiel). Que peut faire la pauvre France épuisée et perdant son sang par toutes les veines? Subir la loi du plus fort. Quelle différence entre ces Vandales et les Français qui, après Sébastopol et Solférino, n'ont même pas fait payer les frais de la guerre aux vaincus! Pour les Allemands, la guerre est surtout une spéculation qui doit rapporter beaucoup de gros sous. Cette paix sera malsaine et la France travaillera vingt ans pour se préparer à la revanche, qui sera terrible.

Nous venons de passer une nuit très agitée. Le bruit s'était répandu, hier, que l'amnistie expirait le soir même, à minuit (ce n'est que ce matin que l'*Officiel* nous a fait connaître la signature des préliminaires de la paix et la prolongation de l'amnistie pendant quinze

jours). Les Prussiens allaient entrer dans Paris, à minuit trente minutes. Comme le temps est très doux pendant toute la soirée, il y avait une foule énorme sur les boulevards. Je suis allé jusqu'à la Madeleine, et, à tous les coins des rues, il y avait des groupes très nombreux. Des orateurs de carrefour excitaient le peuple à se porter en armes aux Champs-Élysées pour empêcher, par la force, l'entrée des Prussiens. On écoutait, mais on paraissait peu disposé à suivre ces conseils belliqueux.

Je suis rentré me coucher vers dix heures. A minuit, j'ai été éveillé par le son du clairon et du tambour que battait la générale. Des masses de gardes nationaux en armes, portant des torches, défilaient sous mes fenêtres en vociférant : *A Sainte-Pélagie !* Il paraît qu'ils ont forcé les portes de cette prison et qu'ils ont délivré le citoyen Brunel. commandant du 107e bataillon, un rouge écarlate. Est-ce vrai ? Je ne pourrais l'affirmer, car les journaux du matin n'ont pas encore eu le temps de rendre compte des événements de la nuit.

Belleville est descendu, et, comme notre rue donne dans celle du faubourg du Temple, nous avions le privilège de voir et d'entendre les gestes et criailleries de ces messieurs du faubourg. On a sonné le tocsin à Saint-Martin et à Saint-Laurent. On s'est disputé et battu un peu entre frères et amis. Enfin, vers quatre heures, une partie des gardes nationaux de notre quartier s'est dirigée du côté de l'Arc de triomphe de

l'Étoile pour rencontrer les Prussiens. Ils sont revenus sans avoir fait leurs frais, car l'armée de Guillaume n'entrera dans Paris que mercredi, le 1er mars. Elle occupera le quartier des Champs-Elysées jusqu'à ce que la paix soit signée. Nous sommes très inquiets, car il se trouvera certainement quelques cerveaux brûlés qui tireront sur l'état-major prussien. Les Allemands n'attendent peut-être que ce coup de tête pour piller Paris.

La semaine prochaine, je vous dirai ce qui a eu lieu. J'ai passé la nuit blanche depuis minuit. Il est trois heures. Je vais tâcher de dormir un peu.

AUX MÊMES.

Paris. 6 mars 1871.

Mes chers frères,

Je n'ai pas reçu de vos nouvelles depuis votre lettre du 4 novembre, dont je vous accusais réception dans ma dernière. Ne m'avez-vous donc plus écrit depuis ? J'espérais recevoir une lettre portant la date des premiers jours de février, puisque vous avez dû connaître, le 30 ou le 31 janvier, la signature de l'amnistie. Ce silence prolongé me cause une inquiétude mortelle, et je ne sais plus à quelle cause l'attribuer.

Les communications postales sont rétablies avec

l'Angleterre depuis bientôt un mois. Des personnes de la maison reçoivent régulièrement des lettres de Londres, où leurs parents avaient été chercher un asile lors de l'investissement de Paris. Dans la position critique où je me trouve, vous comprendrez facilement quelles doivent être mes angoisses. Vous m'aviez autorisé à tirer sur vous, mais, les lettres qui me portaient cette autorisation étant datées du mois d'octobre, il a pu se passer tant de choses pendant ces cinq longs mois que je n'oserais plus, quand même j'aurais la facilité de le faire, formuler une traite sur vous. Je suis donc obligé de continuer à vivre d'emprunts, ce qui ne peut pas durer éternellement. Si je ne reçois pas de vos nouvelles cette semaine, je ne sais pas comment je pourrai me tirer d'affaire. Enfin, à la grâce de Dieu !

Vous savez déjà depuis plusieurs jours que la paix est signée, la France démembrée, cinq milliards d'indemnité, la Champagne occupée jusqu'au paiement total de l'indemnité. Ces conditions à la Shylock laissent dans le cœur des Français une soif de vengeance qui fera recommencer la lutte avant cinq ans. La paix du 1er mars n'est qu'une trêve et la guerre n'est qu'ajournée. L'Europe, en prévision de ces luttes prochaines, va être obligée de continuer ses armements, et, la confiance dans l'avenir étant impossible, le commerce et l'industrie ne verront pas, d'ici à longtemps, de jours prospères. L'avenir est sombre, non seulement pour la France, mais encore pour toute l'Europe.

L'entrée des Prussiens à Paris a été tout simplement ridicule. Parqués comme des lépreux dans le quartier des Champs-Elysées, ils n'ont pu mettre le nez dans les autres parties de la capitale, car un cordon de troupes et de gardes nationaux les tenait en respect. La paix ayant été ratifiée le 1er mars, ils sont partis le 3 au matin, sans tambour ni trompette. C'est un fiasco complet. Tout s'est passé tranquillement et les craintes d'une collision entre les Prussiens et les Parisiens ne se sont pas réalisées.

En ce moment, nous sommes très inquiets. Sur les Buttes Montmartre, deux bataillons avec douze mitrailleuses et trente canons, se sont barricadés et menacent la capitale. Ces messieurs veulent proclamer la république rouge et en finir avec les réactionnaires. Le drapeau rouge flotte sur la colonne de la Bastille, et, du côté de la barrière de Fontainebleau, les ultraradicaux qui ont volé, jeudi dernier, sept cent mille cartouches, à la réserve des Gobelins, sont prêts à donner la main aux frères et amis de la Butte Montmartre.

Le général Aurelle de Paladines, nommé commandant en chef de la garde nationale de la Seine, vient d'arriver à Paris. C'est un homme très énergique et qui ne reculera pas devant l'emploi des moyens extrêmes pour mettre à la raison toute cette *fripouille* qui veut cacher sous le nom de *républicains* ses besoins de vol et de pillage. Dans deux jours, nous aurons quarante mille hommes de l'armée de Chanzy. Déjà deux

régiments sont arrivés hier au soir. Espérons que le vainqueur de Coulmiers réussira à maintenir l'ordre sans que nos rues soient ensanglantées par la guerre civile.

On dit que l'assemblée nationale va quitter Bordeaux pour aller siéger à Fontainebleau. Je crois qu'il serait prudent de ne pas venir à Paris en ce moment, car, cette assemblée étant composée en immense majorité de réactionnaires, comme disent les radicaux, la *sainte canaille* de Belleville voudra certainement faire un nouveau 4 septembre.

Il y a quelque chose de plus terrible que les Prussiens, c'est l'anarchie qui règne en ce moment à Paris. Avant-hier, on a forcé la prison de Sainte-Pélagie. Comme il n'y restait plus de détenus politiques, les émeutiers ont mis en liberté tous les voleurs qui s'y trouvaient enfermés. Nous avons besoin d'un homme à poigne de fer, autrement nous avons la guerre civile en permanence.

AUX MÊMES.

Paris. 13 mars 1871.

Mes chers frères,

Je n'ai pas reçu de vos nouvelles depuis vos lettres du 3 et du 17 février, qui me sont parvenues la semaine dernière. J'espère que le courrier de cette semaine m'apportera quelques lignes de vous.

Messieurs Ballin m'ont escompté la traite de quatre-vingt-dix louis sterling que Jacques a bien voulu m'envoyer. Elle a produit deux mille deux cent cinquante-neuf francs. Comme cette somme est plus considérable que celles d'habitude, je pense que Jacques a inclus dans cet envoi la somme qu'il m'aurait expédiée le 1er avril, en temps ordinaire. J'ai pu payer toutes mes dettes, qui se montaient à neuf cents francs. Il a été dur le siège de Paris, au point de vue des finances. Avant d'emprunter, j'ai mangé toutes mes petites réserves, mises de côté pour m'habiller l'hiver dernier. J'en ai été quitte pour garder mes vieilles *frusques* pendant tout l'hiver. Je ne ferai d'achats de vêtements que le mois prochain, pour la saison d'été. Par ce moyen, je réalise une économie, puisque, grâce à messieurs les Prussiens, j'ai porté mes habits pendant une saison de plus que je ne l'aurais fait sans le siège...

Le drapeau rouge flotte toujours sur la colonne de la Bastille. Les gardes nationaux de Montmartre font bonne garde autour de leurs canons et de leurs mitrailleuses. On commence à rire d'eux. Je ne crois pas à la guerre civile. Nous pourrons bien avoir quelques petites émeutes, mais rien de bien formidable.

Jacques me conseille de quitter Paris en ce moment. C'est assez difficile de voyager en ces temps incertains et troublés. On ne peut sortir de la ville sans avoir des papiers, un passeport. Quand je suis arrivé en France, on ne demandait ni passeport ni papier. J'es-

père qu'avant longtemps, tout rentrera dans son état normal et que nous pourrons voyager librement, comme avant la guerre.

AUX MÊMES.

Paris, 20 mars 1871.

Mes chers frères,

Je n'ai pas reçu de vos nouvelles depuis vos lettres du 17 février. Un paquet de journaux portant les dates du 3 au 8 septembre, m'a été remis hier.

Nous sommes dans un joli pétrin. L'émeute est triomphante à Paris. Le gouvernement est à Versailles, et M. Assy, l'ouvrier qui a fait les émeutes du Creuzot, trône à l'Hôtel de Ville, sur lequel flotte le drapeau rouge.

La ligne a fraternisé avec les émeutiers, et toute la ville est, depuis hier matin, soumise au caprice du *mob*.

Il y a des barricades à tous les coins des rues. Les omnibus ne marchent plus. Depuis hier matin, tout est relativement calme. On dit que cent cinquante mille gardes nationaux vont partir demain pour aller visiter Versailles. Si, malheureusement, ils réussissent à renverser l'Assemblée nationale, nous aurons les Prussiens dans Paris avant quatre jours. Vous pensez bien que Bismark, qui a traité avec M. Thiers, ne doit

avoir qu'une confiance très limitée dans la solidité du gouvernement de M. Assy pour le paiement des cinq milliards.

Déjà les Prussiens ont réoccupé Saint-Denis qu'ils avaient évacué, il y a une dizaine de jours, et le mouvement de retraite de l'armée allemande s'est arrêté immédiatement à la nouvelle des événements de Paris. Si le gouvernement de Versailles est renversé, les soldats de Guillaume, qui occupent tous les forts de la rive nord, nous bombarderont sans merci dans le cas où la population parisienne serait assez insensée pour vouloir lutter avec le vainqueur.

On dit que le gouvernement proclamé, hier, sous le nom de Comité central, est en pourparlers en ce moment, pour arriver à une entente avec les autorités de Versailles. On espère que la crise sera terminée pacifiquement avant quarante-huit heures

Fasse le ciel qu'il en soit ainsi !

On assurait, ce matin, que les chemins de fer avaient été coupés par les Prussiens. Je suis allé à la poste ; on m'a répondu que l'on n'en savait rien, mais qu'il fallait s'attendre à voir les communications interrompues avant vingt-quatre heures, si un arrangement n'avait pas lieu avant demain matin.

Je suis rentré chez moi pour vous écrire ces lignes à la hâte, afin de profiter de la circulation de la voie ferrée, si elle se fait encore.

Je vous envoie les journaux d'hier et de ce matin. *Le Figaro* et *le Gaulois* ont été saisis ce matin comme

réactionnaires. Quelle jolie chose que la république ! On commence déjà à regretter tout haut Napoléon III.

Ma santé est bonne. On ne dort guère depuis trois jours : le tocsin, le clairon et le tambour font un tapage d'enfer.

AUX MÊMES.

Paris, 27 mars 1871.

Mes chers frères,

J'ai reçu, vendredi matin, vos lettres du 10 mars, ainsi que les journaux. J'espère que, désormais, j'aurai le bonheur de vous lire chaque semaine.

Je suis désolé de vous avoir, par ma lettre du 22 février, causé de l'inquiétude. Heureusement que tout a tourné pour le mieux et que vous savez maintenant que la traite que mon bon frère Jacques m'a adressée, est arrivée à bon port.

Jacques m'annonce la mort de M. de Gaspé. C'était un bien brave homme. Comme littérateur, il a été un peu *inventé* par M. Casgrain. Cependant, son livre restera dans notre répertoire canadien, moins comme œuvre de style que comme tableau de mœurs du temps passé.

Vous connaissez, au moment où je vous écris, l'horrible fusillade de la place Vendôme. Nous sommes en

pleine terreur, moins la guillotine. L'émeute, maîtresse de la capitale, fait arrêter qui bon lui semble. Il est vrai qu'à moins d'être une notoriété publique, on en est quitte pour une nuit passée au poste. Il ne faut pas dire un mot de blâme sur la conduite de nos seigneurs et maîtres, ou gare les coups de crosse des gardes nationaux de Belleville et de la Villette, qui, avec la clique Montmartre, règnent en despotes sur la capitale du monde civilisé. L'Assemblée nationale ne sait pas où donner de la tête. Sur sept cent cinquante députés, on compte près de six cent cinquante ennemis de la république qui ne voient dans la crise que nous traversons qu'un moyen d'arriver plus vite au gouvernement de leurs rêves : la monarchie.

Entre la réaction blanche qui siège à Versailles et la terreur rouge qui trône à l'Hôtel de Ville, la pauvre France roule au fond de l'abîme qui doit l'engloutir. Après avoir vainement essayé d'obtenir aide et protection de l'assemblée nationale, les mairies des vingt arrondissements de Paris, pour éviter une collision sanglante, ont accepté les élections pour la commune. Elles ont eu lieu hier. Nous n'en connaissons pas encore le résultat. Au reste, ces élections ont été faites au milieu d'un calme parfait.

Il est très probable que les hommes du 18 mars auront une grande majorité : les conservateurs s'étant abstenus, Blanqui serait élu à une immense majorité dans le dix-huitième arrondissement (Montmartre). Flourens et Pyat seraient également élus.

Tout cela ne présage rien de gai pour l'avenir. Et nous ne sommes qu'au prologue. Tant que la garde nationale ne sera pas désarmée, nous aurons l'émeute à jet continu. Non seulement la *voyoucratie* des faubourgs est armée jusqu'aux dents, mais elle possède encore quatre cent quatre-vingt-onze canons et mitrailleuses, sans compter un certain nombre d'obusiers. Il faudra donc que la province, comme aux journées de juin 1848, vienne livrer bataille dans les murs mêmes de Paris, à l'anarchie qui menace de faire de la France une seconde Pologne. La lutte sera formidable. Je crois que la lutte définitive restera aux partisans de l'ordre, mais au prix de quels sanglants sacrifices, Dieu seul le sait !

Le comité central, désespérant d'entraîner la France dans la voie républicaine, veut faire des grandes cités, Paris, Lyon, Bordeaux, Marseille, etc., des villes libres comme Hambourg, Brême, Lubeck, etc. Ce serait tout simplement le démembrement à l'intérieur après le démembrement de la frontière par la Prusse. En attendant, la Prusse tient tout le nord de Paris sous le feu de ses canons. On doit payer cinq cent millions le 1er avril. On comptait, pour se procurer cette somme, sur les banquiers étrangers. L'anarchie qui règne depuis dix jours a considérablement refroidi la confiance des capitalistes anglais et hollandais. Si, le 1er avril, les Prussiens n'ont pas reçu le demi-milliard qui leur est dû, ils seront dans leur droit en entrant dans Paris. On parle déjà du prince Frédéric-Charles

comme gouverneur de Paris. Je crois que ces craintes sont exagérées.

Dans mon quartier, nous sommes tranquilles. Quelques sons de trompette, quelques roulements de tambour nous réveillent bien un peu la nuit, mais c'est là un petit malheur.

Je vous envoie une *botte* de journaux qui vous diront les faits et gestes de notre *gouvernement*. Par ces temps incertains et troublés, j'aime mieux rester chez moi que d'aller chercher les émotions de la place publique, émotions sur lesquelles je suis blasé maintenant.

Je suis bien portant; l'appétit me revient; j'ai toujours faim et je travaille à combler le déficit causé par les privations du siège.

AUX MÊMES.

Orléans, 3 avril 1871.

Mes chers frères,

Depuis hier, je suis dans la ville de Mgr Dupanloup. La situation de la capitale est tellement grave que j'ai cru prudent de prendre congé de messieurs de la Commune.

La poste ne fonctionne plus depuis jeudi, le 30. Je voulais aller à La Ferté, mais le chemin de fer de l'Est ne marche plus depuis vendredi. Le chemin d'Orléans

étant encore libre, je me suis mis en route à midi et je suis arrivé ici à trois heures.

Tous ceux qui peuvent quitter Paris s'empressent de fuir en province. On évalue à près de deux cent mille le nombre des personnes qui ont abandonné la capitale depuis le 18 mars.

A Orléans, tout est plein. J'ai eu beaucoup de peine à trouver une petite chambre. La vie est aussi chère, sinon plus chère qu'à Paris. Je ne sais combien de temps je resterai ici. Aussitôt que les affaires auront repris leur cours normal, je retournerai à la capitale afin d'exécuter les commandes dont Joseph me parle dans sa dernière lettre.

Je n'ai pas reçu de nouvelles de vous depuis le 10 mars, ce qui s'explique facilement par l'interruption du service des postes. Comme la crise actuelle peut durer longtemps et que je ne resterai pas plus de trois semaines ou un mois ici, continuez à m'adresser vos lettres, rue de l'Entrepôt, 34, Paris. Elles me parviendront à Orléans aussitôt que les communications postales seront rétablies. Dans tous les cas, je les retrouverais à Paris, à mon retour.

Je n'ai pas encore eu le temps de rien voir ici, si ce n'est l'église, où je suis arrivé à temps pour entendre la fin des vêpres et le sermon. Je vous en parlerai plus au long dans ma prochaine.

Orléans, qui a été occupé pendant trois mois par les Prussiens, est aujourd'hui débarrassé de la présence des troupes du roi Guillaume. Tout est parfaitement tranquille, comme dans le temps jadis.

Comme nous ne recevons plus de journaux de Paris, nous n'avons à nous mettre sous la dent que les récits des voyageurs. Ce matin, on nous annonce que Neuilly a été bombardé et que trois bataillons de la garde nationale ont été faits prisonniers par les zouaves pontificaux. Est-ce vrai? J'en doute.

Vous devez être mieux renseignés à Québec sur Paris que nous à Orléans. La Commune est perdue nécessairement. Si Thiers ne réussit pas, les Prussiens se chargeront de l'affaire et occuperont la capitale. Ici, en province, il se fait une petite réaction en faveur de Napoléon III. A l'hôtel où je mange, des voyageurs qui arrivent de l'Ouest et du Nord nous affirment que, depuis l'établissement de la Commune, les neuf dixièmes des paysans et des habitants des petites villes demandent un plébiscite pour rappeler le régime impérial. Décidément, ces pauvres Français ne sont que de grands enfants qui ne sauront jamais ce qu'ils veulent et qui seront constamment ballottés entre l'anarchie et la réaction.

A la semaine prochaine.

AUX MÊMES.

Orléans, 9 avril 1871.
Jour de Pâques.

Mes chers frères,

Comme les postes ne marchent plus régulièrement, je vous écris un peu plus tôt afin que ma lettre vous

arrive par le steamer canadien qui laissera Liverpool le 13. Je vous envoie en même temps les journaux d'Orléans.

Tous les matins, nous recevons les dépêches télégraphiques de Versailles qui nous mettent au courant des événements de Paris. La fameuse sortie en masse sur Versailles a été un véritable fiasco. Les insurgés sont battus dans toutes les rencontres. La ligne tient bon et ne lève plus, comme à Montmartre, la crosse en l'air. Hier, le pont de Neuilly, que le citoyen général Bergeret (lequel Bergeret n'a jamais vu le feu ailleurs que dans une compagnie d'assurance où il était employé) déclarait inexpugnable, a été enlevé haut la main par les troupes de Versailles. Les fédérés ont perdu au moins huit mille hommes dans ces différentes rencontres. La terreur règne dans la capitale.

Mgr Darboy, archevêque de Paris, Mgr Sura, le général des dominicains, sont en prison. Toutes les communautés sont pillées ainsi que l'archevêché de Paris.

On vient de décréter une loi des suspects qui pourrait rendre des points à celle de 93. Tout cela ne peut durer longtemps. Les chefs de la Commune s'emprisonnent les uns les autres ; bientôt ils se battront entre eux dans les murs de Paris.

Je n'ai pas besoin de vous dire que le commerce n'existe plus. Les familles les plus à l'aise se trouvent dans l'embarras. Un de ceux qui m'ont prêté de l'argent pendant l'investissement, n'a pu trouver cinq mille

francs à emprunter sur cent mille actions. Il lui fallait douze cents francs pour envoyer sa femme et ses enfants en Normandie. Il a dû emprunter cette somme à ses amis, qui étaient aussi embarrassés que lui. J'ai été très heureux de lui prouver ma reconnaissance pour les services qu'il m'avait rendus pendant le siège, en lui prêtant quatre cents francs. Il me rendra cette somme à la fin du mois, car la comédie sanglante qui se joue à Paris ne peut pas durer plus de huit jours maintenant. La Commune n'a plus le sou. Elle fabrique bien des espèces d'assignats qu'elle impose le pistolet sous la gorge, mais, comme la terreur qu'elle inspire ne dépasse pas les murs de Paris, elle ne peut plus se ravitailler. Les fournisseurs de farine, de viande, etc., qui ne veulent pas de cette monnaie de singe, n'expédient plus à la capitale, et comme il n'y a pas pour quinze jours de provisions dans Paris, il est certain que la Commune devra capituler avant la fin du mois. Il peut même se faire que l'armée de Versailles entre de force dans Paris avant cette époque. Les chefs de l'insurrection savent bien que la partie est perdue, mais avant de s'avouer vaincus, ils veulent emplir leurs poches et celles des frères amis, par le pillage des établissements religieux ou civils qui sont supposés renfermer des richesses.

Flourens a été tué. Ce n'était pas un coquin, c'était un fou. Fils du défunt secrétaire de l'Académie française, il avait trente mille francs de rente. Don Qui-

chotte de la démocratie radicale, il courait le monde pour soulager les douleurs du peuple souverain. Il avait armé à ses frais une compagnie de palicares pour aller combattre en Crête l'autorité du sultan. Mêlé à tous les complots contre Napoléon III, il a été condamné à mort trois ou quatre fois par contumace. Cette vie agitée et fiévreuse a été tranchée à Rueil par le sabre d'un officier de gendarmerie qui, d'un seul coup, lui a défoncé le crâne. C'était le seul honnête homme de la bande, aussi il s'est fait tuer après s'être battu bravement. Pour les autres chefs, les quatre cinquièmes ont eu des malheurs en police correctionnelle, quelques-uns même en cour d'assises.

Le bruit court ici que l'on se bat dans l'avenue de la Grande-Armée et que les troupes de Versailles sont en ce moment dans Paris. Il paraît que l'on pille maintenant les maisons particulières. J'ai laissé à Paris quelques vieilles nippes et pour une centaine de francs de livres, achetés pour Joseph dans le cours de l'été dernier et que l'investissement m'a empêché d'expédier. Je ne crois pas que les *communeux* jettent un regard de concupiscence sur ces bouquins. Ce qu'il leur faut, ce sont les victuailles, les billets de banque et les belles robes de soie pour mesdames leurs épouses, toutes choses qui sont aussi rares dans ma chambre que le merle blanc.

M. Thiers est obligé d'agir rapidement et vigoureusement, car les Prussiens le poussent l'épée dans les reins. Bismark veut être payé de ses cinq milliards et

il sait bien que si la France ne travaille pas, il attendra longtemps sous l'orme le courrier qui lui apportera ses milliards.

Si Versailles ne réussissait pas à dompter Paris, l'armée allemande se chargerait de la besogne et occuperait la capitale pendant au moins trois ans. Espérons que cette dernière et suprême humiliation sera épargnée à notre pauvre France.

Orléans est tout à fait remise des émotions de l'invasion. Sur quelques portes on lit encore des inscriptions allemandes à la craie indiquant le nombre de soldats que chaque habitant devait loger. A cela près, on ne dirait pas que l'intérieur de la ville a été occupé pendant quatre mois par les Prussiens.

Les commerçants orléanais ne se plaignent pas trop de l'occupation prussienne. Ils n'ont jamais tant vendu que pendant les quatre mois qui ont vu le drapeau blanc et noir flotter sur leur Préfecture. Les officiers et les soldats prussiens pillent les châteaux et les villages et dépensent l'argent dans les villes. Cependant un certain nombre d'Allemands avaient apporté de l'argent de leur pays, car ils ont laissé dans l'Orléanais une quantité considérable de *thalers*, or, argent et billets de banque.

Je suis allé visiter le faubourg Récamier. C'est là qu'ont été livrés les combats qui ont précédé les deux occupations d'Orléans. La rue de ce faubourg est très longue. Elle a plus de deux kilomètres et compte près de cinq cents numéros. Toutes les maisons sont

criblées de balles. Le clocher de l'église, défoncé en deux endroits par les obus prussiens, menace ruine. C'est à l'extrémité de ce faubourg qu'a eu lieu l'un des plus brillants faits d'armes de l'armée de la Loire. Quatre mille hommes ont soutenu, pendant sept heures, le choc de l'armée allemande, forte de quarante mille hommes. Les Français ont perdu deux mille combattants, mais ce sacrifice héroïque a permis aux vingt-cinq mille soldats qui se trouvaient dans l'intérieur de la ville, de traverser la Loire et de se replier sur Blois, afin de protéger Tours, où se trouvait alors la délégation du gouvernement de la défense nationale.

Comme toutes les villes de province, Orléans semble bien déserte et bien silencieuse quand on sort de la fournaise parisienne. Cependant, je ne regrette nullement le brouhaha de la capitale. Au moins ici je dors bien. Depuis le 18 mars, on ne dormait pas quatre heures par nuit, dans la rue de l'Entrepôt. Le tambour et le clairon battant la générale nous horripilaient le tympan depuis le soir jusqu'au matin. Dans les dernières semaines de l'investissement, j'avais également perdu le sommeil. Les viandes mangeables coûtaient trop cher, le cheval et le chien me donnaient des nausées. Je vivais de riz et de café, dont je prenais douze à quinze tasses par jour pour me soutenir. Le système nerveux, ébranlé par ce régime, ne me laissait guère fermer l'œil. Arriva l'amnistie et, avec le ravitaillement, le sommeil

Le 18 mars, messieurs les émeutiers vinrent, avec leurs tambours et leurs clairons, remplacer l'effet des quinze tasses de café sur mon système nerveux. Cette recrudescence d'insomnie m'avait singulièrement abattu. Aussi, quand j'ai vu que les affaires de la capitale, au lieu de s'améliorer, prenaient une tournure de plus en plus mauvaise et ne semblaient pas me promettre un *dodo* prochain, je me suis empressé de venir à Orléans et j'en suis très content. Je dors bien et j'ai un excellent appétit. Dans l'après-midi, je fais de longues marches sur les bords de la Loire, qui sont très beaux et très pittoresques. Je rencontre en route beaucoup de moulins à vent qui, avec leurs grands diables de bras tournants, ont une apparence tout à fait fantastique.

On ne voit pas ici ces forts et vigoureux chevaux du Perche qui sont si communs à Paris. Dans l'Orléanais, la plus belle conquête de l'homme ressemble beaucoup à nos petits chevaux canadiens. Les ânes sont aussi bien plus petits que dans le département de Seine-et-Marne. Pas beaucoup plus gros qu'un chien de Terreneuve, un aliboron orléanais traîne toute une famille de paysans. Il ne va pas au galop, mais il fait son petit bonhomme de chemin en trottinant.

A la semaine prochaine.

A SA MÈRE.

Orléans, 22 avril 1871.

Ma bonne mère,

....Les émeutiers continuent à terroriser Paris et les postes sont toujours interrompues. Toutes les lettres de la province et de l'étranger sont dirigées sur Versailles, où elles attendent l'entrée des troupes dans la capitale. Je reste donc privé du bonheur de vous lire.

Les malheureux Parisiens subissent en ce moment la plus effroyable dictature. Les églises sont fermées, les prêtres sont jetés en prison, les maisons des riches sont livrées au pillage ; pour un mot, un geste, on vous conduit à la Conciergerie. Tous les misérables qui, dans les temps ordinaires, demeurent dans les bas-fonds de la société, remontent aujourd'hui à la surface et profitent du triomphe momentané de la canaille pour voler les riches et dénoncer leurs maîtres, souvent même leurs bienfaiteurs d'autrefois. Cette orgie de la *voyoucratie* touche à sa fin. Les troupes de Versailles sont aujourd'hui maîtresses de tous les environs de Paris, et j'espère que tout sera fini le 1er mai.

Ici, à Orléans, tout est très calme. Je vais maintenant chaque jour à la bibliothèque, qui est très riche en documents historiques. J'étudie les chroniques de la ville d'Orléans. Celles qui racontent le siège de 1428 et la délivrance de la ville par Jeanne d'Arc sont très

intéressantes. Le souvenir de la Pucelle d'Orléans est tenu en grande vénération par les Orléanais. Trois statues en bronze témoignent de la reconnaissance de la ville qui fut sauvée par l'héroïque jeune fille. Dans le passé, Jeanne d'Arc; dans le présent, Mgr Dupanloup: voilà les deux grands noms de l'Orléanais.

A Paris, le clergé ne va jamais chercher le corps à la demeure du défunt. Il est conduit à l'église par l'administration des pompes funèbres, qui a le monopole des enterrements. Ici, comme chez nous, le clergé se rend à la maison mortuaire et le corps est porté à bras. La porte de l'église est tendue de noir et sur ces tentures on attache une grande feuille imprimée invitant les passants à entrer dans l'église pour y prier pour le repos de l'âme de la personne que l'on va enterrer.

Le matin, à huit heures, il y a toujours devant l'église de Saint-Paterne une dizaine de chaises à porteurs. Les vieilles marquises et comtesses (Orléans compte encore beaucoup de nobles de la vieille roche) ont conservé ce mode de transport si cher aux grandes dames d'autrefois. Seulement les porteurs ne sont plus des laquais frisés, poudrés, enrubanés, comme au temps du grand roi, ce sont tout simplement de robustes gars en blouse et en casquette. Il paraît que toutes ces dames n'ont pas leurs chaises à porteurs à elles, car il y a, dans la rue Jeanne-d'Arc, un loueur de ces antiques véhicules, si on peut donner ce nom à cette espèce de cage.

Ma santé est toujours bonne. Depuis trois jours, il pleut à verse.

Je vous embrasse de toute mon âme.

Votre pauvre enfant.

A SES DEUX FRÈRES.

Orléans, 22 avril 1871.

Mes chers frères,

Je suis toujours privé de vos nouvelles. Les communications postales avec Paris sont encore interrompues. Les troupes de Versailles ont remporté trois avantages qui leur permettront d'investir la capitale. Les *communeux* ont fait des pertes considérables dans ces rencontres. La terreur continue à régner à Paris. On pille toutes les maisons. Les pauvres prêtres et les religieuses sont plus que jamais en butte à la persécution. Il nous est arrivé à Orléans deux vieux prêtres et un frère de la doctrine chrétienne qui ont réussi à s'échapper en se déguisant en paysans.

Nous sommes depuis deux jours sans dépêches de Versailles. On pense qu'aujourd'hui ou demain au plus tard, les troupes forceront l'enceinte et entreront dans Paris, car il paraît que les Prussiens ont envoyé à M. Thiers un ultimatum portant que, si le 25 avril, le gouvernement n'avait pas dompté l'émeute, les

Prussiens bombarderaient immédiatement Paris et auraient raison de la Commune par le fer et par le feu. Je ne vous garantis pas l'authenticité de cet ultimatum, je vous le donne comme un bruit courant. Il est assez naturel que les quatre cent mille Prussiens qui sont encore en France, désirent retourner au plus vite dans leurs foyers. Sans l'émeute parisienne, trois cent cinquante mille auraient déjà passé le Rhin, puisque cinquante mille seulement doivent occuper la Champagne jusqu'au paiement des cinq milliards.

D'après ce que j'entends dire, je crois que d'ici à huit jours, l'émeute sera définitivement vaincue. Le découragement se met dans les rangs des soldats de la Commune. Privé de communications avec la province, Paris n'est plus ravitaillé. Comme pendant le siège, les victuailles se vendent très cher et le cheval remplace le bœuf sur la table des Parisiens. Il pourrait bien se faire que ma prochaine fût datée de Paris.

Lundi dernier, j'ai fait la découverte de la bibliothèque publique d'Orléans. C'est là que je passe maintenant une partie de mes journées. Cette bibliothèque renferme trente mille volumes de science, d'histoire, etc. Le bibliothécaire est un beau vieillard, à figure monastique, qui est très affable et très complaisant. Je passe mon temps à étudier les vieilles chroniques d'Orléans.

Sous les Romains, Orléans s'appelait *Genabum*. Sa fondation par les druides remonte à plusieurs siècles avant l'occupation romaine. La partie des chroniques

qui a trait au siège de la ville par les Anglais, et à sa délivrance par Jeanne d'Arc, est très intéressante. Je crois que l'Orléanais a fourni peu de colons au Canada. Dans la liste des *honorables*, *vaillants* et *prudents bourgeois* qui, du 12 octobre 1428 au 8 mai 1429, se sont distingués dans la lutte contre les Anglais qui les assiégeaient, je trouve, sur trois cent vingt et un noms, les suivants qui sont connus chez nous, à Québec : Brunet, Beaudry, Boucher, Deblois, Bonneau, Chauveau, Chartier, Durand, Doucet, Gauthier, Leclerc, Langlois, Langevin, Lefebvre, Lelièvre, Moreau, Martin, Petit, Prevost, Paré, Renvoizé, Rousseau, Simon. Trois cent soixante ans plus tard (1789), dans la liste des citoyens et citoyennes d'Orléans qui font des dons à la nation, je ne trouve que trente noms canadiens sur plus de six cents énumérés dans la chronique orléanaise : ce sont les citoyens Aubry, Asselin, Archambault, Benoît, Bussière, Boucher, Boily, Brunet, Clément, Bonneau, Chrétien, Dupuis, Duplessis, Gaudry, Julien, Leblond, Lemay, Lemoine, Lepage, Lecomte, Leclerc, Langlois, Métivier, Papillon, Renault, Pelletier, De Sallabery, Samson, Tremblay.

Je suis très heureux d'avoir ainsi à ma disposition ces vieilles chroniques, qui sont pleines d'intérêt pour un Canadien.

Jeanne d'Arc a trois statues à Orléans : celle de la place du Martroi est magnifique. Avec les bas-reliefs de bronze qui décorent le piédestal, elle a coûté plus d'un million de francs.

A côté de la cathédrale, on trouve la statue en bronze que les Orléanais, en 1859, ont élevée à leur concitoyen Pothier. Sa statue en marbre est aussi dans la salle des pas-perdus du palais de justice. On montre encore, dans la rue de la Préfecture, la vieille maison où naquit et mourut le grand jurisconsulte. La famille de Pothier existe encore à Orléans.

Celui qui porte aujourd'hui ce nom illustre est une espèce de bohème qui mène une vie de polichinelle. Sa mère, en mourant, lui a laissé une rente de 300 francs par mois dont il ne peut engager le capital. Le notaire lui payant cette rente le premier de chaque mois, le descendant de l'auteur du *Contrat de mariage* fait la noce pendant une dizaine de jours, et, quand il n'a plus le sou, il s'engage comme domestique pour vivre en attendant les 300 francs du mois suivant. Je l'ai vu passer sur le Mail. C'est un homme d'une cinquantaine d'années. Il porte des pantalons de toile bleue et une blouse jadis blanche, presque noire aujourd'hui, sur la tête, une casquette crasseuse. Sa figure haute en couleur semble annoncer que le propriétaire d'icelle aime à vider bouteille. Du reste, c'est, dit-on, la meilleure nature du monde, très charitable et donnant avec autant de plaisir vingt sous à un malheureux, qu'un franc pour une bouteille de vin. Il a fait de très bonnes études. Il aurait pu s'établir à Orléans comme avocat et faire un brillant mariage. A cette vie tranquille et honorable, il a préféré la vie aventureuse du bohème. Il a fait le tour de la France

à pied. Probablement que dans ses longues courses à travers son pays, il aura pris le goût de la boisson. Cependant il n'a jamais été vu en état d'ivresse. Quoique bohème, il n'a jamais fait un sou de dettes. Ce n'est pas un voyou, c'est une manière de philosophe qui se moque des usages de la société et se contente de vivre à sa guise. Pourtant j'aimerais mieux voir le petit-fils du grand Pothier avocat à Orléans que domestique pendant la moitié de chaque mois dans les auberges de la ville.

Il y a beaucoup de libraires dans la capitale de l'Orléanais. Ils ne se contentent pas, comme ceux de Paris, du seul commerce des livres. Comme chez nous, ils vendent la papeterie, les papiers peints, les articles de Paris et la parfumerie. Le plus important est Gatineau, au coin de la rue Royale et de la rue Jeanne-d'Arc.

Une chose curieuse à voir, ce sont les laitières. Elles mettent leurs deux bidons pleins de lait et leurs mesures dans une espèce de panier plat sans couvercle. Elles portent le panier ainsi chargé sur leur tête, qui est protégée par un coussinet, et, les deux bras sur les hanches, elles s'en vont trottinant par la ville avec une rapidité incroyable. Je suppose que défunte Perrette portait ainsi son pot au lait, puisque La Fontaine nous dit qu'il était "bien posé sur un coussinet." Je ne m'étonne pas que la pauvre ménagère ait vu s'évanouir, avec son lait répandu, son beau rêve de veau, vache, cochon, couvée, car il faut être joliment habi-

tuée et surtout ne pas faire de châteaux en Espagne, pour porter sur sa tête un pareil fardeau sans le laisser tomber.

Avant-hier, j'ai visité le cimetière. Il n'offre rien de bien remarquable. A l'extrémité, on trouve un édifice à un étage, en pierre de taille, avec colonnade qui forme un très beau portique. Cette construction renferme les caveaux des familles nobles d'Orléans et des environs. Parmi ces tombeaux se trouve celui de Talleyrand-Périgord.

A gauche, en entrant dans le cimetière, il y a une allée occupée spécialement par les tombes des curés et vicaires des différentes paroisses d'Orléans. En France, il n'y a que les évêques qui soient enterrés dans les églises.

A quelques pas du champ de repos, se trouve la vieille église de Saint-Euverte. En 1848, pendant les mauvais jours de mai et juin, elle fut mise en vente par le conseil municipal. Les jésuites achetèrent pour 30,000 francs ce temple gothique dont les vitraux peints valent seuls six fois cette somme. On me dit qu'ils ont déjà dépensé 200,000 francs pour réparer cette église, qui est située à côté de leur collège.

AUX MÊMES.

Orléans, 29 avril 1871.

Mes chers frères,

Ayant appris qu'en écrivant à Versailles on pouvait recevoir ses lettres, je me suis empressé de m'adresser à M. Rampont, le directeur général des postes, dont l'administration centrale est en ce moment établie dans la ville de Louis XIV. J'ai eu le bonheur de recevoir, mercredi, vos lettres des 24, 31 mars et 3 avril. Les journaux ne m'ont pas été expédiés. Je ne pense pas les recevoir avant mon retour à Paris.

Dans la lettre de Joseph, j'ai trouvé une traite de £64.17.3 sur Londres, accompagnée d'une commande que je m'empresserai d'exécuter aussitôt que Paris sera débloqué. Quand ? je l'ignore, car, d'après les nouvelles qui nous arrivent ces jours-ci, il semblerait que l'on va faire un siège en règle qui pourrait bien durer encore un mois et peut-être plus. Aussitôt qu'il sera possible de rentrer dans la capitale, je quitterai Orléans.

Les chemins de fer étant coupés à quelques lieues de la grande ville et la terreur continuant à régner dans ce malheureux Paris, les ordres que Joseph a envoyés à M. Bossange et à la maison Turgis ne pourront être remplis que lorsque la Commune aura mis bas les armes. D'ailleurs, M. Bossange avait quitté Paris avant moi avec sa famille et ses employés. Pour

ne pas servir malgré eux dans les rangs de la Commune, ils se sont empressés de filer en province.

Ce qui prolonge la lutte, c'est la concentration dans la capitale de tous les bandits et repris de justice, non seulement de la France, mais de toute l'Europe. On compte en ce moment à Paris plus de trente mille étrangers, gens de sac et de corde qui, n'ayant rien à perdre, lutteront tant qu'ils trouveront à piller.

On assure que les beaux quartiers sont minés et qu'à l'entrée des troupes de Versailles, on fera sauter les Champs-Élysées, la Madeleine, en un mot, tous les quartiers habités par les riches. On fera peut-être sauter quelques édifices publics, mais je ne pense pas que l'on puisse détruire en bloc les plus riches arrondissements de la capitale. Comme tous les honnêtes gens âgés de quarante ans ont quitté Paris et que les jeunes gens sont obligés de se battre dans les rangs de la garde nationale, sous peine de mort, il n'y a pas lieu d'espérer que la Commune sera renversée par les malheureux habitants de Paris. La lutte peut donc se prolonger longtemps et je pourrais bien être encore ici le 1er juin, ce que je ne désire pas.

Il faut donc que Joseph prenne patience, car, avec la meilleure volonté du monde, je ne pourrai expédier les articles qu'il me demande que lorsque messieurs les *communeux* auront été vaincus.

Je remercie de tout mon cœur Jacques, pour la bonté qu'il a eue de rebâtir de sa poche mes petites économies. Comment pourrai-je jamais reconnaître

l'inépuisable générosité dont il me donne depuis longtemps des preuves si nombreuses ?

Il m'apprend que les hommes à bons principes ont lancé une accusation de gallicanisme contre la faculté de droit de l'Université-Laval. Ce bon frère a trouvé le mot juste de la situation : c'est un nouveau cheval politique lancé par quelques ambitieux, tous les autres étant fourbus. Cette vieille rengaine des bons principes sera donc toujours exploitée par les saltimbanques politiques ? Ici, c'est la liberté ; chez nous, ce sont les bons principes qui servent aux ambitieux pour arriver au pouvoir.

Pour ce qui est de la théorie de la liberté, je commence à croire que Louis Veuillot a raison. Les immortels principes de 89 ont fait plus de mal à l'humanité que tous les tyrans dont les noms sont voués par l'histoire à la malédiction des peuples.

Quant à moi, je suis tellement écœuré de ce qui se passe en France depuis le 4 septembre, qui si feu Louis XIV, de despotique mémoire, revenait sur la terre, je crierais de toutes mes forces : *Vive le grand roi ! A bas la liberté !*

Joseph me dit que les Français sont descendus bien bas dans son estime, je n'en suis pas étonné, car depuis la proclamation de la république, ils ont donné au monde le honteux spectacle de leur manque absolu de patriotisme. " Quel drôle de peuple ! " m'écrit Jacques. Hélas ! il n'est même plus drôle, il est pourri. Sans croyances religieuses, sans principes politiques

arrêtés, n'ayant plus le respect ni de la famille ni de la femme, ayant abusé de toutes les jouissances matérielles pendant les vingt années de l'Empire, qui fut une époque de bien-être et de richesses inconnus jusque-là dans le pays, les Français ont perdu tout ce qui fait la force et l'honneur d'un peuple, tout, jusqu'à l'amour de la patrie.

Le mot d'un viveur de Paris est tout à fait caractéristique. On déplorait devant lui la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. "Ah ! bah ! répondit-il, qu'est-ce que cela peut me faire ? Je ne vais jamais dans ces pays-là !" En effet, est-ce que le démembrement de la France empêchera ce monsieur d'aller souper au Café Anglais avec les actrices en vogue ? Ne continuera-t-il pas à occuper une loge d'avant-scène, les soirs de première représentation ? Ne le verra-t-on pas, comme autrefois, passer aux courses de Longchamps et de Vincennes ?

Ce qui me fait croire que la France est perdue, c'est que la masse du peuple, ouvriers et paysans, est profondément corrompue et ne croit plus à rien. Avant 1789, la haute société seule était gangrenée, et encore n'y avait-il que cette portion de la noblesse faisant partie de la cour qui fût atteinte de la corruption. Aujourd'hui, la haute société est excellente, mais la petite bourgeoisie et la classe ouvrière ne valent rien. La première se vante d'être voltairienne, enterre ses enfants sans passer par l'église et se fait une gloire de ne pas croire en Dieu. Pour la classe ouvrière, elle

s'abrutit dans les cafés des faubourgs, où les fruits secs de toutes les professions libérales vont lui prêcher, sous le nom de socialisme, le droit au capital, en langue vulgaire, le droit de *chiper* le porte-monnaie de son voisin.

Vous ne sauriez croire combien les doctrines matérialistes prêchées par l'école de Comte, de Littré, etc., ont fait de ravage en France. Dans cette lutte impie contre toute religion, les paysans sont plus acharnés que les habitants des villes. Ainsi, dans le département du Loiret, Mgr Dupanloup a reçu le plus petit nombre de voix, parmi les candidats élus. Savez-vous quels sont les électeurs qui lui ont donné leurs voix ? Les habitants des villes. Le parti républicain a soutenu sa candidature, d'abord parce que l'évêque d'Orléans est l'une des gloires littéraires de la France, ensuite pour prouver que la république ne voulait proscrire ni la religion, ni ses ministres.

Dans les campagnes, que Mgr Dupanloup a comblées de ses bienfaits pendant les inondations périodiques de la Loire, les paysans n'ont pas voulu donner leurs votes à leur évêque et se sont rendus au scrutin en criant : A bas les calotins !

Si, dans les campagnes, on avait voté pour l'évêque d'Orléans dans la même proportion que dans les villes, son nom serait sorti le premier de l'urne électorale.

Chose remarquable, dans les combats livrés dans l'Orléanais, les ennemis de la calotte se sont prudemment tenus enfermés dans leurs maisons. Bien loin de

se battre pour leur pays, ils se sont empressés de se mettre à la disposition des Prussiens pour tous les renseignements dont ces derniers pouvaient avoir besoin. Bien souvent, pour une pièce de vingt francs, ces misérables paysans ont instruit l'ennemi de la marche ou de la position de l'armée de la Loire. La bouteille de vin qu'ils vendaient dix sous aux Allemands, ils la faisaient payer 1 fr. 50 et 2 francs aux malheureux soldats français épuisés et mourant de soif. Quand une bataille se livrait près des villages, ces misérables fermaient leurs portes afin de ne pas être obligés de recevoir leurs compatriotes blessés.

Comme tous les Parisiens enfermés pendant le siège, j'ai cru au patriotisme de la province, à la levée en masse de la nation. Je me représentais les paysans cachés derrière les haies, faisant la chasse aux Prussiens, comme sous Napoléon Ier les Espagnols la faisaient aux Français. Je croyais à la France chevaleresque de nos pères. Hélas ! quelle était mon erreur ! Au lieu de cette grande nation qui tient une si large place dans les annales de l'histoire, il n'y a plus aujourd'hui qu'une agglomération d'hommes sans principes, sans mœurs, sans foi et sans dignité.

Dans l'Orléanais, il n'y a que les zouaves pontificaux qui se soient battus comme des lions. A la journée du 4 décembre, sur un corps de trois cents défenseurs de Pie IX, deux cent quarante sont tombés dans le faubourg Récamier. Aussi le général von der Thann disait-il que si d'Aurelle de Paladines avait eu cinq

mille zouaves pontificaux, les Prussiens ne seraient jamais entrés à Orléans. Dans cette malheureuse guerre, il n'y a que les zouaves du pape et les Bretons qui aient fait leur devoir. Ce sont précisément les hommes qui avaient une foi religieuse qui ont su combattre et mourir pour leur patrie, tant il est vrai que les actions généreuses, les grandes inspirations ne sauraient germer dans un cœur desséché par l'impiété.

Il ne faut pas oublier la légion étrangère et les amis de la France. Ces deux corps, composés de Belges, de Russes, d'Anglais et d'Américains, ont plus souffert et plus combattu pour sauver l'honneur de la France que les Français eux-mêmes, en exceptant les zouaves pontificaux et les Bretons. Ces amis de la France, qu'il ne faut pas confondre avec la canaille cosmopolite réunie sous le drapeau de Garibaldi, étaient recrutés dans les meilleures familles de l'étranger.

Une chose honteuse, c'est l'infamie des fournisseurs de l'armée. Un officier du corps de Faidherbe me racontait le fait suivant, qui n'a pas besoin de commentaires. Le 18 janvier, on donnait des souliers neufs à son régiment. Le lendemain, 19, on livrait la bataille de Saint-Quentin, où vingt et un mille Français ont soutenu, pendant douze heures, la lutte contre cent dix mille Prussiens. Ne recevant pas de renfort, Faidherbe fut obligé de battre en retraite. Le lendemain, les Allemands faisaient quatorze mille prisonniers. Les souliers fournis le 18 avaient des semelles de carton qui n'étaient que collées. Dans le mouvement de re-

traite, plus de la moitié de l'armée se trouva pieds nus, et, comme il y avait un pied de neige sur le sol, les malheureux soldats, incapables de marcher, tombaient épuisés dans les champs, où les Prussiens les faisaient prisonniers. N'est-ce pas abominable ?

J'ai tellement bavardé qu'il ne me reste que la place nécessaire pour vous dire que ma santé est bonne.

A la semaine prochaine.

AUX MÊMES.

Orléans, 13 mai 1871.

Mes chers frères,

J'ai reçu, vendredi matin, votre lettre du 28 avril, et celle du 17 mars, qui s'était arrêtée en route. Comme elle porte le timbre de Londres du 30 mars, il est probable qu'elle sera restée dans les bureaux de Versailles, où il doit y avoir un fouillis de lettres effrayant.

Je vois, par votre lettre du 28 avril, que vous avez reçu à la fois mes lettres du 3 et du 9 avril. Comme j'avais mis la première le lundi soir, 3, à la poste, elle ne sera pas arrivée à Liverpool à temps pour être expédiée par le bateau qui part le jeudi. C'est ce qui m'explique pourquoi vous ne m'avez pas écrit le 21 avril, car vous ne saviez pas encore si j'étais pincé une seconde fois dans Paris ou si j'avais quitté la capitale pour une ville de province.

Jacques me dit que vous avez eu un mois d'avril froid et pluvieux, et qu'il a été indisposé, par suite des variations subites de la température. J'espère que le *joli mois de mai* dont les charmes existent plutôt dans l'imagination de ces farceurs de poètes que sur les bords du Saint-Laurent, aura apporté à Jacques, avec les *brises printanières et les parfums des fleurs fraîchement écloses*, un remède à l'indisposition que le mois d'avril lui avait causée.

Dans sa lettre du 17 mars, Jacques me prouve que vous étiez mieux informés que nous sur ce qui se passait à Paris. Le télégraphe vous avait appris que les garibaldiens arrivaient en nombre à Paris. Pour nous, habitants de la *capitale du monde civilisé*, nous n'avons su que le lendemain du 18 mars que nous devions à la bande du héros de Caprera l'assassinat du général Thomas et du général Comte, et cette belle révolution qui a porté à l'Hôtel de Ville un gouvernement composé aux trois quarts de fripons et de souteneurs de filles publiques. Il faut que la Babylone moderne soit bien coupable pour que Dieu lui inflige cette humiliation suprême d'être gouvernée depuis deux mois par de pareilles canailles. Ce qui étonne, ce ne sont pas les cinquante mille pendards qui sont arrivés à terroriser la capitale. Dans une ville de plus de deux millions d'âmes, le centre de toutes les conspirations européennes, il n'est pas étonnant que l'on trouve 2½ % de la population qui soient des gens de sac et de corde. Ce qui est inconcevable, c'est que les 97½ % qui

restent, armés et aguerris comme les 2½ %, puisque tout le monde était soldat pendant le siège, se laissent ainsi faire la loi par cette infecte crapule. Il est vrai que rien n'égale la pusillanimité, la lâcheté des bourgeois et du boutiquier de Paris. Quand Paris était assiégé par les Prussiens, ils allaient aux tranchées et aux avant-postes, d'abord parce qu'ils voulaient empêcher l'étranger d'entrer à Paris, mais surtout parce qu'il y avait cent mille soldats sérieux qui leur auraient tiré dessus, s'ils n'avaient pas voulu obéir aux ordres du général Trochu.

Le 18 mars, il n'y a plus de dictature militaire. C'est un pékin, M. Thiers, qui est le chef du pouvoir exécutif. On s'en moque comme de l'an quarante. En vain le ministre de l'intérieur fait battre le rappel pendant l'après-midi du 18 mars, pour que les gardes nationaux du parti de l'ordre aillent combattre la canaille de Belleville et de la Villette, personne ne répond à cet appel. Dans la rue de l'Entrepôt et ses environs, j'ai entendu plus de dix boutiquiers dire : Que le gouvernement s'arrange, ce n'est pas moi qui risquerai ma peau pour le défendre !

Abandonné par cette masse inerte qui compose le parti des honnêtes gens, le gouvernement a bien été obligé de se réfugier à Versailles. Le bourgeois de Paris, plutôt que de se battre, acceptera tous les gouvernements, quelque honteux qu'ils soient, sanctionnera toutes les usurpations, quelque scandaleuses qu'elles paraissent aux yeux de l'univers écœuré devant le spec-

tacle d'une grande cité où la majorité est si lâche et la minorité si audacieuse et si corrompue.

Lundi dernier, 8 mai, le 442e anniversaire de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc a été célébré, mais avec moins de pompe que d'habitude. Pas de cavalcade, pas de feu d'artifice, ni d'illumination. Vu les circonstances douloureuses que la France traverse depuis bientôt un an, le conseil municipal a décrété de distribuer aux veuves et aux orphelins faits par les combats livrés autour d'Orléans, les sommes que l'on dépensait, les années précédentes, pour célébrer l'anniversaire de la défaite des Anglais sous les murs de la cité orléanaise. C'est l'Église seule qui a fêté cette glorieuse date du 8 mai. La cathédrale de Sainte-Croix était pavoisée à l'intérieur, le chœur avec des oriflammes rouges brodés en or, la nef avec des drapeaux bleus et blancs sur lesquels se détachaient de nombreuses fleurs de lis. A dix heures et demie, on a fait le panégyrique de Jeanne d'Arc dont je n'ai pu entendre un traître mot. Immense est la basilique, et comme la nef était occupée par les autorités constituées, j'ai dû chercher un refuge dans les petites nefs des côtés de l'église. Là, inondation de femmes sur toute la ligne. Derrière un confessionnal, j'ai trouvé une vieille chaise dont trois pieds tenaient à peine et le quatrième pas du tout. Du reste, je n'ai pas le droit de me plaindre, car on ne m'a pas fait payer les deux sous réglementaires. J'ai entendu vaguement le chant des hymnes dans le chœur, mais le prédicateur, point. Il paraît que je

n'ai pas perdu grand'chose, car ce n'est pas le père Perrault qui est monté en chaire. Empêché au dernier moment, le célèbre oratorien n'a pu faire entendre sa parole éloquente et Jeanne d'Arc n'a eu qu'un panégyriste d'occasion. La procession a parcouru les rues Jeanne-d'Arc et Royale, a traversé le pont et a fait une station au pied de la statue de la Pucelle, sur la place des Tourelles, dans le faubourg Saint-Marceau.

Chaque paroisse d'Orléans était représentée par son clergé, qui, précédé de la croix et de la bannière, portait, dans des châsses magnifiques, les reliques des saints de son église. Les bannières, surtout celle de Saint-Paterne, avec l'image du saint, en fil d'or qui a au moins six pouces de relief, sont magnifiques.

Après chaque clergé venait un détachement de gendarmerie ou de troupes de ligne. Enfin s'avançait, précédé du préfet du Loiret et du maire, tous deux ceints de l'écharpe tricolore, le clergé de la cathédrale. Sous le dais se tenait un évêque dont j'ignore le nom, qui portait la relique de la sainte croix. Mgr Dupanloup assistait à la procession. Il paraissait très fatigué. Derrière le dais, marchaient le général de Potier et son état-major, la magistrature debout, en robes noires, et la magistrature assise, en robes rouges.

Les rues n'étaient ni pavoisées, ni bordées d'arbres, comme chez nous à la procession de la Fête-Dieu ou à celle de la Saint-Jean-Baptiste. Beaucoup de femmes de la campagne, en bonnets de formes diverses et singulières. Aux fenêtres, quelques dames, en grande toilette.

La Commune, qui prétend combattre pour établir en France le règne de la liberté, vient de supprimer d'un seul coup le *Petit Journal* et six autres feuilles. Le journal de Millaud n'en continue pas moins à paraître. Seulement il laisse en blanc le mot *Petit* dans son titre.

On parle beaucoup d'une restauration bonapartiste. Si on posait carrément à la France la question : Empire ou république, l'empire aurait encore une immense majorité. Le peuple français votera pour n'importe quel homme à poigne solide qui le débarrassera d'abord de la Commune de Paris, ensuite du gouvernement de Versailles, de ce gouvernement qui n'est ni la république, ni la monarchie.

Si l'état d'anarchie dans lequel nous vivons depuis le 4 doit se prolonger, le commerce sera complètement ruiné. L'article de Paris surtout risque fort de voir se fermer les marchés étrangers. L'Allemagne fournit maintenant tous ces petits bibelots dont le monde civilisé est si friand, à meilleur marché que la France, parce que la main d'œuvre est moins payée de l'autre côté du Rhin. Depuis six mois, les commis voyageurs autrichiens parcourent l'Europe et les États-Unis et font une concurrence désastreuse aux articles fabriqués à Paris.

Privés, pendant six mois, des marchandises parisiennes, les ngéociants étrangers se sont empressés, dès les premiers jours de février, d'envoyer des commandes considérables aux fabriques de la capitale. On com-

mençait à peine à travailler à l'exécution de ces ordres, qu'arriva la révolution du 18 mars. Les ateliers sont fermés et les ouvriers les quittent pour le corps de garde. L'expédition des commandes reçues de l'étranger est donc renvoyée aux calendes grecques. Dans cette situation, il est tout naturel que les marchands du continent, de l'Angleterre et de l'Amérique, songent à s'affranchir du monopole que Paris a toujours exercé, jusqu'à ce jour, pour tout ce qui concerne la fabrication des articles de goût, et qu'ils se décident à acheter les articles allemands, moins élégants peut-être, mais aussi bien moins dispendieux.

En voyant s'agrandir leur clientèle, les Allemands offriront aux ouvriers français des salaires assez élevés pour les engager à aller s'établir dans le pays où fleurit la choucroute, et ils pourront ainsi livrer des produits aussi élégants que ceux que Paris fournissait au commerce du monde entier. La guerre civile de 1871 pourrait bien produire sur le commerce français le même effet que la révocation de l'édit de Nantes, qui fit émigrer en Allemagne plusieurs des principales branches de l'industrie française.

Joseph me dit dans sa lettre que la maison X vend à prix coûtant et que la maison ** est à la veille de la banqueroute. Pour une ville de soixante mille âmes, Québec offre très peu d'acheteurs de livres. Sous ce rapport, nous sommes bien en arrière de l'Europe. Je me rappelle que lorsque j'étais chez M. Bossange, nous recevions, de petites villes de la Russie, des ordres

pour des livres de science, d'histoire et de littérature, d'une importance supérieure à celle des commandes réunies de tous les libraires de Québec, pendant un an. Il ne faut pas oublier que les Russes sont considérés comme des demi-barbares et que la langue française n'est parlée que dans la haute société. Dans notre ville, il n'y a que le commerce des livres de prières et d'écoles qui puisse prendre de l'extension. Pour la haute librairie, il passera encore bien de l'eau dans le Saint-Laurent avant que l'on puisse en faire chez nous un commerce sérieux.

AUX MÊMES.

Orléans, 12 septembre 1871.

Mes chers frères,

J'ai lu avec un grand plaisir le travail de M. Légaré sur Mgr Baillargeon. Quel beau caractère ! Quelle admirable nature ! Comme on est heureux d'avoir connu le saint archevêque et comme on est malheureux de l'avoir perdu !

Je remercie Jacques de m'avoir envoyé l'annuaire qui contient cette étude.

Plusieurs des lettres qui suivent sont datées de Bordeaux, où Crémazie avait été envoyé par M. Gustave Bossange pour y tenir, en son nom, un bureau d'agence.

A SON FRÈRE JOSEPH.

Bordeaux, 29 novembre 1875.

Bordeaux est une fort belle ville, mais assez ennuyeuse quand on n'y connaît personne. Comme toutes les grandes villes de province, elle a les inconvénients de la capitale sans en avoir les ressources. Je paie ici aussi cher que lorsque j'étais dans la rue de l'Entrepôt et je mange moins bien. De plus, je n'ai pas le café du matin qui, à Paris, était compris dans le prix de la pension. Ici, on ne peut loger que dans les grands hôtels, trop chers pour le commun des mortels comme moi, ou dans les maisons de troisième ordre, comme celle que j'habite, ou dans les petits restaurants du port, où les matelots prennent leur nourriture.

Ce qui manque ici, ce sont les bouillons Duval, où l'on mange bon et à bon marché. Si l'on a faim, on dépense trente-cinq sous; si l'appétit manque, on peut en être quitte pour vingt sous.

Pour se faire des connaissances, il n'y faut pas songer. Les négociants vivent chez eux ou au cercle, ce que nous appelons chez nous un club. Je ne pourrais, dans ma position, que frayer avec les employés. Mais ces derniers passent presque tout leur temps au café, ce qui n'est nullement dans mes goûts.

La seule chose qui me plaise ici, c'est le port. De mon bureau, je vois le mouvement des steamers et des voiliers, qui est très grand. J'ai sous les yeux des na-

vires de tous les coins du monde : les magnifiques steamers des Messageries maritimes, qui font le service du Brésil et de la Plata, les *clippers* peints en blanc, qui portent les marchandises françaises dans les ports du Pacifique Sud ; les stermers de Liverpool, de Southampton, de Londres et du Havre. Les quais sont très beaux et forment une véritable promenade. Ils s'étendent sur une longueur de plus d'une demi-lieue.

La Gironde est très large devant la ville et la rive opposée, où se trouve la Bastide, a un faux air de la Pointe-Lévis. Ce spectacle me plaît beaucoup. Songe qu'il y avait plus de treize ans que je n'avais vu un port de mer !

Nous avons eu, avant-hier, de la neige et un froid d'un degré au-dessous de zéro. Aujourd'hui, le temps s'est radouci.

Mes amitiés à ta femme.

AU MÊME.

Bordeaux, 24 décembre 1875.

Mon cher Joseph,

Nous avons ici un temps doux, mais très humide, de la pluie et un brouillard intense tous les jours. Il faut faire du feu, non pas contre le froid, mais contre l'humidité. Cette température me met tout à fait mal

à l'aise. J'ai le sang porté à la tête, ce qui me cause des étourdissements.

Depuis huit jours, il n'est venu qu'une seule personne au bureau, le commis de l'agent de la ligne Inmann, qui voulait savoir, ce matin, le prix du passage de Liverpool à Portland.

Je t'assure que je m'embête rudement. En venant à Bordeaux, je n'ai fait que changer d'inaction. A Paris, au moins, je marchais et j'avais une distraction intelligente dans les cours du collège de France. La seule compensation que je trouve ici, c'est que je gagne quelques sous. Depuis huit jours, je n'ai donc parlé qu'au commis d'Inmann. Cet isolement absolu, sans que je puisse me réfugier dans la lecture, devient accablant, je suis comme une bête fauve dans sa cage. Je lis cependant plus que je ne devrais, car je ne sais comment tuer le temps depuis neuf heures à cinq. Maintenant que j'ai mis les papiers en ordre, je n'ai absolument rien à faire.

Sans le vouloir et même sans y songer, Crémazie a résumé, dans le fragment de lettre qui précède, toute la vie de paria qu'il a menée depuis son éloignement du Canada jusqu'à sa mort. Ceux qui l'ont connu au temps où il vivait heureux et tranquille dans la bonne ville de Québec, entre ses occupations de libraire qu'il aimait, ses relations d'amitié avec les meilleurs esprits et ses méditations poétiques, ne pourront lire sans un serrement de cœur ces deux réflexions désespérées: *Depuis huit jours, je n'ai parlé à personne, hormis un mot d'affaires !...... Je suis comme une bête fauve dans sa cage.* Ces lignes peignent au vrai le sort implacable que l'exil lui avait fait, et révèlent combien lui pesait l'effrayante solitude des hommes, ce que les Anglais nomment si bien *the wilderness of men.*

Et dire que durant seize ans de sa vie, il a traîné ce boulet au pied et ce remords au cœur. Avec quelle vivacité d'impression, ceux-là seuls qui sont doués comme lui d'une intelligence d'élite, d'une sensibilité de poète, seraient capables de le sentir et de l'exprimer ! Ses plus mortels ennemis, s'il en eut jamais, n'auraient pu lui souhaiter une destinée plus cruelle, une plus amère expiation.

A SA MÈRE

Bordeaux, 24 juin 1876.

Ma bonne mère,

Dimanche, bien que je fusse retenu à ma chambre par le mal de tête, j'ai vu, de ma fenêtre, la grande procession du Saint-Sacrement. C'est réellement magnifique. Toutes les rues sont jonchées de feuilles et de grandes palmes, dans le genre de celles qu'on voit dans les tableaux qui représentent l'entrée de Jésus-Christ à Jérusalem. Sur ce lit de feuilles on jette des fleurs, de sorte que la procession marche constamment sur un véritable tapis de feuilles et de fleurs.

Ce lit de verdure, qui est fourni par les habitants de chaque maison, remplace les *balises* que l'on met chez nous, mais que l'on ne peut se procurer dans un pays où le bois est très cher et très rare. A chaque fenêtre des rues où passe la procession, on suspend de grands draps blancs sur lesquels on entrelace des guirlandes de fleurs ou des inscriptions pieuses également faites

avec des fleurs, telles que: *Gloire au Saint-Sacrement!* etc. La procession est précédée d'un magnifique escadron de hussards à cheval. Viennent à la suite les petites filles des différentes communautés; elles sont habillées de blanc avec des ceintures en sautoir et portent sur la tête des couronnes de fleurs qui sont d'un effet charmant. Ensuite s'avancent les élèves des frères, dont le nombre atteint un chiffre de plusieurs milliers. Leur costume, qui se compose d'une vareuse rouge, d'un pantalon blanc et d'un chapeau de paille avec large ruban bleu, est tout à fait joli. Viennent après les clergés de toutes les paroisses de la ville, puis enfin le dais sous lequel le Saint-Sacrement est porté par le coadjuteur. Je n'ai jamais rien vu d'aussi magnifique que ce dais. C'est un véritable monument tout en drap d'or et en broderies merveilleuses. Le sommet a la forme d'un dôme et est surmonté de neuf panaches d'une blancheur éblouissante. Il est tellement lourd et grand qu'il faut dix hommes pour le porter. Immédiatement après le dais suit le cardinal archevêque, vénérable vieillard de quatre-vingt-deux ans. Il est accompagné de l'état-major de la place, en grand costume, et des autorités constituées. Un escadron de hussards ferme la marche. Ce qui donne au cortège un aspect féerique, c'est l'innombrable quantité de bannières, dont plusieurs sont d'une beauté et d'une richesse incroyables. Je n'ai pas compté moins de huit corps de musique dans cet immense défilé. Trois gigantesques autels des parfums et un bouquet qui avait au moins six pieds de haut, pré-

cédaient le dais. Toute la procession s'avançait entre deux haies de soldats. Une foule nombreuse suivait, et, sur tout le parcours, l'attitude des spectateurs était convenable, car il ne faut pas oublier que Bordeaux est un port de mer où l'on trouve des matelots de tous les coins du monde.

Le bureau n'étant pas encore loué, je ne quitterai cette ville que vers le 1er septembre.

Votre pauvre enfant.

A SON FRÈRE JOSEPH.

Bordeaux, 26 août 1876.

Mon cher frère,

Si tu reçois mes lettres le dimanche, je continue à recevoir les tiennes le mardi soir.

Depuis deux jours, nous avons de la pluie, ce qui est excellent pour la vigne, qui commençait à souffrir considérablement d'une chaleur endiablée.

Au moment où tu m'écrivais, vous étiez, comme nous, grillés par le bonhomme Phébus. Il est probable que le 19 courant, jour de la nouvelle lune, vous aurez eu, sur les bords du Saint-Laurent, comme sur ceux de la Garonne, votre petite révolution atmosphérique et que vous jouissez maintenant d'une température chrétienne.

Lundi, 28 août 1876.

Quel drôle de temps nous avons! Il fait presque froid. Dans la nuit de samedi à dimanche, le thermomètre a descendu à dix degrés, une température d'hiver. Ce changement cause beaucoup de cas de cholérine. Pour moi, depuis que le temps est revenu au frais, je me porte bien.

Bordeaux n'est pas une ville renommée pour ses églises. On cite partout Rouen, Strasbourg, Amiens, Tours, Bourges, etc., mais on ne parle jamais de Bordeaux en fait d'architecture religieuse. La cathédrale de Saint-André est ce qu'il y a de mieux, mais elle ne saurait être comparée aux églises des villes que je viens de nommer. Saint-Michel est fort joli et sa tour est très belle. Les autres églises, à l'exception du portail de Sainte-Croix, n'ont aucune espèce de cachet. Les carmes viennent de construire dans le quartier des Chartreux une assez grande église, style moitié ogival et moitié byzantin. C'est joli, mais ce n'est pas de la grande architecture.

A l'exception d'un dominicain que j'ai entendu à Notre-Dame pendant le carême, les prédicateurs de Bordeaux ne s'élèvent pas au-dessus de la moyenne. Ils ne sont pas, pour le fond et pour la forme, supérieurs aux nôtres, mais ils font plus d'effet sur la masse, avec leurs voix tonnantes et leurs gestes méridionaux. Pour ceux qui ne se laissent pas monter la tête par ces procédés purement physiques, ils ne sont pas plus malins que nos prêtres canadiens.

Comme dans toutes les églises de France, le clergé est peu nombreux dans celles de Bordeaux. Les séminaires, pensionnats, assistent aux offices, le dimanche, dans leurs chapelles. Les élèves des frères seuls viennent aux offices de leurs paroisses respectives, mais ils ne sont pas au chœur. On leur réserve une place dans l'un des côtés de l'église où ils sont confondus avec le commun des fidèles.

Bordeaux possède un magnifique jardin public. Dans ses allées ombreuses, les dames du quartier des Chartreux vont passer l'après-midi avec leurs enfants et leurs bonnes. Le soir, la musique militaire donne un concert trois fois par semaine. Pour deux sous, on a une chaise et l'on passe une heure fort agréable. Dans les chaleurs du mois dernier, je me suis souvent payé ce luxe.

Le chef-lieu de la Gironde se vante, à juste droit, d'avoir le plus beau théâtre de la France, après le Grand-Opéra de Paris. Cet édifice est réellement très beau; construit, il y a un siècle, par l'architecte Louis, il a toujours fait l'admiration des étrangers par la pureté classique de ses lignes.

Il y a trois autres théâtres qui n'ont aucune espèce de valeur au point de vue de l'architecture. A l'égard de l'intérieur, je ne saurais te renseigner, car je ne suis jamais allé au théâtre depuis que je suis sur los bords de la Garonne.

Comme dans toutes les grandes villes, on trouve à Bordeaux des cafés-concerts, bals publics, etc., mais

je ne les connais que par les affiches que je vois au coin des rues. Je n'en sais donc pas plus long que toi sur les amusements du peuple souverain de l'ancienne capitale de l'Aquitaine.

A propos de Bordeaux, je t'ai envoyé un plan de la ville ; tu ne m'en as jamais parlé. C'est dans le mois de janvier que je t'ai fait cet envoi. L'as-tu reçu ?

Le Bordelais est aussi blagueur que le Parisien et il est beaucoup plus causeur ; au fond bon enfant. Les femmes, dans les boutiques, sont fort peu polies. Quelle différence avec la boutiquière de Paris, qui vous fait tout aussi bon accueil si vous faites une emplette de deux sous que si vous lui achetez pour cent francs.

En dehors du commerce des liquides et de tout ce qui s'y rattache, il n'y a pas de grandes industries à Bordeaux. Les millionnaires sont ici très nombreux, ce qui fait que l'association est moins nécessaire que dans des pays moins riches. Il y a quelques maisons d'armateurs qui ont quarante ou cinquante navires sur mer. Comme je crois te l'avoir dit, il y a dans cette ville un très grand luxe de vêtements et de voitures et, pour aller dans la société, il faut avoir du foin dans ses bottes.

Me voici rendu au bout de mon papier et de mes renseignements sur la capitale de la Gascogne.

Mes amitiés à ta femme.

AU MÊME.

Paris, 12 septembre 1876.

Mon cher Joseph,

J'ai quitté Bordeaux mercredi soir, à minuit. Il faisait chaud comme dans le mois d'août, le thermomètre avait marqué 29° dans la journée. Aussi ai-je peu dormi ; dans mon compartiment se trouvaient trois religieuses, un prêtre, un courtier en vins de Bordeaux, avec sa femme. Nous avons fait très bon ménage. Le matin, les religieuses, qui avaient apporté un plein grand panier de raisins, etc., nous firent part, avec la meilleure grâce du monde, de leur provision de fruits. Nous déjeunâmes à Tours, où nous arrivâmes à dix heures et demie, jeudi matin ; puis le train de onze heures et demie nous emporta vers Paris, après que nous eûmes dit adieu aux religieuses et au prêtre, qui se dirigeaient sur le Mans.

Le ciel qui, de Bordeaux aux bords de la Loire, avait toujours été d'une sérénité admirable, s'est couvert aussitôt que nous avons eu quitté Tours. En arrivant à Orléans, nous avons été accueillis par un orage à grand orchestre. Entre Etampes et Paris, le tonnerre n'a cessé de gronder et la pluie de tomber à jet continu. A dix heures, j'étais rendu à mon ancienne maison, n° 10 *bis*, Passage Laferrière. Après avoir dîné à mon petit restaurant de la Bourse, où j'ai mangé avec grand plaisir du *roastbeef* cuit au beurre, au lieu de

cette infernale graisse qui forme la base de la cuisine du Midi, je me suis rendu au n° 4 *bis*, rue Vivienne, où j'ai trouvé ta lettre du 26 août et les journaux.

M. Bossange m'a offert d'aller passer, aux mêmes conditions qu'à Bordeaux, trois ou quatre mois au Havre, pour remplacer un employé qui va faire un voyage aux Antilles. Naturellement j'ai accepté, bien que cela ne m'amuse pas du tout. Mais, dans la position où je suis, je n'ai pas le droit de refuser du travail. Je quitterai Paris le 14, après-demain.

Tu voudras donc bien adresser la réponse à la présente et tes lettres suivantes, 51, quai d'Orléans, Havre, Seine-Inférieure.

A la semaine prochaine.

A SA MÈRE.

Paris, 22 janvier 1877.

Ma bonne mère,

Je suis à Paris depuis cinq jours ; j'ai beaucoup marché, ce qui m'a rendu le sommeil, que j'avais perdu depuis longtemps.

J'ai pris une chambre dans la rue Papillon, mais je n'y resterai qu'une quinzaine ou un mois au plus, jusqu'à ce que j'aie trouvé une maison tranquille et pas trop chère.

J'ai assisté, hier, aux offices de Notre-Dame des

Victoires. C'était la fête du Sacré-Cœur de Marie, fête patronale de l'Archiconfrérie. Nous avons eu une magnifique messe en musique, et à vêpres un excellent sermon par un frère dominicain.

Cela me fait réellement un grand plaisir de revoir cette église, qui est bien celle que j'aime le mieux de toutes les églises que j'ai vues en France.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

-otre pauvre enfant.

À LA MÊME.

Paris, 4 février 1877.

Ma bonne mère,

Joseph me dit que vous m'aviez écrit quelques lignes, mais qu'il a oublié de les prendre lorsqu'il est allé chez vous. Puisque vous aviez pu m'écrire, c'est la preuve que votre rhumatisme vous laissait quelque repos. Joseph m'apprend que, depuis cinq jours, vous étiez assez bien. J'en remercie Dieu de tout mon cœur et j'espère que votre prochaine m'annoncera la bonne nouvelle que ce mieux se continue.

Je suis au château de Citry depuis hier. Comme toujours, j'ai reçu le plus cordial accueil de M. et de Mme Bossange. Ils n'ont pas vieilli ni l'un ni l'autre, et ils portent gaillardement leurs quatre-vingts ans.

Je suis allé à la grand'messe, ce matin, à l'église de

Citry. C'est comme une véritable glacière où j'ai pris mal à la tête. Ces douleurs-là ne durent pas longtemps, comme celles de l'intérieur du cerveau. Demain, je ne m'en sentirai plus.

Il y avait une quinzaine de vieilles femmes, des petites filles conduites par les religieuses, M. Paul Bossange et moi. C'est peu pour un village de huit cents âmes. Dans l'Est de la France, c'est presque la même chose dans tous les villages.

Sous le rapport religieux, le Midi est bien préférable. Dans les environs de Bordeaux, les églises sont toujours pleines, le dimanche, et il y a presque autant d'hommes que de femmes.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

Votre pauvre enfant.

A SON FRÈRE JOSEPH.

Paris, 2 avril 1877.

Mon cher frère,

...Hier, jour de Pâques, le temps a été couvert toute la journée, et, au sortir des vêpres, nous avons eu un peu de pluie. Aujourd'hui, le temps est encore nuageux, avec des éclaircies de soleil. Il y avait un monde énorme, hier, dans les églises, c'est tous les ans la même chose. Il y a au moins trois cent mille Pari-

siens qui ne mettent le pied dans les églises que quatre fois par an : à Pâques, à Noël, à l'Assomption et à la Toussaint. Pour les radicaux, ces trois cent mille Parisiens-là sont des cléricaux, des calotins et devront être fusillés à la prochaine Commune.

A Saint-Laurent, nous avons eu une fort belle messe en musique. Il y avait un baryton qui chantait les soli d'une façon tout à fait remarquable. Dans les rues, on voyait une foule énorme.

Ici, pour les dames et les enfants, le jour de Pâques offre le même attrait que le premier de l'an, car les œufs de Pâques ne sont qu'une seconde édition des étrennes. On n'a pas d'idée du luxe de ces œufs de Pâques. Il y en a pour toutes les bourses : depuis le petit *coco* de deux sous jusqu'à l'œuf colossal en matière précieuse renfermant des bijoux, quelquefois une rivière en diamants, qui vaut de 100 à 500,000 francs. Je te conseille de ne pas faire venir une grosse de ces œufs-là...

AU MÊME.

Paris, 6 mai 1877.

J'ai reçu, jeudi soir, ta lettre et les journaux du 20 avril, ainsi que les deux volumes qui sont vraiment, comme tu me le dis, d'une espèce bien rare en France. Quelle agréable surprise de trouver, serré dans la cou-

verture, ce beau sucre d'érable! Tu peux croire que je lui ai fait fête, moi qui n'avais pas goûté depuis bientôt quinze ans à ce bon sucre du pays!

Je l'ai divisé en six parts et je m'en paie une chaque jour. Messieurs les Français peuvent bien dire tout ce qu'ils voudront, notre sucre d'érable est exquis et je le préfère à toutes les sucreries artistiques de leurs confiseurs. Je te remercie de tout mon cœur de cette délicieuse surprise.

Nous avons un froid incroyable pour la saison; il gèle chaque nuit, et il faut faire du feu comme en hiver. J'ai peur que les vignes ne soient atteintes.

Je commence à reprendre des forces, grâce à la nourriture plus substantielle et au vin que je prends depuis une dizaine de jours.

A SA MÈRE.

Paris, 7 mai 1877.

Je commence à reprendre des forces, grâce au vin de Bordeaux que je bois depuis une dizaine de jours. J'espère qu'en suivant encore ce régime pendant deux ou trois semaines, je me rétablirai tout à fait.

Hier, pour la première fois, je suis allé à la messe à Saint-Eugène. Cette église, succursale de Saint-Vincent de Paul, paroisse de mon arrondissement, a été construite sous Napoléon III. Elle est à deux pas de chez moi.

J'ai été fort surpris quand on a distribué le pain bénit. On nous a présenté une corbeille pleine de petites brioches, et chacun en prend une. J'imagine que les enfants doivent aimer à aller à la messe à Saint-Eugène. Dans toutes les églises de Paris, on donne également de la brioche, seulement elle est coupée en petits morceaux comme chez nous...

A LA MÊME.

Paris, 13 janvier 1878.

Ma bonne mère,

J'ai reçu, jeudi matin, la lettre de Joseph, qui m'apportait vos souhaits et votre bénédiction pour la nouvelle année. Je savais bien que vous n'oublieriez pas votre pauvre enfant, et je vous remercie du plus profond de mon cœur des vœux que vous faites pour moi.

Le roi Victor-Emmanuel est mort le 9 courant, cinq ans, jour pour jour, après Napoléon III. Les trois hommes qui ont enlevé le pouvoir temporel au pape : Cavour, Victor-Emmanuel et Napoléon III, sont morts et Pie IX est toujours debout. Cette mort du roi d'Italie cause de l'inquiétude en France, car son fils Humbert passe pour être un grand partisan de l'Allemagne. Les élections de dimanche ont été favorables aux républicains, qui sont maintenant les maîtres de la France...

Paris, 25 août 1878.

La semaine qui vient de finir n'a pas été bonne pour moi. Mon rhumatisme me fait souffrir.

Depuis hier, je vais un peu mieux. J'espère que dans quelques jours je serai débarrassé de cette indisposition qui m'ôte le sommeil.

Heureusement que nous avons eu fort peu d'occupations cette semaine et que je n'ai pas eu trop d'écritures à faire, car lorsque je me penche pour écrire, j'éprouve une douleur très vive entre les deux épaules.

M. Bossange ferme son bureau à la fin du bail, et il n'aura plus besoin de mes services à dater du 31 octobre.

Je retournerai à Paris dans les premiers jours de novembre.

A la mort d'Octave Crémazie, son frère Joseph reçut de M. Malandain, propriétaire d'un hôtel au Havre, la lettre suivante, qui renferme tous les renseignements que l'on possède sur la dernière maladie et la mort du poète.

Sa pauvre mère eut la douleur de lui survivre quelques mois.

Havre, 26 février 1879.

A Monsieur Joseph Crémazie, Québec.

Monsieur,

Je regrette de ne pas vous avoir écrit à la mort de M. Fontaine, votre parent. M. Bossange s'en était chargé. Connaissant les relations d'amitié et de pa-

renté qui existaient entre vous et le cher défunt, il devait vous donner tous les détails de ses derniers jours.

M. Jules Fontaine est tombé malade le 11 janvier; le docteur, appelé aussitôt, l'a trouvé dans un état alarmant. Deux jours après, il a reconnu une péritonite très prononcée.

Comme je connaissais les sentiments religieux du malade, j'ai cru bien faire que d'appeler un prêtre: il a été confessé et a reçu les derniers sacrements. Il s'est affaibli de plus en plus et a expiré une demi-heure après, le 16 janvier, à onze heures du matin, dans les bras du prêtre, qui était encore là, attendant un moment de mieux pour lier conversation avec lui, car il le savait d'un grand esprit.

Je ne crois pas qu'il se soit vu mourir. Il a été frappé mortellement et n'a souffert que les deux premiers jours. Après cela, il se croyait toujours mieux.

Soyez persuadé, monsieur, qu'à l'exception de la famille, il ne lui a rien manqué: tous les soins lui ont été prodigués.

Depuis le mois de novembre 1877 que ce digne homme était dans notre maison, il était devenu un ami pour nous: son caractère juste et droit le faisait estimer de tous.

Je me suis fait un devoir, avec M. Regnault, de lui fournir un petit convoi digne de lui: quarante personnes environ pour l'escorter jusqu'à sa dernière demeure.

Comme vous devez le savoir, il devait retourner à

Paris vers le mois de décembre. Par suite de quelque affaire de commerce, il avait retardé son départ jusqu'au 17 janvier, et, le jour qu'il m'a chargé de vous écrire, c'est-à-dire, une journée avant sa mort, il vous faisait dire de lui adresser vos lettres au Havre, comme par le passé, me disant qu'il resterait encore un bon mois avec nous, afin de se bien rétablir.

Je vous donne, monsieur, tous ces renseignements dans l'espoir qu'ils vous seront précieux, et je suis toujours à votre disposition pour toutes les autres informations qui pourraient vous être utiles.

J'ai l'honneur de vous saluer,

MALANDAIN,

rue Bernardin-de-Saint-Pierre, 19.



TABLE DES MATIÈRES

LETTRES ET FRAGMENTS DE LETTRES.

DERNIÈRES LETTRES.

FIN DE LA TABLE.

